

*Marc Ferro*

# La Grande Guerre

1914-1918

PRÉFACE

DE PIERRE RENOUVIN

*Membre de l'Institut*

*nrf*

*Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation  
réservés pour tous les pays, y compris l'U. R. S. S.*

© Éditions Gallimard, 1969.

Gallimard

## SOMMAIRE

Préface de Pierre Renouvin	5
Avant-propos	9
<b>I. POURQUOI LA GUERRE ?</b>	
I. La guerre libératrice.	14
II. La guerre patriotique et émancipatrice.	24
III. La guerre inéluctable.	42
IV. La guerre imaginaire.	55
V. « Guerre à la guerre. »	68
VI. La guerre est déclarée.	77
<b>II. LES FORMES, LES MÉTHODES ET LES BUTS</b>	
VII. Du mouvement à l'immobilité	94
VIII. Le point fort et le point faible.	111
IX. Verdun et les grandes batailles.	138
X. Matériel humain et guerre du matériel.	156
XI. Style direct, style indirect.	176
XII. Guerre mondiale, guerre totale.	200
XIII. Le possible et l'impossible.	223
<b>III. LA MISE EN QUESTION</b>	
XIV. Tensions nouvelles, anciennes tensions.	257
XV. Crises de guerre.	308
XVI. Paix révolutionnaire, paix de compromis, paix victorieuse.	323
<b>IV. LA MÉTAMORPHOSE</b>	
XVII. Entre guerre et croisade.	348
XVIII. Les illusions d'une victoire.	362
Sélection bibliographique	13, 90, 251, 382
Index des principaux thèmes.	382

## PRÉFACE

*Dans l'étude de toutes les grandes « crises » de l'histoire, les progrès de la recherche sont liés non seulement à l'état de la documentation, mais à l'intérêt qu'éveillent les problèmes dans le milieu où vit l'historien. La Grande Guerre, au cours d'un demi-siècle, a donc été placée sous des éclairages variés. Ce sont d'abord les opérations militaires et navales qui ont, bien entendu, retenu l'attention : rien ne pouvait paraître plus urgent que de comprendre les péripéties dramatiques d'une lutte dont le souvenir était présent à l'esprit de tous, même lorsqu'ils n'avaient pas participé directement aux combats. Les témoignages des chefs, les souvenirs de combattants étaient publiés par dizaines, et les services historiques des armées, sans ouvrir leurs archives, livraient une masse de documents. Cette grande vogue de l'histoire militaire et navale a duré quinze ans. L'histoire diplomatique, dans ses aspects essentiels — l'intervention de nouveaux États dans le conflit, la cohésion des alliances et l'échec des tentatives de paix —, a éveillé de bonne heure une curiosité très vive, qui a été largement freinée, jusqu'à ces toutes dernières années, par les conditions d'accès aux archives. L'étude de la vie économique, dont la Dotation Carnegie pour la paix internationale avait tracé dès 1923 un plan provisoire, à titre de première ébauche, a connu des fortunes diverses : c'est seulement entre 1936 et 1939, à l'heure où s'affirmait la menace d'un nouveau conflit mondial, qu'ont paru les ouvrages essentiels sur la guerre économique. L'adaptation des institutions politiques et administratives à l'état de guerre n'a pas éveillé grand intérêt, au-delà du cercle des spécialistes. Quant aux forces morales — qu'il*

*s'agisse des mouvements socialistes ou des aspirations des minorités nationales —, leur étude n'a pas été négligée, surtout après 1930 ; mais elle a été envisagée dans l'optique de l'effort de guerre : l'historien se proposait de montrer quel avait été le rôle de ces « forces dissolvantes » dans l'issue du conflit.*

*A ces éclairages successifs, Marc Ferro en ajoute un autre. C'est sur « la psychologie des hommes de ce premier vingtième siècle », sur l'analyse de leurs sentiments et de leurs aspirations qu'il met l'accent. L'attitude des populations au moment où commence la guerre ; les formes de la lassitude lorsque l'épreuve se prolonge ; les espoirs que donne cette lassitude aux militants révolutionnaires, ardents à substituer la guerre civile à la guerre entre les nations ; la formation de grands mouvements d'opinion, en dépit de la « mobilisation des esprits » ; l'efficacité de ces mouvements : tels sont les thèmes majeurs. Ce domaine, sans doute, avait déjà été partiellement exploré. Le rôle des mouvements d'opinion dans la chute du tsarisme, dans l'effondrement de l'Autriche-Hongrie et dans le déclin de l'esprit de résistance en Allemagne à la veille de l'armistice avait été souvent mis en lumière ; et tous les historiens avaient été d'accord, depuis longtemps, pour reconnaître que l'entrée en guerre de l'Italie avait été déterminée par l'action d'une minorité ardente, ou que, pendant les deux mois qui ont précédé l'intervention des États-Unis, le président Wilson s'était constamment préoccupé d'adapter sa politique à l'état de l'esprit public. L'étude de ces grands remous était — il est vrai — relativement facile. Or le propos de Marc Ferro va plus loin : ce sont les traits profonds de la conscience collective, les bases du patriotisme et les formes de sa contestation qu'il veut atteindre. Dans cette perspective, l'histoire militaire garde sa place, car l'opinion publique, même lorsqu'elle était lasse, a toujours été dominée par les nouvelles venues du front. Mais l'histoire diplomatique devient secondaire, puisque les négociations ou les manœuvres des chancelleries restaient*

*secrètes. Le mouvement des « minorités nationales » lui-même perd une partie de son intérêt, dans la mesure où il n'était qu'un moyen de l'action diplomatique. Les options de l'auteur sont logiques ; elles expliquent les lacunes apparentes de son étude.*

*Cette analyse des sentiments et cette interprétation des tendances de la psychologie collective se heurtent pourtant, sur le plan de la recherche historique, à des difficultés particulières. La presse est toujours une source insuffisante, car les appréciations des journalistes sur les événements ne correspondent jamais exactement à l'état d'esprit de leurs lecteurs ; en temps de guerre, cette insuffisance est profondément aggravée parce que la censure entrave la liberté d'expression et parce que les journalistes, pour la plupart, pratiquent le conformisme. Entre les thèmes développés par le journal et les tendances de ses lecteurs, qui essaient de réagir contre le « bourrage de crâne », l'écart ne cesse de s'élargir. L'historien ne peut donc pas se contenter des indications que lui donne la lecture des journaux. Il doit chercher d'autres sources : il dépouille les documents parlementaires, parce que la tribune était souvent plus libre que la presse ; il étudie la propagande des « groupes de pression », dont le but était d'orienter les courants d'opinion et dont l'action s'attachait surtout à la question des « buts de guerre » ou des perspectives de paix ; il s'applique à suivre tous les mouvements de protestation contre la guerre, en particulier les grèves politiques ; il examine le comportement des groupements d'intérêts économiques. Pourtant ces recherches laissent subsister la question majeure, c'est-à-dire l'attitude de la masse de la population en face des impulsions qui s'exerçaient sur elle ? Pour étudier les courants de la psychologie collective, ce sont ces réactions profondes qu'il faut essayer d'apercevoir. Comment y parvenir ? Les rapports des services administratifs et des services de police, ceux aussi des services judiciaires, à condition*

d'être soumis, les uns et les autres, à une critique rigoureuse, peuvent donner une première approximation. Plus importantes sont les indications qu'apportent les archives du contrôle postal, dans tous les pays où, au cours de la guerre, la correspondance des « civils » était surveillée autant que celle des militaires : bien qu'ils aient été recueillis seulement par sondages, ces témoignages directs sont précieux. Encore convient-il de tenir compte de l'arbitraire ou des partis pris qui ont pu orienter le travail des commissions de contrôle. Et ne faut-il pas aussi remarquer que ce genre de documents accorde une place privilégiée aux opinions extrêmes — je veux dire aux opinions de ceux dont les convictions étaient assez ardentes pour leur faire négliger le risque de voir retarder la transmission de leur message ? Or, dans ce vaste champ d'études, les recherches sont à peine commencées. Comment éviter, dans un essai d'interprétation, les généralisations hâtives ou les vues arbitraires ?

De ces risques d'erreur, l'auteur de ce livre a pleine conscience. Il sait que, dans l'état actuel du travail historique, en France et hors de France, les études de psychologie collective ne peuvent être que des esquisses. A ce défrichage d'un sujet difficile, il apporte des dons : la curiosité d'esprit, la richesse de l'imagination, l'acuité du regard ; il témoigne aussi de la chaleur de ses convictions. Les souvenirs que j'ai gardés de cette époque et les documents que j'ai eu l'occasion de consulter me portent à penser que certains jugements sont contestables, certaines affirmations excessives : les populations, dans la plupart des États belligérants, sont restées, je crois, plus uniformément attachées au sentiment national que Marc Ferro ne semble enclin à l'admettre. Mais cette œuvre est vigoureuse ; elle est suggestive ; elle est sincère, en même temps qu'elle ouvre la voie à des recherches neuves. Ce sont des titres qui la recommandent à toute notre attention.

Pierre Renouvin.

## AVANT-PROPOS

Il peut sembler impertinent d'écrire un ouvrage sur la Grande Guerre quand on est à la fois l'élève de Pierre Renouvin et de Fernand Braudel. Ce serait méconnaître la largeur d'esprit du maître des études sur le premier conflit mondial, sa joie à susciter les vocations, à entendre d'autres opinions que les siennes. Ce serait imaginer que l'auteur de la Méditerranée refuse de s'intéresser aux événements alors qu'il souhaite qu'on les comprenne dans le temps long et l'ambiance de toute une civilisation.

Au reste, lorsque François Erval m'a invité à écrire cet ouvrage, il ne me serait jamais venu à l'idée d'accepter sa proposition si je n'avais eu le sentiment d'apporter les résultats d'une expérience nouvelle.

Sans doute, est-ce le dépouillement systématique de la plus grande partie des archives cinématographiques qui m'a suggéré hypothèses et orientations de recherche. L'image et la fréquentation du film obligent à ressusciter la psychologie des hommes de ce premier xx<sup>e</sup> siècle, à retrouver leurs aspirations, ce qui m'a semblé aussi important que l'étude des mécanismes économiques ou des calculs de la politique.

Au terme de cette mise en cause, les effets, la nature de la guerre apparaissent différents de l'interprétation des contemporains. Rien de plus normal, à ce second niveau d'analyse, les faits étant évalués dans l'histoire longue de

*trois ou quatre générations. S'il était légitime, cinquante ans après le gigantesque événement, de les mettre ainsi en perspective, il m'était impossible d'atteindre un troisième stade, l'étude proprement scientifique du premier conflit mondial, sauf dans quelques domaines où l'on dispose d'assez d'instruments de travail pour appliquer la méthode statistique, voire la méthode structurale.*

*Ainsi, trois approches, trois niveaux d'explication. Leur présentation posait des problèmes d'autant plus insurmontables que, selon nous, l'ordre linéaire et chronologique brise souvent la complexité de certains phénomènes historiques. La guerre, telle que l'ont comprise dirigeants politiques et chefs militaires, ne diffère-t-elle pas de la guerre vécue par les combattants, par l'arrière ou par les opposants ? Chaque drame vécu a sa chronologie propre, sa respiration, ses crises, ses temps morts, sa progression, qui ne coïncident pas avec le découpage en périodes abstraites qui varient selon les idéologies.*

*Or, contre toute attente, ces ruptures voulues m'ont ouvert la voie, au lieu de l'obstruer. Pour reprendre une expression de Fernand Braudel : à peine commencé, ce livre m'a échappé. Il a couru devant moi. J'étais parti pour étudier la Grande Guerre ; en route j'ai rencontré le fascisme, vu poindre les formes du totalitarisme, se dissocier le sentiment patriotique. Bien avant Versailles, surgissaient en filigrane les causes de la Seconde Guerre mondiale, même de la guerre froide, avant Brest-Litovsk. Oserai-je ajouter qu'écrite il y a un an, la première partie de ce livre m'a aidé à comprendre et à vivre la crise de notre temps ?*

## PREMIÈRE PARTIE

### POURQUOI LA GUERRE ?

Septembre 1966-septembre 1968.

Longue, douloureuse, meurtrière, la Grande Guerre vit s'entre-tuer des millions d'hommes qui, la veille encore, juraient « guerre à la guerre ». Ils furent les frères d'armes de ceux qu'ils accusaient d'être des militaristes, des chauvins, des bellicistes ; et également des millions d'autres qui firent la guerre par devoir ou encore sans trop savoir pourquoi.

Passé 1918, devenus anciens combattants, ni les uns ni les autres ne mirent en doute la légitimité de leur sacrifice : ils avaient combattu pour la défense de la patrie et la guerre qu'ils avaient faite était une « juste guerre ». Pendant cinquante ans, ils n'ont cessé de le répéter.

Pourtant, durant les hostilités mêmes, un doute naquit chez quelques-uns : la poursuite de la guerre avait-elle un sens ? L'horrible massacre était-il vraiment nécessaire ? Les milieux dirigeants l'assuraient : mais étaient-ils sincères ?

En 1914, les appelés ne s'étaient pas posé de questions ; tous partirent et, quand ils défilèrent, leurs visages dirent dans quel esprit : ils rayonnaient. Certes, l'image est trompeuse et une analyse plus fine dirait le déchirement d'un père, d'un fiancé ou d'un époux ; mais cela ne dura pas, contraste saisissant avec 1939 où, sauf en Allemagne, le visage des mobilisés exprime la consternation, le désespoir.

Sans doute, en 1914, croyait-on que la guerre serait courte, que l'on en reviendrait, à Noël, aurolé des lauriers de la victoire : il reste qu'à Paris, comme à Londres ou à Berlin, les soldats partirent en chantant, plein d'allant, et « la fleur au fusil ».

Ce phénomène ne saurait être dissocié des origines de la guerre, du souvenir qu'elle a laissé, et nous voudrions en rendre compte autant que des causes proprement économiques ou politiques.

Quelles étaient les aspirations de la société à la veille de la guerre ? Comment pouvait-elle, à la fois, souhaiter la paix et partir allègrement à la guerre ? Quelle était la nature du sentiment patriotique ? Quelles forces économiques ou politiques commandaient aux États, aux nations, aux sociétés ? A ces questions en est associée une autre : comment ceux qui voulaient empêcher la guerre se trouvèrent-ils, d'un coup, comme désarmés ?

#### BIBLIOGRAPHIE

Selon Dedijer, plus de 3 000 ouvrages ont été consacrés à la crise de Sarajevo. Ce chiffre, qui donne une mesure, révèle l'immensité de la littérature consacrée à la Grande Guerre. A Paris, la Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine conserve plus de 50 000 titres sur le premier conflit mondial ; il convient d'y ajouter les journaux, articles de revue, archives imprimées ou manuscrites, les documents cinématographiques et iconographiques, etc.

Une excellente sélection bibliographique figure dans l'ouvrage capital de Pierre Renouvin, *La Crise européenne et la Première Guerre mondiale*, Paris, 4<sup>e</sup> éd. 1962, 779 p. Nous y renvoyons le lecteur, ainsi qu'aux autres ouvrages de P. Renouvin.

Il convient de rappeler l'intérêt exceptionnel de deux ouvrages :

Fischer (Fritz), *Griff nach der Weltmacht, die Kriegszielpolitik des Kaiserlichen Deutschland 1914-1918*, Düsseldorf, 1961, 902 p. Il en existe une traduction anglaise, *Germany's Aims in the First World War*, Londres, Chatto et Windus, 1967, 652 p.

Meyer (J.), Ducassé (A.) et Perreux (G.), *Vie et mort des Français*, Paris, 1959, 510 p., ainsi que les autres ouvrages de J. Meyer et d'A. Ducassé.

I

## La guerre libératrice

“ Plutôt la guerre que cette éternelle attente. ”

Enquête sur la jeunesse, 1913.

### Une société « bloquée ».

1840-1914. Plus encore qu'au siècle précédent, les distances diminuent, le monde se rétrécit, les échanges se multiplient, l'unité des hémisphères s'affirme.

La société européenne en a-t-elle conscience ? Il est, en tout cas, d'autres changements qu'elle ressent : par exemple, qu'aux autorités reconnues et déclarées de l'époque traditionnelle, — le Roi, le prêtre, la loi, la famille, le patron ou l'officier —, se soient ajoutés les nouveaux maîtres anonymes et incontrôlables. Ce sont ceux qui baissent brutalement les prix agricoles de l'Europe, suscitant la ruine des campagnes ; ceux qui déclenchent les crises économiques ; ceux qui font ou défont la mode ou l'opinion. Dans ce monde étrange, qui se transforme, des activités millénaires disparaissent. Des métiers naissent et meurent avant que ne passe une génération, un brevet d'invention ou une technique d'exploitation chasse l'autre pour mourir à son tour. Des entreprises surgissent, d'autres périssent. Il en va de même d'un

grand nombre de foyers humains : toujours au nom de la loi, du progrès, ou de la liberté.

Un fil ténu semble exister entre cette oppression et l'ancienne : l'armée montante des fonctionnaires. Dans les États laïques, cette bureaucratie est l'équivalent de l'Église : elle protège les possédants contre la poussée venue d'en bas. Ailleurs, son action s'ajoute à celle du clergé, et les classes populaires la voient se développer avec peu de sympathie. En fait, il y avait en Allemagne 1 fonctionnaire pour 825 habitants en 1870 ; il y en a 1 pour 216 habitants en 1905. Comme dans la Russie de Tchekhov, ils ne cessent de croître et de se multiplier. A la veille de la guerre, en France, un électeur sur onze est un fonctionnaire. Or, à son sommet, cette nouvelle classe est presque entièrement composée de nobles en Allemagne et, dans la France républicaine, le corps des préfets compte 88 anciens pairs de France ; chez les conseillers d'État ou les ambassadeurs de la République, on calcule que la proportion est la même.

L'effet est double. D'un côté, l'autorité des notables, ainsi métamorphosée, réussit à se consolider et le nombre des citoyens possédant une parcelle d'autorité, même infime, s'accroît. Leur avenir assuré par la retraite, d'autres grossissent le nombre des conservateurs, notamment dans les grandes cités en mouvement. Par ailleurs, l'insatisfaction de la masse se développe chez tous les citoyens dont l'avenir est incertain, chez ceux qui ne participent en rien à la gestion de la vie collective. Ceux-là sont particulièrement nombreux dans ces mêmes grandes villes où la chute des prix agricoles les a fait affluer. Leur statut de nouveaux citoyens les place dans une situation inférieure : à la ceinture des faubourgs de Paris correspondent bientôt les ceintures de Milan, de Berlin ou de Saint-Petersbourg.

Prisonniers d'un univers dont les mécanismes sont mystérieux, alors que l'école enseigne l'avenir de la science et la foi dans le progrès, la masse des citoyens

du xx<sup>e</sup> siècle ne participe guère aux affaires publiques. La démocratisation des institutions, pendant les décennies précédentes, n'était qu'une illusion et les réformes n'y changent guère. Certes, celles-ci ont permis une amélioration globale des conditions de la vie, de l'équipement, de l'instruction, ou des conditions sanitaires. Ces réformes occupent et stimulent les classes éduquées ; elles les enrichissent également et accroissent leur emprise sur la société ; mais cela ne fait guère participer les classes populaires à leurs propres affaires. « La foule des candidats aux élections est si épaisse autour de l'arbre de cocagne que la partie de la nation qui fournit les saucisses ne peut même pas en approcher. » Le brouhaha qui accueille les élus des nouveaux zemstvo a la même portée que le *hoch* ou le *hurrah* qui, plus à l'ouest, salue l'élection des représentants du peuple : il met fin pour de longs années et jusqu'à la prochaine consultation à l'action politique des électeurs.

Entre villes et campagnes, les rôles s'égalisent lentement. Naguère, les premières étaient « libres », et les secondes prisonnières ; au début du xx<sup>e</sup> siècle, le citadin ne participe plus guère aux affaires de l'État, de la province ou de la communauté ; il a rejoint le paysan. Au moins, celui-ci garde la possibilité de régler à sa guise l'emploi de son temps ; ce reste de liberté lui donne plus d'initiatives qu'à l'ouvrier. Mais au moment où les crises économiques la frappent, la campagne voit son aire d'autonomie se réduire. De plus en plus, elle dépend de la ville, où se prennent les décisions ; le campagnard y reconnaît, sous le costume du haut fonctionnaire, et agissant au nom de la loi, la personne à la fois crainte, aimée et haïe de l'ancien maître.

#### *Les issues.*

Victimes d'une tyrannie plus insupportable que celle de l'époque passée (le « bon vieux temps »), ceux qui

prennent conscience de ce malheur cherchent une issue. Chez les intellectuels, quelques-uns trouvent un appui dans la foi religieuse ; celle-ci se réveille dans quelques pays à l'aube du xx<sup>e</sup> siècle et le renom de Péguy, de Solovev, de Bergson illustre cette renaissance du mysticisme. « Le grand public, écrit Georges Sorel, est heureux de trouver — dans *L'Évolution créatrice* — l'idée d'une puissance divine qui anime tout le monde vivant » (1907).

Mais que deviennent les autres ? La presse exploite leur besoin d'évasion. Il est significatif que c'est entre 1880 et 1913 qu'apparaissent, dans chaque pays, les journaux qui « ne font pas de politique », en Grande-Bretagne le *Daily Mail* ; en Allemagne le *Tägliche Rundschau* ; en France *Le Petit Parisien* ; en Russie les *Novoe Vremja*.

Or, tout le monde n'est pas capable de croire, de boire, de jouer aux cartes ou de lire les faits divers... En dehors de ces solutions, il ne leur reste qu'une double issue : la fuite ou la révolte ; ou, si l'on préfère, la révolution ou l'émigration.

#### *Révolution ou émigration ?*

De l'Oural aux Abruzzes et au cap Land's End, le mécontentement, la misère, la persécution raciale ou politique ont poussé trente millions d'Européens à passer l'Atlantique. Ils ont fait une découverte capitale : qu'ils ont, désormais, la possibilité de transformer leur existence pourvu qu'ils soient prêts à tous les sacrifices et qu'ils fassent table rase de leur passé. Ainsi, ils vont à la recherche d'une vie nouvelle. Britanniques, Allemands et Scandinaves ont donné l'exemple. Slaves et Italiens suivent. Il y a peu de retours qui seraient le signe d'un échec, de la faillite d'une existence.

Quelques-uns, également optimistes mais autrement lucides, ont choisi d'être révolutionnaires. Ceux d'entre

eux qui ressentent toutes les formes de l'oppression veulent la suppression de toute autorité, l'anarchie. D'autres rêvent d'un régime d'où toute incertitude serait bannie et où les hommes pourraient construire leur avenir en sécurité. Avocats du socialisme, ou du communisme, ils essaient d'analyser le fonctionnement de l'économie capitaliste avec rigueur. Convaincus d'en avoir découvert les « lois », ces marxistes estiment que seule leur méthode a une valeur scientifique.

Minoritaires au sein d'une société inconsciente, les révolutionnaires espèrent éveiller travailleurs et autres opprimés. Mais, sauf les anarchistes, ils ne voient pas qu'en organisant syndicats et partis politiques, ou en fondant une Internationale, ils maintiennent sous une autre forme le rapport gouvernants/gouvernés. En outre, même dans les partis et groupes révolutionnaires, ce rapport garde un caractère de classe. L'anarchiste Kropotkine est un prince que l'on traite comme tel ; Lénine, fils d'un haut fonctionnaire, reçoit mille égards de la police tsariste. Au Reichstag, sur 110 députés sociaux-démocrates, il n'y a que deux anciens ouvriers. Cette représentation symbolique n'est pas même respectée au Palais-Bourbon de 1914, ce qui est un recul par rapport à février 1848. A la direction de la social-démocratie russe, on ne trouve pas non plus un seul travailleur. Ainsi, on relève partout une relation d'obéissance des sympathisants vis-à-vis des adhérents, de ceux-ci à l'endroit des militants, des militants envers leurs « chefs ». En 1902, Lénine, devant la faillite du mouvement révolutionnaire, veut organiser son futur parti à l'imitation d'une armée, avec un état-major très centralisé : c'est dire que, pour réussir la révolution, les travailleurs doivent préalablement se retrouver troupiers. Certes, ces soldats seront éduqués, lucides, libres politiquement, révolutionnaires : ils devront néanmoins continuer à obéir à ceux qui pensent pour eux. Le succès de *Que faire ?* traduit un

état d'esprit et un style. Les chefs des autres tendances politiques, social-démocrates notamment, s'indignent, mais, en Russie comme ailleurs, ils manipulent également les militants et les électeurs comme les états-majors manipulent le soldat, ou les églises leurs ouailles. Ils n'ont pas même l'excuse de vouloir faire aboutir complètement la révolution prolétarienne.

Surtout les leaders des partis extrémistes ne voient pas que plus leurs adhérents sont nombreux, et plus cela signifie que la société se transforme, qu'elle évolue, se différencie : ce qui diminue les chances d'un alignement vraiment révolutionnaire.

Entre 1840 et 1914, ce n'est ni en Grande-Bretagne, ni en France, ni en Allemagne, les premiers pays parvenus au développement capitaliste le plus caractérisé, que les chances d'un bouleversement social violent augmentent : c'est en Russie. Le retard économique de ce pays se traduit, sur le plan social, par la faiblesse de ses classes moyennes. Elles sont incapables de neutraliser la volonté consciente des classes populaires qui souhaitent un bouleversement total des règles de fonctionnement de la société. Ces chances augmentent également en Italie ; mais ici, à la veille de la guerre, le mirage américain s'exerce, plus que partout ailleurs, arrachant au mouvement révolutionnaire et aux futurs soldats de la révolution les éléments les plus dynamiques, les plus actifs ou les plus entreprenants.

Émigration ou révolution, a-t-on suffisamment établi la relation entre ces deux phénomènes ? Or, l'alternative vaut également après coup. Nul n'est plus conformiste, aux États-Unis ou ailleurs, que le nouvel immigrant qui juge sacrilège toute critique de sa patrie d'adoption \*. Celle-ci représente pour lui la liberté, la justice, la vertu. Tout prédispose ainsi les éléments les plus neufs de la société américaine à devenir des conservateurs et

\* Les anarchistes exceptés.

également des chauvins : c'est aux États-Unis qu'ont été exécutés pour la première fois des anarchistes (1886). Par un processus à la fois semblable, inverse mais symétrique, toute critique devient sacrilège, après 1917, dans la patrie de la révolution. Ainsi la Russie des soviets interdira-t-elle l'émigration, signe de la non-satisfaction.

#### *Les vibrations de la société.*

Revenons à la vieille Europe où, depuis plus ou moins longtemps, les vibrations de la société s'atténuent lentement, le chômage se résorbe et la sécurité de chacun semble assurée. Tel est le cas de la France, qui n'a jamais connu de grands courants d'émigration et où les chances de la révolution sociale diminuent après l'expérience de la Commune de Paris. Il en est de même en Angleterre depuis l'échec du Chartisme ; au début du xx<sup>e</sup> siècle, les grèves sont particulièrement puissantes, mais les manifestations violentes sont moins amples et, désormais, ce sont surtout les Écossais et les Irlandais qui franchissent les mers ; la seule révolte ouverte en Angleterre même est celle des femmes, les suffragettes. Dans l'Allemagne wilhelmienne, au début du siècle, on croit que si une mutation a lieu un jour, elle se fera sans heurts et sera prise en main par l'état-major de la social-démocratie, bientôt maître du Reichstag. Aussi, outre-Rhin, les départs vers l'Amérique se sont également taris depuis qu'il s'est avéré que le pays a pris un nouvel essor.

1837 en Angleterre ; 1871 en France ; 1910 en Allemagne, dates de l'apogée des chances d'une transformation effective des structures sociales, dans trois grands pays. Dates qui suivent à distance respectueuse, mais comme l'ombre, l'époque de leur développement industriel maximum. Il semblerait que plus le départ industriel est ancien, et plus s'éloignent également les

chances de la révolution sociale, plus les antagonismes impérialistes se sont aggravés et plus les antagonismes sociaux internes se sont adoucis. Contre-preuve : en Italie et en Russie, entrées bonnes dernières dans la course à l'industrialisation, que la politique impérialiste a à peine enrichies, les vibrations de la société restent très amples. La multiplication des départs vers la Sibérie ou l'Amérique, comme celle des gestes de révolte, dans les villes ou les campagnes, attestent que l'on refuse de rester soumis : c'est la patrie des anarchistes, de Bakounine et de Malatesta.

Or, c'est précisément en Russie et en Italie que l'opposition à la guerre a touché la société dans toute son ampleur. Avant de fonder le communisme et le fascisme, ces deux régimes qui ont marqué le premier xx<sup>e</sup> siècle, les Russes ont signé la paix à Brest-Litovsk et les Italiens dit leur « Adieu aux armes » à Caporetto. Ce n'est qu'ultérieurement que ces nations ont été unanimes à se battre : lorsqu'il a été évident que la terre natale était effectivement menacée. Quand la guerre avait un sens.

Pour les combattants français, anglais ou allemands, il n'y avait pas d'équivoque : la guerre avait pour but la sauvegarde des intérêts réels de la nation. Elle avait une autre signification : en partant pour la guerre, les soldats de 1914 avaient trouvé un idéal de rechange qui, en quelque sorte, se substituait aux aspirations révolutionnaires. Il en allait ainsi des plus malheureux et des moins concients : mis au ghetto de la société, ils réintégraient la société grâce à la guerre mais, par là même, se démobilisaient sur le plan révolutionnaire.

#### *La guerre libératrice.*

En outre, ces hommes allaient changer d'existence, comme secrètement ils en rêvaient. Certes, dans toute l'Europe, leur condition de vie s'améliorait ; mais lentement et certainement pas au même rythme pour tous.

Alors que le monde des affaires connaît, en France par exemple, une véritable résurrection entre 1900 et 1914, « la Belle Époque », que le salaire réel de la masse des ouvriers double presque entre 1890 et la guerre, on constate que, pendant la même période, le nombre des donateurs au mont-de-piété baisse et que jamais ceux-ci n'ont enregistré autant d'engagements qu'à la veille de la Grande Guerre. Or, la diffusion de la presse, le développement de l'instruction, la publicité, ont créé des besoins matériels nouveaux : nourriture plus variée, costume de ville, vaisselle, bicyclette. De plus, ils ont révélé la possibilité de vivre une existence plus intéressante, plus riche, plus valable, et monter l'échelle sociale apparaît comme un droit imprescriptible. Déjà, à Paris, l'artisan du faubourg Saint-Antoine ou de Belleville passe le canal de la Bastille chaque dimanche. Sur les Grands Boulevards, habillé en bourgeois, il va désormais au café-concert, puis à l'Opéra-Comique. De la porte Saint-Martin à la Bourse, la distance n'est pas plus grande que de la Bourse à la rue de la Paix : là, les affairistes de la finance banquettent déjà avec les notables. Du haut en bas de la société chacun est impatient de monter vite et toujours plus haut. Même phénomène à Berlin ou encore à Londres. « Les difficultés et les contraintes de la vie ont produit une génération très tendue. Les gens n'ont pas la patience d'attendre que les nouvelles conditions de l'existence leur fassent une place... et la guerre, la guerre qui éclaterait, les libérerait de cette difficulté... Sans le savoir, ces hommes avaient substitué un champ de haine à l'hymne de la vie ou de la révolution », constatait Caroline E. Playne, une Américaine résidant alors à Londres. Les jeunes font écho aux paroles de leurs aînés : « L'existence que nous menons ne nous satisfait pas, parce que, si nous possédons tous les éléments d'une belle vie, nous ne pouvons les organiser dans une action *immédiate*, qui nous prendrait corps et âmes et nous jetterait hors de nous-mêmes.

Cette action, un seul événement nous la permettra, la guerre. » Aussi, ces jeunes y partent comme à l'aventure, heureux de changer de vie, de voyager, ayant tous satisfait au devoir, et sûrs, chacun d'entre eux, de revenir bientôt, auréolés des lauriers de la victoire.

Ainsi, loin d'avoir été subie, la guerre de 1914 à 1918 libéra des énergies. Elle fut accueillie avec enthousiasme par la majorité des hommes en âge de se battre\*. Il suffit de voir le comportement des mobilisés qui partent à la guerre : tous alertes, Français, Allemands, Anglais. Plus âgés les Russes sont moins allégres, et les Italiens plus lents à se mouvoir : on sait qu'ils vivaient un autre rêve : les uns, le mirage de l'Amérique ; les autres, l'attente de la révolution.

Même en Russie, il y eut peu de réfractaires ; en France 1,5 %, alors que les autorités militaires prévoyaient de 5 à 13 % de déserteurs.

On a dit que l'esprit internationaliste avait fait faillite, que les socialistes n'avaient pas réussi à empêcher la guerre, qu'ils avaient trahi tous leurs serments. Ce fait a frappé, d'ailleurs, les contemporains. Pourtant, chaque citoyen était persuadé du contraire ; en répondant à l'appel de son pays, il accomplissait son devoir de patriote et de révolutionnaire. Il était certain que son pays était victime d'une agression et qu'en faisant la guerre, les révolutionnaires-soldats et les autres combattants seraient les artisans de la paix éternelle. Bel idéal que l'utopie de la « der des der », qui animait tous les « poilus ».

Ainsi, le pacifisme et l'internationalisme se confondirent avec l'individualisme et le patriotisme, un fait assez exceptionnel que seule la nature supposée de cette guerre explique : pour tous, une guerre de défense patriotique, par conséquent une guerre juste ; et, de toute façon, une guerre inéluctable.

\* En Angleterre, où il n'y avait pas de service obligatoire, on compte près d'un million de volontaires. Il en alla de même, plus tard, aux U.S.A.

## II

*La guerre patriotique et émancipatrice*

La France, constaterait un historien morose, n'a pas tant le génie des armes que celui de la guerre civile. Sauf en 1914, elle n'a jamais connu l'expérience d'une longue et véritable guerre patriotique. Que l'on jette un regard sur son histoire proche ou lointaine, et il apparaît que chacun des conflits livrés par la nation la plus fière de sa gloire militaire a été peu ou prou mâtiné de lutte civile : ce qui est clair pour 1939-1945, l'a également été pour la Révolution et l'Empire, ou l'époque de Jeanne d'Arc et des Bourguignons, pour Henri IV, la Ligue et les temps de Richelieu. Même en 1870, il s'est trouvé un parti qui secrètement ou ouvertement désirait la défaite de ceux qui dirigeaient le pays.

Pas en 1914-1918 : la France n'a eu de « parti de l'étranger ».

Certes, la Grande Guerre a eu ses opposants. Toutefois, ceux-ci n'étaient pas solidaires de l'ennemi, ils se déclaraient pacifistes et adversaires de tous les gouvernements, sinon de toutes les guerres. Comme Jaurès, ils condamnaient seulement la guerre « impérialiste », mais jugeaient légitime la défense du territoire national menacé d'agression.

Il en alla ainsi de chaque peuple : même en Russie où la haine de l'autocratie était partagée par la population presque entière : le « défaitisme » ne recueillit aucun

écho. Par défaitisme, on veut dire, entre 1914 et 1918, non le pessimisme décourageant qui affaiblit le moral du pays et le conduit à la défaite, mais le vœu que son propre pays soit battu, qu'il en irait de son salut. Ainsi, en France puis en Italie, il y eut des groupes de cléricaux, qui, hostiles au régime et à son inspiration laïque, souhaitaient pour leur « patrie perdue » le châtement de Dieu. Ils ne furent qu'une poignée. De son côté, l'aile la plus avancée du socialisme jugeait en 1914, avec Lénine, que rien ne serait plus dommageable à l'avvenir de la révolution prolétarienne qu'une victoire militaire, en Russie, des armées tsaristes, en Allemagne, des armées impériales, etc. Ce qui signifiait qu'il fallait contribuer à la défaite de son propre pays. Il dut abandonner cette plate-forme que personne n'approuvait, et se replier sur des positions internationalistes et pacifistes, dont le mot d'ordre visait à la transformation de la guerre européenne en guerre civile.

Vérité pour la Russie, vérité pour la France, vérité pour l'Europe entière ; la frêle barrière de l'Internationale éclata en morceaux dès le premier coup de clairon.

Pour le Français ou l'Allemand, 1914-1918 fut un combat de preux, aussi clair, aussi évident que la croisade, la défense de sa mère, le combat pour sa foi ou la lutte des classes. Aucun raisonnement ne pouvait dominer cet instinct collectif.

Certes, le conflit global des deux coalitions eut son origine dans les rivalités impérialistes, mais les combats singuliers qui opposèrent les nations une à une répondaient à une autre nécessité, à une tradition enracinée au plus profond de la conscience des peuples. Chacun d'entre eux pressentait qu'il était menacé dans son existence même par l'ennemi héréditaire. Pour tous, le conflit obéissait ainsi à une sorte de rite fatal, ce qui explique le caractère de la lutte, « à la vie, à la mort », un trait que la nature impérialiste de cette guerre n'expliquerait pas.

*L'unanimité patriotique.*

Les peuples tenaient cette passion d'une lointaine histoire. Mais leur unanimité patriotique avait une origine plus récente.

Depuis un demi-siècle les progrès de la concentration géographique des activités industrielles et le développement du capitalisme avaient déterminé des phénomènes économiques *généraux* que n'avait pas connu l'âge préindustriel. Ainsi, l'agriculture anglaise tout entière avait eu son destin modifié par les lois de 1846, ou l'industrie française par les accords de 1860. Ensuite, durant les trois dernières décennies, la croissance économique de la France avait ressenti un très pénible coup de frein lié à la crise agricole de l'Europe, celle-ci due, pour une part à l'exploitation des grands pays d'outremer, Canada, Australie, etc. En Europe, chaque nation avait ainsi le sentiment d'être victime de catastrophes et entourée d'ennemis qui en voulaient à sa prospérité, à son développement, à son existence même. Ainsi le sentiment patriotique devenait une des formes de la réaction collective de la société face aux phénomènes nés de l'unification économique du monde ; le mouvement des nationalités en était une variante qui n'était pas liée seulement à l'oppression ethnique ou religieuse.

*Patriotisme et régionalisme.*

Le rapprochement se comprend mieux si l'on associe le patriotisme des nations à la résurrection du régionalisme. Ainsi, en Russie, le développement économique avait eu pour effet de faire pénétrer des colons dans tout l'empire et leur présence comme un corps allogène hors de la vieille Russie devint d'autant plus sensible qu'avec

la mise en valeur des gisements de l'Ukraine ou avec l'exploitation du Transsibérien, ils étaient plus nombreux à peupler et à gérer ces territoires du pourtour, où naguère ils se contentaient d'exercer un contrôle. Leur présence et la politique de russification qu'ils préconisèrent fut ressentie comme un acte d'agression et, par contrecoup, les mouvements nationaux se développèrent avec vigueur : pas seulement chez ceux qui ne s'étaient jamais considérés comme des Russes (tels les Baltes, les Finnois, etc.) mais chez les Ukrainiens, Petits-Russes, Mordves, Mari, etc.

Entre l'obligation, pour les Ukrainiens, de parler la langue russe, et l'interdiction, pour les écoliers français, de s'exprimer en patois, il n'y a qu'une différence de degré, tout comme entre la russification effectuée par les bureaucrates de Saint-Petersbourg et la centralisation réalisée par les Prussiens ou les Parisiens. La résurrection du régionalisme provençal ou breton (en 1877 se tient le premier congrès interceltique), la survivance de la « question méridionale » et plus encore du problème sicilien en Italie sont des phénomènes de même nature, un patriotisme, mais dissocié du temps présent.

En fait, la présence de fonctionnaires parisiens ou prussiens ou russes assurait le renforcement de l'unité nationale plus qu'elle ne la dissolvait, parce que le pouvoir central représentait la lutte contre les survivances féodales et la défense contre l'étranger.

Ses moyens, largement accrus, lui permettaient également de faire croire à la démocratisation des institutions politiques. En réalité, il s'agissait plutôt d'un renforcement de l'État, mais les citoyens de l'an 14 s'imaginaient qu'ils étaient désormais libres de façon irréversible, qu'il suffirait de perfectionner ou de modifier le régime social ou politique pour que la loi assure à la démocratie un fonctionnement parfait.

Ils ne s'apercevaient pas que les classes dirigeantes avaient seulement perfectionné leur religion. Au pre-

mier catéchisme, elles avaient ajouté celui qu'on apprend à l'école et que le journal répète. Or, depuis trente ans, la diffusion de l'instruction, l'apogée de la presse et la résurrection des sports contribuaient surtout à exalter leur foi en leur propre pays.

#### *Le deuxième catéchisme.*

Après 1880, la diffusion de l'instruction, déjà bien avancée en Angleterre et en Allemagne, a été particulièrement rapide en France et en Russie. Elle s'accompagne de la connaissance du passé national qui pénètre désormais le corps social tout entier. Quel était son enseignement ?

#### *En France.*

Pour les Français, l'envahisseur est toujours venu de l'Est : depuis Frédéric II, la tradition antiprussienne se nourrit d'une histoire qui a vu les deux peuples en conflit. D'Alfred de Musset à Hansi, l'imagerie populaire a substitué l'Allemand à l'Anglais comme ennemi national. La guerre de 1870 et la cession de l'Alsace-Lorraine, les appels de Maurice Barrès à la revanche et les coups de clairon de Déroulède rappellent chaque jour aux Français qu'ils « ont perdu deux enfants » et qu'il ne saurait jamais y avoir de pardon pour les ravisseurs. Les écoliers le savent : dès l'âge le plus tendre, ils ont vu sur leur premier livre d'histoire l'aigle prussien s'abattre sur le coq gaulois, lui arracher ses belles plumes tandis que le peuple de Paris, affamé par le blocus, le bombardement et la guerre, attendait son ravitaillement dans les rues glacées, réduit dans sa misère à se nourrir de rats. Images désormais gravées dans la conscience des Français, qui alimentent leur patriotisme et leur enseignent que, de

Bouvines à Sedan, la défaite ou la mort viennent toujours du Prussien.

#### *En Allemagne.*

En Allemagne les jeunes ont appris que le territoire national est un cimetière de Slaves et que le peuple allemand a eu de tout temps la hantise de leur résurrection. Naguère conquérante et colonisatrice, la nation germanique se considère désormais la gardienne de la civilisation occidentale face à la multitude venue de l'Est : elle ne voit pas sans inquiétude les Slaves occidentaux affirmer leur personnalité, croître, se multiplier. Elle efface toute trace de leur passage dans les territoires qui avaient appartenu, naguère, aux Lusaciens et aux Kachouks, en Saxe, Prusse, Poméranie. Comme les Français, les Allemands jugent que le péril est à l'Est. Aussi l'idée d'un retour au *Drang nach Osten* prend corps à la fois pour satisfaire aux besoins de l'économie allemande et pour garantir la pérennité de la présence germanique dans toute l'Europe centrale. Les enfants savent également que, vigilants à l'Est, les Allemands doivent être également sur leurs gardes à l'Ouest. Gœthe l'a écrit dans ses *Mémoires* : du temps de sa jeunesse, la pire catastrophe fut l'occupation de Coblençe par les soldats de France. Aujourd'hui, le « mercantilisme anglais et la haine française s'unissent aux ambitions des Russes contre le pauvre empire allemand ». « La patrie est encerclée... Mais Dieu a toujours abattu les ennemis de l'Allemagne... Dieu a frappé Napoléon en 1812... C'est pourquoi, nous, Allemands, ne craignons rien au monde sauf Dieu. » Sain et vigoureux, le peuple allemand n'a guère à craindre de ses voisins de l'Ouest. Chaque année, en septembre, il célèbre le *Sedanfeier*, qui lui rappelle la défaite du peuple voisin, désormais diminué et qu'on juge frivole... La guerre qui pourrait

éclater « n'a pas été voulue par l'Allemagne ; le Kaiser fait tout pour l'éviter. Édouard VII avait organisé l'étouffement de l'Allemagne, jaloux qu'il était de sa prospérité commerciale. Sa mort a fait reculer l'esprit guerrier en Grande-Bretagne, mais a pris le dessus en France avec l'arrivée de Poincaré ». Ainsi, « un filet serré enveloppe le pays qui ne peut compter que sur l'aide de l'Autriche-Hongrie et de la Turquie, États pourris intérieurement »... La nouvelle édition du même manuel ajoutait en 1916 : « Le Kaiser se consacrait à l'amélioration du sort des ouvriers quand son activité pacifique fut brusquement interrompue par la guerre. »

### En Russie.

Dans son *Histoire* aussi familière aux Russes que celle d'Ernest Lavisse aux Français, Kovalevski raconte qu'il y a mille ans, la terre russe était recouverte de forêts et de marais. Les gens qui peuplaient cette terre s'appelaient les Slaves. Ils étaient de haute taille, avec des cheveux châtain et des yeux brillants. Ils vivaient en grandes familles : le père-ancien avec ses frères, fils, neveux, petits-fils. Ensemble, ils travaillaient la terre et allaient à la chasse. Quelques familles formaient un clan et parfois quelques clans se réunissaient pour décider d'une affaire importante : une telle réunion s'appelait *vetche*. On réunissait le peuple au son de la cloche, et cette cloche s'appelait cloche-*vetche*.

Souvent, il arrivait aux Slaves de combattre les peuples qui voulaient envahir leur territoire — ils savaient se cacher dans les hautes herbes et tomber sur l'ennemi à l'improviste — ils s'immergeaient même avec la tête dans l'eau de la rivière et y respiraient avec un roseau qu'ils tenaient dans la bouche. Peuple hospitalier, les Slaves n'aimaient pas la guerre. Quand le Slave partait

de chez lui, il laissait sur la table de la nourriture et ne fermait jamais sa porte pour que l'étranger puisse entrer, manger, se reposer.

Pourtant, les envahisseurs ne cessèrent d'affluer : tour à tour, ils vinrent du nord et puis de l'est. Guerriers scandinaves d'abord, polonais ensuite, et allemands, ces Chevaliers teutoniques qu'Alexandre Nevski repoussa en 1242 au combat sur la glace. De la steppe affluèrent les Tatars qui imposèrent leur joug au peuple russe et s'allièrent même aux Polonais.

D'un côté, les Tatars, confondus ensuite avec les Mongols et les Turcs ; de l'autre les Polonais et les Allemands : deux fléaux conjugués contre elle que la Russie retrouve au long de toute son histoire. En 1905, où l'Orient a pris le visage du Japonais, le péril « jaune » ressuscite. Le thème mongol inspire la poésie de Mercj-kovski et de Bielyï « réenfantant un cauchemar dans l'âme de la Russie ». Elle avait mis plusieurs siècles à en chasser les phantasmes. Au xx<sup>e</sup> siècle, encore, les deux ennemis traditionnels se trouvaient associés, l'Allemagne pour attaquer à l'ouest, l'Oriental au midi.

Ainsi, le destin de chaque peuple était marqué par sa lutte défensive contre l'ennemi héréditaire ; les Français contre l'Allemand, celui-ci contre le Slave ou le Français ; le Russe contre le jaune et l'Allemand. Il allait bientôt de même pour l'Italien, bientôt l'adversaire de l'Autriche, ennemie de toujours, ou pour le Turc, adversaire des peuples slaves. Seule exception, l'Autriche : son ennemi ancestral était l'Infidèle, mais comme, depuis un siècle, l'empire ottoman s'était décomposé, ils n'avaient plus de frontière commune et pas même de prétexte pour se haïr.

Dans tous les pays, les maîtres d'école avaient enseigné ces vérités. Peut-être nourrissaient-ils eux-mêmes des convictions pacifistes. Leur enseignement avait des effets inverses : en glorifiant Jeanne d'Arc ou Alexandre

Nevski, ils alimentaient involontairement l'esprit guerrier. D'ailleurs, dans la logique de leurs leçons, ils donnèrent de 1914 à 1918 l'exemple du patriotisme.

\*

### *Le sport et le sentiment national.*

Une innovation joua dans le même sens : la résurrection des sports. Pour la première Olympiade, en 1896, on ne manqua pas de rappeler la nature pacifique des Jeux : du temps des Grecs, la guerre cessait alors entre les peuples. Mais les organisateurs et promoteurs tinrent également un autre langage : « Les sports font naître l'endurance, le sang-froid, les vertus militaires et maintiennent la jeunesse dans l'atmosphère belliqueuse », écrivait, en 1913, Henri Massis, sous le pseudonyme d'Agathon. Il était un des champions de la « revanche ». Dans *Anthinéa*, Ch. Maurras tenait des propos identiques et en France, au moins, ce furent des militaires qui écrivirent à la gloire des sports. En 1912, le comité international des jeux Olympiques comprenait 28 aristocrates ou militaires sur 44 membres.

Ainsi, avant de ressusciter l'esprit régionaliste, le sport a joué le rôle d'un stimulant pour le sentiment national. Ce sont ses premiers chantres qui le constatent. Le sport « détache de la vie politique et crée le goût inné de la discipline ».

\*

En Europe occidentale, les progrès de l'instruction, les transformations de la presse, le développement du sport, la renaissance mystique ont contribué à ressusciter le sentiment du devoir, d'une obéissance à l'autorité supérieure, en l'occurrence la patrie. R. Girardet a bien analysé ce phénomène en France où il est particulièrement net à la veille de la guerre. Héritier du jacobin-

nisme et de la tradition de droite, le patriotisme anime la société tout entière puisqu'à Belleville, les fils des Communards pétitionnent pour qu'au 14-Juillet on n'oublie pas de défilé dans le faubourg. D'ailleurs, Jaurès ne songe aucunement à nier la nécessité du devoir militaire, il ne condamne pas le recours à la guerre, pourvu que celle-ci soit juste, pour la défense de son pays.

En 1914, l'antimilitarisme de l'époque post-dreyfusarde a perdu sa vigueur. Vingt ans plus tôt, Lucien Descaves écrivait :

« Personnellement, je ne donnerais pas en échange de ces terres oubliées (l'Alsace-Lorraine), ni le petit doigt de ma main droite, il me sert à maintenir mon papier quand j'écris, ni le petit doigt de ma main gauche, il me sert à secouer la cendre de ma cigarette. »

En 1912, une autre génération est là. Elle n'a pas connu l'humiliation de la défaite, méprise la faiblesse des aînés, leur timidité devant l'expérience de la vie.

L'évolution de Charles Péguy illustre ce changement : ce catholique, naguère pacifiste et dreyfusard, publie *Notre Patrie*, où les socialistes sont qualifiés d'agents de l'impérialisme allemand. Il tient un langage plus nationaliste encore que patriotique, celui de Charles Maurras et de Maurice Barrès dont le journal, l'*Action Française* conquiert la jeunesse des Grandes Écoles.

A chaque incident franco-allemand, ces nouvelles générations s'enflamment. De passage à Paris, une suffragette anglaise a laissé ce témoignage :

« Ces mêmes amis que j'avais connus pacifiques, antimilitaristes, antinationalistes, goethéens, wagnériens, nietzschéens, je les ai trouvés singulièrement changés, disant encore du bout des lèvres les anciens mots, paix, progrès ; mais trahissant par chacun de leurs mots, chaque inflexion de leur voix, chaque regard, un désir de guerre, une promptitude à peine réprimée... »

Cette atmosphère belliciste ne se retrouve pas au même degré hors de France : pourtant le militarisme allemand comme le panslavisme contribuèrent tout autant, sinon plus encore, à nourrir le nationalisme, à accélérer la course aux armements et à précipiter la guerre mondiale.

### *Le militarisme allemand.*

« La France est un pays belliqueux, l'Allemagne est un pays militariste », écrivait Guglielmo Ferrero en 1899. Il observait qu'outre-Rhin le public ne s'était pas laissé enivrer par la victoire de 1870. On n'y pensait guère que les jours de commémoration, alors qu'en France « la perte de l'Alsace-Lorraine et le souvenir de la défaite devenaient une sorte d'obsession nationale ». Il notait également que le contrôle de la presse sur la façon dont les officiers traitaient les soldats n'était nulle part plus vigilant qu'en Allemagne où la méfiance vis-à-vis de « l'esprit prussien » restait vivace.

Pourtant, quinze ans plus tard, de toutes les nations européennes, l'Allemagne était celle où les militaires exerçaient la plus grande influence sur les affaires de l'État. Alors qu'en Grande-Bretagne la société civile avait mis l'armée et la flotte à son service, qu'en France et surtout en Russie, la société militaire formait un groupe à part sans lien direct avec les forces économiques qui géraient le pays, en Allemagne les militaires se trouvaient mêlés aux affaires, volontiers directeurs d'entreprises ou de banques, et occupant le premier rang.

Ainsi, ils participaient plus que partout ailleurs aux décisions prises par l'État ; plus qu'ailleurs ils pouvaient décider de la guerre ou de la paix.

Associés aux dirigeants économiques, ils constituaient le fer de lance du nationalisme. « Celui-ci, écrit Pierre

Renouvin, procédait de la conviction que le germanisme, par les succès qu'il a remportés dans le domaine militaire, économique et même culturel, a manifesté une supériorité indiscutable (...) parce que le peuple allemand témoigne d'un patriotisme vigoureux » et « qu'il fait preuve du génie de l'organisation. » Son organe fut d'abord la Ligue navale financée par Krupp, puis la Ligue Pangermaniste (*Alldeutscher Verband*), particulièrement active à la veille de la Grande Guerre ; celle-ci se proposait, selon ses statuts, « de stimuler la pensée nationale allemande (...) et de prôner partout une vigoureuse politique d'intérêts allemands ». Les sentiments pangermanistes étaient partagés par une minorité réduite mais active et influente de chefs militaires, cadres économiques, et universitaires. Leur esprit annexionniste se donna libre cours, envisageant une expansion bien au-delà du domaine linguistique allemand, et également outre-mer. Son programme allait nourrir les « buts de guerre » du gouvernement Bethmann-Hollweg dès l'ouverture des hostilités.

De 1900 à 1914, faute d'avoir obtenu, au Maroc ou ailleurs, des avantages, l'esprit belliqueux gagna du terrain, volontairement entrete nu par les milieux dirigeants : « Le peuple ne doit pas demander en cas de guerre, quels sont les intérêts pour lesquels l'Allemagne se bat. On doit l'accoutumer à l'idée d'une telle guerre. » La presse reprenait les leçons enseignées à l'école : l'Allemagne était encerclée d'ennemis qui déboucheraient des Vosges, du Niémen, de l'Isonzo. Le danger restait essentiellement continental mais il paraissait gigantesque.

La renaissance du bellicisme en France, le renforcement de l'alliance franco-russe, la montée du panslavisme et le mouvement des nationalités (slaves) en Europe centrale contribuèrent à le rendre encore plus vivant. Ainsi, l'esprit offensif des milieux militaires et des pangermanistes pouvait s'appuyer sur le souci légi-

time du peuple allemand d'assurer la défense de ses intérêts et du territoire national.

### *Le sentiment patriotique dans les États multinationaux.*

L'empire des tsars et la double monarchie étaient des États plurinationaux ; le peuple dominateur, ici grand-russe, là allemand ou hongrois, voulait à la fois réprimer le mouvement national en éveil chez les minorités et consolider son hégémonie grâce à son rayonnement hors des frontières.

Russes et Autrichiens étaient ainsi portés à juger illégitimes les prétentions de chaque minorité à constituer une « nation » et à glorifier la grandeur de la leur. Ils étaient également conduits à terroriser ces minorités en se montrant agressifs vis-à-vis de leurs éventuels protecteurs : la Serbie et l'Empire russe pour les Slaves de la double monarchie ; la Turquie, la Prusse et l'Autriche-Hongrie pour les Musulmans et autres minorités de l'Empire russe.

### *En Russie.*

Pour le tsarisme, la menace était multiple : venant des peuples non slaves, elle concernait, d'une part, les Finnois, de l'autre les Tatars, Azeris, et Musulmans de Crimée que sollicite le rêve du panturkisme. Chez les Slaves, elle provenait des Polonais, Lituaniens, Ukrainiens, etc., qui aspiraient à l'indépendance ou à l'auto-nomie. Mais le panslavisme des milieux dirigeants était plus encore préoccupé par ses objectifs offensifs hors de Russie où son agressivité pouvait lui valoir des succès plus éclatants que la russification. Ce panslavisme russe était devenu assez rapidement une idéologie nationaliste. Dès 1869, son prophète, Danilevski, évoquait dans

*La Russie et l'Europe* l'âge, désormais proche, où la culture slave prévaudrait en Europe, y remplaçant définitivement la civilisation latino-germanique. En attendant, ses idées guidaient la politique des milieux dirigeants, aussi prompts à russifier à l'intérieur qu'à défendre, à l'extérieur, les droits des Slaves « opprimés », Tchèques, Bosniaques, Ruthènes surtout, et ceux dont l'indépendance était menacée, tels les « petits frères serbes ».

Paradoxalement, l'attitude des organisations révolutionnaires russes allait dans le même sens. Naguère favorables au droit à l'indépendance des peuples asservis, elles désapprouvaient ces aspirations lorsque celles-ci s'exprimaient dans le cadre des partis socialistes, car « les objectifs proprement nationaux divisent le prolétariat au lieu de l'unir ». Amenés par des nécessités tactiques à s'allier les organisations « nationales », à reconnaître la légitimité de leur vocation, les partis révolutionnaires gardaient néanmoins à leur endroit une attitude soupçonneuse dès que les affaires de la révolution étaient en cause. A la veille de la guerre, Lénine était à peu près le seul révolutionnaire à reconnaître le droit absolu d'une nation au divorce avec l'État oppresseur ; toutefois, il assortissait son jugement d'une réserve : le droit au divorce n'impliquait pas la *nécessité* du divorce.

Ainsi, à la veille de la guerre, les organisations nationales allogènes de l'Empire russe se trouvaient dans une position équivoque : hostiles à l'État tsariste, mal comprises des révolutionnaires, elles étaient portées à chercher leur propre voie. Les populations elles-mêmes, toutefois, continuaient à obéir aux autorités traditionnelles. Bien amalgamés aux troupes russes, les allogènes se battirent à leurs côtés en frères d'armes. De plus, la guerre émancipait le Juif, le Balte, l'Ukrainien : comme le Russe, il participait à la défense de son pays.

*En Autriche-Hongrie.*

Au sein de l'Empire austro-hongrois, les organisations nationales avaient adopté une attitude plus radicale : le Tchèque Masaryk se réfugia à Londres où il anima la lutte contre l'Autriche-Hongrie. Toutefois, les populations eurent un comportement voisin de celui des minorités au sein de l'État russe. Turbulentes en temps de paix, elles n'avaient pas bougé en 1908 : dans l'armée, elles ne bougèrent pas plus à la mobilisation que pendant les années de guerre. Certes, le haut commandement avait pris garde de ne pas placer de troupes d'origine slave face aux Russes ; sage précaution car les contingents tchèques se firent faire plus aisément prisonniers que les troupes autrichiennes ; toutefois ils restèrent loyalistes et il ne vint pas à l'idée des Russes de les utiliser, une fois prisonniers, contre leurs anciens oppresseurs ; même ennemis, les États n'utilisaient pas certaines armes les uns contre les autres.

Cette attitude des allogènes s'explique aisément : avec l'ouverture des hostilités, leur statut change. Ils deviennent des soldats comme tous les citoyens de l'Empire : vêtus de l'uniforme, ils participent à la même aventure. Cette promotion les exalte et les illumine : sous l'uniforme, Chveik est un soldat comme les autres.

Le cas de la minorité serbe était différent. Il lui était difficile de résister à l'appel de Belgrade, aux champions de la Grande Serbie. En outre, l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche, en 1908, était une autre question d'Alsace-Lorraine : elle rendait leurs rêves illusoires et contrariait également l'idéal panslave. animateurs de la lutte contre les Habsbourg, les organisations secrètes serbes étaient subventionnées par Saint-Petersbourg. Depuis 1908, elles pratiquaient le

terrorisme à l'endroit des fonctionnaires autrichiens en territoire occupé, c'est-à-dire en Bosnie. Leur but déclaré était d'y rendre la présence autrichienne intenable. Le gouvernement serbe n'en était pas ignorant, puisque les chefs de la *Main Noire*, la principale organisation terroriste, occupaient des postes de haute responsabilité dans les services secrets. Ils recrutèrent les terroristes à l'intérieur de la minorité serbe de l'Empire : ainsi, le gouvernement de Belgrade pouvait se déclarer irresponsable. Les autorités autrichiennes n'étaient pas dupes, et l'armée réclamait, par la voix de son chef Conrad von Hotzendorf, le châtement des vrais coupables.

Ces problèmes étaient vitaux pour l'Empire. Multi-national par nature, il ne pouvait céder aux mouvements centrifuges. Au moins, depuis 1867, un compromis avec les Hongrois avait permis de résoudre le problème de leur statut. Depuis cette date, ceux-ci jouaient un rôle essentiel dans la direction de leurs propres affaires, et également dans celles de la double monarchie. Aussi, le séparatisme les séduisait désormais moins que l'hégémonie sur les autres minorités, Slaves et Roumains notamment. Inversant les rôles, les Hongrois étaient plus opposés encore que les Autrichiens aux revendications particularistes des autres minorités, qui, vers 1914, devenaient de plus en plus pressantes.

A Vienne, les milieux dirigeants étaient divisés. Une partie des hommes politiques et certains membres de la famille impériale, notamment l'héritier au trône, François-Ferdinand, adoptaient une attitude libérale. Mais l'armée était intransigeante ; elle restait le dernier bastion de fidélité au passé allemand de l'Empire. 78,7 % des officiers de carrière étaient d'origine germanique alors que les Allemands constituaient seulement 24 % de la population ; pour les Hongrois et les Tchèques les chiffres étaient respectivement de 9 et 20 %, de 4,8 et 13 % ; à peine 0,2 % des officiers étaient d'ori-

gine ukrainienne alors que l'Empire comptait 10 % de Petits-Russes. Plus que tout autre corps social, l'armée avait ainsi résisté à l'assaut des nationalités. Certes, le commandement avait dû faire des concessions aux Hongrois, admettre la constitution d'un corps hongrois autonome, le *Honved*, et tolérer qu'à côté de la langue du commandement, 80 mots, et de la langue de service, 100 mots, il existât une possibilité, pour chaque régiment, d'utiliser la langue nationale. Elle refusait de faire d'autres concessions. D'ailleurs elle savait que ces querelles n'éclataient pas en temps de guerre. Le Tchèque ou le Ruthène, qui chahutait l'armée en temps de paix, obéissait à ses chefs sur le champ de bataille.

Pour le haut commandement, la guerre était ainsi une façon de résoudre le problème national, et de remettre les Hongrois à leur rang. Ceux-ci le savaient et jouaient les trublions chaque fois qu'il était question d'augmenter les crédits militaires. Résultat de cette obstruction, en 1914 l'armée autrichienne était moins apte que ses rivales à livrer une guerre longue : chaque année, elle ne pouvait assurer l'entraînement que de 29 % des habitants de la double monarchie alors que pour la Russie, l'Italie et la France, la proportion était de 35 %, 37 % et 75 % (Allemagne 47 %). Disposant de deux fois moins de soldats entraînés que la France pour une population égale, l'armée autrichienne était plus mal équipée que l'armée russe ou italienne. Faute d'uniforme, un officier partit au front en tenue de gala, et Conrad von Hotzendorf répétait que son armée ne serait pas prête avant 1920.

Mais qu'un conflit éclate à l'intérieur avec les Ruthènes, à l'extérieur avec les Serbes et les Russes, jugés responsables de l'état de fermentation qui régnait dans l'Empire, et un coup de sang saisissait les chefs de l'armée. L'idée de « régler ses comptes avec les Slaves » de l'intérieur en frappant les Serbes et les Russes de

l'extérieur, exaltait assez les ministres, les chefs militaires, pour qu'ils suscitent la guerre au moment précis où ils venaient de démontrer qu'ils n'étaient pas capables de la gagner. Il est vrai que la guerre dans les Balkans n'était pas la guerre. Autre monde, autre conflit, où les querelles ancestrales entre clans ne mériteraient pas que l'Europe y mît la main : Bismarck l'avait dit : elles ne valaient pas les os d'un grenadier poméranien.

Plusieurs fois, lorsqu'un conflit austro-russe avait menacé d'éclater, à propos des Serbes ou des Bulgares, Berlin avait retenu Vienne par la manche et Paris, Saint-Pétersbourg. Aussi, il semblait que cette guerre localisée ne se transformerait pas nécessairement en une guerre continentale. On imaginait encore moins qu'elle pût devenir une guerre mondiale, tant l'idée d'une guerre à laquelle l'Angleterre pourrait effectivement participer était loin des esprits, à Vienne comme à Saint-Pétersbourg, à Paris ou à Berlin.

Il est vrai que la nécessité d'une guerre entre l'Angleterre et l'Allemagne ne puisait pas au fond de l'histoire des peuples. Elle appartenait à un passé plus immédiat que la conscience nationale n'avait pas entièrement assumé : sa nécessité était liée au développement récent des rivalités de caractère impérialiste.

industrielle ; ensuite ce furent les États-Unis, la Russie, le Japon ; enfin et surtout l'Allemagne.

### *La montée de l'Allemagne.*

Unifiée et partie une des dernières, l'Allemagne dut adapter son développement aux nécessités d'un monde qui s'était organisé sans elle et où déjà chacun avait sa place et son rôle définis, ses marchés réservés, sa matière première garantie, ses projets d'avenir élaborés. Pour résister à la concurrence et l'emporter, la concentration y fut une nécessité plus encore qu'aux États-Unis ; il en alla de même de la coordination de la science et de l'industrie. Entre 1880 et 1914, grâce à ces impératifs et grâce au triomphe de l'esprit technocratique, l'Allemagne réussit à accomplir le bond économique le plus prodigieux que l'histoire ait jamais connu. Elle en fut fière, car en certains domaines, elle concurrençait l'Angleterre, mère des nations industrielles, jusque dans sa maison. Suivant l'exemple franco-anglais, l'Allemagne se convertit à son tour à l'idée de l'expansion outre-mer, que celle-ci ait pour but la recherche de matières premières à bon compte, ou encore l'extension de ses marchés. Or la planète presque tout entière était déjà conquise et partagée, et l'Allemagne ne pouvait plus guère y obtenir de « place au soleil ». Son énorme puissance économique concentrée sur un territoire relativement petit et son champ d'expansion étroitement délimité par les positions déjà acquises par ses rivaux, l'Allemagne ne put satisfaire les extraordinaires besoins de son corps en pleine croissance alors que son économie était tout à fait compétitive. Elle n'eut pas la possibilité d'étendre ses zones d'influence ni de conquérir de nouveaux marchés ; de plus, elle n'avait pas une assise financière à la dimension de son expansion économique.

### III

## *La guerre inéluctable*

La composition des coalitions révèle un autre aspect de la guerre de 1914, son caractère impérialiste ; elle rend compte également de quelques-unes de ses causes. Les deux systèmes d'alliances, en effet, ne furent pas fortuits ; leur logique était liée à l'inégal développement des nations, à la rivalité qui en était la conséquence.

En Europe, chaque nation avait exercé naguère son hégémonie. Au milieu du xvi<sup>e</sup> siècle, ce fut l'Espagne, au xvii<sup>e</sup> la France puis l'Angleterre qui exercèrent leur prépondérance. Après la Révolution et l'Empire, une sorte de nouveau cycle historique commença, défini par le développement industriel des nations. L'Angleterre prit alors une avance exceptionnelle, sa puissance étant égale, au milieu du xix<sup>e</sup> siècle, à celle de tous les autres pays réunis.

Cependant, on note une différence avec notre deuxième xx<sup>e</sup> siècle, où l'avance technique des États-Unis par rapport au reste du monde ne cesse de croître : au xix<sup>e</sup> siècle, l'écart qui sépare la Grande-Bretagne des autres puissances industrielles se réduit décennie après décennie. D'autres nations industrielles naquirent, réussirent à croître puis à prospérer, à ne pas se laisser dominer par l'Angleterre. D'abord ce fut la France, puis la Belgique, parties les secondes dans la course

## Le défi.

Plus que toute autre, l'Angleterre se sentait menacée par cette volonté de défi qui stimulait l'orgueil d'une réussite sans pareille. Dès 1895, Joe Chamberlain signalait ses « points noirs » à l'horizon. En Chine comme en Afrique du Sud, la Grande-Bretagne trouvait l'Allemagne de Guillaume II sur sa route. Surtout, après 1900, la montée de la puissance navale de l'Allemagne sous l'influence de pangermanistes, tel l'amiral Tirpitz, éveillait de très vives inquiétudes outre-Manche. Les Anglais voulaient maintenir à tout prix le *Two powers standard*\* et construire des supercuirassés, les Dreadnoughts, présumant que l'Allemagne ne pourrait les suivre, puisque le canal de Kiel était trop étroit pour les navires de cette taille. Loin d'être émus par cette surenchère, les Allemands élargirent le canal et construisirent à leur tour des supercuirassés. Désormais, la rivalité anglo-allemande se transforma en un affrontement public que la grande presse et les actualités cinématographiques orchestrèrent et encouragèrent.

L'idée d'un accord effleura bien certains hommes d'État anglais ou allemands. Mais le mouvement même de la rivalité impérialiste tout comme le caractère des hommes, poussaient les deux pays à l'antagonisme. Pendant les vingt années qui précédèrent la guerre, l'Allemagne manifesta plus d'impatience et d'agressivité que sa rivale ; déjà nantie, l'Angleterre était nécessairement conservatrice et temporisatrice, sinon ouvertement pacifiste, comme elle le manifesta quelques jours avant d'entrer en guerre. Son attitude exprimait seule-

\* Politique qui assure à la Grande-Bretagne une puissance navale supérieure ou égale à celle des deux pays qui possèdent la flotte la plus importante après la sienne.

ment sa volonté de ne pas modifier une situation de fait. Que celle-ci soit menacée dans sa réalité ou dans ses possibilités virtuelles, et les intérêts du peuple anglais l'amèneraient à reconsidérer la position. Certes, ses dirigeants envisagèrent de faire des concessions à l'expansionnisme allemand, mais même si des compensations d'ordre territorial lui étaient accordées (aux dépens des colonies... belges ou portugaises), cette politique ne garantissait pas les intérêts futurs de l'Angleterre qui, inéluctablement, serait de plus en plus menacée par l'accroissement des possibilités de la puissance allemande.

Aussi, depuis le début du siècle, la Grande-Bretagne pratiqua la politique du « *containment* » (*Eindämmung*). Elle abandonna définitivement sa politique d'isolement, resserra les liens établis avec la France et la Russie entre 1904 et 1907, consentit également des sacrifices militaires extrêmes dès qu'il apparut sans conteste que l'Allemagne menaçait effectivement son hégémonie. « Nous avons trop longtemps vécu blottis au creux de la vallée, écrivit quelques semaines plus tard Lloyd George, douillettement protégés et trop complaisants envers nous-mêmes. (...) Aujourd'hui le destin nous lève jusqu'à ces sommets que nous avons oubliés : l'honneur, le devoir, le patriotisme, et vêtu de blanc, étincelant, le sacrifice qui pointe son doigt farouche vers le ciel. »

Telle était la leçon qu'enseignaient les péripéties de la politique internationale des dix dernières années. Le Kaiser en était d'autant plus irrité qu'après avoir vu les Anglais tenter un rapprochement avec lui du temps de Victoria, sa grand-mère, ses propres tentatives étaient désormais rejetées par la diplomatie d'Édouard VII. Susceptibilité d'ordre personnel, qui s'ajoutait à la liste des griefs nourris par l'Allemagne contre l'Angleterre et irritait son nationalisme. Les paroles de Hans Delbrück, prononcées en 1899, restaient valables : « Nous voulons devenir une puissance mondiale... et ne

pouvons pas reculer. Nous pourrions poursuivre cette politique avec l'Angleterre ou sans l'Angleterre. Avec elle, cela signifie la paix ; contre elle, cela signifie la guerre. » Mais le « pacifisme » des Anglais, leur goût pour la négociation, trompa les dirigeants allemands, qui crurent que seuls des désaccords de caractère personnel ou conjecturel, barraient la voie à un accord. En pleine crise de juillet 1914, ils avaient toujours la certitude que l'Angleterre ne participerait pas à une guerre européenne. Persuadés qu'ils finiraient par « s'entendre » avec les Anglais, ils manifestèrent surprise et colère lorsque, ayant envahi la Belgique, ils apprirent que la Grande-Bretagne se décidait à les combattre. Hymne de « l'amour déçu », le chant de haine (*Hassgesang*) contre l'Angleterre de Ernst Lissauer témoigne du dépit ressenti par les Allemands. Il connut un grand succès.

*Que nous importe le Russe ou le Français... coup pour coup, botte pour botte.*

*Nous ne les aimons pas, nous ne les haïssons pas : nous protégeons la Vistule et les passages des Vosges. Nous n'avons qu'une seule haine. Nous aimons en commun, nous haïssons en commun. Nous n'avons qu'un seul ennemi.*

*Vous le connaissez tous.*

*Vous le connaissez tous.*

*Il est blotti derrière la mer grise, plein de jalousie, de malice, de courroux et de ruse, séparé de nous par des eaux plus épaisses que le sang.*

*Nous n'avons tous qu'une haine,*

*Nous n'avons tous qu'un ennemi : l'Angleterre.*

*Au carré des officiers, dans la salle des fêtes du bord, ils étaient assis à l'heure du repas. Prompt comme un coup de sabre, l'un d'eux empoigna la coupe en saluant. Et dans un claquement sec comme un coup d'aviron, il prononça trois mots : « Au jour J ».*

*A qui ce toast ?*

*Ils n'avaient tous qu'une haine. A qui pensaient-ils ?  
Ils n'avaient tous qu'un ennemi, l'Angleterre.*

*Prends à ta solde les peuples de toute la terre.  
Construis des remparts avec des lingots d'or.  
Couvre de nefes et de nefes la surface des mers.  
Tu calcules bien mais pas encore assez.  
Que nous importent les Russes et les Français ?  
Coup pour coup et botte pour botte. Nous concluons  
la paix un jour ou l'autre.*

*Toi, nous te haïrons d'une longue haine.  
Et nous ne renoncerons pas à notre haine,  
haine sur les eaux, haine sur la terre,  
haine du cerveau,  
haine de nos mains,  
haine des marteaux et haine des couronnes,  
haine meurtrière de soixante-dix millions d'hommes.  
Ils aiment en commun, ils haïssent en commun.  
Tous n'ont qu'un ennemi : l'Angleterre.*

### *Les conflits secondaires.*

Des conflits parallèles, de même nature, s'alignèrent sur cet antagonisme majeur. Ainsi celui qui opposait la France et l'Allemagne, déjà animées d'une hostilité ancestrale. Vers le début du siècle, l'essor économique de la France avait repris avec vigueur mais, comparé à celui de l'Allemagne ou des U. S. A., il trahissait des signes d'essoufflement. Comme la courbe démographique s'infléchissait dangeureusement, Paris ne voyait pas sans frémir grandir l'ombre de l'ennemi héréditaire.

Le temps était passé où, querelle ancienne, pour « compenser » la perte de l'Alsace-Lorraine, l'Allemagne de Bismarck encourageait la France à s'étendre outre-mer. Désormais la rivalité franco-allemande se retrouvait dans toutes les parties du monde, du Maroc au

Congo et à la Chine ; elle se retrouvait à tous les niveaux : celui de l'expansion coloniale, de l'exportation des produits, de la conquête des marchés financiers. Depuis quelques années, la pénétration des intérêts allemands dans les affaires françaises ajoutait au contentieux qui séparait les deux pays ; les intérêts d'outre-Rhin étaient désormais présents jusqu'à l'intérieur des frontières françaises.

Certes, au début du siècle, la République française jouait toujours un rôle éminent sur le marché financier et économique mondial. « La France, c'est la caisse », se plaisait à répéter Nicolas II. Par le jeu des emprunts privés et surtout des emprunts d'État (qu'il jugeait plus sûrs), l'épargnant français ensevelissait ses économies au-delà de ses frontières et notamment en Russie, où le taux d'intérêt était le plus avantageux. Les banques et les milieux gouvernementaux français agissaient de concert, assurant au capital français une véritable position d'arbitre, presque une hégémonie. Les Français rencontraient rarement les Anglais sur leur route, ceux-ci ayant tendance à souscrire plutôt aux emprunts privés, émis le plus souvent en Amérique, dans les dominions ou en Chine. Par contre, les Français y trouvaient de plus en plus souvent les Allemands, qui tout comme eux faisaient intervenir l'État dans leurs affaires : en Russie, en Roumanie, en Serbie, etc. Sur le plan financier, toutefois, l'Allemagne n'était pas de taille à l'emporter, mais elle manifestait son omniprésence et vers 1910-1914, on observait en France une volonté indubitable de la contrecarrer. Les milieux dirigeants ne tardèrent pas à s'apercevoir que le capital français servait souvent aux pays clients à passer des commandes en Allemagne et que dans une certaine mesure cet argent profitait à l'industrie du pays rival : le cas de la Serbie était un de ces exemples.

De la même façon, la Russie, autre « ennemi héréditaire » de l'Allemagne, se sentait menacée à la fois

par le traditionnel *Drang nach Osten* et par une expansion des produits allemands. A une époque où l'on est plus sensible à l'invasion des objets qu'à la pénétration des capitaux, les Russes mesurèrent mal les périls de la colonisation financière telle que la pratiquaient les Anglais, les Belges ou les Français. A l'inverse, l'ubiquité des marchandises allemandes rendit sensible à leurs yeux la menace que l'Allemagne faisait peser sur l'avenir du pays. Ainsi, au milieu du xix<sup>e</sup> siècle, la Grande-Bretagne exportait en Russie deux fois plus de produits que l'Allemagne, et en 1913 elle en exportait trois fois moins. Dans la part des importations russes, l'Allemagne, qui ne comptait, en 1846, que pour 16 %, atteignait 32 % de tous les achats russes en 1896, et 44 % pour la période 1909-1913. Reprenant le procédé de Williams dans *Made in Germany*, le publiciste russe Kulicher illustrait ainsi l'invasion des produits allemands en Russie :

« Les jouets, les poupées, les livres d'images que lisent vos enfants viennent d'Allemagne. Et même le papier sur lequel est imprimé votre presse la plus patriote. Rentrez-vous chez vous, et dans quelque coin que ce soit, vous verrez des objets *Made in Germany*, depuis le piano dans le salon jusque la marmite dans la cuisine.

« Descendez, et sur la pompe avec laquelle on arrose les fleurs de votre jardin, vous verrez écrit *Made in Germany* comme sur les imprimés qui traînent dans votre corbeille à papier. Mettez-les au feu et vous verrez que le tison a été soudé en Allemagne... D'un coup de pied, en le replaçant, vous faites tomber un bibelot : sur les tessons, en les reconstituant, vous voyez écrit : *Made in Germany*.

« En somme, concluait ce publiciste, qui écrivait cet article au début de 1917 : la guerre est une chance pour le commerce anglais s'il sait tirer les leçons de son échec passé. »

Ainsi, l'histoire récente comme une plus longue his-

toire donnait un sens et de la cohérence aux systèmes d'alliances dont la logique était pertinente : l'Allemagne contre la Grande-Bretagne, celle-ci associée à la France et à la Russie, grâce à la « diplomatie » de Delcassé.

Il en alla de même du rôle que jouèrent la plupart des autres protagonistes de la Grande Guerre.

Menacée d'éclater du dedans par le jeu de la force centrifuge des nationalités, l'Autriche-Hongrie et la Turquie étaient nécessairement associées à l'Allemagne. Pour la première, la menace principale venait des Slaves du Sud, soutenus par la Russie. Pour la Turquie, elle venait toujours de Russie où le tsarisme et le mouvement panslaviste avaient des visées clairement exprimées sur les Détroits. Or, l'Angleterre, naguère protectrice de la Turquie, était aujourd'hui associée au tsarisme. Doublement menacé, « l'homme malade » accepta la protection de l'Allemagne de Guillaume II. Celle-ci se substitua rapidement à l'Angleterre, joua ce rôle et, pour le « défendre », entreprit de coloniser l'empire du sultan. Toutefois, pendant longtemps, l'Allemagne réussit à agir avec adresse. Elle construisait le chemin de fer de Bagdad, éduquait l'armée turque, mais elle savait ne pas revendiquer de bases, comme la Grande-Bretagne naguère à Chypre : surtout elle n'exigeait pas de planter son drapeau ni d'envoyer des garnisons.

Au lendemain des guerres balkaniques (1908-1913), la Turquie, très affaiblie, sentit néanmoins que la protection de l'Allemagne commençait à ressembler à un protectorat. Effectivement, Jagow confiait aux Autrichiens qu'un partage de l'Empire ottoman était inévitable. On prépara des cartes de l'Asie Mineure où des couleurs différentes indiquaient les « zones de travail » (*Arbeitszone*, terme préféré à « sphères d'influence ») réservées à l'Italie, l'Autriche, etc.

La Russie, informée, ne tenait pas à avoir l'Allemagne comme voisine en Orient. Elle esquissa un rapprochement avec la Turquie, encouragée par la diplo-

matie et l'argent français. L'Autriche et l'Allemagne comprirent la nécessité de prévenir ce retournement des alliances par une vigoureuse action. « Le châtiement de la Serbie restaurerait à coup sûr le prestige de l'Autriche et de l'Allemagne à Constantinople », déclarait le grand vizir à l'ambassadeur de François-Joseph. Effectivement, le jour même qui suivit l'ultimatum autrichien, après Sarajevo, la Turquie demandait formellement à entrer dans la Triple-Alliance.

Ultimeurement, faute d'avoir réussi à se constituer à temps un véritable empire colonial, l'Allemagne joua de cette situation pour proclamer qu'elle seule respectait l'indépendance des peuples d'outre-mer. Elle se fit l'avocat du droit des peuples coloniaux à l'indépendance, et sa parole fut entendue, grâce au relais de l'alliance turque, jusque chez les Musulmans de Russie, de l'empire britannique ou de l'Afrique du Nord. Les effets de cette propagande se firent sentir en premier lieu chez les grands nomades de la Tripolitaine, alors possessions italiennes. Ces succès donnèrent une dimension mondiale à la notion du droit des peuples, qui, conçu par des Européens, était en premier lieu destiné aux seuls Européens. L'Allemagne y gagna bien des sympathies, du Caucase au Caire et à Marrakech : elle les a gardées.

### *Le cas de l'Italie.*

Le cas de l'Italie renforce les traits de ce schéma. L'alliance conclue depuis plus de vingt ans avec l'Autriche et l'Allemagne correspondait, vers 1900, aux intérêts de certains milieux affairistes et expansionnistes, en partie contrôlés par le capital d'outre-Rhin. Pour beaucoup d'Italiens, cette alliance se justifiait car la France et l'Angleterre s'étaient souvent trouvées au travers de leur chemin, en Tunisie comme en Éthiopie. Toutefois, l'association avec l'Autriche, ennemie héréditaire, n'était pas populaire. De

plus, la « collusion » entre le Vatican, les cléricaux et la monarchie catholique et conservatrice des Habsbourg détournait une partie des milieux dirigeants de cette alliance qui, dans les faits, avait donné peu de résultats. Pour Giolitti, longtemps président du Conseil, libéral, plutôt lié aux milieux allemands, l'adhésion à la Triplice avait un caractère strictement défensif et diplomatique : il s'agissait de maintenir l'Italie dans un système d'alliances qui fit d'elle l'associé ou le partenaire de grandes puissances : cette appartenance était le signe de sa promotion au niveau des puissances mondiales. Comme il semblait présomptueux de se heurter aux forces désormais conjuguées de la France et de l'Angleterre, maîtresses de la Méditerranée et du ravitaillement en charbon de l'industrie italienne, il suffisait que Londres ou Paris manifestent de la « compréhension » envers les aspirations « légitimes » de l'Italie à conquérir des positions outre-mer pour que celle-ci esquisse un pas en leur direction. Soutenue diplomatiquement par les puissances occidentales lors de son conflit avec la Turquie, en 1911, à l'occasion de la conquête de la Tripolitaine, l'Italie tendait à se rapprocher de plus en plus de Londres et de Paris : il fut même question de construire avec de l'argent anglais et l'accord des Serbes et des Russes un chemin de fer depuis l'Adriatique jusqu'à la mer Noire. En outre, à défaut de pouvoir aider à la réalisation d'annexions dans le Tyrol ou le long de la côte Adriatique, la France et l'Angleterre étaient mieux placées que quiconque pour satisfaire les ambitions italiennes qui, en Asie Mineure, commençaient à s'exprimer ouvertement : « L'épuisement de la Turquie, le réveil inutile des Grecs, l'évolution tardive et si lente des États du sud du Danube assignent à l'Italie méditerranéenne un rôle et une primauté. Nous n'avons jamais été aussi italiens qu'aujourd'hui », écrivait Alfredo Oriani. Le mythe de la Quatrième Rome était en train de naître.

Ces ambitions firent l'objet de négociations secrètes avec Paris, Londres, Saint-Petersbourg, comme avec Vienne et Berlin ; elles furent à l'origine d'un véritable retournement des alliances. « L'Italie se détache de nous comme une poire pourrie », constatait Guillaume II.

Lorsque éclata la crise de juillet 1914, le gouvernement de Vienne ne tint pas les nouveaux dirigeants italiens au courant de ses intentions vis-à-vis de la Serbie ; la Triplice

venait d'être renouvelée, aussi Salandra et Sonnino ressentirent l'attitude de leurs « alliés » comme un affront. Ils n'en étaient pas moins prêts à envisager l'entrée en guerre de l'Italie, une solution toute trouvée au problème de l'agitation sociale et révolutionnaire, particulièrement vive ces derniers mois, au lendemain de la *Semaine rouge* \*. A l'inverse, la majorité des députés était portée à écouter Giolitti qui craignait que la guerre ne suscitât, à travers les sacrifices communs, la volonté d'obtenir l'égalité des droits.

Ainsi, en Italie, le problème de l'entrée en guerre se posa d'une façon particulière, puisque, par-delà les sympathies pour un camp ou pour l'autre, les dirigeants italiens faisaient ouvertement comprendre qu'ils se mettraient du côté le plus offrant. Ils laissaient apparaître clairement leurs ambitions annexionnistes et dévoilaient ainsi le caractère impérialiste de leur intervention.

En août 1914, sous le coup de la crise, les peuples et les gouvernements eurent le sentiment, légitime ou non, qu'ils entraient en guerre pour la défense de leurs droits, de leur honneur ou de leur sécurité ; les ambitions annexionnistes n'affleurèrent ni pendant les semaines qui précédèrent la déclaration de guerre ni pendant celles qui suivirent. Elles réapparurent plus tard. Il n'en fut pas de même en Italie, où la nécessité s'imposa d'appâter l'opinion pour la faire adhérer à l'idée d'une guerre. Les nationalistes y étaient prêts, mais le reste de la population vivait d'autres rêves. Il fallait l'en détourner et la presse s'en chargea. Il est vrai que l'expansion pouvait apporter une solution au problème de l'émigration et que, pour toute une partie des socialistes, la guerre était l'accoucheuse des vraies révolutions.

\* Cette raison joua également dans d'autres pays, mais pas d'une façon aussi directe.

\*

Dans les Balkans, était-ce la même guerre ? Les hostilités y avaient commencé bien avant l'attentat de Sarajevo, et elles continuèrent après la paix de Versailles \*. Autre monde, autre conflit qui se greffa sur la Grande Guerre, mais se déroula à son rythme et avec ses moyens. Certes, la Grande Guerre est née dans les Balkans et il est légitime d'établir la chaîne des faits qui mène de Sarajevo à la paix de Versailles. Toutefois, les meurtriers de François-Ferdinand et ceux qui guidèrent leurs actes préméditaient au plus un conflit austro-serbe, jamais une guerre européenne : ils n'imaginaient même pas qu'il pût y avoir une relation entre l'un et l'autre.

Ce qui signifie, d'une certaine façon, qu'à partir de Sarajevo la guerre mondiale n'était pas inévitable.

Il reste qu'au début de 1914, les réseaux d'alliances avaient leur logique, la rivalité qui les opposait n'était pas fortuite, l'antagonisme qui dressait chaque nation face à sa voisine, plongeait dans le plus profond de son passé et appartenait à sa conscience collective.

Aussi, les contemporains jugeaient que si la paix pouvait encore être sauvegardée un an ou deux encore, la guerre, de toute façon, était fatale. En fait, avant même d'éclater, elle avait conquis les esprits.

\* En 1913, lors de la première guerre balkanique, la Bulgarie, la Grèce et la Serbie, associées, avaient triomphé de la Turquie et s'étaient partagé une partie de la Thrace et de la Macédoine. La Bulgarie avait porté le plus grand poids de la guerre et elle avait remporté les plus grandes victoires. Jugeant leur lot respectif insuffisant, la Serbie et la Bulgarie avaient entrepris une deuxième guerre balkanique avant même que la Turquie ait signé la paix. La Grèce et la Roumanie soutenaient la Serbie tandis que la Turquie reprenait les hostilités contre la Bulgarie, ainsi assaillie de tous les côtés à la fois. Lors de la paix de Bucarest, en 1913, la Bulgarie, vaincue, ne gardait de ses conquêtes de 1912 que la vallée de la Stroumitza et le littoral de la Thrace, tandis que ses anciens alliés s'agrandissaient de territoires qu'elle avait enlevés aux Turcs l'année précédente.

IV

## La guerre imaginaire

Certes, la guerre telle qu'on l'a imaginée est une guerre imaginaire. Néanmoins elle révèle des intentions, des certitudes, des croyances. La guerre qui n'a pas eu lieu est autant l'histoire que l'histoire.

Depuis 1880, articles et ouvrages sur la guerre future abondent : I. F. Clarke en a compté plus de cinquante. Ils relèvent tantôt de la fiction, tantôt de la prévision strictement militaire ; toutefois, la limite entre l'une et l'autre n'est pas toujours sensible : les illusions sur la guerre à venir furent également partagées.

### La guerre-fiction.

La guerre-fiction se développa brusquement en Grande-Bretagne après le succès de *La Bataille de Dorking*, pendant les années 1880. Désormais, hebdomadaires et illustrés, tel *Black and White*, imaginèrent tous les conflits auxquels le pays pourrait être mêlé. *The battle of Boulogne* et *How John Bull lost London* évoquaient, avant 1900, l'hypothèse d'une guerre avec la France ; c'est l'écho de Fachoda. Avec l'Entente Cordiale et la course aux armements navals, *The great naval War* et *The capture of London* illustrent un conflit avec la Kriegsmarine. Dix autres suivent. Les récits allemands furent

plus rares, mais la France connut une abondante littérature guerrière. Elle reflète fidèlement les retournements de la diplomatie. Jusqu'en 1904, Allemands et Anglais sont tantôt associés, tantôt isolés dans un conflit avec la France et la Russie. Après 1904, la guerre n'a plus lieu qu'avec l'Allemagne : *La bataille de la Woëvre, La débâcle de l'Allemagne dans la prochaine guerre, La fin de la Prusse et le démembrement de l'Allemagne* (1913), donnent les péripéties de ces combats.

Les Anglais imaginent volontiers qu'ils seront surpris, envahis, battus. Plus de vingt ouvrages illustrent ce thème auquel le projet d'un tunnel sous la Manche confère de l'actualité. En somme, leur littérature reflète la sourde inquiétude que le pays ressent pour son avenir. Alors que les Allemands, confiants, éprouvent plus rarement la peine de l'imaginer, les Français rêvent la revanche qu'ils attendent avec impatience. Ils sont toujours victorieux. Les écrivains militaires ne s'en cachent pas ; tel le capitaine Danrit (anagramme d'Auguste Driant, gendre du général Boulanger, mort à Verdun en 1916), qui dédie en ces termes *La guerre de demain* à son propre régiment : « Avec toi, j'aurais voulu partir pour la Grande Guerre, celle que nous attendons tous et qui tarde tant. Pour tromper l'attente, je l'ai rêvée, cette guerre sainte où nous vaincrons. » (1894).

Tous ces ouvrages font une description précise des combats de demain ; celle-ci est sans aucun rapport avec la réalité qui va suivre. Ainsi, les batailles inventées par les essayistes ou écrivains militaires reproduisent des manœuvres de l'époque napoléonienne : les fantassins chargent en rangs serrés, la cavalerie emporte la décision, la bataille est gagnée en une journée. On croirait une compétition entre équipes sportives : il y a les pantalons-rouges, les feldgrau, le vert des Italiens. L'Angleterre supprime la couleur : toujours en avance d'une idée, elle invente le kaki, mais ne prépare que quelques dizaines de milliers d'uniformes.

En somme, l'illusion est générale. Exception faite de l'« extravagant » H. G. Wells, du dessinateur Albert Robida et du théoricien russe Ivan Stanislovitch Bloch, personne n'a senti que la guerre qui allait venir serait la guerre de l'âge industriel, qu'elle causerait des millions de morts, et qu'elle mobiliserait la nation.

Les ouvrages sur la guerre devenaient tellement nombreux après 1906, qu'ils donnèrent naissance à une littérature secondaire, celle de la sage armée des critiques. Ceux-ci commençaient à s'interroger gravement sur ce phénomène lorsque la guerre éclata.

#### *La guerre sera courte.*

Les esprits étaient préparés. Comment les responsables envisageaient-ils l'épreuve ?

Pas plus que les auteurs de guerre-fiction, ils n'associaient la guerre aux progrès de la révolution industrielle. En Allemagne, vers la fin de 1912, le secrétaire d'État Delbrück ne reconnaissait aucune valeur pratique au projet de création d'un état-major économique qui aurait pu mobiliser et réglementer l'activité des usines de la Ruhr. En juillet 1914, le secrétaire d'État aux Finances refusait d'acheter des stocks de blé entreposés à Rotterdam, car « les civils n'avaient pas à se mêler de la situation qui prévaudrait en cas de guerre : c'était l'affaire des militaires ».

En France comme en Allemagne ou dans les autres pays, ceux-ci pensaient plus au nombre des hommes susceptibles d'être mobilisés, voire à leur équipement, qu'aux caractéristiques nouvelles que la future guerre pourrait acquérir : seuls les esprits tardés pouvaient imaginer que la guerre durerait plus d'une saison, car, avec le service militaire obligatoire (et l'éventualité de la conscription en Angleterre), la vie du pays serait totalement perturbée et cette situation ne pourrait durer longtemps.

Ainsi, l'idée prévalait qu'une guerre moderne serait nécessairement une guerre courte. Ce qui explique les plans des militaires et rend compte de leurs conceptions.

*L'Allemagne n'imagine pas une guerre contre l'Angleterre.*

Dans ses *Mémoires*, écrits en 1960, l'amiral Raeder, qui commanda la flotte nazie, indique qu'en 1914 l'état-major naval allemand n'avait pas de plan de guerre contre la Grande-Bretagne.

Ailleurs, le même témoin rapporte qu'il n'avait pas non plus de plan prévu pour soutenir la marche d'une armée allemande contre la France. Il ignorait tout du « plan Schlieffen »\*. Malgré les apparences, ce trait renforce plus qu'il n'infirme le précédent ; une absence de coordination entre l'état-major naval et l'armée de terre n'est pas une invraisemblance ; à l'inverse il est surprenant qu'aucune opération navale à l'ouest n'ait été prévue : est-ce dire que l'état-major général pensait vaincre avant l'arrivée d'un corps anglais sur le continent ? Ou cela signifie-t-il que, pour la Kriegsmarine, aucun conflit avec l'Angleterre n'était à l'horizon ? Certes, certains milieux animés du « complexe de Copenhague » redoutaient que l'amirauté anglaise ne réitérât le coup de 1802 par un bombardement préventif de la flotte allemande en mer du Nord, mais y croyait-on vraiment ? L'autre hypothèse irait loin : elle confirmerait qu'en Allemagne les armements navals avaient pour objet ultime non la guerre, mais une négociation qu'on imposerait ainsi à l'Angleterre, ce qui jette une lumière particulière sur la politique de Bethmann-Hollweg pendant la crise de l'été 1914.

De leur côté, les Anglais se préparaient, depuis 1914, à l'éventualité d'un débarquement sur les côtes du Jut-

\* Voir p. 62.

land. Ultérieurement, ils décidèrent de rapprocher leur corps expéditionnaire du front probable des armées principales : d'abord par l'établissement d'un abcès de fixation à Anvers, puis en s'accolant à l'extrême gauche des Français, vers Maubeuge. Ils savaient qu'en cas de nécessité ils feraient la guerre, mais savaient-ils également que les Allemands ne le croyaient pas ? De toute façon, pacifistes en paroles, ils établissaient des plans offensifs, au moins contre l'Allemagne, aussi significatifs que les rêves de leurs littérateurs, et plus réalistes que ceux de l'adversaire, plein d'illusions sur les sentiments des milieux responsables à leur endroit. Il est vrai qu'en Grande-Bretagne les forces armées étaient au service du *business*, alors qu'outre-Rhin elles héritaient d'une longue tradition terrienne.

\*

*Comment les Français imaginent la future guerre.*

Ouvrons un livre d'*Exercices et problèmes* posés dans les écoles militaires françaises entre 1890 et 1914. Quels sont les thèmes de réflexion ? D'une édition à l'autre, l'évolution est sensible. Jusqu'en 1906, les exercices sur la riposte à apporter à un débarquement anglais en pays de Caux sont nombreux ; après cette date, ils disparaissent ; après 1912, disparaissent à leur tour ceux qui visent à repousser une attaque italienne à Bizerte ou sur les Alpes. Il n'y a plus désormais qu'un seul ennemi imaginable, l'Allemand.

Une autre constatation apparaît : naguère, à l'école de Brienne, Bonaparte faisait ses exercices sur des cartes de l'Allemagne du Sud, des Pays-Bas ou de l'Italie. Un siècle plus tard, tous les problèmes tactiques se situent en Champagne, en Bourgogne, en Franche-Comté. Il ne vient pas à l'esprit qu'on puisse se battre en territoire

ennemi, sauf en Alsace-Lorraine : l'horizon français ne dépasse plus le Rhin.

On connaît l'autre trait : sachant le projet anglais de débarquer sur le continent leurs troupes métropolitaines et les contingents coloniaux, un stratège français commente : « Les Anglais raisonnent comme si la campagne devait durer des années entières. Le concept n'a qu'un défaut : il retarde d'un siècle. » Une guerre courte, telle est bien la certitude de tous : même si Kitchener, Gallieni, voire Joffre, ont dit parfois leur scepticisme, ils n'en ont jamais tiré la leçon, partageant la croyance générale de leurs camarades, compagnons ou ennemis.

L'idée commune est que la guerre s'achèverait en une ou deux grandes batailles, aussi les stratèges se partageaient essentiellement sur la façon de les gagner. Fronts étroits ou fronts étirés ; attaque en ordre mince ou au coude à coude ; artillerie lourde ou de campagne ; utilité ou inutilité de la mitrailleuse ; finalement celle-ci fut jugée sans emploi par les Français comme par les Allemands, ralliés à l'ordre dilué.

Dans *La Revanche*, Henry Contamine observe qu'en France, les milieux militaires, à la différence des hommes politiques, jugeaient la situation générale de la France plus grave après 1906 qu'auparavant : l'alliance anglaise n'a pas d'intérêt militaire immédiat, alors que celle des Russes avait perdu sa valeur depuis les défaites de Mandchourie.

De plus, relativement à sa rivale allemande, l'armée française est moins forte à cette date que dix années plus tôt. Ainsi, en 1911, les militaires sont moins optimistes que naguère ; ils ne le sont pas autant que les diplomates. Mais la grande affaire porte sur l'utilisation des réservistes et sur l'ampleur ou la nature de la contre-offensive, deux problèmes associés : Joffre a bien expliqué l'émotion qu'a pu causer le projet d'adjonction à chaque régiment actif d'un régiment de réserve.

« Pour bien comprendre l'émoi qu'une telle proposition était alors capable de susciter, il est nécessaire de se reporter à la mentalité politique de cette époque ; car, si singulier que cela puisse paraître, cette question des réserves était devenue une question politique.

« D'une part, les partis de droite soutenaient que la seule véritable force sur laquelle pouvait se reposer la patrie pour sa défense était l'armée active ; ils se déclaraient hostiles au principe de la Nation armée dans lequel ils voyaient l'amorce d'une armée milicienne ; ils ne consentaient à envisager l'emploi des réservistes que comme appoint, nécessaire d'ailleurs à l'armée du temps de paix pour porter celle-ci à ses effectifs de guerre ; convaincus que la guerre serait de courte durée, ils ne consentaient à faire état que de cette armée active dont ils faisaient le pilier de tout l'édifice national. Dès lors aucun sacrifice ne leur paraissait trop grand qui serait destiné à renforcer celle-ci. Quant aux formations de réserve, en raison de leur médiocre encadrement, de la nécessité où nous étions de faire état de tous les réservistes et par suite d'hommes relativement âgés, ils leur déniaient toute solidité et toute aptitude à participer à des opérations de guerre proprement dites ; ils n'en envisageaient l'emploi, après qu'elles auraient été soumises à un entraînement préalable, que pour des besognes secondaires.

« Les partis de gauche, au contraire, ne concevaient que la Nation en armes, n'admettaient point de service à long terme, mais seulement quelques mois d'instruction, destinés à former le soldat citoyen rappelé sous les armes au moment de la guerre. Et on se souvient des discussions soulevées par Jaurès lorsqu'il publia son livre célèbre : *L'Armée nouvelle*. »

Le problème de la nature des opérations était lié au premier parce que sa solution dépendait du jugement qu'on portait sur la valeur des soldats de la république.

Les militaires pensaient depuis de longues années, qu'en cas de conflit, il fallait rester sur l'expectative : à l'empire allemand, l'offensive immédiate et préconçue, à la République française, l'attente et la manœuvre. Ce postulat reposait sur une conviction bien simple : une république est incapable d'être aussi vite

prête qu'un empire. « Tout cela resta dans l'esprit des plans préparés depuis 1875, mais avec quelque chose de plus catégorique (avec les années) », observe H. Contamine. Ainsi, on recula l'échéance de la contre-attaque et on décida de grouper les forces françaises loin en arrière des frontières pour pouvoir les distribuer plus aisément aux lieux et places de l'attaque choisie par l'ennemi. Bref, plutôt que de porter la guerre outre-Rhin, on pense la gagner sur les rives de la Marne.

Toutefois, après 1906, les leçons de la guerre russo-japonaise convertirent des esprits à l'idée de l'offensive. Le nom du colonel de Grandmaison est associé à ce retournement : « Il faut se préparer et préparer les autres en cultivant avec passion et jusque dans les détails infimes de l'instruction tout ce qui porte — si peu soit-il —, la marque de l'esprit offensif. Allons jusqu'à l'excès et ce ne sera peut-être pas assez. »

En vérité, il ne s'agissait pas tellement de marcher sous le feu que de ne pas laisser l'initiative de l'attaque à l'adversaire. « Nous ne devons compter ni sur nos réserves, ni sur nos alliés, ni sur nos esclaves », écrivait un autre théoricien. En 1913, le président Fallières affirmait : « Nous sommes résolus à marcher droit à l'ennemi, sans arrière-pensée ; l'offensive convient au tempérament de nos soldats » ; il avait l'approbation du socialiste Paul-Boncour. « Quand nous entendons dire que notre armée... est revenue à des notions plus offensives de stratégie et de tactique, nous y voyons d'autant moins d'inconvénients que nous croyons que c'est à la fois une vérité militaire et une vérité française. » Le combat en retraite n'était pas prévu dans le règlement de 1913.

Joffre, généralissime depuis 1911, n'était pas hostile à ces nouvelles conceptions mais celles-ci exigeaient beaucoup d'hommes, et l'opposition parlementaire, animée par Jaurès, restait méfiante : les souvenirs de Boulanger et l'Affaire Dreyfus étaient encore vivants. Les

milieux de gauche préconisaient la guerre défensive, faite par des grandes masses, en utilisant au mieux les réserves. Nourris de l'histoire de la Révolution française et de guerre de défense nationale, ils oubliaient que la courbe démographique française fléchissait dangereusement, que le contingent diminuait chaque année et que la loi du nombre jouerait de plus en plus en faveur de l'Allemagne.

En janvier 1913, une loi soumise au Reichstag demandait l'accroissement des effectifs et l'amélioration du matériel. Elle donna à l'état-major français l'occasion attendue de faire passer le service militaire de deux à trois ans. L'opposition protesta, mais laissa faire. Ainsi, malgré sa population presque deux fois moindre, la France pourrait mettre en ligne, en cas de conflit, des effectifs inférieurs de 20 % seulement à ceux de l'adversaire. Les nouveaux plans de mobilisation tinrent compte de ces possibilités nouvelles. Sans attendre l'arrivée des Anglais ou l'aide des Russes, lents à mobiliser et qui avaient promis d'attaquer au 14<sup>e</sup> jour de la mobilisation, sans compter non plus sur la résistance des Belges, dont les sympathies étaient douteuses, le commandement français espérait désormais pouvoir, à la fois préparer la contre-offensive de la victoire et, en même temps, attaquer. Ce fut la variante du plan XVI.

Le général Joffre a exposé avec netteté les hypothèses qu'il imaginait à la veille de la guerre.

« Une attaque sur le front Epinal-Toul était l'hypothèse la moins vraisemblable parce qu'elle tenait peu de compte de l'intervention éventuelle des Anglais, et qu'elle engageait la masse principale allemande à travers les massifs assez difficiles de la haute Moselle ; par surcroît, elle expliquait mal l'effort matériel concentré depuis plusieurs années dans la région du nord de Trèves, et le développement extraordinaire de la *Moselstellung*.

« Les autres hypothèses, au contraire, qui envisageaient le débarquement de forces importantes vers l'Eifel destinées à

se rabattre à travers la Belgique sur l'aile gauche française, justifiaient amplement les dépenses énormes engagées depuis dix ans pour le développement du groupe Thionville-Metz.

« Ainsi donc, l'étude du rôle présumé de la région fortifiée Metz-Thionville nous conduisait à considérer comme vraisemblable la violation de la Belgique. »

Le problème belge avait été soulevé plusieurs fois : on n'était pas sûr, ni à Paris ni à Londres, des sympathies du gouvernement de Bruxelles. Comme le commandement français estimait que les Allemands ne franchiraient pas la Meuse, on était porté à croire que les Belges se contenteraient d'un simulacre de défense puis « qu'ils se mettraient du côté du plus fort ». L'idée d'une offensive préventive en territoire belge fut évoquée au conseil des ministres puis rejetée. Le plan XVII, qui suivit, organisa la concentration de telle façon que l'aile droite pût attaquer en Lorraine et l'aile gauche se porter au-devant d'une armée allemande qui franchirait la frontière belge ; toutefois, l'ampleur de cet éventuel mouvement des Allemands ne serait connue qu'assez tard : jusqu'au dernier moment Joffre ignore le mode d'emploi des unités allemandes ainsi que le nombre des réserves que le haut commandement utilisa.

#### *Pour les Allemands : le problème des deux fronts.*

De leur côté, les Allemands se posaient depuis quarante ans le même et unique problème : en cas de coalition franco-russe, quel adversaire frapper le premier ; sur l'autre front, quelle part de l'armée maintenir en couverture. La double offensive n'était pas même envisagée.

Le grand Moltke, après sa victoire en 1870, pensait qu'il faudrait attaquer en premier lieu les Français. De 1879 à 1891, le haut commandement pensa, au contraire, qu'il valait mieux marcher à l'est. De 1891 à 1914,

Schlieffen et Bernhardi revinrent à la stratégie de Moltke, non plus au droit d'Épinal, mais par la violation du territoire belge. Une dizaine de divisions et l'appoint de l'armée autrichienne assureraient la garde à l'Est : Allemands et Autrichiens y craignent une avancée de l'adversaire en direction de la Bohême dont les populations se soulèveraient à l'approche des Russes. Mais on espère avoir vaincu la France en moins de deux mois, le délai nécessaire à la mobilisation et au déploiement de l'armée russe, et pouvoir ainsi prévenir cette menace.

Autre innovation, Schlieffen préconisait de renforcer l'aile droite de l'armée qui pénétrerait en territoire belge : elle aurait pour mission d'occuper Anvers, de déborder et d'envelopper l'armée française, un plan que Moltke II n'adopta qu'avec circonspection. En tout état de cause, le nouveau chef de l'armée allemande et son conseiller, Ludendorff, ne désespéraient pas avoir l'armée belge avec eux. Il ne sait encore s'il dépassera Liège ; voici son rapport du 13 mars 1913 :

« Il faut, disait l'auteur, habituer le peuple allemand à penser qu'une guerre offensive de notre part est une nécessité pour combattre les provocations de l'adversaire. Il faut mener les affaires de telle façon que, sous la pesante impression d'armements puissants, de sacrifices considérables, et d'une situation politique tendue, un déchaînement soit considéré comme une délivrance. Il faut préparer la guerre au point de vue financier ; il ne faut cependant pas éveiller la méfiance de nos financiers.

« Tels sont les devoirs qui incombent à notre armée et qui exigent un effectif élevé. Si l'ennemi nous attaque, ou si nous voulons le dompter, nous ferons comme nos frères d'il y a cent ans : l'aigle provoqué prendra son vol, saisira l'ennemi dans ses serres serrées, et le rendra inoffensif. Nous nous souviendrons alors que les provinces de l'ancien empire allemand : comté de Bourgogne et une belle partie de la Lorraine sont encore aux mains des Francs, que des milliers de frères allemands des provinces baltiques gémissent sous le joug slave. C'est une question nationale de rendre à l'Allemagne ce qu'elle a autrefois possédé. »

L'état-major français connaît ce mémorandum. Il sous-estime, toutefois, l'importance du mouvement de l'aile droite allemande parce qu'il estime qu'une menace allemande sur Anvers stimulerait l'esprit de résistance des Belges (et il ne s'est pas trompé), qu'elle précipiterait l'entrée en guerre des Anglais : deux prévisions qui se sont réalisées.

### *Fatalité de la guerre.*

Ces dernières années, la course aux armements s'était accélérée, accroissant la nervosité ambiante et créant comme une obsession de la guerre à venir. Dans *l'Autre avant-guerre*, Barbara Tuchman rappelle un incident significatif : le cirque Barnum était venu en Allemagne.

« Apprenant avec quelle rapidité ce cirque chargeait les trains qui le transportaient, le Kaiser envoya des officiers pour observer ses méthodes. Au lieu de charger séparément chaque wagon, par le côté, les gens du cirque réunissaient tous ces wagons par un chemin de roulement continu, ce qui permettait de charger le train par un bout, en une seule fois. Grâce à ce procédé, en une heure, trois trains de vingt-deux wagons chacun étaient remplis. Cette technique fut bien vite adoptée pour accroître la rapidité, passionnément désirée, de la mobilisation. Les observateurs envoyés par le Kaiser remarquèrent aussi les cuisines roulantes qu'utilisait le cirque et cette idée fut retenue pour l'armée. »

Ainsi, on ne s'interrogeait même plus sur le principe ou l'éventualité de la guerre, sur la façon de la remporter, mais sur son opportunité. Valait-il mieux qu'elle éclate maintenant ou plus tard ? Dans les milieux dirigeants allemands, où l'idée d'une intervention de l'Angleterre était écartée, celle d'une guerre préventive contre la France et la Russie gagnait peu à peu les esprits. En Autriche, les milieux militaires jugeaient de même.

Pendant la crise de l'été 1914, Conrad von Hotzendorf confiait à Moltke qu'à son sens « tout ajournement diminuait les chances de succès ». L'état-major allemand ne pensait pas autrement, car l'armée russe se relevait, sa force deviendrait irrésistible. De son côté, Joffre estimait la situation moins mauvaise que trois ans plus tôt. Pour Delcassé, principal artisan de la Triple Entente, elle n'avait jamais été meilleure. Abel Ferry a laissé un témoignage :

« Le 30 juillet, voici que soudain je vis le petit nain grandir, s'égalant à Bismarck. (...) Il me dit avec son implacable logique l'idée fixe pour laquelle il avait vécu et, dans un raccourci impressionnant, il retraça toute son œuvre et exposa ses moyens d'action : l'armée française fortement organisée et tout un système d'alliances.

« Et ce furent l'entente anglaise et l'entente franco-russe, contées d'une voix d'amoureux, l'effort formidable d'un homme qui a vécu son but. (...) L'Allemagne ne pouvait plus vivre dans le monde qu'il lui avait fait, trop étroit pour sa croissance, et je compris pour la première fois que, depuis Bismarck, nul n'avait eu sur les événements de l'Europe une influence égale à celle de ce petit homme. Il n'était plus ministre, mais les fils étaient tendus et l'Allemagne y venait comme une grosse mouche bourdonnante. »

v

## « Guerre à la guerre »

La guerre régnait sur les esprits. Pourtant, une fois, deux fois, elle avait avorté : les conflits naissaient dans les Balkans, puis se déroulaient suivant un scénario connu. Les Grands n'intervenaient que par État interposé ; ils n'entraient jamais eux-mêmes en lice.

La grande guerre attendue aurait-elle lieu vraiment ? Rien ne le garantissait. D'ailleurs, les gouvernements savaient qu'en cas de guerre, une révolution éclaterait peut-être. L'Internationale socialiste faisait planer la menace. Au congrès de Stuttgart, en 1907, elle avait juré « guerre à la guerre » ; lors du conflit italo-turc, en 1911, ses leaders avaient organisé des manifestations monstres. Leur ampleur renforça la croyance dans la force du pacifisme.

Effectivement, depuis que la guerre menaçait, l'Internationale n'avait cessé de militer en faveur de la paix. Dans chaque pays, ses leaders stigmatisaient la responsabilité de leur propre classe dirigeante. Sur ce point, nul n'avait pris une position plus nette que Jean Jaurès ; mais l'Autrichien Victor Adler, l'Allemand Karl Kautsky ou le Russe Lénine, n'en jugeaient pas autrement.

Sans doute, l'Internationale hésitait-elle sur le choix des moyens. Le Français Édouard Vaillant et l'Anglais Keir Hardie avaient proposé qu'en cas de mobilisation, les travailleurs aient recours à la grève générale. Cette

proposition ne rallia pas les congressistes parce que beaucoup d'entre eux faisaient valoir que le succès de ce mot d'ordre serait d'autant plus grand que la classe ouvrière était nombreuse et plus consciente ; dès lors, les pays politiquement arriérés comme la Russie tsariste pourraient l'emporter sur des nations avancées, comme l'Allemagne, rendues vulnérables par les grèves.

Aussi, avec Jaurès, avait-on décidé de ne pas se laisser enfermer dans une formule et de s'opposer à la guerre « sans exclure aucun moyen ». Le pape du socialisme « scientifique » Karl Kautsky jugeait cette décision « sage et réfléchie ». Mais il ne s'agissait que d'une résolution. Rien n'était décidé en 1914. Lorsque sonna le premier coup de clairon, tous les socialistes répondirent à l'appel et partirent à la guerre. Sauf quelques exceptions, ni les dirigeants, ni les militants, ni les sympathisants n'eurent conscience de leur inconséquence. En quelques heures l'Internationale avait sombré dans le néant.

Certes, la surprise passée, quelques hommes ressuscitèrent une opposition à la guerre. Simple lueur en 1914, celle-ci embrasa l'Europe en 1917. C'était plus qu'une flambée, car, en Russie comme ailleurs, l'idéal révolutionnaire puisait au fonds de la conscience populaire. Il n'avait été enseveli qu'en apparence puisque, en combattant, les militants s'imaginaient défendre aussi la cause de la liberté. La dissociation vint plus tard, lorsque l'expérience de la guerre, la révolution russe, l'intervention servirent de révélateurs.

Mais, préalablement, il faut expliquer pourquoi et comment, au moment décisif, l'Internationale avait fait faillite.

\*

*Le patriotisme des internationalistes.*

Lorsqu'on lit les discours et les motions des internationalistes d'avant-guerre, une constatation surprend : leur lutte vise au renversement de l'ordre politique et social, et, néanmoins, leur action se situe dans un cadre qui reprend cet ordre, l'accepte et le perpétue. Ainsi, lors des sessions des différents congrès, les révolutionnaires se répartissaient non par tendances (radicaux, révisionnistes, etc., ou encore marxistes, non-marxistes, etc.), mais par nations. Le Bureau qui coordonnait l'action des différents participants est une simple « boîte aux lettres », sans pouvoir exécutif ou même organisationnel. Au sein du mouvement « tous les partis tenaient jalousement au principe d'autonomie. La définition de ce qui entrait dans les principes généraux et de ce qui appartenait au jugement exclusif des sections nationales restait en suspens ». Ainsi, la II<sup>e</sup> Internationale était une sorte de fédération sans pouvoir fédéral. Les différences entre les expériences vécues dans les différents États se faisaient lourdement sentir : elles opposaient les révolutionnaires les uns aux autres, surajoutant un jeu de relations internationales au système diplomatique entre les États.

Paradoxalement, dans cette Internationale, les conflits entre sections reflétaient les relations entre États. Ainsi, héritiers de 1789, les représentants français jugeaient volontiers que leurs ancêtres les avaient dotés d'une expérience et d'une vertu révolutionnaires qui leur conféraient une sorte de vocation à la direction de l'Internationale. Or les Allemands, qui avaient mieux réussi à réaliser l'unité socialiste dans leur propre pays, contestaient cette prétention. D'ailleurs, ils exerçaient une véritable hégémonie idéologique grâce à la qualité de leurs théoriciens : hier Marx et Engels,

aujourd'hui Bernstein et Kautsky. De leur côté, les Polonais estimaient, depuis 1905, que, désormais, les Russes ne sauraient plus faire aboutir une révolution, un sentiment que bien des socialistes français partageaient. Les uns et les autres avaient, vis-à-vis de ces Russes, une attitude pleine de commisération. Ainsi, les « révolutionnaires » français se comportaient vis-à-vis des Allemands et des Russes exactement comme leur diplomates : revanchards vis-à-vis des premiers, amis condescendants vis-à-vis des seconds.

En outre, les discussions entre internationalistes répétaient les débats qui animaient le monde des dirigeants : ainsi, les Allemands et les Français étaient en désaccord sur les chances d'une guerre, peu probable selon les premiers, mais très possible suivant les seconds. Un désaccord sur l'importance de la question nationale opposait les sections russe et polonaise.

Certes, au sein des sections nationales, il y avait des minorités, des oppositions : mais celles-ci se regroupaient suivant le modèle inverse des alliances entre États : les bolcheviks russes étaient les alliés des radicaux allemands, eux-mêmes associés aux Polonais, ennemis des Russes et des Allemands.

Ainsi, luttant contre leur gouvernement, les membres de l'Internationale se classaient et réagissaient suivant une mécanique qui obéissait aux lois des relations entre États et suivant leur appartenance à une patrie. Ils n'en avaient pas conscience parce que, sauf les émigrés russes, ils ne vivaient pas en marge de la société ; ne la rejetant pas globalement, ils n'avaient pas dissocié leur être révolutionnaire et leur être social.

*L'itinéraire d'un échec.*

Voyons par quel processus, l'action consciente contre la guerre se trouva paralysée, un échec dont Georges

Haupt a fort bien décrit l'itinéraire dans *Le Congrès manqué*.

Il faut repartir des querelles théoriques qui opposaient réformistes et radicaux allemands et russes.

La polémique était née autour des années 1900 à un moment où l'illusion de la fin prochaine de l'ordre établi s'était dissipée. « Dans un État démocratique moderne, stipulait la motion du congrès de Paris en 1900, la conquête du pouvoir politique par le prolétariat ne peut être le résultat d'un coup de main, mais bien d'un long et pénible travail d'organisation prolétarienne sur le terrain économique et politique, de la régénération physique et morale de la classe ouvrière, et de la conquête graduelle des municipalités et des assemblées législatives. »

Édouard Bernstein, qui était un des théoriciens de ce révisionnisme, notait que la pratique avait largement précédé l'énonciation du principe. Les partis socialistes étaient devenus des machines électorales de plus en plus absorbées par la lutte parlementaire. Intégrés dans la société politique, ils étaient devenus une sorte d'opposition institutionnelle qui fonctionnait exactement comme le régime qu'elle voulait abattre. Un courant de gauche critiquait cette interprétation : il préconisait la lutte révolutionnaire. Mais son radicalisme restait verbal puisque, avec Rosa Luxembourg, Karl Kautsky ou Lénine, il acceptait le cadre « parlementaire » de l'Internationale pour faire triompher ses vues. Or, au sein de chaque section nationale, il était nettement minoritaire : la répartition des tendances au sein de l'Internationale n'avait d'ailleurs rien à voir ni avec les décisions prises (par nation comme on a dit) ni avec les aspirations réelles des populations au nom desquelles les organisations politiques s'exprimaient.

Le conflit reprit de plus belle après les différentes crises des années 1906-1911, lorsque Hilferding puis Rosa Luxembourg voulurent analyser la nature de

l'impérialisme et du mécanisme des conflits qu'il suscitait. Selon Rosa Luxembourg, les contradictions du capitalisme aboutiraient nécessairement à son écroulement : les socialistes devaient passer à l'offensive et hâter son agonie. Rosa Luxembourg critiquait âprement les illusions pacifistes de ses camarades et montrait que la lutte parlementaire pour l'arbitrage international ou pour la limitation des armements était absolument utopique.

Reprenant les analyses d'Hilferding, Otto Bauer voyait l'avenir différemment. D'une analyse serrée du mouvement des prix, des facteurs d'accélération du mouvement capitaliste, il concluait que le système capitaliste n'était pas menacé par une crise, du moins dans l'immédiat ; il tendrait à devenir pacifique, notamment dans le domaine social. Allant plus loin, Vlieggen estimait qu'il en irait de même dans le domaine international : puisque le capitalisme pouvait résoudre ses contradictions économiques, il pourrait également éliminer les facteurs de guerre : les socialistes devaient faire pression pour accélérer ce double processus vers le mieux-être social et international.

Pendant les treize premières années du siècle, la guerre avait déjà failli éclater au moins trois fois, et, chaque fois, les puissances capitalistes avaient réussi à l'écartier. N'en serait-il pas toujours ainsi ? En 1914, Vlieggen ne niait pas l'existence d'un péril mais il était convaincu « que les intérêts réels et palpables qui pouvaient justifier une guerre manquaient désormais complètement : le partage du monde achevé, la guerre ne pourrait amener que des ruines, la révolution menacerait, ce qui expliquait pourquoi les gouvernements auraient de plus en plus recours à l'arbitrage ».

Karl Kautsky et Bebel étaient à peu près d'accord avec lui pour juger que désormais « si l'impérialisme portait en lui-même des tendances suffisantes à provoquer des guerres... les trusts et les cartels étaient intéressés au maintien de la paix », un fait dont la crise du

Maroc portait témoignage puisqu'en fin de compte cartels français et allemands avaient trouvé une voie d'entente après la grave tension entre les deux pays. « La plus grande garantie pour le maintien de la paix mondiale reposait dans ces investissements internationaux du capital », point de vue que reprenait Jaurès qui, avec le radical allemand Haase, estimait que trois forces en définitive militaient en faveur de la paix : « Le travail commun des capitaux anglais, français, allemand ; la solidarité fraternelle du prolétariat international ; la peur des gouvernements que de la guerre ne jaillisse la révolution. »

#### *Les Socialistes et la crise de juillet 1914.*

Lorsque, le 28 juin 1914, les principaux dirigeants socialistes apprennent l'attentat de Sarajevo, nul n' imagine que la guerre s'ensuivra. Le hasard du calendrier réunit en premier les socialistes allemands : abordant la crise actuelle, ils craignent seulement que le gouvernement autrichien ne mette des obstacles à la session du prochain congrès international qui doit se réunir à Vienne, ou qu'il empêche les Serbes de venir. Cette crainte passée, ils s'appêtent à partir en vacances et l'activité du Bureau est absorbée par la préparation du congrès.

L'ultimatum autrichien du 23 juillet surprend les dirigeants ; Camille Huysmans entreprend de réunir le Bureau de l'Internationale. Convoqué d'urgence à Bruxelles, celui-ci manifeste son inquiétude, mais, sauf V. Adler, il juge que le conflit restera localisé et qu'il ne faut pas dramatiser la situation. Certes, dans leur pays respectif, les socialistes allemands, français, etc., sonnent l'alarme ; mais, au fond, ils croient en une solution diplomatique du conflit. L'indifférence des

masses, qui, à cette date, ne sont mobilisées par aucun mouvement revendicatif \*, surprend et inquiète, mais seul Victor Adler est effondré, prévoyant à la fois l'issue de la crise et l'incapacité de l'Internationale à éviter la guerre.

À la réunion de Bruxelles, les 29-30 juillet, les membres présents suivent les événements au fil des heures ; ils en discutent mais n'agissent pas. Un télégramme reçu de Berlin les rassure ; il leur apprend que vingt-sept meetings se sont tenus contre la guerre. « Nous ferons notre devoir », commente Haase à Jaurès, reconnaissant qu'une épreuve difficile commence. Mais la discussion porte essentiellement sur les modalités de la réunion du congrès ; où et quand se tiendra-t-il, quel sera l'ordre du jour?... Lorsque Balabanova rappelle la motion Vaillant-Keir Hardie sur la grève générale contre la guerre, « sa proposition étonne et n'intéresse personne ». On reprend l'interminable discussion, et on se donne rendez-vous au prochain congrès, dont la convocation est remise à une date indéterminée et qui ne se réunit jamais. Chacun retourne dans son pays pour freiner la marche à la catastrophe. Mais le 1<sup>er</sup> août, les journaux annonçaient déjà la mobilisation générale et la mort de Jaurès. Le grand pacifiste avait été assassiné par un militant d'Action Française, un exalté.

Les leaders de la II<sup>e</sup> Internationale ne s'étaient pas aperçu qu'ils acceptaient l'idée de la guerre avant même qu'elle ait éclaté. « Jusque-là, note le Roumain Racovski, ils avaient mis l'accent sur les responsabilités de la classe dirigeante de leur propre pays, jugée responsable de la crise et des guerres. Désormais, ils allaient être tentés de faire retomber cette responsabilité sur la classe dirigeante de l'ennemi national. » À Bruxelles, Jaurès dénonçait les calculs et les manœuvres du gouvernement allemand ; il croyait au pacifisme du gouver-

\* Sauf en Russie... (voir p. 66).

nement français et voulait que celui-ci intervienne auprès de « notre allié la Russie » (*sic*). De la même façon, la majorité des socialistes allemands jugeaient que leur gouvernement était vraiment désireux de maintenir la paix ; ils stigmatisaient l'action de Saint-Petersbourg, et soulignaient le péril que l'autocratie tsariste représentait pour l'avenir du socialisme.

Ainsi, l'*Union sacrée* était dans les âmes avant de s'exprimer par les discours : ce n'était plus l'adversaire de classe mais l'ennemi national qui voulait la guerre ; non les travailleurs certes, mais le Kaiser, le Tsar. Cette subtile distinction s'envola à son tour avec les illusions de l'été 14. « Chez nous, observait l'Autrichien Victor Adler, l'inimitié contre la Serbie est presque une chose naturelle. » Tout comme en France, en Allemagne ou en Russie, au tréfonds de la conscience populaire, la méfiance, l'inquiétude et la haine envers l'ennemi héréditaire : l'instinct collectif avait parlé plus fort que l'idéal ou la raison.

VI

## *La guerre est déclarée*

### *Sarajevo.*

Le 28 juin 1914, à Sarajevo, l'héritier au trône d'Autriche-Hongrie, François-Ferdinand, mourait sous les coups des terroristes serbes. Sujets autrichiens, ceux-ci n'ignoraient pas l'orientation politique de leur victime, moins hostile que d'autres aux droits des Slaves au sein de la double monarchie. Que les conceptions de François-Ferdinand aient été appliquées et le problème de la minorité serbe de Bosnie pouvait se résoudre : le rêve révolutionnaire d'une Grande Serbie se serait évanoui.

Cette explication ne rend pas nécessairement compte des causes et des conditions de l'assassinat : le terrorisme serbe frappait l'occupant autrichien en Bosnie chaque fois qu'une occasion lui était offerte ; en 1914, la visite du prince héritier le jour même de l'anniversaire de la bataille de Kossovo pouvait apparaître comme une provocation. Encore eût-il fallu que pour les Autrichiens le passé de la Serbie appartint à l'Histoire. Raison de plus pour le leur rappeler : cette visite, pour les jeunes Serbes, appelait un châtement.

A cette époque, le mouvement terroriste de la *Main Noire* était en conflit ouvert avec le gouvernement serbe de N. Pašić. Il l'accusait de trahison, car le gouvernement jugeait ses actes irresponsables, et craignait

que leurs excès ne suscitent une intervention armée de l'Autriche. La protection de la Russie jouerait-elle si les Serbes mettaient les Autrichiens à bout ?

Alerté qu'un attentat allait être commis à l'occasion de la venue de François-Ferdinand à Sarajevo, Pašić voulut prévenir l'action de ses services secrets, membres de la *Main Noire*. Par l'intermédiaire de son ministre à Vienne, il essaya de faire comprendre aux Autrichiens que ce voyage pourrait mal se terminer ; en outre il donna l'ordre au colonel Apix de faire le nécessaire pour qu'aucun incident ne se produisît. Mais les révolutionnaires serbes en territoire autrichien échappaient au contrôle de ses services et le groupe des jeunes Bosniaques qui avait décidé d'organiser l'attentat refusa de se laisser fléchir.

L'attentat de Sarajevo ne causa pas un grand émoi dans la famille impériale. Le monarque se méfiait des conceptions libérales de son héritier présomptif que les militaires jugeaient avec une grande sévérité. « Je n'avais pas les moyens de garantir l'ordre, aurait déclaré François-Joseph, mais une Volonté Toute-Puissante l'a fait à ma place. » On fit au prince héritier des obsèques « de troisième classe », et, ni à Budapest, ni dans la capitale, on ne proclama le deuil national : Vienne resta Vienne et la musique ne cessa de jouer.

### *L'initiative.*

Les militaires, Conrad von Hotzendorf en tête, n'en demandèrent pas moins la mobilisation. Ils voyaient dans l'attentat l'occasion enfin offerte d'une guerre préventive contre la Serbie. De son côté, déjà accusé de « faiblesse » lors des précédentes crises balkaniques, le ministre Berchtold se trouvait dans une situation difficile ; il ne souhaitait pas la guerre, prévoyant

que la Russie pourrait intervenir ; le comte Tisza, ministre de Hongrie, le soutenait. Mais ses propositions conciliantes furent rejetées avec dédain par les chefs militaires. Néanmoins, la majorité des ministres voulaient « garder la tête froide ». Ils obtinrent une concession de Conrad : avant d'agir, on consulterait l'Allemagne.

A Berlin, les milieux dirigeants étaient divisés. Les militaires préconisaient une guerre préventive contre la Serbie ; l'affaire pouvait être menée rapidement car la Russie n'était pas prête à intervenir militairement. Toutefois, comme la Russie admettait que la Serbie dût faire amende honorable, le chancelier Bethmann-Hollweg était porté à la conciliation. En fin de compte, tout dépendait de l'avis du Kaiser. Or, François-Ferdinand avait été son ami, et il accueillit fort mal le rapport de l'ambassadeur autrichien Tschirschky, où s'exprimaient des vues modérées assez proches de celles de Berchtold. « Maintenant ou jamais », griffonna-t-il en marge du rapport. Il ne voulait pas qu'ultérieurement, on puisse dire que « l'Allemagne avait retenu le bras de l'allié autrichien ». Il consulta ses chefs militaires qui jugeaient que plus vite l'Autriche attaquerait la Serbie, mieux ce serait. Guillaume II ne manqua pas d'envisager l'éventualité d'une intervention de la Russie et de la France. Mais on en écarta l'hypothèse : le tsar ne pouvait se déclarer solidaire de régicides ; quant à la France, son armée manquait d'artillerie lourde. Ainsi, pour l'Autriche, la voie était libre. Ayant ainsi formulé son avis, le Kaiser partit en croisière d'été, comme prévu, mais avant son départ il ne manqua pas de voir Krupp, grand maître de ses armements, qui jugea sage de vérifier l'état des stocks.

La réaction allemande modifia d'un coup l'humeur qui régnait à Vienne. La promesse du Kaiser de « couvrir » l'Autriche rallia Berchtold au camp des bellicistes. Le conseil des ministres décida d'adresser aux Serbes un

ultimatum libellé de telle façon qu'ils ne pourraient pas l'accepter (5-7 juillet).

Pendant ces discussions entre Autrichiens et Allemands à Vienne ou à Berlin, il fut question d'une intervention éventuelle de la Bulgarie ou de la Roumanie, moins de la Russie, à peine de la France. Il ne fut jamais question de l'Angleterre. On avait affaire à une crise balkanique, rien de plus.

#### *Le plan austro-allemand.*

À Berlin comme à Vienne, l'idée d'un conflit avec la Serbie était désormais acquise. Toutefois, il restait une part d'impondérable : les réactions éventuelles des Puissances. Pendant que Vienne rédigeait l'ultimatum et préparait la mobilisation, les milieux dirigeants affectaient de ne pas prêter à ces opérations une importance particulière. Il fallait garder le secret, pour agir avec force et célérité. « Ce serait une bonne chose, disait Berchtold à Conrad, que vous et Krobatin (ministre de la Guerre) partiez quelque temps pour donner l'impression que rien ne se passe. » Berlin s'était réservé le rôle de maintenir le conflit localisé. Aussi Bethmann-Hollweg dissuada le Kaiser d'annuler sa croisière, comme il y avait pensé, pour éviter « d'attirer inutilement l'attention ». Pour les mêmes raisons, Guillaume II adressa quelques jours plus tard un télégramme de bon anniversaire au vieux roi Pierre de Serbie.

On savait que Poincaré\* devait se rendre en visite à Saint-Pétersbourg, aussi les Autrichiens décidèrent d'adresser leur ultimatum à la Serbie une fois que Poincaré serait sur le chemin du retour, pas avant le 23 juillet. Il fallait prévenir toute coordination possible des réactions de la France et de la Russie. Une dizaine de jours passèrent ainsi, pendant lesquels Vienne et Berlin

\* Élu président de la République en 1913. Le président du Conseil était René Viviani.

cherchèrent à « endormir » les chancelleries étrangères.

Pourtant, le 19 juillet, un commentaire paru dans l'officieuse *Norddeutsche Zeitung*, de Berlin, alertait les diplomates : « Il était souhaitable, déclarait ce texte, que le conflit austro-serbe restât localisé car l'intervention d'autres puissances, vu les nombreuses obligations d'alliances, pourrait avoir des conséquences incalculables. » Aussitôt Sazonov fit savoir au comte Pourtalès, ambassadeur d'Allemagne à Saint-Pétersbourg, qu'un conflit bilatéral pourrait déclencher une guerre générale. Tout en reconnaissant la légitimité des griefs de l'Autriche, il mit en garde l'ambassadeur contre toute procédure d'intimidation, notamment par voie d'ultimatum. A cette date, Poincaré était encore à Saint-Pétersbourg : il dit à Szapary, ambassadeur d'Autriche en Russie, que la double monarchie ne pouvait tenir le gouvernement serbe pour responsable de l'assassinat tant qu'aucune preuve ne serait fournie, « autrement une démarche de cette sorte serait un simple prétexte (...) ; de toute façon on ne devait pas oublier que la Serbie avait des amis et que cela créerait une situation dangereuse pour la paix ». De son côté, le Foreign Office déclarait que la Grande-Bretagne était prête à exercer son influence sur la Serbie pour que celle-ci accepte les conditions de l'Autriche-Hongrie « pourvu que celles-ci fussent modérées et compatibles avec l'indépendance du pays ».

Berlin reçut le rapport de Pourtalès, le 23 juillet : l'ambassadeur en Russie insistait sur le fait que Sazonov n'avait cessé de lui répéter combien la situation pourrait être considérée, à Londres et à Paris, comme sérieuse. Si Vienne agissait unilatéralement, il voulait le persuader que, même en Grande-Bretagne, l'attitude de l'Autriche serait désapprouvée. « Sazonov se trompe », notait Bethmann-Hollweg en marge du rapport.

Le 23 juillet, l'Autriche adressait son ultimatum à la Serbie. Aux termes du texte remis par le ministre

de François-Joseph à Belgrade, la Serbie disposait de quarante-huit heures pour l'accepter. Le document rappelait qu'en dépit de l'engagement pris en 1909 d'établir des relations amicales avec l'Autriche, la Serbie n'avait cessé de pratiquer une politique agressive à son endroit, allant jusqu'à perpétrer un crime contre l'archiduc-héritier. Le gouvernement autrichien demandait que le gouvernement serbe publie en première page du *Journal Officiel* un ordre du jour condamnant la propagande serbe en Autriche-Hongrie ainsi que la participation d'officiers et fonctionnaires serbes à cette propagande. En outre, le gouvernement serbe devait s'engager à dissoudre les sociétés qui s'adonnaient à la propagande politique et « accepter la présence auprès de lui de fonctionnaires austro-hongrois qui participeraient à la suppression du mouvement subversif ». Ce point 6 mettait pratiquement l'administration du pays sous la tutelle de l'Autriche.

Au cas où la Serbie accepterait d'accéder à toutes les clauses de l'ultimatum, le gouvernement de la double monarchie entendait provoquer le conflit par d'autres moyens, en présentant, dans l'application des clauses susdites, des exigences très étendues. Il comptait disloquer ultérieurement le pays, en offrant de gros territoires à la Bulgarie et à l'Albanie. Il était hostile à toute annexion au profit de l'Autriche-Hongrie elle-même, car il ne voulait pas ajouter aux difficultés que posait la minorité serbe déjà existante ; vis-à-vis de l'étranger, il pourrait ainsi faire état de son « désintéressement ».

La nouvelle de l'ultimatum éclata comme un coup de tonnerre à Saint-Pétersbourg et à Paris ; vu l'absence de Poincaré, les deux alliés ne purent coordonner leurs réactions, comme l'avait prévu la Duplice. L'Angleterre elle-même fut alarmée. Le secrétaire du Foreign Office, Sir Edward Grey, craignait les répercussions de l'ultimatum et notamment la réaction des Russes. Il proposa une médiation entre Vienne et Saint-Pétersbourg.

Les Allemands opinèrent : sans le vouloir, les Anglais facilitaient leur jeu puisque cette procédure permettrait préalablement de régler le conflit austro-serbe.

Pendant ce temps, à Berlin, Jagow, secrétaire d'État aux Affaires étrangères, poussait l'Autriche à intervenir militairement, « le plus vite possible », dès réception de la réponse serbe qui ne pourrait être que négative. En attendant, il se chargeait de neutraliser les réactions de l'Entente, de les lanterner pour les mettre devant le fait accompli. Il conseillait à l'Autriche d'accepter, ensuite, la médiation de l'Angleterre et se félicitait auprès de celle-ci d'avoir joué utilement les bons offices.

Ayant vainement demandé un délai aux Autrichiens, les Serbes répondirent le 25 juillet qu'ils acceptaient toutes les clauses de l'ultimatum sauf le point 6. C'était le moment attendu. Représentant de l'Autriche à Belgrade, le baron Giesl rompit aussitôt les relations diplomatiques. Une demi-heure plus tard, les diplomates autrichiens avaient quitté la capitale. Parvenus à la frontière, ils télégraphièrent la nouvelle à leur gouvernement. Déjà, Serbes et Autrichiens avaient décrété la mobilisation.

L'état-major autrichien avait établi un calendrier qui prévoyait l'entrée en guerre le 6 août. Jagow persuada les Autrichiens d'agir plus vite, sinon les grandes puissances interviendraient et le projet d'une guerre localisée risquait d'avorter. Conrad maugréa, mais se rendit aux raisons des Allemands. On décida de déclarer la guerre le 28 juillet.

Cependant, la politique autrichienne était l'objet d'une réprobation générale. Londres et Paris soupçonnaient Berlin de laisser faire, ce qui ne pouvait avoir pour conséquence que d'entraîner l'intervention de la Russie, puis un conflit général avec la France et l'Angleterre. « Vous avez vos informations, nous avons les nôtres qui sont exactement opposées », répondit Jagow à Jules Cambon, ambassadeur de France à Berlin. « Nous sommes sûrs de la neutralité des Anglais. »

*L' « irréparable ».*

Retour de voyage, Guillaume II apprit la réponse des Serbes le 28 au matin. « Un résultat brillant, plus que

nous l'espérons... Une grande victoire morale pour Vienne. La guerre n'a plus de raison d'être. » Bethmann-Hollweg eut-il connaissance de cette lettre que le Kaiser avait adressée à Jagow le 28 à dix heures du matin ? Une heure plus tard, l'Autriche-Hongrie avait déclaré la guerre à la Serbie et, le soir, Bethmann-Hollweg rappelait à Vienne la nécessité d'une action militaire rapide si l'on voulait que la responsabilité d'une guerre générale repose, non sur l'Autriche mais sur la Russie.

A Saint-Petersbourg, le 28 juillet, assuré de l'appui de la France par l'ambassadeur Paléologue qui avait agi sans instructions mais que l'on savait très lié à Poincaré, Sazonov se déclara toujours prêt à faire accepter à la Serbie des conditions même humiliantes. Quand il apprit que Vienne venait de déclarer la guerre à la Serbie, il décida néanmoins de mobiliser contre l'Autriche. Sazonov avait demandé à Grey de faire savoir explicitement qu'en cas de conflit la Grande-Bretagne serait solidaire de ses alliés, seule chance, selon lui, de faire faire marche arrière à l'Autriche et à l'Allemagne. Cependant Grey avait cru agir de façon plus efficace en invitant les puissances à arbitrer le conflit austro-serbe ; il voulait faire pression sur la Serbie pour qu'elle accepte, par avance, de s'incliner devant les décisions que prendraient les grandes puissances. Mais l'Allemagne refusa cette procédure qui eût fait de l'Autriche un accusé au même titre que la Serbie, alors que le « responsable était le gouvernement serbe ».

Rejetant ainsi la procédure proposée par l'Angleterre, le gouvernement allemand croyait avoir réussi à localiser le conflit. En réalité, son attitude eut pour effet de persuader les Français et les Russes que les Austro-Allemands désiraient faire la guerre. Dès que celle-ci fut déclarée à la Serbie, le commandement russe intervint auprès du tsar pour qu'il hâte les préparatifs de mobilisation générale. Nicolas II donna bien cet ordre le 29, mais, à la suite d'un télégramme amical du Kaiser,

il l'annula et revint à la formule de la mobilisation partielle contre l'Autriche. Le tsar suggéra alors de réunir une conférence des puissances à La Haye tandis que Sazonov proposait à Vienne d'interrompre les préparatifs de la Russie si l'Autriche consentait à éliminer de son ultimatum les points portant atteinte à la souveraineté de la Serbie.

A nouveau, les Anglais offrirent leur médiation, acceptant même le principe d'une occupation de Belgrade, à titre de gage, si l'Autriche faisait seulement connaître ses intentions. « Si l'Allemagne et la France venaient à être entraînées dans le conflit, ajoutait Edward Grey, la Grande-Bretagne ne pourrait longtemps rester à l'écart. »

Bethmann-Hollweg mesura le péril, mais Moltke intervint à son tour. Il expliqua que la menace de guerre venait de Russie parce que, même partielle, la mobilisation russe mettait en péril la sécurité de l'allié austro-hongrois. L'Allemagne ne pouvait laisser faire. Elle devait répondre en mobilisant à son tour si elle ne voulait pas voir la position de son allié s'affaiblir. « Le temps ne cesse de jouer contre nous », concluait Moltke. En conséquence, le 30, Bethmann-Hollweg demandait à la France de cesser ses préparatifs militaires, commencés depuis quelques jours, et à la Russie de révoquer son ordre de mobilisation, même contre l'Autriche. Que la Russie capitule et elle était rayée du rang des grandes puissances. Qu'elle ne cède pas et la responsabilité de la guerre retomberait sur elle.

Au même moment, l'Allemagne demandait à la Belgique le libre passage pour ses troupes. Elle essayait également d'obtenir la garantie que l'Angleterre resterait neutre en cas de conflit continental. L'Allemagne garantissait l'intégrité territoriale de la France et de la Belgique en Europe et elle offrait à Londres un accord de neutralité pour la période d'après-guerre. Grey répondit aussitôt qu'en cas de guerre continentale, l'Angle-

terre ne resterait pas neutre : tout le plan allemand était en train de s'écrouler.

Entre-temps, Moltke avait invité Conrad à décréter la mobilisation générale, ce qui fut fait le 31 juillet au matin. Il obtenait de Bethmann-Hollweg qu'une décision soit prise, en tout état de cause, le 31 juillet à midi. En somme, tout dépendait des Russes car la diplomatie française faisait preuve d'une relative passivité. Sazonov jugea que la dernière requête des Allemands attestait de leur volonté de créer un *casus belli*. Dans ces conditions et vu la lenteur des armées russes à mobiliser, il ne voulut pas affaiblir encore sa position par l'octroi d'un délai supplémentaire. Le 31 juillet, à 11 h 55, cinq minutes par conséquent avant le délai fixé par Moltke, Pourtalès télégraphiait à Berlin que les Russes avaient décrété la mobilisation générale. Le Kaiser répliquait par un ultimatum à Saint-Petersbourg et à Paris, demandant respectivement à la Russie la cessation immédiate de la mobilisation et à la France quelles étaient ses intentions.

Grey proposa une dernière fois sa médiation. Il refusa de donner à la France l'appui qui, selon Paul Cambon, ambassadeur à Londres, aurait pu encore faire reculer l'Allemagne. Il semblait aux Anglais que la France ne faisait rien pour empêcher la marche vers la catastrophe.

Le 1<sup>er</sup> août, l'ordre de mobilisation générale fut lancé à peu près en même temps, à la même heure, à Berlin et à Paris. La Russie et la France n'ayant pas obtenu, l'Allemagne déclarait la guerre à la Russie le 1<sup>er</sup> août. Guillaume II eût voulu s'en tenir là mais les « nécessités » du plan militaire allemand impliquaient l'attaque préalable de la France et la violation de la Belgique. Les services officiels allemands déclarèrent que des avions français avaient bombardé Nuremberg ; cette fausse nouvelle justifia la déclaration de guerre à la France, le 2 août. Seule l'Autriche n'avait toujours

pas déclaré la guerre à la Russie, une situation « grotesque » qui ne prit fin que le 6 août et qui montre à quel point Vienne fut à la remorque de Berlin.

Malgré les appels de Paul Cambon, Grey hésitait encore à donner à la France une promesse plus explicite que l'assurance d'une protection des côtes françaises par la Home-Fleet ; Benckendorf, ambassadeur de Russie, reçut toutefois des assurances plus fermes. La violation du territoire belge, le 4 août, leva les dernières hésitations de l'Angleterre. Grey adressa un ultimatum à Berlin, menaçant d'entrer en guerre si les troupes allemandes n'avaient pas évacué la Belgique le jour même. L'ultimatum fut rejeté après des discussions sans fin entre Bethmann-Hollweg et Jagow. C'est alors que fut prononcée, à propos de la neutralité belge, l'expression « chiffon de papier ». « Nécessité fait loi », conclut le chancelier, au Reichstag, le 4 août.

La Grande Guerre avait commencé.

### *Le problème des responsabilités.*

Obscurci par la passion nationale ou partisane, le problème des responsabilités reste ouvert car sa réponse est liée à la façon dont on le formule.

Veut-on identifier les « mauvais génies » qui ont le plus contribué à l'éclatement du conflit ? Le comportement des responsables allemands les désigne au « jugement de l'Histoire » : ils firent pencher la balance en faveur d'un règlement radical du conflit avec la Serbie, en ménagèrent le déroulement avec soin pour que soit commis une sorte de « crime parfait » ; puis ils rejetèrent toute médiation lorsque le conflit menaça de s'étendre, en prirent délibérément le risque dès que la Russie intervint à son tour.

Inversement, en ayant cherché non à exaspérer le conflit austro-serbe, mais à en assurer le règlement paci-

fique, l'Angleterre se désigne comme « l'apôtre de la paix ». Sa politique conciliatrice n'en conduisit pas moins aussi sûrement à la guerre que les « risques calculés » des dirigeants allemands : persuadés qu'en tout état de cause, l'Angleterre resterait neutre, les Allemands s'aventurèrent plus loin qu'ils ne l'eussent fait s'ils avaient été persuadés du contraire.

Par rapport à ces deux attitudes inverses qui conjuguent leurs effets tout en partant d'intentions dissemblables, le rôle des autres puissances apparaîtrait, avec le recul, singulièrement effacé. Après Sarajevo, la colère des Autrichiens, très artificielle, se révéla plus sonore que dangereuse. Certes, Conrad von Hotzendorf voulait régler les comptes avec la Serbie, mais il accepta que l'Allemagne puisse retenir son bras. Ultérieurement, la politique de Vienne restera à la remorque de celle de Berlin, on a même dit de quelle façon : « grotesque » (F. Fischer).

Après avoir décrété la mobilisation partielle (contre l'Autriche), les Russes se décidèrent les premiers à la mobilisation générale : toutefois ils revinrent aussitôt sur cette décision. Sazonov et Nicolas II manifestèrent un esprit conciliant et reconnurent plusieurs fois que la Serbie avait des torts, qu'elle méritait « une punition ». Mais leurs offres ne furent pas même prises en considération à Vienne ou à Berlin.

Agissant sans mandat au nom de la France, Paléologue approuva les décisions des Russes. Au reste, à cette date, les Austro-Allemands avaient suffisamment montré leur volonté de rompre l'équilibre établi dans les Balkans et d'exercer un chantage à la guerre continentale pour que Français ou Russes aient à nourrir des hésitations. En vérité, avant comme après le retour de Poincaré, tout se passa comme si les dirigeants français se laissaient porter vers la guerre : la solidité de leurs alliances leur causa plus de souci que le destin de la paix. Dans le cadre étroit de la crise de juillet, leur

rôle fut quasi nul. Ils n'agirent pas plus pour la faire éclater que pour l'empêcher. Ils furent responsables dans la mesure où ils démissionnèrent.

Ces conclusions seraient différentes si on modifiait l'éclairage et si on remontait plus loin pour rechercher les origines de la guerre. La Russie tsariste subventionnait les services serbes et la politique panslaviste aurait eu pour effet, à long terme, le démantèlement de la double monarchie. Celle-ci pouvait légitimement se juger victime d'une agression permanente pour autant qu'elle-même ne tenait pas compte de l'oppression qu'elle exerçait sur les minorités slaves. Ainsi, c'est tout le passé de l'Europe centrale et des Balkans qui devrait être mis en cause, où Germains, Turcs puis Hongrois traitèrent les autres communautés nationales comme des peuples inférieurs ; en 1914, ils stigmatisaient « la duplicité » de ces communautés « qui ne comprennent que la force », en des termes qui rappellent ceux que d'autres pouvaient tenir envers les peuples coloniaux.

Le destin de l'Occident tout entier pourrait également être reconsidéré. On avait vu l'Angleterre, puis la France se développer avant l'Allemagne, celle-ci croître subitement avec une force foudroyante et manifester une impatience agressive dans une Europe trop petite pour ses énormes ambitions. Ni la France, ni l'Angleterre, ni la Russie n'étaient prêtes à lui faire une place au prix de sacrifices qui, à terme, pouvaient conduire jusqu'à leur anéantissement comme grandes nations, une querelle aussi ancienne que leur histoire. Imaginaient-elles vraiment que des concessions risquaient de susciter l'arrêt, le freinage, le déclin de leur propre expansion ? Les dirigeants craignaient plutôt les réactions des gouvernés devant ces capitulations ; alors que toute leur politique visait à glorifier l'État et à grandir la

nation pour pouvoir se maintenir au pouvoir et résister à la pression venue d'en bas.

Il y avait là un danger permanent pour la paix ; comme était également périlleuse la croyance, chez les Alliés comme chez les Allemands ou chez les Autrichiens, que plus vite la guerre aurait lieu, plus vite elle serait gagnée.

Il est vrai que les uns et les autres ne parlaient pas de la même guerre : guerre locale ou guerre continentale, guerre avec l'Angleterre ou guerre sans l'Angleterre. Loin d'imaginer que cette guerre serait fatale à trois monarchies et à vingt millions d'hommes, ils étaient d'accord seulement sur un point : elle serait courte et ils seraient victorieux. \*

II

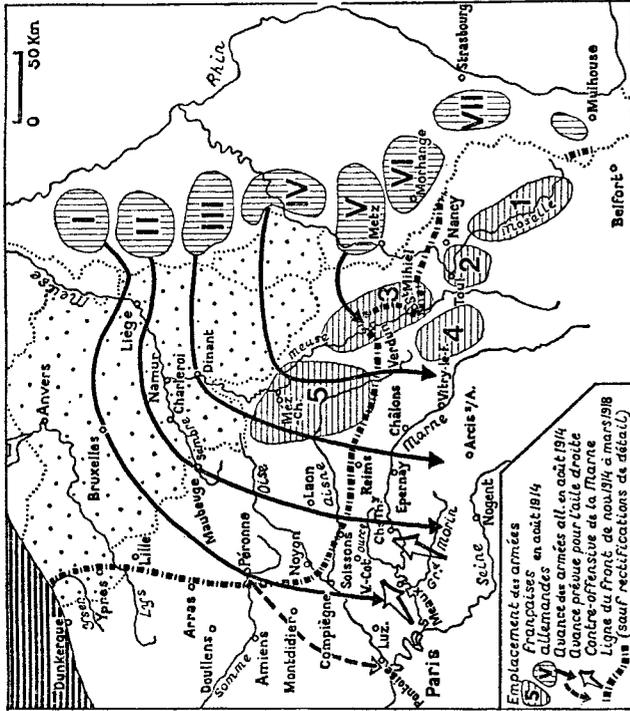
## LA GRANDE GUERRE : LES FORMES, LES MÉTHODES ET LES BUTS

### BIBLIOGRAPHIE DE LA PREMIÈRE PARTIE

Aux ouvrages indiqués p. 13, on ajoutera :

- Anderson (E.) et Anderson (P.), *Political Institutions and social change in continental Europe in the 19th century*, Berkeley, 1968, 461 p.  
 Clarke (I. F.), « Forecasts on warfare in fiction, 1803-1914 », in *Comparative Studies in society and history*, 1967, 1.  
 Contamine (H.), *La Revanche*, Paris, 1957.  
 Dediđer (V.), *The Road to Sarajevo*, N-Y, 1966 (à paraître en français).  
 Geiss (I.), *July 1914, selected documents*, Londres, 1967, 400 p.  
 Girardet (R.), *La Société militaire en France*, Paris, 1960.  
 Haupt (G.), *Le Congrès manqué*, Paris, 1965, 300 p.  
 Morazé (Ch.), *Les Bourgeois conquérants*, Paris, 1957, 491 p.  
 Stone (N.), « Army and society in Habsburg monarchy », in *Past and Present*, avril 1966.  
 Sternberg (F.), *Le Conflit du siècle*, Paris, 1957.

Ainsi que tous les grands ouvrages sur l'histoire des principaux pays aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles (E. Halévy, F. Chabod, Zeman et Valiani, Florinsky, etc.).



La guerre commença bien comme on l'avait imaginée, fertile en surprises et en rebondissements : invasion de la France, offensive inopinée des Russes, bataille de la Marne, victoire des Allemands à l'est, défaite autrichienne devant Belgrade, entrée en guerre de la Turquie et du Japon.

A la Noël 1914, plusieurs millions de combattants furent tout surpris de se trouver immobilisés, paradoxalement obligés de s'enterrer pour survivre. « Ce n'est pas cela, la vraie guerre », s'exclamait Kitchener visitant les tranchées. Ce n'était pas non plus la guerre telle que l'avait rêvée Guillaume Apollinaire, avec ses repos, ses longs loisirs.

En quelques semaines la guerre s'était métamorphosée : simultanément, elle changeait de méthode et de style, de nature et d'esprit, de but et d'ampleur. Elle devenait la Grande Guerre.

## VII

*Du mouvement à l'immobilité*

Pour les Puissances centrales, la crise de l'été 1914 s'était achevée de façon inattendue : par l'entrée en guerre de la Grande-Bretagne. Pour les Alliés, les hostilités commencèrent également par une surprise désagréable. Appliquant la version la plus audacieuse du « plan Schlieffen », les Allemands concentraient leurs efforts à l'extrême-droite du front occidental, menaçant toute l'armée française, orientée à l'est, d'un gigantesque mouvement d'enveloppement. En moins de trois semaines, les armées du Kaiser campaient aux portes de Paris. Mais d'autres surprises allaient encore modifier le cours des événements. Les Russes déclenchaient leur offensive bien plus tôt que ne l'avait prévu l'état-major austro-allemand ; les Alliés arrêtaient l'invasion en remportant la victoire de la Marne. A l'automne, la résistance des Serbes, l'entrée des Turcs et des Japonais dans la guerre, la fixation des fronts à l'ouest comme à l'est donnèrent au conflit un tour complètement inattendu \*.

*L'invasion de la Belgique.*

Le 4 août au matin, violant la neutralité de la Belgique, les troupes allemandes franchissaient la frontière

\* On trouvera p. 225, un tableau des forces en présence entre 1914 et 1918.

et traversaient la Meuse au nord de Liège. La ville résista pendant treize jours durant lesquels un doute plana sur les intentions du général Moltke : Joffre se demanda s'il ordonnerait à ses armées de remonter le fleuve, auquel cas il rencontrerait la III<sup>e</sup> et la IV<sup>e</sup> armées françaises, ou bien s'il les ferait marcher plus à l'ouest, et il se heurterait à la V<sup>e</sup> armée de Lanrezac. L'importance des effectifs qui composaient cette aile droite ne serait connue qu'au bout de quelques jours.

*Le plan XVII et la bataille des frontières.*

Nonobstant, Joffre appliqua le plan XVII, attaquant en Alsace et en Lorraine. Le 8 août, les Français entraient dans les faubourgs de Mulhouse, assez surpris de rencontrer si peu de résistance. En fait, la VII<sup>e</sup> armée allemande s'était camouflée dans la forêt de Hardt, les menaçant d'encerclement ; les Français durent déguerpir.

L'aile droite allemande continuait à se déployer en Belgique, débordant largement le dispositif que les Français avaient prévu pour leur faire face. L'armée de von Kluck, à l'extrême droite, avançait sur Bruxelles ; celle de Bülow, au centre-droit, sur Namur. Joffre comptait sur la résistance de l'armée belge : mais celle-ci fut submergée par le nombre, et dut rapidement se replier. Au mécontentement des Français, elle battit en retraite sur Anvers au lieu de se placer à la gauche de l'armée de Lanrezac et des forces anglaises. Dans ces conditions, Lanrezac sollicita l'autorisation de se décaler encore plus vers le nord-ouest. Joffre la lui accorda et il envoya des renforts, mais sur la Meuse. Ainsi, sous-estimant l'ampleur de la manœuvre d'enveloppement conduite par les Allemands et jugeant vaines les alarmes de Lanrezac, il s'en tenait à la première de ses deux hypothèses : la mauvaise.

Joffre lança alors la double offensive qu'il avait prévue en Lorraine. A Morhange comme en Sarre ou dans les Ardennes, les armées de Castelnau et de Langle du Cary furent durement refoulées en dépit de leur supériorité numérique. « Les craintes que les journées précédentes m'avaient inspirées sur l'aptitude offensive de nos troupes en rase campagne ont été confirmées par la journée d'hier », écrivait Joffre à Poincaré au lendemain de la bataille. Inaptitude des chefs à manier leur unité, manque d'entraînement des troupes, absence de coordination entre unités marchant parallèlement, autant de constatations qui présageaient mal l'avenir de l'armée française.

Désormais, les batailles décisives se livreraient au nord, où la masse des armées de Bülow avançaient avec une régularité de métronome. Elles se heurtèrent à celles du maréchal French et du général Lanrezac, le 21 août, à la bataille de Mons-Charleroi. « Force nous est de nous rendre à l'évidence, écrivait une nouvelle fois Joffre à Poincaré, nos corps d'armée, malgré la supériorité numérique qui leur avait été assurée, n'ont pas montré en rase campagne les qualités offensives espérées... Nous sommes condamnés à une défensive appuyée sur nos places fortes et sur les grands obstacles du terrain... Notre but doit être de durer... en nous efforçant d'user l'ennemi... et de reprendre l'offensive le moment venu. »

Ainsi, selon le généralissime, ce n'était plus l'infériorité numérique ni la surprise du mouvement tournant opéré par Moltke qui expliquaient seules la défaite française lors de la double bataille des frontières. Sans doute, Joffre interprétait les faits à sa façon puisqu'à Charleroi les Français n'avaient que dix-neuf divisions à opposer aux trente divisions allemandes mais il est également vrai que personne n'obligeait alors Lanrezac à prendre l'initiative de la bataille dans des conditions aussi défavorables. En outre, il apparut une fois de plus que les Français étaient moins bons manœuvriers sur le

terrain. Joffre en tira la leçon : battu sur tous les fronts, il ordonna une retraite générale.

### *La retraite française.*

L'offensive de Lorraine et la contre-offensive de Belgique avaient été marquées par une série d'échecs graves, plus inattendus les uns que les autres. Le succès de la retraite fut une autre surprise. Les Allemands n'avaient pas réussi à envelopper l'aile gauche franco-anglaise qui se recroquevillait sur son centre, se rendant ainsi insaisissable. Mais, par là même, l'aile droite allemande avançait dans le vide. Durant tout le mouvement, Joffre gardait le contrôle absolu de la situation : un miracle aussi étonnant que celui qui allait suivre. Il avait réussi à surmonter tous ces revers avec sang-froid et gardait un calme imperturbable. Alors qu'en moins de quinze jours sous ses plans s'étaient effondrés, que le nord du pays était occupé, Paris menacé, et qu'il n'avait pas un seul succès à mettre à son actif, son humeur restait aussi égale que s'il était à la manœuvre. Bon appétit, long sommeil et la fermeté d'âme qui lui dictait chaque jour, en pleine bataille, ces comptes rendus au président. Comme l'a écrit le général de Gaulle, « la chance de la France fut qu'ayant mal engagé l'épée, il sut ne pas perdre l'équilibre ».

Sans illusions sur les causes de la défaite, mesurant ses erreurs, il ne tabla que sur le pire, sûr de ne pas être déçu. Il envisagea de sang-froid de poursuivre cette retraite jusqu'à ce qu'il ait pu réunir les conditions de la victoire, derrière la Seine, s'il le fallait.

A Paris, Gallieni, nommé gouverneur, apparut rapidement comme l'homme qui pourrait éventuellement remplacer le généralissime. Le vainqueur des campagnes du Tonkin et de Madagascar avait été le maître à penser de Joffre pour qui il manifestait une estime condescen-

dante. Atteint par la limite d'âge, d'une santé précaire (il meurt en 1916), il n'avait pu accepter la tâche de commander toute l'armée française. Au moins ne refusa-t-il pas d'assurer la défense de la capitale. Aussitôt, il prit des mesures énergiques, introduisant un style nouveau dans la conduite de la guerre. Il mit fin à la campagne de fausses nouvelles qui, le 23 août encore, laissait croire aux Français qu'ils occupaient toujours Mulhouse, et qu'en Belgique Anvers résistait : certes, la ville n'était pas encore occupée, mais tout le reste du pays était aux mains de l'ennemi. Brutalement, le 25 août, au matin, les Français apprirent par un communiqué de trois lignes que leurs armées se repliaient « de la Somme aux Vosges ». Le lendemain, les journaux annonçaient que Paris était menacé. Le surlendemain, on apprenait que le gouvernement avait quitté Paris pour Bordeaux et que le général Gallieni avait mission de défendre la capitale : « il remplirait sa mission jusqu'au bout ». Aussitôt, ceux qui en avaient les moyens s'enfuirent au-delà de la Loire.

Rien n'avait été prévu pour protéger la capitale ; seuls quelques territoriaux assuraient la garde. Des troupes lui ayant été affectées, Gallieni leur fit traverser la ville afin de réchauffer le cœur des Parisiens. Disposant enfin d'une armée, il était impatient de s'en servir. Il commentait avec sévérité les actes de Joffre, son ancien subordonné, qu'il jugeait lourdaud et inapte à prendre des décisions audacieuses.

Pour les Allemands, le succès de l'offensive dépassait toutes les espérances. « Dans six semaines, toute cette histoire sera liquidée », déclarait Moltke à la fin du mois d'août. Pourtant, une première alerte l'obligea à modifier son dispositif : les Russes avaient attaqué, à l'est, plus tôt que prévu et ils avaient bousculé l'armée allemande à Gumbinnen. Cette offensive inopinée pouvait gravement menacer les opérations lancées à l'ouest, voire transformer le succès obtenu à l'ouest en catastrophe.

Soucieux, peu imaginaire, bon exécutant d'un plan grandiose dont l'audace lui faisait peur, Moltke ramena du front occidental deux divisions pour parer à la menace. Il les reprit à son aile droite, affaiblissant l'armée qui devait apporter la décision.

### *Le plan de Joffre.*

Dans la directive du 24 août, Joffre avait prescrit un repli sur la ligne Amiens-Verdun. Toutefois, sérieusement accrochée, l'armée anglaise avait dû opérer un plus vaste mouvement, et il lui semblait impossible de se rétablir sur la Somme. Elle recula jusqu'au-delà de l'Aisne, de telle sorte qu'une nouvelle armée française, la VI<sup>e</sup> armée, fut dans l'incapacité de se constituer, comme prévu, à Amiens, mais dut se former très en retrait. La V<sup>e</sup> armée de Lanrezac continuait à se replier normalement mais le recul des troupes de French ainsi que celui des armées de Langlé de Cary (à sa droite) l'obligea à s'aligner sur l'Oise. Elle y remporta un succès d'arrière-garde, la bataille de Guise, qui permit au repli général de s'effectuer dans de bonnes conditions (29 août).

Le 1<sup>er</sup> septembre, l'aile droite allemande, de von Kluck, continuait à avancer, franchissant l'Aisne puis la Vesle. Joffre jugea qu'il était nécessaire de prendre encore un peu plus de champ. Dans sa directive du 1<sup>er</sup> septembre, il prescrivait : « Malgré les succès tactiques obtenus par les III<sup>e</sup>, IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> armées dans les régions de la Meuse et à Guise, le mouvement débordant effectué par l'ennemi sur l'aile gauche de la V<sup>e</sup> armée, insuffisamment arrêté par les troupes anglaises et la VI<sup>e</sup> armée, oblige l'ensemble de notre dispositif à pivoter autour de sa droite. Dès que la V<sup>e</sup> armée aura échappé à la menace d'enveloppement prononcée sur sa gauche, l'ensemble des III<sup>e</sup>, IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> armées reprendra l'offensive. » Ainsi

Joffre prescrivait l'abandon des points d'appui de l'Argonne, de Verdun, et le repli sur la ligne Pont-sur-Yonne, Nogent-sur-Seine, Arcis-sur-Aube, Brienne, Joinville; la cavalerie tiendrait la Seine entre Montereau et Melun, les Anglais seraient à la suite jusqu'à Juvisy. Le camp retranché de Paris attaquerait droit à l'est, en direction de Meaux.

Cependant, tout entier à la poursuite de l'aile gauche française, von Kluck avait perdu son objectif de départ qui était Pontoise. Infléchissant sa route, non vers Paris, comme Joffre le présuait, mais vers Meaux où se regroupaient les Français, il ne visait plus autant à déborder la capitale par l'ouest qu'à encercler et à détruire les armées françaises. Ces perspectives comportaient un risque que l'euphorie de la victoire ne permettait pas de mesurer avec exactitude. Tout à l'ardeur de la poursuite, von Kluck dépassait l'armée de Bülow, située à sa gauche, au lieu de rester à son niveau. Qu'il s'avance trop et les armées en voie de regroupement autour de Paris pourraient l'attaquer de flanc; qu'au même moment, la gauche de l'armée en retraite contre-attaque (en l'occurrence, les Anglais), et von Kluck se trouverait pris dans un étau.

### *La bataille de la Marne.*

C'est cette situation, précisément, que Gallieni voulut créer, le 4 septembre, en prenant l'initiative d'une opération qui allait aboutir à la victoire de la Marne. A cette date, ayant su utiliser rationnellement le réseau ferroviaire, Joffre avait réussi à regrouper ses forces de telle façon que, face aux vingt divisions de l'aile droite allemande, il était en mesure d'en opposer trente. Pour ne pas subir un Charleroi à rebours, Moltke ordonna à von Kluck de se replier et de se souder à l'armée de Bülow, si bien que lorsque Gallieni et Maunoury attaquèrent, ils ne trouvèrent pas face à eux un seul corps

d'armée mais trois. Joffre n'en jugea pas moins que l'heure était venue de livrer une bataille générale. Dans le camp allié, l'instant est grave. Les chefs d'armée sont d'accord pour tenter l'épreuve dont dépendra le sort de la guerre. Ils jugent qu'ils ont déjà trop reculé. Toutefois, French n'est pas d'accord : il estime prématurée l'heure de la bataille, préférerait poursuivre la retraite et se replier derrière la Marne; d'ailleurs, il n'est pas prêt à livrer un combat où il faudrait engager toutes ses forces à la fois. Joffre, qui veut en finir, décide de jeter son épée dans la balance; il va voir French et, cachant mal son émotion, déclare : « Au nom de la France, Monsieur le Maréchal, je vous demande tout votre concours... et puis, cette fois, l'honneur de l'Angleterre est en jeu. » L'atmosphère est tendue; on sait que Murray, l'adjoint de French, est hostile à la contre-offensive. Un lourd silence passe. French répond d'une voix faible et peu compréhensible : « *I will do my possible.* » Bouleversé, Joffre le remercie. Il lance alors un message aux troupes où il leur dit que « l'heure n'est plus de regarder en arrière mais qu'il fallait désormais se faire tuer sur place plutôt que de reculer ». Ce mot d'ordre fut exécuté jusqu'au bout.

L'opération conçue par Gallieni le 4 au soir, entreprise le 5, se déroula comme il avait été prévu. Maunoury attaqua droit à l'est, en direction de l'Ourcq, en vue d'envelopper les armées de von Kluck. Mais celui-ci s'était déjà en partie replié et la cavalerie de von Marwitz avait été chargée de la couvrir face aux Anglais; elle y réussit complètement et les Anglais ne purent progresser.

Plus à l'est, la bataille générale était également engagée. Dans la région des marais de Saint-Gond, Bülow et Foch lançaient ensemble deux armées à l'assaut l'une de l'autre. La bataille fit rage pendant plusieurs jours, les adversaires essayant de se manœuvrer par les ailes. Menacé sur sa gauche, Bülow dut faire appel aux armées du centre : von Hausen se rapprocha de lui et l'aida à fermer la brèche. Plus loin

vers l'est, les Français avaient donné, également, l'ordre d'offensive mais ce furent les Allemands qui, en fin de compte, menèrent les opérations. Toutefois, ils ne réussirent pas à rompre.

Au soir du 6 septembre, au vu de ces résultats, Moltke était inquiet et circonspect. Toujours serein, Joffre manifestait au contraire une certaine satisfaction car, pour la première fois, les Français avaient résisté aux Allemands dans une bataille générale. Or, il avait pu regrouper ses forces et il espérait que bientôt l'avantage du nombre jouerait en sa faveur.

La journée du 7 septembre fut marquée par le recul de von Kluck au nord de la Marne ; Bülow suivit le mouvement pour aligner son propre front. Ces opérations continuaient la grande bataille commencée l'avant-veille et il était hors de propos de s'illusionner sur la portée de ce repli. D'ailleurs, cette même journée, Maunoury avait failli être submergé par une attaque de von Kluck et Gallieni avait dû réquisitionner les taxis parisiens pour lui envoyer d'urgence des renforts.

Le 8, les Anglais de French et la V<sup>e</sup> armée de Franchet d'Esperey (qui avait remplacé Lanrezac) exploitèrent une information parvenue la veille au soir : contrôlant mal le double mouvement de repli de leurs troupes, les Allemands avaient laissé un vide entre l'armée de von Kluck et celle de Bülow. Les Alliés se précipitèrent dans la brèche, effectuant avec la cavalerie une percée qui pouvait mener loin.

Effectivement, les Allemands jugèrent, le 9, que cette défaite sur l'Ourcq marquait un tournant. Dans la bataille, avant que cet échec ne tournât à la catastrophe, le lieutenant-colonel Hentsch, doté de pleins pouvoirs par Moltke, resté au G. Q. G. de Luxembourg, prescrivit à von Kluck et à Bülow d'opérer un repli général si les Anglais, refoulés quelques jours plus tôt au-delà de la Marne, réussissaient à nouveau à franchir le fleuve. Ils y parvinrent, l'ordre fut exécuté et von Hausen, au centre, dut à son tour s'aligner.

Voyant que l'avantage lui échappait à droite, Moltke avait essayé de l'emporter à gauche, où la V<sup>e</sup> et la VI<sup>e</sup> armées allemandes étaient sous les ordres du Kronprinz impérial et du Kronprinz de Bavière. Toutefois, commettant la même erreur que quelques semaines plus tôt, il leur retirait quatre corps d'armée pour consolider son extrême droite

menacée par Maunoury. En fin de compte, le Kronprinz impérial fut incapable d'exploiter les premiers succès qu'il avait remportés sur Sarrail grâce à sa supériorité en artillerie. Le 8, la situation était pourtant tellement à son avantage que Joffre avait autorisé Sarrail à abandonner Verdun si nécessaire, pour pouvoir conserver sa liaison avec les armées du centre. Le 9 et le 10, au moment où les Franco-Britanniques perçaient à l'ouest, le Kronprinz faisait un dernier effort mais, faute de réserves, il ne réussissait pas à prendre Verdun. L'ultime coup de boutoir ayant échoué, Moltke prescrivait le repli général de Nancy jusqu'à la Vesle. Cet ordre marquait la fin de la bataille de la Marne.

Victoire incontestable, la Marne fut bien, comme l'a jugé Pierre Renouvin, une victoire du commandement. Animées du plus ardent patriotisme, les armées des deux camps s'étaient battues avec un égal acharnement, subissant des pertes considérables. Mais les deux commandements n'avaient pas fait preuve de qualités égales. Du côté des Alliés, la maîtrise de Joffre, le coup d'œil de Gallieni, l'impétuosité de Foch, la volonté tenace de Sarrail, l'esprit de solidarité de French avaient permis d'élaborer et de faire triompher une manœuvre qui, en rendant aux troupes alliées l'initiative, relevait leur moral et ressuscitait leur mordant. Du côté des Allemands, au contraire, la discorde ne cessa de régner entre von Kluck et Bülow, jaloux, l'un comme l'autre, de chausser le premier les bottes de la victoire : ils coordonnèrent d'autant plus mal leurs mouvements que le généralissime resta à son G. Q. G. de Luxembourg, chargeant un lieutenant-colonel de prendre, sur place et en son nom, les décisions que la situation pourrait commander. Ces circonstances furent à l'origine de maladresses tactiques si nombreuses qu'il est des historiens pour juger, qu'en fin de compte, la « victoire de la Marne » fut le fait du hasard.

Au lendemain de la bataille, le plan de guerre allemand devenait caduc puisque les forces françaises

n'étaient pas mises hors de combat et que les armées russes étaient à pied d'œuvre. Il est vrai que le plan Schlieffen n'avait pas prévu l'arrivée d'un corps expéditionnaire anglais qui flanquerait la gauche des forces françaises. Cette « misérable petite armée » fut particulièrement malmenée pendant la retraite, comme si les Allemands avaient voulu s'acharner sur elle : son existence et sa présence témoignaient de la grave erreur de jugement qu'ils avaient commise en refusant d'imaginer que l'Angleterre ferait la guerre. French avait voulu sauver ce qui restait de son armée ; jugeant les Français incapables de se ressaisir, il avait plusieurs fois envisagé de rembarquer. Kitchener et Wilson l'en avaient dissuadé. Grâce à leur intervention, les forces anglaises avaient participé de plus en plus activement à la bataille : elles perdirent près de cent mille hommes en quatre semaines et leur rôle ne doit pas être sous-estimé. D'ailleurs, von Kluck a déclaré par la suite que s'il n'avait pas pu prendre Paris, c'était à cause de la résistance offerte par les Anglais.

En vérité, il semble que la victoire de la Marne fût due autant à l'intelligence stratégique de Joffre qu'aux erreurs commises par le commandement allemand. Le succès de son opération de débordement était assuré dans sa phase initiale, parce que la manœuvre se déroulait à une certaine distance de Paris : étant donné le dispositif rayonnant du réseau ferroviaire, le transfert des troupes françaises était d'autant plus malaisé qu'on se trouvait loin de son centre. Que les armées allemandes progressent, et, passée la Somme, le même dispositif ferroviaire jouait en sens inverse, et doublement : au centre, en faveur des Français, à l'extérieur au désavantage des Allemands. Joffre comprit rapidement qu'à une certaine proximité de Paris le plan allemand se retournait brusquement contre ses promoteurs. C'est là qu'il fallait livrer bataille. Dès le premier jour de guerre, il avait demandé à pouvoir contrôler tout le

réseau ferroviaire : le général polytechnicien avait pressenti que sa victoire, la bataille de la Marne, serait la victoire des chemins de fer français.

### *La course à la mer et l'immobilisation des fronts.*

Au lendemain de la Marne, l'heure était arrivée de faire ses comptes. Des deux côtés les pertes en hommes étaient considérables, mais ce qui frappait Joffre, c'était la pénurie en munitions. Jean Ratinaud écrit : « On était parti en guerre avec une dotation de 1 390 coups par pièce de 75. Les approvisionnements sont tombés à 695 coups et l'on ne fabrique que 10 000 coups par jour (pour plus de 3 500 canons). Joffre est à ce point angoissé par cette situation que le seul document militaire qu'il porte sans cesse sur lui, qu'il ne quitte jamais, est un petit carnet sur lequel est tenu le compte exact en munitions. » Le 28 septembre, il ordonnait que « les munitions en excédent de 300 coups par pièce constituent dans chaque armée une réserve que le commandement d'armée conserve à sa disposition exclusive et dans laquelle il ne pourra puiser qu'après avoir demandé et reçu l'autorisation du généralissime Joffre lui-même ». Le général en chef concluait : « Tous les soirs ou toutes les nuits avant six heures, chaque armée fera connaître par télégramme au Directeur de l'arrière le nombre de coups consommés dans la journée. »

Du côté des Allemands, où Moltke avait été écarté et remplacé par Falkenhayn, les pertes en hommes atteignaient, dans certaines unités, 40 % des effectifs. Comme la pénurie en munitions était presque aussi grave que chez les Français, on comprend la raison profonde pour laquelle on était amené à fixer les fronts : exsangues et mal fournies en munitions, les armées étaient obligées de s'immobiliser.

Les deux commandements tentèrent toutefois un dernier mouvement d'ensemble pour déborder l'adver-

saire. A l'est du front, le Kronprinz essaya une fois de plus d'enlever Verdun, investissant aux trois quarts la citadelle et menaçant sa sécurité par la constitution d'un puissant saillant dans la région de Saint-Mihiel. En octobre, les Français réussissaient à aérer quelque peu la place en reconquérant des crêtes avoisinantes : ils en apprécièrent le prix en février 1916.

A l'ouest, faute d'avoir pu exploiter la percée réussie pendant la deuxième semaine de septembre, Joffre chercha à envelopper l'armée de von Kluck. Comme, à nouveau, les Allemands tentaient également de déborder les armées franco-anglaises, cette double tentative déplaça progressivement les combats en direction du nord, chacun des deux adversaires cherchant à pouvoir s'adosser à la Manche. Cette « course à la mer » donna lieu à des combats acharnés du 14 septembre au 17 novembre.

Vu l'importance de l'enjeu, les deux commandements voyèrent sur ce front mobile le maximum de renforts. Troupes anglaises, qui débarquaient de plus en plus nombreuses ; contingents belges, qui se repliaient le long de la côte après avoir dû évacuer Anvers ; fusiliers marins de l'amiral Ronarch et Royal-Fusiliers qui avaient protégé la retraite des armées d'Albert I<sup>er</sup>. Du côté des Allemands, les renforts affluèrent également : en premier lieu, les troupes libérées par la chute d'Anvers et la capitulation de Maubeuge, puis les classes les plus récemment instruites, les plupart composées de jeunes volontaires.

Différence avec les opérations qui précédèrent la bataille de la Marne, les tentatives de débordement s'accompagnèrent d'un renforcement des lignes en profondeur, de l'aménagement d'un réseau de fils de fer barbelés ; avant même qu'elle ait été décidée, la fixation des fronts s'était imposée aux esprits.

La course à la mer fut ponctuée de combats sanglants qui culminèrent dans les Flandres.

Falkenhayn attaqua le premier, lançant à l'assaut des troupes fraîches, volontaires pour la plupart. Elles progressèrent le long de la mer. Le 20, la bataille s'engageait sur un front de cent kilomètres. Perdant la ligne de l'Yser, les Belges décidaient d'inonder toute la région. Une série de furieux combats allaient suivre dans la région marécageuse de Ramscapelle et de Langemarck. Le 29, les Allemands portaient leurs efforts sur Messine et sur Ypres. Les combats qui suivirent furent parmi les plus sanglants de toute l'histoire de la guerre : en une journée, le 1<sup>er</sup> novembre, le régiment des London-Scottish perdait le tiers de ses effectifs. Français et Anglais réussissaient à tenir, lançant attaques et contre-attaques. Certains assauts prirent une allure épique, tel le combat du Bois des Nonnes où la Garde de Sa Majesté et la Garde du Kaiser s'affrontèrent en combat singulier.

Il n'y eut point de vainqueur et tous ces efforts s'étant révélés vains, Falkenhayn donna l'ordre d'arrêter l'offensive. Dans ces combats où s'étaient illustrés les Demoiselles à pompon rouge de l'amiral Ronarch, les Royal-Fusiliers et la Garde impériale, pour un pied carré était morte, à Langemarck, la fleur de la jeunesse allemande.

### *Surprises à l'Est.*

Au même moment, les fronts de l'est et du sud-est se stabilisaient à l'issue de combats fertiles en retournements spectaculaires.

Le 12 août au matin, les Autrichiens avaient lancé leur expédition « punitive » contre la Serbie. L'intervention de la Russie les obligea à réduire de moitié les effectifs prévus pour cette opération ; ils tenaient néanmoins à la faire aboutir rapidement pour des raisons d'ordre psychologique. Ils prirent Belgrade, mais ce succès fut de courte durée ; treize jours plus tard, le roi Pierre reprenait la capitale et refoulait l'ennemi au-delà de la

Save. Les Autrichiens avaient perdu plus de deux cent mille hommes. Potiorek était destitué : l'expédition de « châtement » s'était terminée par un affront cuisant. Sur le front russe également, les armées de François-Joseph connurent des déboires : il est vrai qu'il en fut de même de celles du Kaiser.

En 1913, les généraux Joffre et Gilinsky avaient arrêté les directives fondamentales de la coopération stratégique de leurs armées. Il avait été convenu qu'une double offensive serait menée contre les forces allemandes, les Russes devant attaquer au 15<sup>e</sup> jour de la mobilisation. Or, soixante jours étaient nécessaires pour mobiliser et déployer l'armée russe : le grand-duc Nicolas était ainsi dans l'obligation de prendre l'offensive avant que son dispositif soit en place. Sinon, il ne pourrait prévenir l'accomplissement du plan Schlieffen, de telle sorte qu'après avoir vaincu les Français, les Allemands pourraient, grâce à leurs lignes intérieures, se retourner en temps voulu contre les Russes.

Comme convenu, le commandement russe lança une offensive le 15<sup>e</sup> jour avec une armée qui devait terminer sa mobilisation le 36<sup>e</sup> jour ; il attaqua ainsi sans même disposer de ses réserves.

#### *De Gumbinnen à Tannenberg.*

Surprises, les troupes allemandes du général Prittwitz furent bousculées à Gumbinnen le 20 août, où, à leur tour, les populations civiles connurent les horreurs de l'exode. Impressionné par la violence du choc, Moltke rappela alors deux corps d'armée du front occidental. Comme il commit l'erreur de les soustraire à son aile marchante, qui, à cette date, avait atteint Charleroi, et qu'il affaiblissait ainsi la manœuvre d'encercllement conçue par Schlieffen, on a pu affirmer, sans doute de façon abusive, que « sans Gumbinnen, il n'y aurait jamais eu de victoire de la Marne ».

Quoi qu'il en soit, le but que visait le commandement russe était atteint mais les troupes lancées en avant étaient vulnérables et une manœuvre tournante, conçue par Hindenburg, successeur de Prittwitz, permit aux Allemands d'attaquer avec treize divisions et 150 batteries les dix divisions de Samsonov qui ne disposaient que de 70 batteries. Le 31 août, la défaite des Russes était consommée : à Tannenberg, Samsonov se suicidait et Hindenburg faisait 92 000 prisonniers. Il allait remporter d'autres succès aux lacs Mazurie où les Russes furent une nouvelle fois obligés de battre en retraite ; toutefois, ils réussissaient à éviter la destruction du gros de leurs troupes et leur pression restait extrêmement dangereuse. Le mythe de Hindenburg, sauveur de la patrie, n'en était pas moins né : le vainqueur de Tannenberg sut adroitement le perpétuer.

Au sud, les Russes avaient également attaqué les armées autrichiennes pour soulager les Serbes. En Galicie, après les batailles de Lemberg et de Rava Russka, les armées autrichiennes furent obligées de battre en retraite derrière le San. Les Russes occupaient une grande partie de la Galicie, avec sa capitale ; ils investissaient la citadelle de Przemyśl, y enfermant 12 000 Autrichiens, et leur avant-poste, s'installaient au col d'Uzok qui commande la plaine hongroise. Les Russes avaient chèrement payé ce succès. Ils avaient subi des pertes sérieuses qui les empêchèrent de l'exploiter. Le général Belaïev n'en considérait pas moins que l'armée autrichienne était « anéantie ». Le 8 novembre, il prescrivit de poursuivre à outrance ses « débris » dans les Carpathes. Le grand-duc Nicolas voulait y faire passer douze divisions de cavalerie en direction de Budapest... « La menace de cavalerie de la Brigade Sauvage produirait un grand effet d'intimidation en Hongrie. »

En fait, ce rêve s'envola avec la menace que faisaient planer, au nord, les Autrichiens et les Allemands. Les Russes n'en avaient pas moins gardé l'initiative

sur le front oriental, mais au prix de pertes considérables : plus de 1 million 200 000 soldats avaient été mis hors de combat. Ce bilan tenait à leur infériorité en puissance de feu. Dès le mois d'août, le Russe *Renenkampf* réclamait à son ministre de la Guerre 108 000 obus à balles, 17 000 obus explosifs et 56 millions de cartouches ; on lui offrit 9 000 obus à balles, 2 000 obus explosifs, et 7 millions de cartouches. « Les combats de la III<sup>e</sup> armée (russe), rapporte un témoin anglais, n'étaient que massacre, car les Russes attaquaient sans appui d'artillerie. »

« En somme, juge Pierre Renouvin, lorsque les fronts s'immobilisèrent, l'armée russe avait joué le rôle qu'on attendait d'elle. » Elle avait obligé le haut commandement à prélever des troupes sur le front occidental, ce qui avait contribué au succès de la Marne. Le 14 septembre, le général Laguiche, attaché auprès de l'armée russe, adressait à Sukomlinov, ministre de la Guerre, ce télégramme : « De la direction des opérations par l'état-major russe, comme de la conduite des troupes russes au feu, l'impression qui se dégage se résume en deux mots qu'on ne saurait trop répéter : bravo et merci. »

\*

A la fin de novembre 1914, ni les Alliés, ni les Puissances centrales (auxquelles venait de se joindre l'empire turc) ne voyaient comment emporter la décision. Certes, l'échec du plan de guerre allemand était le plus spectaculaire ; les troupes du Kaiser n'en occupaient pas moins tout le nord de la France, les lignes avancées de leur front passant près d'Arras, Noyon, Soissons et Reims. En immobilisant la guerre sur son sol pendant plus de quatre ans, l'Allemagne allait marquer la France de blessures profondes, menacer son existence et la paralyser pour longtemps.

## VIII

### *Le point fort et le point faible*

#### *Deux stratégies.*

Au début de la guerre, l'initiative stratégique avait appartenu aux Puissances centrales. Certes les Russes avaient réussi à bousculer leurs plans, mais au prix d'une lourde défaite. Tannenberg avait été largement compensé, sur la Marne, par le coup d'arrêt donné aux armées du Kaiser : mais, celles-ci n'en campaient pas moins à cent kilomètres de Paris. Après la stabilisation du front, les Austro-Allemands reprirent l'initiative, cette fois en attaquant à l'est. Les opérations évoluèrent d'une façon identique : les Allemands remportèrent des succès spectaculaires mais la décision leur échappa. A l'ouest, les Alliés réussirent à leur tour à bousculer les plans de l'adversaire, mais au prix de pertes considérables et pour peu de résultats.

Portés au point fort de l'ennemi principal, ces puissants coups de boutoir s'étaient révélés coûteux et inefficaces. Ils aboutissaient à la paralysie des fronts, non à la victoire.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que les protagonistes aient imaginé une autre stratégie : celle-ci viserait le point faible de la coalition adverse. Sans doute, en ne frappant pas là où il concentrait ses forces, l'opération avait peu de chance de l'abattre. Le coup

porté pouvait néanmoins désorganiser ses plans, réduire le nombre de ses associés, ouvrir des voies nouvelles à la victoire.

Simultanément, les deux coalitions tentèrent l'expérience ; toutefois, elles hésitèrent à lâcher le point fort pour le point faible. Ce choix nécessaire divisa les milieux dirigeants. Fallait-il disperser l'effort, distraire ses forces pour frapper le Sultan alors que le Kaiser campait aux portes de Noyon ? Fallait-il s'acharner contre les Serbes, châtier les Italiens, intervenus dans la guerre, alors que les Cosaques étaient capables, d'un bond, de se retrouver aux portes de la Hongrie ? Ces graves problèmes dénaturaient les enseignements de la stratégie, alors que l'immobilisation des fronts allait anéantir les enseignements de la tactique.

### *Vaincre les Russes.*

Loin d'être mis hors de combat, Français et Anglais avaient vaincu sur la Marne. Ensuite, ils avaient réussi à faire refluer l'envahisseur. L'état-major allemand n'en appliqua pas moins le deuxième volet de son plan : entre octobre 1914 et mars 1915, il fit passer vingt-cinq divisions du front occidental sur le front oriental. Avec l'aide des armées autrichiennes réussirait-il à mettre les Russes hors de combat ? Les armées du tsar avaient été éprouvées par leurs revers de 1914. L'insuffisance en artillerie lourde, la pénurie en munitions, la disparition des cadres, morts au combat, affaiblissaient singulièrement ses capacités combattives. Néanmoins, Autrichiens et Allemands ne cessèrent pas de clamer leur stupéfaction devant « la coriacité de l'ours russe : plus il recevait de coups, plus ses coups de patte étaient dangereux ».

Les armées des Puissances centrales disposaient d'une large supériorité en matériel lourd, et plus encore

en munitions. Techniquement handicapés par le retard de leur économie et par la fermeture des Dardanelles qui rendit précaires les commandes de matériel passées à l'étranger, les Russes disposaient seulement de l'avantage du nombre, mais, dans de telles conditions, n'était-il pas illusoire ? Il reste que, souvent vaincus mais jamais abattus, les Russes menacèrent plusieurs fois la sécurité des frontières, particulièrement celles de l'Autriche-Hongrie.

En décembre 1914, l'échec de l'offensive sur Varsovie avait convaincu l'état-major austro-allemand que seule une opération par les ailes pourrait permettre de l'emporter. Celle-ci fut tentée au début de février. En Prusse-Orientale, Hindenburg réussit une fois de plus à encercler d'importantes forces russes dans la forêt d'Augustovo. Pour échapper à l'anéantissement, les Russes livrèrent de furieux combats de retraite près des lacs Mazurie. Ils perdirent deux fois plus d'hommes que les Allemands mais réussirent à garder Grodno et désormais leurs réactions contraignirent les Allemands à la défensive. Dans les Carpathes, les Autrichiens remportèrent les premiers succès, mais leur garnison de Przemysl, assiégée depuis l'offensive russe de 1914, dut capituler. Elle livra au général Brussilov 120 000 prisonniers et plus de neuf cents canons.

Nicolas II était optimiste ; il envisageait pour l'été une attaque vers la Hongrie. Toutefois, le grand-duc Nicolas et son chef d'état-major, le général Junuskevitch, voyaient la situation autrement. Dans un rapport confidentiel, l'ambassadeur Paléologue écrivait à Poincaré :

« Laissant le passé, le chef d'état major s'est ouvert peu à peu sur l'état présent des forces russes, sur la suite probable des opérations (...). Faute de munitions et de fusils l'offensive ne pourra être reprise avant deux ou trois mois. Il est désormais établi que l'état-major allemand peut amener à la frontière russe 400 trains par jour alors que les Russes ne peuvent en amener que 90. On doit ainsi

renoncer de prendre l'offensive en Prusse et en Pologne. Restent les Carpathes. (...) Passant dans le wagon du grand-duc Nicolas, je l'ai trouvé blanchi, émacié, les traits crispés. « J'ai à vous parler de choses graves. Ce n'est pas le grand-duc Nicolas qui vous parle, c'est le général russe. Je suis obligé de vous dire que la coopération immédiate de l'Italie et de la Roumanie est une impérieuse nécessité. Je répète et je souligne : d'une valeur inqualifiable. » Le soir, poursuit Paléologue, réfléchissant à l'entretien, je me suis représenté l'armée russe comme un géant paralysé capable encore d'assener des coups redoutables aux adversaires qui se mettent à sa portée mais impuissant à les poursuivre ou même à les achever. »

### *La retraite de 1915.*

La campagne de Pologne, durant l'été 1915, confirma ce jugement. Certes, lorsqu'elle débuta, les Autrichiens durent se mettre rapidement sur la défensive dès que l'entrée en guerre de l'Italie les obligea à remener des troupes vers ce nouveau front. En outre ils craignaient qu'à l'est les Roumains ne se joignissent à l'ennemi. Mais le 27 avril, une opération de rupture dans la région de Gorlitz consommait la défaite de l'armée Radko-Dmitriev. Celle-ci perdait 250 000 hommes, dont les deux tiers prisonniers. Repliés sur le San, les Russes s'adosèrent à leur ligne de forteresses : depuis Stryj, au sud, à Przemsyl, au centre, et à Rozvadov au nord. Le 12 juin, Mackensen lançait un nouveau coup de boutoir qui permettait d'atteindre les hauteurs entre San et Bug. Dans cette région, les rivières qui descendent des Carpathes ont un dispositif qui rappelle celui de la partie orientale du bassin parisien. Venant de l'ouest, les Allemands avaient à franchir ces rivières et les lignes de côtes une à une pour arriver au centre du bassin. Après la reprise de Przemsyl, la principale bataille eut lieu sur la Verechnitsa, une petite rivière qui prolongeait les hauteurs entre San et Bug : vaincus,

les Russes durent abandonner Lemberg, mais ils réussirent à s'échapper (milieu de juin). A Cholm, l'état-major russe décidait que pour sauver l'armée il fallait perdre la Pologne.

Après une campagne de cinq mois, les Russes réussissaient à arrêter la progression des forces allemandes en arrière de Vilna, de Pinsk, de Kovel et de Tarnopol. Une fois de plus les Allemands avaient eu l'avantage mais ils n'avaient pas réussi à terrasser l'ennemi.

Faute de munitions, ces batailles avaient eu pour les Russes une issue dramatique. La retraite qui avait suivi laissa au général Denikine un souvenir impérisable.

« Pendant plus de douze jours, les Allemands balayèrent nos lignes et nous ne pûmes leur répondre car nous n'avions plus rien... Complètement épuisés, nos régiments se battaient à la baïonnette... Le sang coulait partout... Nos rangs s'éclaircissaient. Deux régiments furent détruits presque entièrement par l'artillerie. Lorsque après un silence de trois jours notre batterie reçut cinquante obus, on le fit savoir immédiatement par téléphone à tous les régiments et à toutes les compagnies, ce que les hommes apprirent avec joie et soulagement. »

Le front percé de part en part, le haut commandement avait réussi à éviter l'anéantissement, mais près de la moitié de l'armée était hors de combat : 151 000 tués, 683 000 blessés, 895 000 prisonniers. Désastre sans précédent, qui atteignit durement le moral de la troupe et des chefs ; on en rejeta la responsabilité sur l'arrière, c'est-à-dire le gouvernement, les institutions, le régime. Cependant, le commandement essayait de se donner contenance : il assimilait la retraite de 1915 à celle de 1812 comme si, à nouveau, on avait affaire à un plan entièrement préconçu. Pour donner le change, il pratiqua systématiquement la tactique de la terre brûlée ; aux destructions de l'ennemi s'ajoutèrent celles des experts de l'état-major ; au cortège des troupes en retraite, celui des femmes et des enfants.

Des milliers de réfugiés refluèrent sur l'arrière où rien n'avait été prévu pour les accueillir. « Cette grande migration organisée par le quartier général conduit la Russie aux abîmes, à la révolution, à la perte », prévoyait Krivocine, ministre de l'Agriculture.

Effectivement, l'heure de vérité sonna pour l'Ancien Régime. L'économie pourrait-elle pourvoir aux besoins de l'armée? Le tsarisme saurait-il donner l'impulsion nécessaire à la victoire, et faire à l'opinion les concessions politiques qui aideraient le peuple russe à supporter de nouveaux sacrifices?

### *Soulager l'armée russe \**

Selon le commandement occidental, les offensives

\* Selon le général Falkenhayn, dont les chiffres peuvent être contestés, mais qui constituent néanmoins une indication valable, le rapport des forces sur le front occidental était le suivant :

	Allemands	Alliés
Au milieu d'octobre 1914 .....	1,7 millions	2,3 millions
Début mai 1915 .....	1,9 —	2,45 —
Milieu juillet 1915 .....	1,88 —	2,83 —
Milieu septembre 1915 .....	1,97 —	3,25 —
Début 1916-février 1916 .....	2,35 —	3,47 —
Début juillet 1916 .....	2,26 —	3,84 —

### *Front oriental :*

	Austro- Allemands	Russes
Milieu sept. 1914	563 000	950 000
Fin déc. 1914	1 155 000	1 688 000
Fin janv. 1915	1 017 000	1 843 000
Fin avril 1915	1 323 000	1 767 000

menées après la fixation des fronts répondaient à une triple nécessité : maintenir les soldats en état d'alerte de peur qu'ils ne s'engourdissent dans les tranchées et qu'ils ne désespèrent de la victoire ; soulager l'armée russe attaquée par la coalition adverse et à qui il convenait de « rendre son geste » de l'année précédente ; tenter d'exploiter la supériorité numérique due au renfort des troupes allemandes sur le front oriental dès la fin de l'automne 1914. Ces raisons furent déterminantes ; elles l'emportèrent sur les arguments en faveur de la temporisation : pénurie de munitions, infériorité en matériel lourd, croissance plus lente de la production en armes et en matériel.

### *« Je les grignote ».*

Pourtant, les chefs militaires ne furent pas unanimes : French et Castelnau critiquaient ouvertement cette volonté de mener une offensive à tout prix. Ils savaient que bien des commandants d'armée pensaient comme eux, mais ils n'osaient pas s'opposer à la volonté du vainqueur de la Marne que séduisaient à cette date l'allant et l'optimisme de Foch, champion de l'offensive à tout prix, toujours confiant et sûr de vaincre. Le général Fayolle a rendu compte d'une de ces discussions, à Saint-Pol, le 29 novembre 1914 : « Jamais je n'ai entendu autant de bêtises... Attaquez, attaquez, c'est bien vite dit. Autant vaudrait renverser à coups de poing un mur en pierre de taille (...), la seule façon de réussir à leurs yeux, c'est de faire tuer du monde. » Pour justifier ces attaques répétées et cette éternelle confiance, Joffre expliquait : « Je les grignote. » Mais, selon un critique militaire anglais, Liddell Hart, « ces tentatives n'étaient pas plus effectives que le grignotement d'un

coffre-fort d'acier par une souris. Mais les dents qui s'y usaient étaient les forces vives de la France. »

En fait, conçues pour la défensive, les tranchées causèrent de lourdes pertes à l'assaillant. Elles brisèrent des attaques françaises lancées quelquefois à six contre un en Champagne et même à seize contre un, lors d'un assaut des Anglais, près de Lille. A la date du 7 avril, Poincaré notait dans *Les Tranchées* : « Les communiqués sont toujours d'une lugubre monotonie. Nous enlevons ou perdons une tranchée au Bois Brûlé, au Bois le Prêtre, sur les flancs de l'Hartmannswiller, et c'est tout, mais les hommes tombent et la mort poursuit impitoyablement son œuvre fatale. » Il en allait de même du communiqué allemand, qui, devant les attaques inlassables des Français et des Anglais, répétait chaque jour : « A l'ouest, rien de nouveau. »

Décidées à la fin de 1914, ces tentatives obéissaient à l'*Instruction générale* du 8 décembre. Celle-ci prévoyait que l'offensive revêtirait la forme de deux attaques principales. L'une partant d'Arras, en direction de Cambrai et de Douai ; l'autre à l'est de Reims, en direction d'Attigny et de Rethel. Ce plan répondait à des nécessités géographiques que Henri Bidou a bien analysées : « Rejeter l'ennemi sur la base étroite des Ardennes, opérer ensuite sur les communications, ce qui peut se faire par une attaque sud-nord le long de la Meuse ou par une attaque en Lorraine ; le principal était apparu en août 1914 et ce fut la manœuvre de Foch en 1918. »

*Les illusions de l'année 1915 : Artois-Champagne-Artois.*

De décembre 1914 jusqu'à la bataille de Verdun, en février 1916, toutes ces tentatives échouèrent au prix

de pertes effroyables. A chaque essai, se croyant fort de sa supériorité numérique et évaluant mal les aptitudes défensives de l'adversaire, le commandement allié se nourrissait de l'espoir d'une illusoire percée. Il est vrai que les contre-offensives de diversion opérées par les Allemands échouaient tout autant. Au bois de la Gruer comme aux Éparges, sur l'Argonne, les adversaires attaquèrent chacun leur tour, aussi vainement. Il en fut de même de l'assaut mené par les Allemands lors de la deuxième bataille d'Ypres, en avril, et illustré par la première utilisation des gaz. Cette bataille fit plus de cent mille victimes. Mais cette offensive n'était pas très ambitieuse. A l'inverse, celles que menèrent les Franco-Britanniques au printemps et surtout à l'automne entendaient déboucher sur la victoire. Chaque fois une raison inattendue les détrompa.

En Artois, le 16 décembre 1914, premier échec faute d'artillerie. Le général Maudhuy en conclut qu'on ne pourra plus attaquer sur un front dépassant 1 500 mètres. Du 20 décembre au 30 janvier, puis du 16 février au 16 mars, grande offensive en Champagne. Les fissures ouvertes dans le front allemand sont trop étroites pour pouvoir être élargies et le commandement s'aperçoit que, faute d'avoir aménagé avec assez de soin le réseau des tranchées, la coordination des opérations ne peut se faire de façon satisfaisante, notamment en cas de repli. Mal adaptée à la guerre des tranchées, l'artillerie de campagne ne réussissait pas à suivre exactement la progression de l'infanterie, il lui arrivait de tirer sur ses propres troupes. On s'aperçut également que si le point choisi pour l'attaque avait sa raison d'être sur une carte d'état-major, il en allait autrement sur le terrain : engorgé d'eau, le calcaire des alentours de Souain, Tahure, Massiges, devenait une boue gluante qui rendait toute progression rapide impossible. S'élançant à découvert et se heurtant aux barbelés, les assaillants furent massacrés.

Ces leçons furent retenues en Artois où l'action fut étendue à un front plus large, bien pourvu en artillerie. Plus animé,

le terrain se prêtait mieux au camouflage et à l'attaque. Toutefois, adroitement appuyés sur un chapelet de crêtes, telle la falaise de Vimy, les Allemands avaient su tirer profit des avantages du relief. Les moindres aspérités étaient transformées en blockhaus, avec galeries souterraines et abris fortifiés. Le 9 mai et le 16 juin, les Français et les Anglo-Canadiens réussirent à avancer de un à quatre kilomètres, mais, faute de réserves à proximité, ils ne purent exploiter ce succès.

En septembre, les Franco-Britanniques s'élançèrent une fois de plus, menant cette fois une offensive simultanée en Champagne et en Artois. Les effectifs mis en ligne étaient considérables. Cette fois, Joffre était moins optimiste. « Cela réussira ou ne réussira pas », dit-il au roi des Belges. Foch lui-même n'était pas certain du succès. Malgré l'avis de Douglas Haig, l'offensive fut néanmoins décidée et l'ordre général de Joffre « invita les soldats à ne laisser à l'ennemi ni trêve ni repos jusqu'à l'achèvement de la victoire ». A Loos, les attaques anglaises firent long feu. A leur tour, les Britanniques avaient voulu utiliser les nappes de gaz. L'orientation du vent était incertaine. L'ingénieur chargé d'actionner les cylindres refusait de les faire fonctionner. Selon Liddell Hart, le général Horne lui ordonna « d'appliquer le plan prévu quelles que soient les circonstances ». Une partie de l'infanterie anglaise fut ainsi empoisonnée par ses propres gaz.

Tandis qu'en Artois les Alliés ne réussissaient pas à franchir la Souchez, l'offensive échouait pareillement en Champagne. Les Allemands avaient tiré la leçon des combats du printemps, et, à quelques kilomètres de la première ligne, ils avaient aménagé des secondes positions en contre-pente, c'est-à-dire en arrière des hauteurs de Tahure et par conséquent invisibles pour l'assaillant. S'élançant le 25 septembre, les troupes françaises enlevèrent la première ligne, certes, mais les deuxième positions brisèrent net leur élan. L'ordre fut donné de les emporter « coûte que coûte ». Onze jours plus tard, le 6 septembre, le général Castelnau faisait savoir qu'il n'était plus possible de renouveler ces attaques. Joffre ordonna l'arrêt de l'offensive.

Ces derniers combats en Champagne avaient coûté aux Allemands 140 000 tués ou blessés et 25 000 prisonniers selon certaines statistiques, 80 000 tués ou blessés et 41 000 prisonniers selon d'autres. En automne, les Français avaient perdu 135 000 tués et 290 000 blessés pour la double bataille d'Artois-Champagne. Ils comptaient 400 000 morts et prisonniers pour la campagne de 1915, et près d'un million d'évacués pour blessures et maladies.

Les pertes des Anglais étaient également monstrueuses. Dans ces conditions, et vu la nullité des résultats, l'idée d'une autre stratégie finit par l'emporter.

#### *La stratégie du point faible.*

Comme leur sol national n'était pas directement menacé, les Anglais analysaient la situation avec plus de sang-froid. Au début de 1915, le rapport du colonel Hankey établit que pendant de longues années les fronts ne bougeraient plus. Kitchener opina : cette guerre n'était pas la sienne. Il entendait ressusciter celle à laquelle il était habitué. Ainsi naquit l'idée d'une expédition du type colonial, une attaque « aux flancs » de l'adversaire comme le proposait W. Churchill, alors Premier Lord de l'Amirauté. Il voulait frapper la coalition ennemie non plus là où elle était la plus menaçante, entre Flandres et Champagne, puisqu'elle s'y révélait inexpugnable, mais précisément là où elle était la plus vulnérable, quitte à susciter de nouveaux fronts. Projet d'un débarquement en Sleswig ; il fut une fois de plus écarté ; puis on envisagea d'attaquer l'Autriche-Hongrie par l'Adriatique, mais il apparut que le relief et la proximité du port fortifié de Pola rendraient l'opération aléatoire. Ainsi, l'idée d'attaquer la Turquie fut retenue, car

elle constituait le maillon le plus faible de la chaîne des coalitions adverses : sa défaite pourrait entraîner l'entrée en guerre de l'Italie et de la Bulgarie aux côtés des Alliés.

Le projet se justifiait à plus d'un titre. Il semblait probable qu'en 1915, les Puissances centrales porteraient leur effort contre la Russie et les Alliés souhaitaient dégager la route qui leur permettrait de leur apporter du matériel, des munitions, des renforts. En outre, une attaque allégerait la charge des Russes sur le front du Caucase. Précisément, à la fin du mois de décembre 1914, le grand-duc Nicolas appela les Alliés à son secours. Les Turcs lançaient une grande offensive dans la région de Sarikamisch ; celle-ci fut repoussée mais, entre-temps, les « orientaux » anglais et français avaient saisi la balle au bond et fait triompher leur projet.

Briand, Gallieni, Churchill et Asquith avaient éprouvé des difficultés à forcer l'opposition des chefs des forces armées. Lord Fisher jugeait l'opération vouée à l'échec si les Grecs n'entraient pas dans le conflit ; impressionné par les pertes alliées, inquiet par la pénurie de munitions, ému par le scandale que cela avait causé, Kitchener hésitait maintenant à distraire des troupes du front occidental. L'opération n'en fut pas moins décidée, mais à la condition que seule la flotte y participerait ; dès lors, il n'y avait plus à consulter ni Joffre ni French et, pendant un temps, l'opération se fit derrière leur dos. L'attaque devait avoir pour but de forcer les Dardanelles, de menacer Constantinople, de hâter l'intervention des Grecs, de faire capituler la Turquie. La flotte chargée de l'opération devait s'appeler « *Constantinople* » *expeditionary Force* : au dernier moment, on la débaptisa « pour ne pas conjurer le sort ».

Les Franco-Britanniques avaient sous-estimé la capacité de résistance de l'adversaire. Au reste, celui-ci avait été mis en alerte, au début de novembre 1914,

par l'attaque inopinée d'une escadre anglaise. L'amiral qui la commandait n'avait pas pu résister à la tentation de bombarder les Dardanelles. Le commandant allemand à Constantinople, Liman von Sanders, avait immédiatement pris des dispositions pour renforcer leur puissance défensive. Mais les Anglais ne le savaient pas.

Le 19 février 1915, la première attaque eut lieu ; la flotte anglaise réduisit au silence les batteries turques les plus exposées. Les Alliés ne furent pas les seuls à imaginer la victoire à portée de leur main : le Premier ministre grec, Vénizélos, de sympathie républicaine et partisan d'une « Grande Grèce », jugea le moment opportun pour offrir le concours d'un corps expéditionnaire qui marcherait sur Constantinople. Les Russes réagirent incontinent ; il n'était pas question que les Grecs s'installent à Constantinople. Ainsi, une vieille querelle resurgissait, où, comme en 1824, Russes, Anglais et Grecs étaient à la fois rivaux et associés. Vénizélos dut offrir sa démission ; le roi Constantin l'accepta volontiers car il était germanomane et avait toujours été opposé aux entreprises de son ministre.

Le 18 mars enfin, la grande tentative eut lieu contre les Dardanelles : la flotte alliée voulut franchir les Détroits ; elle échoua et y abandonna le tiers de ses navires. Les Turcs n'avaient pas perdu 200 hommes.

Il semblait à l'amiral Carden que la décision n'avait tenu qu'à un fil : il eût suffi qu'un corps de troupes débarquât et nettoiyât la zone bombardée par la flotte, la route de Constantinople se serait ouverte.

Kitchener consentit à envoyer un petit corps expéditionnaire ; il mettait ainsi le doigt dans l'engrenage et ne s'apercevait pas que les normes de l'opération s'étaient retournées : dans le projet initial, la flotte devait ouvrir la voie à un corps expéditionnaire, en réalité, les troupes de débarquement avaient pour mission de faciliter le passage de la flotte. Dès lors, l'expédition allait être placée sous le signe de l'improvisation. Il n'y avait pas de plan de débarquement, les troupes s'installèrent au petit bonheur ; on manquait de cartes et les avions ne pouvaient atterrir, faute

d'aérodromes. L'intendance ne suivait pas : lorsque la maladie apparut, il n'y avait toujours pas de navire-hôpital pour emmener les contagieux.

Les troupes ainsi parvenues dans la presqu'île de Gallipoli se trouvèrent prises au piège : les Turcs barraient la route et il n'était pas question de rembarquer. On attendit les renforts que le haut commandement n'envoya qu'avec parcimonie. Le moment venu, les Alliés tentèrent une percée, mais la bataille d'Anafarta fut un échec, comme les tentatives passées : à l'inverse du 18 mars, ce fut cette fois-là que les Alliés avaient frôlé la victoire, leurs adversaires n'ayant plus de munitions. Mais ils l'ignoraient et devant la résistance des Germano-Turcs, ils décidèrent de regagner leurs bases. L'amiral Fisher avait prédit cette catastrophe. Il fallait empêcher que les troupes alliées fussent jetées à la mer. De nouveaux renforts étaient prévus, mais l'idée de l'évacuation avait gagné les esprits.

Les Français et les Britanniques cherchaient seulement à « sauver la face ». Les Anglais proposèrent de débarquer à Alexandrette-en-Cilicie, ce que leur présence à Chypre et en Égypte rendrait très aisé. On ferait valoir que les Dardanelles avaient été une diversion. Mais les Français s'y opposèrent : ils avaient des vues sur la Syrie et l'encre des accords secrets Sykes-Picot n'était pas encore sèche \*. Les Anglais renoncèrent et acceptèrent de faire refluer leurs troupes sur Salonique, où les Grecs avaient dû laisser les Alliés débarquer. En Grande-Bretagne, l'opinion s'inquiétait, s'impatientait. On discutait de l'avenir de l'expédition des Dardanelles jusque sur la place publique. Le général Monro fut envoyé faire une enquête sur place. Vingt-quatre heures plus tard, Kitchener lui intimait l'ordre de répondre par télégraphe : « *Leaving or staying?* » Le 31 octobre, le principe de l'évacuation était acquis. Kitchener détournait aussitôt les convois à destination des Dardanelles. Les premiers contenaient des vêtements d'hiver qui s'en retournèrent comme ils

\* Voir p. 243.

étaient venus. Le 27 novembre le froid s'abattait sur les soldats des Dardanelles : 5 000 d'entre eux eurent les pieds gelés et 200 moururent de froid.

L'évacuation eut lieu en décembre. Pour une fois, l'opération avait été organisée suivant les règles de l'art. Elle fut la seule partie de l'expédition qui fût une réussite totale.

Les Dardanelles avaient coûté, en tués et blessés, 145 000 hommes. Tenu compte des espoirs qu'on avait mis dans l'expédition, c'était une catastrophe. Tenu compte de l'utilisation ultérieure de ces troupes, sur le front de Salonique, l'opération ne se révélait pas tout à fait inutile. L'idée de départ valait qu'on tentât l'entreprise : ce fut l'incompétence des chefs responsables qui eût mérité d'être condamnée.

#### *La campagne de Mésopotamie : la capitulation de Kut.*

On observa la même incompétence sur les autres fronts du Moyen-Orient.

En Mésopotamie, les généraux Nixon et Townsend voulaient attaquer Basra, remonter l'Euphrate, menacer Bagdad et faire main basse sur les pétroles. Ils ne disposaient ni de cartes, ni de plan, ni d'aéroplanes. On avait « oublié » qu'aux bouches de l'Euphrate les navires ne trouveraient pas l'équipement portuaire de Bombay ou de Madras. Le matériel demeura ainsi en rade puis s'en retourna tandis que la troupe s'installait à Basra. Le débarquement avait eu lieu au moment des plus grandes chaleurs, la maladie fit ses ravages ; l'unique navire-hôpital pour l'océan Indien croisait entre l'Inde et l'Afrique Orientale ; on avait omis de le diriger à Basra. Bien des malades périrent.

Cependant, Nixon et Townsend manifestaient leur impatience de marcher sur Bagdad. La cité se trouvait à deux mille kilomètres du point de débarquement. Nixon

resta à Basra pour attendre le matériel, tandis que Townsend levait le camp. A chaque étape, il soumettait une cité, il partait pour la suivante, où chaque fois il espérait se ravitailler. Son armée épuisée parvint ainsi jusqu'à Kut.

A Basra, les hommes commençaient à faire nombre, les vivres et le matériel se faisaient toujours attendre. Quelques semaines plus tard, les Turcs investissaient Kut, et Townsend dedans. Une fois, deux fois, trois fois, des expéditions tentèrent de le secourir : mais la réalité était sans rapport avec l'imagerie des lanciers du Bengale : ces troupes périrent en route et n'arrivèrent jamais. Les Britanniques offrirent deux millions de livres sterling au sultan pour que les assiégés aient la vie sauve et puissent regagner leurs bases. Le sultan refusa et fit savoir comment les Anglais essayaient de racheter leurs captifs (décembre 1915). 12 000 Anglo-Indiens, épuisés par le siège et la maladie, furent emmenés jusqu'à Bagdad. Sous la canicule, ils parcoururent plus de vingt-cinq kilomètres par jour. Dans la ville Sainte, ils durent défiler pendant des heures entières et cette marche fut un cauchemar. Les soldats turcs les frappaient du fouet et de la canne devant la foule médusée.

Cette capitulation de Kut eut un grand retentissement dans tout l'Orient arabe. Pourtant, Halil Pacha ne sut pas exploiter cette victoire qui faisait suite à l'avance des troupes turques en Syrie.

Sur ces deux fronts, la situation ne se retourna qu'en 1917 : lorsque grâce au soulèvement des Arabes et au sens de l'organisation du général Maude, les Britanniques purent se reprendre, occuper Bagdad, tandis que les Anzacs d'Allenby marchaient sur Jérusalem.

### *L'intervention italienne.*

L'attaque alliée contre les Dardanelles précipita le retournement de l'Italie, naguère associée aux Puissances centrales et bientôt passée dans l'autre camp. En août 1914, les milieux dirigeants étaient très partagés : l'extrême droite, les milieux militaires ou proches du Vatican manifestaient leur sympathie pour les Habsbourg ; le reste de l'opinion était favorable aux démocraties occidentales, ou bien encore pacifiste, surtout à l'extrême gauche. « A bas la guerre, écrivait Mussolini. Le jour est venu pour le prolétariat italien de tenir sa promesse aux vieux mot d'ordre : pas un homme, pas un sou. »

Le gouvernement Salandra se résolvait mal à ne pas « tirer un petit quelque chose » (*parecchio*) de la conflagration européenne. Sa proclamation de neutralité équivalait à une semi-rupture. D'ailleurs, le général Cadorna insistait pour qu'on mobilisât tout de suite avec la Duplice et, dès le 21, il envoyait un mémoire avec les premières directives pour une guerre contre l'Autriche. A cette date, l'opinion restait hostile à toute intervention mais les milieux dirigeants entendaient bien ne pas rester en dehors de ces grands événements.

La première semaine de la guerre, Salandra monnaya le prix de sa neutralité : à Vienne, il demandait quelques morceaux de territoire autrichien, essentiellement le Trentin. Au même moment il négociait avec les Russes les avantages et les obligations que pourrait impliquer une participation dans l'autre camp. Pendant les dix mois qui suivirent, le gouvernement italien mena ainsi deux négociations simultanées. Au nom de « l'égoïsme sacré » il était prêt à s'associer au plus offrant.

Vienne ne voulait céder ni les îles dalmates, ni les districts « allemands » du Tyrol méridional. Elle acceptait

la formation d'un État autonome à Trieste, accordait toute liberté d'action aux Italiens en Albanie et dans le Dodécanèse.

Les Alliés pouvaient être plus généreux puisque l'Italie leur proposait sa participation au conflit et que les territoires qu'elle convoitait ne leur appartenaient pas. Toutefois, les appétits du cabinet italien se révélaient à la mesure de ceux de ses futurs partenaires. En cas de partage de l'empire turc, les Italiens revendiquaient la Cilicie, le sud de la Cappadoce, le sud-est de l'Anatolie, la région de Smyrne, etc. En outre, les prétentions de l'Italie en Dalmatie ne pouvaient être réalisées qu'aux dépens de la Serbie, ce que les Russes jugeaient inadmissible.

Comme les Autrichiens, restaient parcimonieux, malgré la pression de Berlin, en faveur de concessions plus « généreuses », Salandra préféra traiter avec les Alliés. Le pacte de Londres, signé le 26 avril 1915, était le premier accord secret de la Grande Guerre : en échange des promesses territoriales en Dalmatie, en Asie Mineure et en Afrique au cas où les Alliés se partageraient les possessions allemandes d'outre-mer, l'Italie s'engageait à déclarer la guerre à l'Autriche-Hongrie avant un mois.

Cette négociation avait été menée par trois hommes : Salandra, Sonnino et le roi Victor-Emmanuel. Ils savaient que la majorité des parlementaires suivait Giolitti et la politique du *parecchio*. Selon ce dernier, l'intervention susciterait l'invasion et la révolution. Il demanda à ceux qui partageaient ses vues de lui déposer leur carte de visite : 283 députés répondirent à son appel. Si l'on y ajoute les socialistes, une très large majorité se prononçait en faveur de la neutralité.

Mais déjà le sort de la paix se jouait dans la rue. Le gouvernement avait lancé une gigantesque campagne de presse en faveur de l'intervention : « Sans elle, devait déclarer Salandra, l'intervention de l'Italie n'aurait

peut-être pas été possible. » En fait, comme l'a montré Vigezzi, dès la fête nationale du 15 septembre, une partie de l'opinion souhaitait la participation au conflit. Les nationalistes, les futuristes et tous ceux qui jugeaient nécessaire que le peuple connût le baptême du sang : l'Histoire n'enseignerait plus que l'Italie devait son existence, ses accroissements territoriaux à sa diplomatie et aux armes de l'étranger. « Bienheureux les miséricordieux, car ils auront à essuyer un sang resplendissant, à panser une douleur rayonnante », chantait d'Annunzio, à la cérémonie du Quarto, en commémoration de l'expédition des Mille. La presse donnait un large écho à toutes les manifestations de caractère patriotique, telle l'arrivée de D'Annunzio à Rome au début du mois de mai. Bénéficiant de la sympathie des nationalistes qui, favorables à l'entrée en guerre, se souciaient peu que celle-ci se fit contre l'Autriche ou avec elle, la coalition interventionniste comprit bientôt des transfuges de tous les partis de gauche et notamment des socialistes. Ceux-ci avaient été unanimes à condamner la guerre et, avec elle, l'« Union sacrée ». Toutefois, Claudio Treves observait que celle-ci, dans certain cas, était légitime, notamment lorsqu'il s'agissait d'une guerre de défense. De son côté, Mussolini ouvrait les colonnes de l'*Avanti* à Gustave Hervé et « remarquait que c'est l'Allemagne, État encore féodal et attardé, qui avait déclenché la guerre, alors que la France était la patrie de la révolution et de la liberté ». Il ne se rendait pas à la conférence de Lugano, organisée par les socialistes hostiles à la guerre, et recevait Marcel Cachin porteur des subsides du Quai d'Orsay et des encouragements des révolutionnaires français.

Accusé d'avoir une attitude équivoque, Mussolini franchit le pas en octobre, distinguant « la neutralité absolue et la neutralité agissante », proclamant que « les problèmes nationaux existaient aussi pour les socialistes ». Soutenu par ceux pour qui l'entrée en

guerre se situait dans la tradition du Risorgimento, tel Salvemini, par les jeunes révolutionnaires tels Pietro Nenni et A. Gramsci, le groupe socialiste interventionniste grossit rapidement ; la direction du parti démit Mussolini de ses fonctions de directeur de l'*Avanti*, mais sans l'exclure. Aussitôt, Mussolini fondait un nouveau quotidien, *Il Popolo d'Italia*, dont le cri augural fut un appel à la guerre. Un groupe d'action socialiste révolutionnaire en faveur de la guerre se fonda, les *Fasci*, qui désormais unit ses forces aux autres courants interventionnistes.

Dans son ensemble, l'opinion restait sourde à ces appels. Néanmoins les groupes activistes commençaient à se rendre maîtres de la rue. Ils pourchassaient les amis de Giolitti, saccageaient les sièges des journaux neutralistes. Le gouvernement laissait faire. Lorsque, minoritaire à la Chambre, Salandra donna sa démission, les interventionnistes envahirent le Parlement. Par un petit coup d'État appuyé sur la rue, le roi Victor-Emmanuel refusa de tenir compte de ce vote : c'était la guerre et le Parlement s'inclina.

Selon le général Cadorna, chef des forces italiennes, « l'armée se trouvait alors dans un état de véritable désagrégation tel qu'il n'y avait point d'exagération à soutenir que si l'Autriche l'avait attaquée dès la proclamation de la neutralité, elle eût trouvé le pays à peu près sans défense ». Cela n'avait pas empêché le généralissime d'être très belliciste. Au reste, à l'époque de la Triple-Alliance, les milieux militaires, souvent cléricaux, avaient toujours jugé inconvenant d'organiser des manœuvres du côté de la frontière autrichienne. Ils ignoraient tout du terrain où ils allaient se battre. En fait le tracé de la frontière avantageait les Autrichiens : au Tyrol comme en Vénétie, ils dominaient l'adversaire par des positions en surplomb. En outre, les troupes impériales avaient l'expérience d'une ou deux campagnes contre les Russes. Quatre fois moins nom-

breuses, elles purent faire front tant le commandement italien révélait son incapacité à organiser la mobilisation et la concentration de ses forces. Aucune coordination n'existait entre l'administration militaire et les forces armées, celles-ci équipées en tout et pour tout de 600 mitrailleuses, 1 800 canons de campagne et 112 pièces lourdes. « La bureaucratie n'en continuait pas moins imperturbablement à accomplir ses tâches routinières, rapporte Piero Pieri : elle s'informait d'extrême urgence de la taille des officiers susceptibles d'être transférés dans les régiments de grenadiers et faisait poursuivre l'enquête jusque sous le feu de l'ennemi. On vérifiait avec soin l'affilage des lances et des sabres et on rappelait du front des commandants pour leur faire passer des examens. »

Les troupes italiennes n'avaient jamais entendu crépiter une seule de leurs mitrailleuses. Trois fois, elles s'élançèrent à l'assaut des positions retranchées de l'ennemi, trois fois elles furent repoussées. En quelques mois, elles perdirent plus de 250 000 hommes.

#### *Falkenhayn et la stratégie du point faible : les Balkans.*

Au moment où, en Champagne, les Franco-Britanniques voyaient leurs espérances déçues, les Allemands jugeaient qu'en Russie ils ne parviendraient pas à l'emporter. La résistance des troupes tsaristes, les possibilités qu'offrait une retraite illimitée, firent craindre à Falkenhayn que l'armée austro-allemande ne s'ensevelît dans l'immensité de la plaine russe. Il fallait chercher la décision ailleurs.

Hindenburg ne partageait pas cette façon de voir ; il soupçonnait Falkenhayn d'être jaloux de ses succès, de vouloir l'empêcher de pousser son offensive plus outre, jusqu'à la capitulation de la Russie. Conrad von Hotzendorf, le meilleur stratège de la coalition, jugeait

comme Falkenhayn. Toutefois, si le généralissime autrichien croyait sage de passer à la défensive sur le front de l'est, il entendait attaquer en Italie pour « châtier les félons » : il estimait que ses armées, en partie composées de Slaves et peu mordantes face aux Russes ou aux Serbes, retrouveraient leur ardeur devant des Italiens.

Mais ses échecs en Galicie, sa dépendance vis-à-vis de son alliée, obligeaient Conrad à subir la volonté de l'Allemagne : or Falkenhayn jugeait qu'il fallait frapper la coalition ennemie à son point le plus faible, en Serbie.

Au début de septembre 1915, l'intervention de la Bulgarie paraissait acquise : dès lors, la victoire était certaine ; elle assurerait la liaison avec les Turcs, rétablirait l'axe Berlin-Bagdad, ouvrirait des horizons illimités.

L'intervention bulgare contre la Serbie pouvait créer des obligations au gouvernement grec. Le roi et l'armée d'Athènes refusaient néanmoins de s'engager tant que Ferdinand n'avait pas effectivement déclaré la guerre et tant que ceux-ci n'auraient pas massé sur le Vardar les 150 000 hommes que prévoyait la clause d'assistance gréco-serbe. Les Grecs savaient parfaitement qu'attaqués au nord par les Autrichiens, les Serbes en seraient incapables. Dès lors, ils se jugeaient déliés.

Les Alliés leur proposèrent de substituer aux Serbes leur corps expéditionnaire des Dardanelles ; ils le débarqueraient à Salonique. Revenu au pouvoir, Vénizélos accueillit l'idée avec chaleur : il se réservait de protester pour la forme contre cette violation de la neutralité grecque, au cas où la Bulgarie ne serait pas encore intervenue dans le conflit le jour de l'arrivée des troupes alliées. Cependant, les Alliés mettaient Vénizélos dans une position impossible : pour prévenir l'entrée en guerre de la Bulgarie, ils déclarèrent publiquement leur sympathie à son roi, tout en débarquant des troupes en Grèce.

Vénizélos protesta. Les Alliés lui donnèrent des assurances. N'aimant pas jouer les dupes, Ferdinand de

Bulgarie entra en guerre le 5 octobre. Vénizélos fit alors approuver par le Parlement sa politique d'intervention contre la Bulgarie. Mais Constantin le désavoua et une fois de plus, Vénizélos dut démissionner.

### *La campagne de Serbie (1915).*

Ainsi, le double jeu mené par les Alliés se retournait contre eux : la Grèce, qui voyait sa neutralité bafouée, devenait hostile ; la Bulgarie, loin d'être intimidée par le débarquement à Salonique, joignait son sort à celui des Puissances centrales.

Épuisée par sa victoire de 1914, l'armée serbe ne comptait plus que 200 000 soldats mal équipés et que venait de frapper une épidémie de typhus. Les Serbes pouvaient compter sur quelques contingents monténégrins. Surtout, ils fondaient de grands espoirs sur l'intervention de l'armée de Salonique bien que celle-ci fût encore très réduite.

A la veille de l'offensive austro-allemande, les Serbes avaient massé leurs troupes face au nord. Comme, en outre, ils prévoyaient l'intervention de la Bulgarie, le voïvode Putnik proposa de détruire préventivement les forces armées bulgares. Mais les Alliés s'y opposèrent : jusqu'au dernier moment, ils s'étaient efforcés de maintenir la Bulgarie dans la neutralité. Dès qu'ils eurent perdu cette partie, le sort de l'armée serbe fut jeté : face aux forces supérieurement équipées des Autrichiens et des Allemands, les arrières menacés par l'intervention bulgare, les Serbes ne purent défendre la route de Nich, comme ils l'espéraient, au défilé de Bagdran. Menacée par un mouvement d'encerclement, l'armée serbe essaya plusieurs fois de percer en retraite dans la direction de Salonique. Les Bulgares annihilèrent ces tentatives tout comme celles entreprises par Sarrail pour leur donner la main. Afin d'échapper à la destruction, il ne

restait à l'armée serbe qu'une issue, la fuite à travers la montagne en direction de la mer. Des milliers de réfugiés accompagnaient l'armée qui essaya de se frayer une voie par Prizren et l'Albanie. Ce fut l'exode de tout un peuple, une nouvelle Anabase. Montés sur des chariots trainés par des buffles, le vieux roi Pierre, le peuple, les rescapés traversèrent en plein hiver le plateau du Tchkor, de Kralevo à Scutari. Attaqués par les irréguliers albanais, mourant de faim, de froid et de soif, ils vécurent un calvaire comme l'histoire en a peu connu.

« Les rescapés entrèrent à Scutari isolément. (...) Ils avaient commencé par donner leurs armes pour avoir du pain ; ils donnèrent leurs bottes pour une tranche ; leurs vêtements pour quelques bouchées. Tous paraissaient à bout de forces, véritables cadavres ambulants. Aucune plainte, un seul mot : *leba* (du pain)... 46 cadavres furent relevés dans la nuit du 16 au 17 décembre. »

Les groupes qui s'étaient frayé un chemin plus au sud furent ulcérés de l'accueil reçu à Vallona : les Italiens qui avaient débarqué et occupé la ville ne cherchaient qu'à se débarrasser de ces malheureux et à les rejeter dans la montagne.

Entre-temps, violant une nouvelle fois la souveraineté du territoire grec, les Français occupaient l'île de Corfou pour y mettre sous la protection des chasseurs alpins les restes de l'armée serbe. Une fois rééquipés, ils embarquèrent pour Salonique. Ces troupes y renforcèrent l'armée de Sarrail, qui s'y morfondait, faute d'avoir reçu les renforts que Joffre et les « occidentalistes » refusaient de lui envoyer. L'échec des Dardanelles et des opérations contre les Bulgares avaient donné des arguments à la campagne de dénigrement organisée contre les orientalistes et orchestrée par Clemenceau ; il ne cessait de stigmatiser « les embusqués de Salonique », par conviction autant que par haine de Briand. Des renforts arrivèrent néanmoins, anglais d'abord, puis russes et italiens. Mais,

violant à leur tour le territoire grec et occupant la région de Dédéagatch, les Bulgares achevèrent l'investissement du camp, menaçant de le paralyser. Manque de moyens, insécurité et mésentente n'amélioreraient pas les rapports entre Alliés.

L'expédition de Serbie se terminait par un succès pour les Puissances centrales. Conrad eût souhaité qu'on le poussât, qu'on rejetât à la mer le camp de Salonique. Falkenhayn refusa. Il estimait que ses troupes menacées du typhus risquaient de ne plus être normalement ravitaillées. Conrad rompit avec lui et acheva seul la conquête du Montenegro.

Pour la deuxième fois, les armées allemandes remportaient un succès décisif et, pour la deuxième fois, Falkenhayn refusait de le transformer en une victoire totale. Hindenburg le lui avait reproché en Russie, Conrad dans les Balkans. Bientôt, il agit de même à Verdun et, à la suite de cet échec, perdit son commandement.

### *La Strafexpedition.*

Tandis que Falkenhayn revenait à la stratégie du point le plus fort en préparant l'offensive de Verdun, Conrad essayait de lui démontrer les avantages d'une attaque au point le plus faible, sur le front italien. Dans une lettre datée du 18 décembre 1915, il expliquait qu'une offensive dans le sud du Tyrol mettrait l'Italie dans une situation « fatale ». « Certes, expliquait Conrad, une attaque contre la France serait plus importante, mais on ne devrait l'entreprendre qu'après l'offensive contre l'Italie et une fois libérées nos forces encore retenues dans les Balkans. (...) Une défaite forcerait l'Italie à la paix car la situation intérieure serait certainement intenable, alors que plus nous attendrons et plus l'armée italienne se renforcera. » Ces raisons étaient

valables, mais Falkenhayn savait qu'il y entraît également de la passion et il refusa de les entendre. Les Autrichiens brûlaient du désir de châtier les Italiens qui revendiquaient, sous prétexte de frontières naturelles, des régions essentiellement germaniques, avec des villes comme Meran et Bozen (aujourd'hui Merano et Bolzano), etc., raisons qui s'ajoutaient aux autres motifs de haine ou de mépris. Bien que Falkenhayn lui ait refusé son aide, Conrad décida de mener seul son affaire. Il connaissait bien le Tyrol, comptait sur l'effet de surprise et espérait avoir terminé son offensive avant que les Russes et les forces de Salonique n'organisent une offensive simultanée contre la double monarchie.

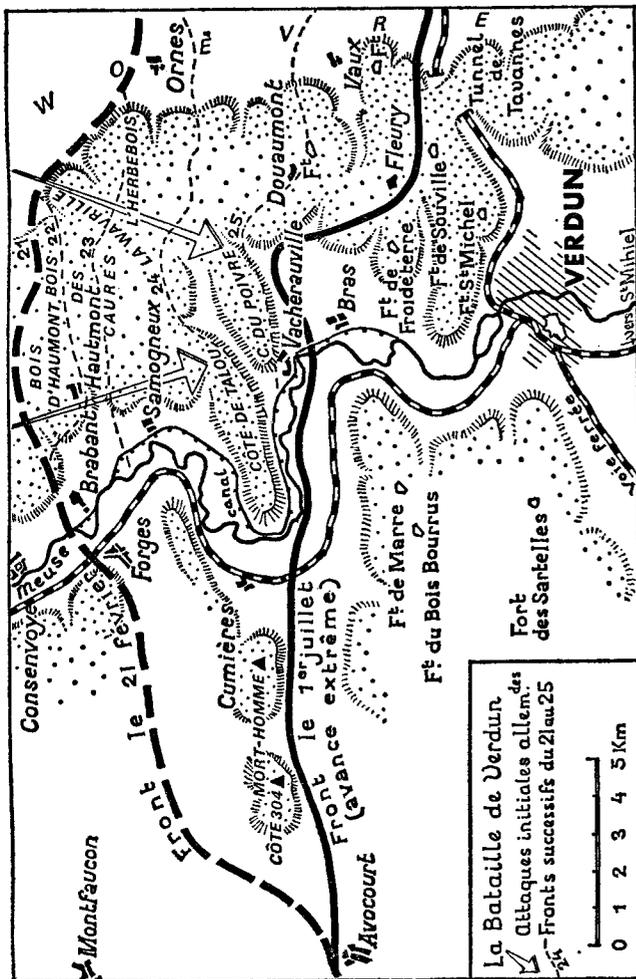
L'assaut devait commencer le 10 avril 1916, mais la neige était trop épaisse et il fallut le reporter au 20 avril, puis au 1<sup>er</sup> mai et au 15 mai. L'effet de surprise était passé. Néanmoins, les forces autrichiennes percèrent les première et deuxième lignes italiennes, pénétrant même la troisième ligne, plus que les Allemands à Verdun ou les Anglo-Français sur la Somme. Occupant Asiago, les Autrichiens raflaient 45 000 prisonniers, mais une contre-attaque italienne leur révéla l'importance des renforts qu'ils avaient pu regrouper. Au même moment, les Russes attaquaient en Galicie, la fonte des neiges ayant eu lieu plus tôt que prévu. Conrad von Hotzen-dorf préféra décrocher et laisser le terrain conquis aux Italiens ; il expédia le plus de troupes possible sur le front de l'est, qu'il avait imprudemment dégarni sans en avoir alerté Falkenhayn.

Ainsi, la victoire se transformait en insuccès ; trompé deux fois par la météorologie, il manqua à Conrad la chance qui sacre les grands capitaines.

Comme l'avait prévu Conrad, les forces italiennes se renforcèrent considérablement au cours de l'année 1916 et désormais, pour les Puissances centrales comme pour les Alliés, le choix d'une stratégie se posa en des termes différents. L'ennemi n'avait plus de point fort ni de

point faible. Dès lors, seul le « style indirect » pouvait l'atteindre autrement que les grandes offensives frontales. L'échec des grandes offensives de 1916 allait en attester.

Pourtant, la stratégie du point faible allait remporter une éclatante revanche : en 1918, l'aube de la victoire se levait en Orient.



## Verdun et les grandes batailles

### Pourquoi Verdun ?

Sur les champs de bataille de la Somme, il y a eu autant de morts qu'à Verdun. L'année précédente, en Champagne, les pertes françaises ont été plus lourdes encore ; néanmoins c'est Verdun que l'on célèbre, ses combattants que l'on exalte. Au vrai, pourquoi Verdun ?

La guerre s'acheminait vers sa troisième année. Deux fois déjà Autrichiens et Allemands avaient failli l'emporter : ces deux fois ils avaient échoué à l'étape, comme frappés d'une impuissance subite. En 1914, obligés d'évacuer la Belgique et de battre en retraite jusqu'à la Marne, les Français avaient réussi, comme par miracle, à rejeter l'adversaire ; ils avaient été aidés, il est vrai, par une opportune diversion des Russes sur le front oriental. En 1915, situation inverse : le front occidental stabilisé depuis les Flandres jusqu'aux Vosges, Allemands, Autrichiens et Turcs enfoncent le front russe ; mais les attaques répétées des Franco-Britanniques sur les fronts d'Artois et de Champagne les empêchent de poursuivre leur marche triomphale. Cette même année, pour compléter leur plan d'attaque, les deux coalitions aménagèrent leur stratégie ; au lieu de s'en prendre uniquement à l'adversaire principal, elles menèrent simultanément une offensive contre celui de leurs enne-

mis qu'elles jugeaient le plus faible ; la Serbie fut engloutie en quelques semaines. La diversion alliée contre la Turquie échoua devant les Dardanelles.

Des deux côtés les pertes avaient été très élevées, en 1915 surtout. Mais, à cette date, dans un camp comme dans l'autre, on croyait qu'elles constituaient le salaire de la victoire. La doctrine du commandement y aidait : « Attaquons, attaquons... » ordonnait-elle : « Ne laissez à l'ennemi ni trêve ni repos », lançait Joffre, devenu, depuis la Marne, le Père de la patrie. A laisser croire ainsi que l'offensive était pour demain, on ôtait aux soldats toute énergie pour l'aménagement des tranchées, ces mêmes tranchées que, du côté allemand, on construisait avec du béton. Fin 1915, pris chaque jour aux barbelés de l'ennemi, exposé à ses gaz, subissant les ravages de son artillerie, le poilu se mit à douter ; on le rassura : la prochaine offensive — celle de 1916 — serait la bonne, car on disposerait à cette date de plus d'armes que l'ennemi.

A l'arrière cependant, la belle assurance de naguère avait laissé place à l'incertitude, à l'inquiétude, au désarroi. Partout on observe déception, irritation, querelles : les gouvernements n'osent plus croire que la guerre sera courte, ni même longue : on parle maintenant de « guerre d'usure ». Les peuples trahissent des signes de fatigue, premiers balbutiements en faveur de la paix. C'est en France que la pacifisme progresse le plus lentement, car plus de dix départements sont encore occupés. « Le moral tient bon », dit-on ; c'est qu'il est menacé, et le pouvoir s'inquiète.

L'effort de guerre était alors porté à son maximum ; on en espérait un nouveau miracle pour le printemps prochain. Mais un mois avant l'heure, l'ennemi attaquait le premier : c'était Verdun.

Le but de Falkenhayn ? Prévenir les offensives alliées prévues pour l'été et concertées à Chantilly. Dans l'es-

prit du haut commandement allemand, « il ne s'agissait pas essentiellement de prendre Verdun... mais de fixer les forces françaises, de les attirer sur ce champ de bataille qu'elles défendraient pied à pied... de saigner à blanc l'armée française grâce à la supériorité en artillerie ». Exsangue, l'armée française serait incapable de mener à bien l'offensive prévue sur la Somme, tout comme l'armée italienne, attaquée dans les mêmes conditions à Asiago, avait été réduite à l'impuissance : alors que pourraient faire les Russes à peine remis des épreuves de la campagne de 1915 ?

#### *Les circonstances de la bataille.*

Dramatiques ont été les circonstances de la bataille : au moment où les défenseurs de Verdun présentaient une attaque gigantesque, le haut commandement procédait au désarmement des forts dans le but de réorganiser la défense du front français « en profondeur » \*. Les lenteurs de la ville évoquaient un chantier abandonné plus qu'une citadelle en éveil. Le général Herr et le colonel Driant, responsables de sa défense, lancèrent des appels alarmés ; mais en vain. L'évacuation avait précédé la mise en place du nouveau système de protection de la forteresse : début 1916, Joffre jugeait une attaque allemande à Verdun improbable et Castelneau estimait suffisante la première ligne de protection. Bientôt les concentrations de troupes ennemies confirmèrent l'appréhension des défenseurs, Joffre envoya des renforts, mais il était déjà trop tard : l'adversaire avait coupé les lignes de chemin de fer menant à Verdun, et avant que la route de Bar-le-Duc ne fût aménagée, devenant ainsi la « Voie sacrée », le drame était consommé : à cinq contre deux les troupes du Kronprinz culbataient les premières défenses françaises : Douau-

\* Voir les arguments de Joffre, p. 169 .

mont était enlevé (21-25 février 1916). Un million d'obus avaient été tirés par les Allemands le premier jour.

Surpris par l'importance de l'attaque, Joffre n'en comprit qu'après coup les mobiles ; alors, se gardant de démunir le front de la Somme, où Foch préparait l'offensive « décisive », il donna pour instructions aux défenseurs de Verdun de « tenir » avec le minimum d'hommes et d'artillerie, sans abandonner pour autant la rive droite de la Meuse, ce que Langle de Cary, puis Pétain, nommé au commandement de ce front, envisagèrent seulement comme extrême recours.

Six mois durant, les combattants de Verdun obéirent à cet impératif : dès le premier jour, démunis, réduits à la portion congrue, ils n'eurent jamais, comme ceux de la Somme, le sentiment qu'ils étaient les plus forts, qu'ils allaient mener l'offensive « de la victoire ». Ils furent les enfants perdus de l'année 1916.

### *Caractères de la bataille.*

Enfer, dès le premier jour, la bataille fut une improvisation permanente : les premières lignes enfoncées, aucun réseau de boyaux ou de tranchées n'avait été prévu pour supporter le choc d'un deuxième assaut : il n'y avait plus de front, mais un enchevêtrement, un émiettement inextricable de positions qu'on essayait en vain de raccorder les unes aux autres : Mort-Homme, la cote 304, la côte de l'Oie. Isolée, bombardée souvent par sa propre artillerie, chaque unité était entièrement livrée à elle-même, elle ne connaissait plus qu'une consigne : « tenir ». Chacune avait la conviction que le sort de la bataille pouvait dépendre d'elle seule ; jamais tant d'hommes ne furent ainsi animés, et tous ensemble, par une pareille certitude ; jamais tant d'hommes n'assumèrent cette responsabilité et avec un tel renoncement. Ayant supporté le second choc, ils permirent

au commandement de reconstituer un ordre de bataille, de s'y tenir, de l'emporter.

Sur le champ décomposé de cette immense bataille les ordres se fauilaient grâce aux « coureurs » constamment sur la brèche. Aux hommes bombardés, mitraillés, assaillis par les nappes de gaz, ne sachant où aller ni que faire, démunis ou défaits, ils apportaient, mieux que la vie, la fin de l'incertitude ; car rien ne fut pire à Verdun que l'attente obsédante de la liaison avec les vivants ; et toujours leur réponse identique : il fallait encore tenir et attendre... Quoi ? La fin du bombardement, l'heure de l'attaque ennemie, espérée fiévreusement, pour sortir de cette tranchée improvisée et souvent mourir.

Avec ses avancées, ses flots, ses digues et verrous formés de charniers, nul champ de bataille n'avait connu promiscuité pareille des vivants et des morts. Dès la relève, l'horreur prenait à la gorge, signalant à chacun l'implacable destin : vivant, s'ensevelir dans le sol pour le défendre ; mort, le défendre encore et y demeurer à jamais. La durée du sacrifice variait selon les bataillons ; mais qu'une part de l'effectif fût hors de combat, l'heure arrivait d'être relevé à son tour. Seule certitude, de toi ou moi, camarade, l'un doit mourir, ou tous les deux.

Le général Pétain acceptait mal la limitation de ses effectifs ; il obtint qu'on les renouvelât constamment : ce fut « le tourniquet des combattants ». Dès lors, Verdun devint la bataille de l'armée presque entière ; à cette date elle comportait un peu plus de trois cent trente bataillons d'infanterie — sans compter les chasseurs, — deux cent cinquante-neuf passèrent à Verdun alors que cent neuf seulement participèrent à la bataille de la Somme. Ces chiffres mal connus ont leur importance : ils montrent que, pour la France, Verdun a été la grande épreuve, l'épreuve purement nationale, avec seulement trois ou quatre bataillons de troupes coloniales, contre dix-huit sur la Somme, et sans que l'Anglais y participe.

Ainsi, avec un matériel inférieur, Verdun peut être interprété en quelque sorte comme une victoire de la race. Quelle différence avec la Somme et août 1918, où l'emportèrent les canons et les chars, ou avec la première bataille de la Marne, une victoire du commandement!

Les grands assauts de mars et de juin repoussés, un équilibre fut atteint. « Courage, on les aura! », lança Pétain. La bataille avait pris des dimensions tellement gigantesques que Falkenhayn perdit de vue ses objectifs initiaux : il fut pris au jeu et voulut enlever la citadelle. Après le mois d'août il perdit plus d'hommes que l'adversaire. Dès lors l'échec était certain et le Kronprinz le ressentit comme aucune autre défaite. Falkenhayn y perdit son commandement tandis que montait l'étoile de ses vainqueurs : Nivelle, qui reprit les forts de Vaux et Douaumont, et surtout Pétain, le général de la défensive, soucieux du sang des fantassins.

Les soldats de Verdun étaient maintenant revenus de leurs illusions de jeunesse ; ils ne s'imaginaient plus gagner la guerre en une seule bataille ; au moins avaient-ils la certitude que les Allemands ne passeraient pas. Ils avaient souffert tous ensemble pour sauver le pays, et la France tout entière avait connu leur sacrifice, la presse exaltant cette victoire plus qu'aucune autre. N'était-elle pas, à vrai dire, la première qui fût l'œuvre de toute la nation ? La France payait de plus de trois cent cinquante mille victimes l'honneur de l'avoir remportée. Voilà pour quoi, depuis cinquante ans, il est des millions d'hommes qui se souviennent ; ces jours-là ils n'étaient plus « ceux de 14 », partis allègrement, mais « ceux de Verdun », citoyens et gardiens de la terre.

### *L'offensive Brussilov (mai 1916).*

Au moment où la bataille de Verdun était à son paroxysme, les Alliés lançaient les trois grandes offensives prévues à la conférence de Chantilly.

Les Russes partirent à l'attaque les premiers « pour répondre à l'appel des Italiens », menacés d'écrasement à Asiago.

Depuis le désastre de 1915, la société russe avait réagi devant l'incurie des dirigeants, incapables de pourvoir l'armée en munitions ou en matériel. Elle voulait sauvegarder son patrimoine et sauver le pays. Les milieux d'affaires constituèrent des associations privées, mais d'intérêt public, qui rationalisèrent la production d'armes et de munitions, tels le « Comité des industries de guerre », l'« Union des zemstvos », etc. Une « union des zemstvos et des villes » assurait le ravitaillement de l'armée parallèlement aux ministères réputés incapables.

Grâce à ces efforts, l'armée fut mieux approvisionnée en 1916 qu'en 1915 et, le 22 mai, le général Brussilov lança une offensive en Galicie. Son idée était d'opérer une préparation d'artillerie sur le front de quatre armées à la fois, afin de cacher aux Austro-Allemands la direction de son effort principal. Bénéficiant de l'effet de surprise, celui-ci fut porté dans la région de Lutsk où, en quelques jours, les Russes perçaient le front des Autrichiens. La rupture obtenue, les armées de Brussilov entamèrent une marche triomphale. Ce fut le plus grand succès militaire obtenu par un camp ou par l'autre entre 1914 et 1918. Toutefois, à la droite de Brussilov, les armées d'Évert ne réussissaient pas à s'aligner et les Allemands leur infligeaient de lourdes pertes. Brussilov essaya bien de repartir seul à l'attaque en juillet : ses forces et celles des Austro-Allemands se livrèrent une bataille d'extermination qui mit trois millions de sol-

datés hors de combat sans résultat, les « massacres de Kovcl ».

Cette bataille de Galicie avait rapporté aux Russes 416 924 prisonniers, mille canons et un territoire de 25 000 kilomètres carrés. Elle avait sauvé l'armée italienne du désastre, soulagé le front occidental de dix-huit divisions allemandes transportées d'urgence à l'Est, réduit la pression exercée par les Puissances centrales sur le front de Salonique d'où elles durent, également, transférer cinq divisions sur le front russe. Enfin, la réussite de l'offensive Brussilov fut à l'origine de l'intervention de la Roumanie aux côtés des Alliés.

Jamais les armées du tsar n'avaient remporté un succès aussi éclatant et jamais, depuis Gumbinnen, les Austro-Allemands n'avaient ressenti pareillement le vent de la défaite. Pourtant, ce succès fut sans conséquence en Russie même. La lassitude ne s'exprimait pas encore par une révolte contre le régime mais par une indifférence chronique devant les victoires les plus éclatantes. L'hostilité à l'autocratie était si vive que ces succès mêmes devenaient insupportables.

### *Entrée en guerre de la Roumanie.*

Les Roumains étaient entrés en guerre dans le pli de la progression des Russes. Leur intervention était attendue de longue date car la Roumanie avait sa « question d'Alsace-Lorraine », celle de la Transylvanie, placée sous la souveraineté de la double monarchie.

Naguère, les sympathies du roi Ferdinand pour le Kaiser avaient nourri ses illusions. Sa mort leva une hypothèque. Toutefois le gouvernement Bratianu hésita longtemps à intervenir en faveur de l'Entente : les succès allemands en Russie, les échecs alliés aux Dardanelles et à Salonique ne l'y encourageaient pas. La tentation d'une politique de rechange, qui, à défaut de

l'annexion de la Transylvanie, eût permis de joindre la Bessarabie au territoire national séduisait également quelques milieux hostiles à la Russie. Le succès de l'offensive Brussilov retourna le vent et, après maintes tergiversations, le 27 août 1916, la Roumanie déclara la guerre aux Puissances centrales. Elle avait trop attendu ; les Russes marquaient déjà le pas en Galicie et Brussilov commençait à raccourcir le front : les Roumains reçurent ainsi de plein fouet l'assaut des forces importantes qui se dirigeaient vers le front oriental. Elles étaient placées sous le commandement personnel de Falkenhayn qui mena contre les Roumains une expédition de châtiement. Avec son territoire en forme de L retourné, la section horizontale du pays était très vulnérable : les Austro-Allemands attaquaient au nord, les Bulgares au sud, et en quelques semaines, l'armée et le territoire entier de la Roumanie furent « engloutis ». Le 29 novembre 1916, les forces du général Mackensen entraient à Bucarest.

Désormais repliés en Moldavie, à l'extrême gauche du front russe, les Roumains n'allaient plus jouer qu'un rôle symbolique. Ils étaient animés de ressentiment contre les Russes qu'ils accusaient de ne pas les avoir aidés au moment du péril. De leur côté, les Russes exprimaient ouvertement leur mépris pour cette armée qui, au lieu d'aider la Russie menacée à la fin de 1915, n'était intervenue que le jour où les forces russes pourraient lui servir de bouchier.

### *Batailles de l'Isonzo.*

L'offensive italienne commença également avec retard ; le 6 août. Cette sixième bataille de l'Isonzo ne dura qu'une douzaine de jours, sans obtenir de succès important sinon la prise de Gorizia. Après quoi, on ne sait trop pourquoi, le commandement italien ne poussa

pas son avantage. En septembre, octobre et novembre, il lança trois nouvelles offensives, mais en vain. Les Italiens avaient perdu 75 000 hommes, les Autrichiens un peu plus : ces quatre batailles de Pisonzo n'avaient pas abouti en dépit de la supériorité numérique des Italiens. Au même moment, il en allait de même en France, où, sur la Somme, malgré leur double avantage en matériel et en hommes, les Franco-Britanniques ne réussirent pas à percer les lignes ennemies.

### *L'offensive de la Somme.*

En attaquant à Verdun, Falkenhayn avait voulu « saigner à blanc » l'armée française et paralyser ainsi la grande offensive qu'elle comptait lancer, en été, sur la Somme. Joffre avait bien interprété les intentions de son adversaire et il avait limité au minimum les renforts qu'il lui avait fallu envoyer à Verdun. L'initiative des Allemands n'en dénaturait pas moins le grand projet mis sur pied par le commandement français. A l'origine, Joffre comptait lui affecter 42 divisions ; en mars 1916, il fut amené à réduire ce nombre à 34 ; à la fin d'avril, à 30 ; le 22 mai, à 22 divisions. De la même façon, le front d'attaque passa de 70 à 30 kilomètres et, en fin de compte, les Britanniques mirent en ligne presque deux fois plus de divisions que les Français : 26 contre 14. Dans ces conditions, Douglas Haig ne comprenait pas pourquoi il devait faire dépendre « son » offensive du bon vouloir des Français. Une fois de plus, les rapports entre les deux commandements se détériorèrent ; le compte des hommes qui sont morts à cause de ces querelles d'amour-propre n'a jamais été établi.

Se fondant sur les leçons de la bataille de Champagne, le commandement français voulait « empêcher l'ennemi d'aveugler avec des divisions fraîches la brèche faite dans ses lignes ». Suivant l'enseignement de Pétain et

de Foch, il s'agissait « de faire subir à l'ennemi des pertes telles qu'il serait possible, plus tard, de l'attaquer à fond (...). Les pertes seront le fait, non de l'assaut (...), mais d'attaques exécutées par de faibles effectifs et préparées par un bombardement formidable et l'emploi de tous les engins de destruction connus (obus explosifs, asphyxiants, incendiaires, émissions de gaz de flammes, d'ondes électriques), etc. » Cette bataille « d'usure », où l'artillerie devait conquérir le terrain et l'infanterie l'occuper, s'achèvera par des assauts successifs. « Nous disons bien des assauts successifs (...), c'est qu'en effet, après un assaut, les pertes subies par la troupe sont telles qu'elle est impuissante à accomplir un deuxième effort... Il faut relever l'infanterie et donner à l'artillerie le temps d'exécuter son nouveau travail. Il en résulte des temps d'arrêt obligés entre les attaques successives. »

La victoire supposait une supériorité écrasante de l'attaquant en artillerie : effectivement, les Alliés eurent environ deux fois plus de pièces que les Allemands ; pour la première fois ils ressentirent les effets de l'effort industriel accompli par les Français et les Anglais. Avec près de 2 000 pièces en ligne, les Français disposaient d'un canon tous les 18 mètres et les Anglais d'un canon tous les 50 mètres.

Le 1<sup>er</sup> juillet 1916, après une formidable préparation d'artillerie de près de six jours (le fameux feu roulant), cent mille hommes s'élançèrent à l'assaut. Ils avaient pour objectif Bapaume, Péronne et Nesle. Il faisait une chaleur torride, les fantassins étaient trop lourdement chargés et les Anglais avaient à parcourir des plateaux légèrement inclinés qu'il fallait remonter à la course. Ils réussirent à enlever la première et la seconde positions mais furent fauchés par les mitrailleuses au seuil de la troisième. Plus au sud, les troupes coloniales françaises avançaient également, enlevant aux Allemands 80 km<sup>2</sup> d'organisations fortifiées et arrivant aux portes de Péronne. Elle ne purent aller plus loin. Désormais, en dépit de leur supériorité en hommes et en artillerie, de la maîtrise des airs, de la surprise causée

par les premiers tanks, les Franco-Britanniques ne dépassèrent pas les insignifiantes bourgades de Thiepval, Mametz, Comblès et Chaulnes. Ils se battaient à deux contre un mais les Allemands avaient su construire de véritables blockhaus souterrains qui rendaient leurs défenses en profondeur invulnérables. Les tentatives alliées du 20 juillet, du 3 septembre, du 20 septembre échouèrent comme les autres. Elles avaient également été précédées d'un formidable bombardement ; il avait rendu la région méconnaissable, y faisant disparaître toute trace de vie humaine ou végétale.

« Nous n'attaquerons, avait dit Douglas Haig, qu'une fois que l'artillerie aura tout détruit : l'infanterie sortira des tranchées et occupera les lieux. » Le deuxième jour de l'offensive, les Anglais avaient déjà perdu plus de 40 000 hommes ; Douglas Haig ne donna pas pour autant l'ordre d'interrompre l'offensive. On observe le même entêtement criminel du côté des Français qui subirent des pertes monstrueuses pour un résultat insignifiant. Au terme de la bataille, les Britanniques avaient perdu 419 654 hommes, les Français 194 451 et les Allemands 650 000 : ainsi, la Somme avait fait plus d'un million deux cent mille victimes.

Le commandement anglais rejeta cet échec sur l'expérience des troupes ; il les renvoya néanmoins plusieurs fois au massacre. Douglas Haig avait cru que « les Allemands seraient frappés par la volonté combative de la race anglaise ». Aux premiers jours de la bataille, il estimait que les Allemands avaient perdu 30 % de leurs effectifs, et qu'il suffisait de poursuivre, « en six semaines, le commandement allemand serait incapable de trouver un seul homme valide ». Désastreuse par les pertes humaines qu'elle causa, stérile sur le plan militaire, la bataille de la Somme révéla l'esprit fanfaron des grands chefs militaires. L'obstination bornée de Douglas Haig ne le cédait en rien à l'assurance tranchante de Foch, dont Joffre continuait à apprécier les avis. Quinze semaines d'efforts n'avaient pas abouti ; les Anglais

avaient mis fin à leur offensive et Joffre n'en ordonnait pas moins à Micheler de reprendre les attaques « larges et profondes ». Poincaré et Briand jugèrent que cela avait assez duré, il fut relevé de son commandement.

### *Les vaines offensives de 1917.*

Pour remplacer Joffre, entre-temps promu maréchal de France, le gouvernement choisit le général Nivelle, un des vainqueurs de Verdun, moins associé que les grands commandants d'armée à la faillite des offensives de 1915 et de 1916. On jugeait que Pétain n'avait pas assez d'esprit offensif et qu'il fallait un chef qui ait l'audace d'exploiter au maximum l'avantage en matériel dont les Alliés disposaient désormais. Nivelle répondait à ces conditions. Bon orateur, il réussit à séduire les hommes politiques par sa façon d'exposer clairement ses plans. Il les convainquit que l'heure des batailles d'usure était passée ; il fallait livrer « une bataille de rupture ». Douglas Haig était sceptique. Mais il était mal placé pour donner des avis après l'échec de la Somme : Lloyd George n'écouta pas ses objections et il l'obligea à se mettre à la disposition de Nivelle. Le nouveau ministre de la Guerre, Lyautey, et le général Pétain étaient également très réservés sur les projets de Nivelle ; toutefois, ils hésitaient à formuler publiquement leurs doutes et à s'associer à Douglas Haig pour ne pas ternir « cette belle victoire que le commandement français venait de remporter sur ses Alliés ».

Le commandement de Nivelle commença néanmoins sous de mauvais auspices. Sa nomination avait causé du dépit dans les états-majors car le vainqueur de Vaux et de Douaumont était « passé sur le dos » de plusieurs commandants d'armée, tels Castelnau, Pétain, Franchet

d'Esperey, Sarrail et Foch. Il y avait d'autres raisons de méfiance : le nouveau généralissime bénéficiait de la sympathie des milieux parlementaires et aussi de celle de Lloyd George, surpris de voir un général français capable à la fois d'avoir des idées claires et de les exprimer en bon anglais. Les chefs militaires se tenaient sur la réserve, sachant que Lyautey, puis Painlevé, chacun à leur tour ministres de la Guerre, n'approuvaient pas totalement ses projets offensifs. L'assurance de Nivelle leur était suspecte : « Nous romprons le front allemand quand nous voudrons, écrivait le nouveau commandant en chef, à condition de ne pas attaquer au point le plus fort et de faire l'opération par surprise en vingt-quatre ou quarante-huit heures... La rupture ainsi faite, le terrain sera libre pour aller où on voudra, à la côte de la mer du Nord comme à la capitale belge, sur la Meuse ou sur le Rhin. »

### *Le Chemin des Dames.*

Le commandement allemand n'ignorait rien de ces projets. A sa tête, il y avait maintenant Hindenburg, qui avait remplacé Falkenhayn à la suite de son échec à Verdun. Pour prévenir l'offensive française, annoncée à coups de clairon, il entreprit l'opération « Alberic », un repli de vingt à quarante kilomètres sur des positions préparées à l'avance. Livrant ainsi sans combat le saillant de la Serre, les villes de Lassigny, Roye, Noyon et Bapaume, le commandement allemand obligeait les Alliés à reconsidérer leurs plans de printemps, s'ils ne voulaient pas déboucher dans une zone à la merci de l'artillerie ennemie, en partie inondée et rendue presque complètement inutilisable.

Sur ces entrefaites, la révolution de février éclata en Russie. Quelle que soit l'issue des événements, la date de l'offensive russe serait nécessairement remise. Ne fal-

lait-il pas reporter l'attaque conjuguée des Français, des Russes, des Italiens et des soldats de Salonique ? Douglas Haig, Pétain et Painlevé le pensaient. Nivelle n'était pas de leur avis : la défaillance éventuelle des Russes rendait plus urgente encore l'offensive, car il fallait agir avant que les troupes allemandes ne refluent d'est en ouest. Quant à la manœuvre de Hindenburg, elle allait au-devant de ses désirs. « Si j'avais eu des ordres à donner à Hindenburg, je lui aurais dit de se replier comme il l'a fait. »

En vérité, les raisons de ce repli intriguaient les dirigeants. Ils ne savaient s'ils devaient se réjouir ou s'inquiéter de la reconquête de Lassigny et de Noyon.

Poincaré et Painlevé décidèrent de débattre en Conseil de guerre des chances d'une offensive, un geste désobligeant envers le généralissime. Consultés par le gouvernement, Franchet d'Esperey et Castelnau se déroberent ; Micheler défendit mollement le point de vue de son chef. Seul Pétain, qui n'avait jamais été favorable à l'idée d'une nouvelle offensive, prit nettement position contre le maintien d'un plan qui, selon lui, n'avait plus aucune chance de succès en raison du repli allemand. Nivelle demanda à être relevé de son commandement. Aussitôt, les ministres présents se récrièrent : voulant éviter une nouvelle crise du commandement, dégageant leur responsabilité, ils déclarèrent que Nivelle avait leur confiance ; s'il jugeait en conscience que l'offensive avait une chance d'aboutir, il ne fallait pas hésiter à la lancer. Nivelle prit acte de ces déclarations et promit, en cas d'échec, de mettre fin à l'offensive au troisième jour. Ainsi, rassuré, Pétain se rallia au projet mais, selon un témoin, on sentait bien que l'offensive avait été approuvée « à une unanimité de contrainte », et pour ne pas avoir l'air de se déjuger vis-à-vis des Anglais.

Le 9 avril 1917, les Anglo-Canadiens lançaient l'opération préliminaire prévue par le commandement allié ;

ils emportaient de haute lutte la crête de Vimy. Une autre diversion, effectuée dans la zone du repli allemand, échoua complètement. Le 16 avril, Nivelles lançait un appel annonçant aux combattants la victoire prochaine. L'attaque principale fut déclenchée entre l'Oise et la Montagne de Reims ; Nivelles espérait enlever la ligne de crêtes qui domine la vallée de l'Ailette, au-dessus de la plaine du Laon et que parcourt une route de terre, dite Chemin des Dames. Toutefois, ni le général Mazel ni le général Mangin, commandant les V<sup>e</sup> et VI<sup>e</sup> armées, n'y parvinrent, malgré les pertes énormes. L'après-midi, l'ordre fut donné de lancer les tanks : mal conçus, avec leurs réservoirs d'essence à l'avant, ils furent une proie facile pour les mitrailleuses lourdes des Allemands. Ses troupes ayant subi le même échec le troisième jour, Nivelles donna l'ordre de cesser l'attaque principale, comme il l'avait promis. Toutefois, les opérations secondaires, dites « d'exploitation », se poursuivirent plusieurs semaines encore, sans résultat. L'offensive avait complètement échoué et coûté, seulement les premiers jours, plus de 40 000 morts. Painlevé releva Nivelles de son commandement.

Pour l'armée française, l'échec du Chemin des Dames marquait un tournant. Les mutineries \* qui allaient suivre convainquirent Pétain, nommé général en chef à la place de Nivelles, que l'heure des offensives vaines était close. Il fallait passer à la défensive et, pour l'emporter, attendre « les tanks et les Américains ».

### *Passchendaele.*

Ni cet échec ni les mutineries ne surprirent Douglas Haig : il s'était toujours étonné que l'armée française

ne réagisse pas plus tôt devant ces hécatombes. Toutefois, loin d'en tirer la leçon pour lui-même, il crut que cette défaillance des Français sonnait l'heure de gloire des armées britanniques ; elles joueraient enfin le rôle principal sur le front occidental. Il fit valoir à son gouvernement qu'il fallait immobiliser les armées allemandes pour qu'elles n'exploitent pas les difficultés de l'armée française, qui étaient d'ailleurs surmontées dès le mois d'août comme en atteste l'attaque faite à la Malmaison. Pétain l'approuva ; il pria Haig de ne pas diminuer sa pression tant qu'il n'aurait pas rendu à l'armée française son moral et sa santé.

Réalisant un projet élaboré au début de 1917, Douglas Haig lança une grande offensive dans les Flandres, de Cambrai à Passchendaele ; il était épaulé par les Belges et par les contingents français du général Anthonio. Pour la première fois, il fit un appel massif aux tanks, alors qu'en 1916, il ne les avait utilisés que par petits groupes. Les tanks réussirent à percer, mais les réserves n'intervinrent pas à temps et les batteries allemandes finirent par en avoir raison. Cette bataille de Passchendaele fut une des plus sanglantes et des plus inutiles de toute la guerre ; elle causa la mort de plus de 400 000 combattants pour n'aboutir à aucun résultat.

Échaudés par ces échecs, les Alliés ne préparèrent pas de plan d'attaque pour l'année suivante. En attendant que la supériorité en artillerie, tanks, aviation soit plus nette qu'en 1917, ils décidaient de rester sur la défensive. De leur côté, depuis l'échec de Verdun, les Allemands n'imaginaient plus emporter la victoire, en 1917, grâce à une offensive victorieuse. Ils comptaient sur d'autres armes, celles du style indirect.

\* Pour les mutineries, voir p. 310 et suiv.

tiers que la guerre puisse être gagnée ou perdue par d'autres que par des capitaines.

x

## *Matériel humain et guerre du matériel*

La guerre vécue par les combattants a son histoire qui n'est pas la grande Histoire : elle possède sa chronologie propre, ses drames et ses temps longs. Il y eut d'abord les illusions du départ à la guerre, puis la découverte de la rude réalité. Ensuite vint l'époque des premières tranchées et des espoirs maintes fois déçus des offensives vaines, marqués par le souvenir de tragédies : les gaz, la mort des camarades cloués aux barbelés, la boue gluante du sang des morts. Puis vint le séjour à l'Enfer, qui, pour les Français fut Verdun, pour les Italiens l'Isonzo, pour les Allemands et les Anglais la Somme ou les Flandres, pour les Russes la grande retraite de 1915. Plus tard, il y eut le divorce avec « ceux de l'arrière », le désespoir caché et la colère, le sacrifice ultime de l'année 1918, enfin la conscience d'une solidarité entre frères d'armes ; après guerre elle donna naissance à l'esprit « ancien combattant ».

Parallèlement à cette histoire, une autre transformation s'opérait qui n'était pas non plus la Grande Histoire de la Guerre, mais celle de ses techniques, vécues au jour le jour par tous les combattants et gagnée (ou perdue) par l'armée obscure des inventeurs. On connaît leurs œuvres, on ignore leurs noms, car gardant une mentalité archaïque et restant animée par la morale chevaleresque, la Société occidentale n'imagine pas volon-

### *La guerre vécue par les combattants.*

Galtier-Boissière eut la brusque révélation de la guerre le 22 août 1914, lorsque, comme beaucoup d'autres, son corps d'armée reculait, participant à la retraite générale. Jusque-là, il n'avait connu de la guerre que marches et contre-marches.

« Soudain, des sifflements stridents nous précipitent face contre terre, épouvantés. La rafale vient d'éclater au-dessus de nous. Les hommes à genoux, recroquevillés, le sac sur la tête, tendant le dos, se soudent les uns aux autres. La tête sous le sac, je jette un coup d'œil sur mes voisins : halotants, secoués de tremblements nerveux, la bouche contractée par un affreux rictus, tous claquent des dents. La tête basse, ils ont l'air de suppliciés qui offrent la tête aux bourreaux. Cette attente de la mort est terrible. Le caporal qui a perdu son képi me dit : " Ah, ben vieux, si j'avais pensé que c'était ça la guerre, si ça doit être tous les jours comme ça, j'aime mieux être tué tout de suite. " Non, nous ne sommes pas des soldats de carton. Mais notre premier contact avec la guerre a été une surprise assez rude. Dans leur riante insouciance, la plupart de mes camarades n'avaient jamais réfléchi aux horreurs de la guerre. Ils ne voyaient la bataille qu'à travers les chromos patriotiques. Depuis notre départ de Paris le *Bulletin des Armées* nous entretenait dans la béate illusion de la guerre à la papa. Tous, nous croyions l'histoire des Alboches, qui se rendent pour une tartine. Persuadés de l'écrasante supériorité de notre artillerie nous nous représentions la campagne comme une promenade militaire. Le coup de tonnerre de tout à l'heure secoua notre système nerveux qui ne s'attendait pas à pareille secousse ; il nous fit comprendre que la lutte qui commençait serait une terrible épreuve. " Dites donc, mon lieutenant, on dirait qu'ils se défendent, ces salauds. " »

Les premiers assauts ne furent pas, non plus, ces charges bien réglées que rêvaient les imaginations.

« Dans la prairie, raconte Max Dauville, une compagnie avance en tirailleurs... Les hommes courbés en deux, sac au dos, le fusil à la main, courent lourdement pour se coucher et repartir au signal. L'un deux passe près de moi, sa mine paysanne se change tout à coup en une grimace pleurarde et, tout en continuant au pas de course, il lève son bras au bout duquel sa main ballote, les doigts à moitié coupés par une balle... Les hommes se couchent... Il continue à sautiller et j'entends encore son cri : " Mon lieutenant, où êtes-vous, mon lieutenant? " »

Ces enfants perdus, le médecin les retrouve au poste de secours :

« Les blessés continuent à arriver dans ce petit café ; de la paille a été étendue à la hâte sur des carreaux bleus. Sur les tables, des sacs ouverts dégorge leurs pansements, leurs fioles brunes, leurs instruments nickelés... Dehors, pendant que je parle à un brancardier, il a la jambe cassée net par une balle. Un bruit sec a retenti pareil à celui d'une planchette qui se brise et l'homme tombe en poussant des cris... Un de nos hommes revient en titubant ; il a les yeux fixes. Une balle lui a traversé la tête. Son sang coule dans la paille formant une auréole rouge et il meurt peu de temps après. Les blessés entrent et sortent sans discontinuer... Il faut aller vite car à peine un blessé est pansé que dans l'embrasure de la porte se montrent des faces aux traits creusés et qui attendent. D'autres malheureux, inertes, attendent sur le brancard. »

### *Les tranchées.*

A partir de novembre 1914, les soldats s'étaient enterrés pour survivre. Les Allemands avaient donné l'exemple, en constituant de véritables réseaux de tranchées avec parallèles, lignes de départ, boyaux de rac-

cordement, chicanes et abris. Les Anglais les imitèrent mais les Français et les Russes agencèrent les tranchées avec moins de soin : ils ne s'imaginaient pas qu'ils y resteraient terrés pendant près de trois ans et qu'ils vivraient là les batailles de demain : la Champagne, la Somme, Verdun. Ils construisaient du provisoire, alors que les Allemands et les Anglais acceptaient cette nouvelle forme de la guerre.

L'enchevêtrement des saillants et des rentrants apparaît rapidement comme une nécessité pour éviter d'être pris en enfilade. Aussitôt le réseau construit et structuré, la protection et l'installation de guets suscitaient toute l'attention des soldats. D'abord la pose des barbelés, qui était particulièrement dangereuse sous le tir des mitrailleuses ennemies ; la confection des sacs de terre pour se protéger des éclats lors des bombardements ; l'aménagement de créneaux, pour y placer des observateurs. Comme les lignes des adversaires étaient souvent très rapprochées, on se disputait le moindre monticule : surveiller l'ennemi comptait autant que de ne pas être vu.

Nouveauté née de la guerre de tranchée, l'art du camouflage. Jusqu'en 1914, les chefs militaires avaient appris, en premier lieu, à savoir concentrer les troupes en un lieu donné. Plus que leur concentration compte désormais leur camouflage, surtout celui des pièces d'artillerie. Initialement, l'utilisation des saucisses puis des « cages à poule » eut pour objet de surveiller l'adversaire et non de le frapper. Ce deuxième objectif n'apparut que plus tard.

La guerre de tranchées exigea un armement particulier. Pour percer les parapets, sacs de terre, etc., les Allemands fabriquèrent une balle à noyau d'acier ; contre les cibles aériennes on utilisa les balles lumineuses et les balles incendiaires pour faire exploser ballons et réservoirs d'avion.

Tapis dans les tranchées, les Français se sentaient vulnérables. Outre les mines, ils eurent vite à redouter

les menaces venues du ciel, les terribles explosions des *Minenwerfer*. Mieux que les canons dont le tir était trop tendu, ceux-ci lançaient à la verticale des projectiles de 50 à 100 kilogrammes qui pouvaient retomber à une distance très rapprochée : de 100 mètres à 500 mètres si nécessaire. Ces *Minen* dégageaient un souffle particulièrement redouté et qui détruisait des tranchées entières. Pendant longtemps, les Français n'eurent rien à leur opposer et ils avaient le sentiment d'être désarmés. Avant la guerre, Joffre s'était pourtant intéressé à cette sorte d'obusier et un spécimen était en fabrication au moment de la mobilisation, mais par suite du départ, dès le deuxième jour, de l'officier chargé de l'étude, la réalisation en avait été suspendue. En attendant, on essaya d'utiliser le 75, mais, tout comme les autres calibres, son tir était trop dispersé. La réplique fut trouvée, en 1915, par l'« obus à ailette des crapouillots », les « enfants chéris » des tranchées françaises. Efficaces, ils étaient servis par des artilleurs, qui, plus que les autres, vivaient de près la vie des fantassins.

Autre difficulté en cas d'attaque, le réseau de barbelés. Pour les couper, les soldats disposaient de pinces, mais en nombre insuffisant ; très souvent ils étaient tués avant d'avoir même ouvert un passage. On signala le fait à Millerand. Imperturbable, le ministre de la Guerre proposa l'utilisation de limes. « Qu'ils les coupent avec leurs dents », « qu'ils passent sur un pont de cadavres », répondent des officiers italiens. On essaya le chariot porte-bombe, manœuvré comme une marionnette et qui explosait au contact des fils : un échec, comme la brouette-bouclier, ou le chalumeau oxyhydrique du chimiste Georges Claude. En fin de compte, on utilisa les mitrailleuses : au prix d'une consommation fabuleuse en balles, elles cisaillaient les piquets où les fils étaient fixés, créant ainsi un passage. On utilisa également le canon de 75.

### *Armes nouvelles. Les gaz.*

Le combat rapproché suscita un retour à l'utilisation des grenades. Faute d'un approvisionnement suffisant, les poilus durent longtemps les « bricoler » eux-mêmes, à l'aide de bouteilles. Ultérieurement, ils furent équipés de grenades à manches tout comme les Allemands. Les tranchées virent naître d'autres armes nouvelles qui rendirent la guerre encore plus atroce et meurtrière. En premier lieu, il y eut le lance-flammes, une invention allemande expérimentée dès le mois d'octobre 1914. Le porteur était vulnérable si on pouvait viser son réservoir : ces hommes-suicide étaient néanmoins très redoutés car les Allemands choisissaient les coursiers les plus rapides, mais ils revenaient rarements vivants. Ensuite vint l'utilisation des gaz asphyxiants, par les Allemands, le 22 avril 1915, à Langemark. L'essai fut tenté sur un front de 6 km, dura cinq minutes et créa un nuage de 600 à 900 mètres animé d'une vitesse de 2 à 3 m/s. L'effet fut immédiat et foudroyant. Toutefois, les Allemands n'exploitèrent pas ce succès car leurs fantassins hésitèrent à conquérir le terrain occupé par leurs propres gaz, et aucune réserve munie de masques n'avait été constituée. Les Allemands avaient peur de ne pas pouvoir contrôler les nappes de gaz au cas où le vent tournerait, l'orientation du front constituait un handicap pour eux car les vents d'ouest sont dominants entre Flandre et Argonne. De plus, le commandement allemand considérait seulement cette attaque comme une expérience : il ne lui venait pas à l'esprit qu'il pouvait largement exploiter cette découverte scientifique. Il y eut plusieurs attaques au gaz que l'opinion internationale condamna véhémentement : on les considéra comme une atteinte aux « lois de la guerre ». A cela, les Allemands répondirent que ces gaz consti-

tuaient eux-mêmes une réponse aux bombes à phosphore françaises et aux bombes à picrine anglaises, ce qui ne semble pas exact. Quoi qu'il en soit, les Anglais utilisèrent à leur tour les nappes de gaz à Loos, en septembre 1915, tandis que les Français se servirent d'obus à gaz. Anglais et Allemands firent bientôt de même. Pendant les années 1916 et 1917, on utilisa surtout les obus à phosgène (France), les gaz verts et jaunes (Allemagne) et surtout l'ypérite (dans les deux camps) qui infectait une région pendant des jours entiers, contaminait les vêtements et corrodait la peau.

Jamais l'utilisation des gaz ne permit de remporter plus qu'un succès local, dû le plus souvent à la surprise. Il en alla de même des attaques au lance-flammes. Pour emporter les tranchées et mettre fin à cette forme de guerre, il fallut attendre une arme entièrement nouvelle et qui viendra plus tard : le char d'assaut.

### *Vie et mort dans les tranchées.*

La guerre des tranchées avait ses règles, ses rythmes, ses coutumes. Il est peu de combattants qui n'en vécutent les épisodes. La durée du séjour y était variable : le temps qu'une partie de la section meure et que vienne l'heure de la relève. Dans les poches des morts de l'Argonne ou de Verdun, on a trouvé des petits carnets où sont consignés des impressions et des souvenirs. Nous les utilisons ici, ainsi que le témoignage des survivants. Ils ponctuent les moments significatifs de la vie et de la mort dans les tranchées : l'arrivée, l'installation et l'attente, l'attaque, les drames, le calvaire des blessés, et, pour les vivants, la relève et le retour.

D'abord, c'est l'arrivée que décrit l'adjudant-chef Daguenet, du 321<sup>e</sup> régiment d'infanterie :

« En suivant le boyau d'Haumont, nous sommes pris d'enfilade par les obus allemands. Ce boyau est rempli de cadavres à différents endroits. Des mourants sont là, dans la boue, râlant, nous demandant à boire ou nous suppliant de les achever.

« La neige continue à tomber, l'artillerie nous cause à chaque instant des pertes.

« Quand nous arrivons à l'ouvrage B, il ne me reste plus que dix-sept hommes sur les trente-neuf que j'avais au départ. »

Voici le décor d'une tranchée, en Champagne :

« Une odeur infecte nous prend à la gorge dans notre nouvelle tranchée, à droite des Éparges. Il pleut à torrents et nous trouvons des toiles de tentes fichées dans les parois de la tranchée. Le lendemain à l'aube, on constate avec stupeur que nos tranchées sont faites dans un charnier ; les toiles de tentes mises par nos prédécesseurs l'ont été pour cacher la vue des corps et débris humains qui sont là. »

Un peu plus loin, Raymond Naegelen a vu cette scène :

« Sur tout le front de la butte de Souain, depuis septembre 1915, les fantassins fauchés par les mitrailleuses gisent étendus face contre terre, alignés comme à la manœuvre.

« La pluie tombe sur eux, inexorable, et les balles cassent leurs os blanchis.

« Un soir, Jacques en patrouille a vu, sous leurs capotes déteintes, des rats s'enfuir, des rats énormes, gras de viande humaine. Le cœur battant, il rampait vers un mort. Le casque avait roulé. L'homme montrait sa tête grimaçante, vide de chair ; le crâne à nu, les yeux mangés. Un dentier avait glissé sur la chemise pourrie et de la bouche béante une bête immonde avait sauté. »

Dans la tranchée, c'est l'attente :

« De la brigade, l'ordre nous est venu : " Vous devez tenir coûte que coûte, ne reculer à aucun prix et vous faire tuer

jusqu'au dernier plutôt que de céder un pouce de terrain. »

« — Comme ça, disent les hommes, on est fixé.

« C'est la deuxième nuit que nous allons passer sans sommeil. En même temps que l'obscurité, le froid tombe. Nos pieds sont des blocs de glace. »

Les soldats apprennent que l'attaque est pour bientôt :

« Les heures s'écoulent, lentes, mais inexorables. Personne ne peut avaler quoi que ce soit, la gorge est trop serrée.

« Toujours et toujours cette angoissante pensée : dans quelques heures, serai-je encore de ce monde, ou bien ne serai-je plus qu'un cadavre horrible que les obus auront mis en lambeaux.

« Cependant l'heure H approche.

« Plus que 30 minutes, 20, 10, l'aiguille de ma montre avance constamment, rien ne peut l'arrêter. Mon œil ne la quitte plus et je compte... La poche bourrée de cartouches, le fusil d'un mort à la main, je me redresse lentement sur les genoux. 17 h 58, 17 h 59... 18 heures, j'ouvre la bouche pour crier : " En avant ! " quand un éclatement rouge m'aveugle, me renverse sur le sol. J'ai le genou droit transpercé, une seconde blessure au ventre et une troisième à la joue.

« Près de moi, d'autres blessés, des morts... »

Le capitaine Delvert (101<sup>e</sup> R. I.), qui occupe la position R. I. avec sa compagnie, décrit ainsi le spectacle que lui donne le fort de Vaux :

« Aujourd'hui, depuis 18 heures, les pentes de Vaux disparaissent sous nos obus. On les voit d'ici tomber juste sur les lignes blanches que font dans la terre les tranchées et les boyaux boches. La nuit, sous les étoiles, de nos premières lignes du fond du ravin, montent des fusées vertes : " Allongez le tir ! Allongez le tir ! " crient nos pauvres camarades. Et d'autres appels s'élèvent de tous côtés. Fusées rouges sur le plateau d'Hardaumont!... Fusées rouges du fort de Vaux. Fusées rouges là-bas au loin, derrière Fumin ! Que d'appels désespérés sur cette terre sombre ! »

Un peu plus loin, ce sont les Allemands qui lancent une attaque :

« A 16 heures, le tir allemand s'arrête. C'est l'attaque. Nous voyons à 200 mètres sortir de terre un officier allemand sabre au clair. Il est suivi d'une troupe en colonne par quatre, l'arme sur l'épaule. On aurait dit un défilé du 14 juillet. Nous en étions médusés et c'est bien, sans doute, sur cet effet de surprise que comptait l'ennemi. Mais, après quelques secondes pour reprendre nos esprits, nous nous mettons à tirer comme des endiablés, nos mitrailleuses toujours en éveil nous soutiennent. L'officier allemand vient mourir à environ 50 mètres de nos lignes, le bras droit tendu dans notre direction et ses hommes tombent et s'empilent derrière lui. C'est inimaginable. »

Beaucoup de soldats sont morts ensevelis. Gustave Heger, du 28<sup>e</sup> régiment d'infanterie, raconte :

« Je déterre d'abord un poilu du 270<sup>e</sup>, plus facile à dégager. Ils sont encore plusieurs enterrés et ils crient ; les Allemands doivent les entendre, car ils nous canardent avec des mitrailleuses ; impossible de travailler debout et, à un moment, j'ai presque envie de m'en aller ; mais non, je ne peux pourtant pas laisser les copains ainsi!... Je cherche à dégager le vieux Mazé qui crie toujours ; plus je retire de terre, plus il en retombe ; je le déterre enfin jusqu'à la poitrine ; il peut respirer un peu mieux ; je vais au secours d'un homme du 270<sup>e</sup> qui crie aussi, mais plus faiblement. Je réussis à lui dégager la tête jusqu'au cou : il pleure et me supplie de ne pas le laisser là.

« Il doit encore en rester deux autres, mais on n'entend plus rien, je recommence à piocher pour leur dégager la tête. Je m'aperçois alors qu'ils sont morts tous les deux. Je m'allonge un peu, je suis à bout ; le bombardement continue.

A Verdun, toute une section du champ de bataille regroupait ses blessés dans un tunnel désaffecté, le tunnel de Tavannes.

Blessé, le lieutenant Benech, qui y fut transporté, a noté ses impressions :

« Nous arrivons au tunnel. Serons-nous donc condamnés à vivre là ? Je préfère la lutte à l'air libre, l'étreinte de la mort en terrain découvert. Dehors, on risque une balle ; ici, on risque la folie. Une pile de sacs à terre monte jusqu'à la voûte et ferme notre refuge. Dehors, c'est l'orage dans la nuit et le martèlement continu d'obus de tous calibres. Au-dessus de nous, sous la voûte qui sonne, quelques lampes électriques sales jettent une clarté douteuse, et des essaims de mouches dansent une sarabande tout autour. Bourdonnantes et irritantes, elles assaillent notre épiderme et ne partent même pas sous la menace d'un revers de main. Les visages sont moites, l'air tiède est écœurant. Couchés sur le sable boueux, sur le rail, les yeux à la voûte ou face contre terre, roulés en boule, des hommes hébétés qui attendent, qui dorment, qui ronflent, qui rêvent, qui ne bougent même pas lorsqu'un camarade leur écrase un pied. Par places, un ruissellement s'étend ! De l'eau ou de l'urine ? Une odeur forte, animale, où percent des relents de salpêtre et d'éther, de soufre et de chlore, une odeur de déjections et de cadavres, de sueur et d'humanité sale, prend à la gorge et soulève le cœur. Tout aliment devient impossible ; seule l'eau de café du bidon tiède, mousseuse, calme un peu la fièvre qui nous anime. Les autres postes de secours ne bénéficient même pas de quelques instants de sécurité !

« ... Un tout jeune caporal m'arrive, tout seul, avec les deux mains arrachées au ras des poignets. Il regarde ses deux moignons rouges et horribles avec des yeux exorbités.

Après le calvaire, c'est le retour. Le lieutenant Gaudy l'a décrit d'une façon bouleversante.

« Je n'ai jamais rien vu de plus poignant que le défilé des deux régiments de la brigade (57<sup>e</sup> et 144<sup>e</sup> R. I.) qui s'écoulèrent sur cette route, devant moi, tout le long du jour.

« Ce furent d'abord des squelettes de compagnie que conduisait parfois un officier rescapé, s'appuyant sur une canne ; tous marchaient ou plutôt avançaient à petits pas, les genoux en avant, ploqués sur eux-mêmes, en zigzaguant comme pris de boisson. Puis vinrent des groupes qui étaient peut-être des escouades, peut-être des sections, on ne savait pas ; ils allaient, la tête penchée, le regard morne, accablés

sous leur barda, tenant à la bretelle leur fusil rouge et terreaux. C'est à peine si la couleur des visages différait de la couleur des capotes. La boue avait tout recouvert, avait séché, et d'autre boue avait à nouveau tout souillé. Les vêtements, comme la peau, en étaient incrustés. Des autos se précipitaient en grondant, par colonnes serrées, éparpillant ce flot lamentable des survivants de la grande hécatombe. Mais eux ne disaient rien, ne geignaient plus. Ils avaient perdu jusqu'à la force de se plaindre. On voyait dans les regards un abîme inouï de douleur, quand ces forçats de la guerre levaient la tête vers les toits du village. Et dans ce mouvement, leurs traits apparaissaient figés dans la poussière et tendus par la souffrance ; il semblait que ces visages muets criaient quelque chose d'effrayant : l'horreur incroyable de leur martyr.

« Des territoriaux, qui regardaient à côté de moi, restaient pensifs. Deux de ces territoriaux pleurèrent en silence comme des femmes.

« Le long de la route du retour, les obus s'étaient acharnés sur cette foule moribonde. Plusieurs avaient été tués, qui se croyaient enfin sauvés. »

*Les « experts » devant la guerre de tranchées : rôle de la cavalerie...*

A l'ouest comme à l'est, la guerre de tranchées avait trompé les vues des militaires ; certes, la guerre russo-japonaise l'avait connue mais de façon épisodique. Selon les experts, elle avait enseigné que, « dans la guerre moderne, les pertes en hommes sont dues pour 85 % au fusil, 10 % à l'artillerie et 5 % à l'arme blanche ; mauvaise leçon, qui sous-estimait largement le rôle de l'artillerie, valorisant celui de la baïonnette et du sabre. On se trompa également sur le rôle de la cavalerie. Certes, elle accomplit sa mission sur le front oriental, où la manœuvre de Tannenberg fut son œuvre, et où, trois années durant, les Cosaques constituèrent le fer de lance des offensives russes. En Orient et dans les Balkans également, la cavalerie joue un rôle décisif jusqu'à la fin de

la guerre : le corps de Jouinot-Gambetta ouvrit la porte de la victoire. Mais à l'ouest, la guerre changeait de style et, comme l'avait prévu le général Pedoya, la cavalerie devint rapidement une arme anachronique : les chefs ne se déplaçaient plus qu'en automobile et les tranchées n'avaient guère besoin de cavaliers. Le commandement les avait gardés néanmoins en réserve, dans l'hypothèse d'une percée. Ce fut la tentative faite en Champagne, en septembre 1915, qui fut « le chant du cygne » de la cavalerie comme l'a écrit Jacques Meyer. Les cavaliers devaient être prêts à charger par-dessus les boyaux et les tranchées... Ils durent mettre pied à terre. Désormais, le destin de la cavalerie fut d'être... démontée. Comme bien d'autres, le capitaine de Sézille refusait de voir la réalité : sous la rubrique intitulée « Mesures préparatoires à l'occupation des tranchées », cet expert précisait dans la section du règlement réservée à la cavalerie les mesures qu'elle devait prendre :

« L'escadron arrive à cheval, au crépuscule, à un emplacement fixe, habituellement situé à 3 kilomètres des tranchées. Il met pied à terre à l'exception d'un cavalier sur trois auquel incombe le soin de ramener deux chevaux de main (l'un à droite, l'autre à gauche de son propre cheval). La colonne à pied se met en marche dans la direction des tranchées... Chaque peloton occupe une position de tranchée... Le jour, les hommes éviteront de se montrer aux créneaux : on réagira contre l'oisiveté de la troupe en l'occupant à des améliorations de gîte souterrain... Éviter de dormir profondément dans les tranchées... Dans les tranchées de deuxième ligne le service est analogue mais un peu adouci par l'éloignement. On y est plus exposé aux obus ennemis. »

Ce texte écrit en 1915 donne la mesure des surprises que suscitent les nouvelles formes de la guerre. Elles amenèrent les militaires à reconsidérer le rôle de l'artillerie, à mieux intégrer l'aviation dans la bataille. Enfin, elles obligèrent les inventeurs à découvrir, coûte

que coûte, l'arme suprême qui viendrait à bout des tranchées et des barbelés : ce furent les tanks.

### *L'artillerie.*

En 1914, les Français disposaient de 3 793 canons de 75, l'arme à tout faire de l'artillerie de campagne. Le matériel lourd n'existait ni au bataillon ni au corps mais seulement à l'échelon de l'armée. Au total les Français disposaient de 300 grosses pièces et les Allemands de 2 000 ; ceux-ci disposaient en outre d'environ 2 500 canons de 77. Cette infériorité des Français tenait aux conceptions qui régnaient alors dans le pays sur le rôle respectif de l'artillerie et de l'infanterie dans l'offensive. « L'artillerie ne prépare pas les attaques, elle les appuie, elle doit intervenir pour appuyer l'infanterie dès que celle-ci entame son approche. » On jugeait que le 75 serait bon à tout faire : on l'utilisa même pour faire éclater des réseaux de barbelés. Les Allemands ne partageaient pas ces vues : on sait qu'en 1914, ils estimaient que la France n'oserait pas se jeter dans la guerre précisément parce qu'elle manquait d'artillerie lourde \*.

Dès sa prise de commandement, Joffre avait contesté les idées reçues en la matière ; mais le matériel lourd dont les armées avaient besoin n'était pas prêt en août 1914. Quelques semaines plus tard, la capitulation d'Anvers, qui passait pour être la place la mieux fortifiée d'Europe, le convainquit de l'inutilité de laisser sans emploi et immobilisé le matériel lourd des forteresses. C'est pour ces raisons qu'il donna l'ordre de désarmer partiellement les principaux forts pour pouvoir doter ses armées du vieux matériel de Pange dont ils étaient équipés. Ainsi les forts de Verdun se trouvèrent-ils en partis désarmés lors de l'attaque allemande en février 1916. Il fallut

\* En qualité, l'artillerie russe valait celle des Austro-Allemands ; toutefois elle disposait de deux fois moins de pièces. Surtout, le manque de munitions se fit sentir très tôt.

attendre la préparation de l'offensive de la Somme, en juillet 1916, pour que l'artillerie alliée disposât d'un matériel lourd nouveau. A cette date, les Alliés avaient rattrapé l'avance des Allemands : une évolution qu'on retrouve dans l'aviation.

### *Dirigeables et aéroplanes.*

Arme nouvelle, l'aéroplane fit une apparition fugitive pendant la guerre italo-turque, en Tripolitaine. Depuis cette date, les experts avaient examiné le rôle que pourraient jouer avions, dirigeables et ballons en cas de conflit. Suivant le commandant Besseyre des Horts, on estimait que l'aéroplane, plus rapide, moins vulnérable, convenait plutôt à l'observation ; le dirigeable, susceptible d'emporter une lourde charge, valait surtout pour le bombardement. Il jugeait également que l'avions'adaptait à la guerre de mouvement et le ballon ou dirigeable à la guerre de siège. Mais nul ne pensait à la guerre de tranchées. En fait c'est bien ainsi qu'on utilisa les armes aériennes pendant les premières semaines de la guerre. Toutefois, les Allemands marquèrent un penchant particulier pour les dirigeables, les zeppelins, alors que les Alliés s'en tenaient de plus en plus aux saucisses et aux avions.

En 1914, les Alliés disposaient de 220 avions, les Puissances centrales de 258 auxquels elles ajoutaient une flotte de plusieurs dizaines de dirigeables. En 1914, les ateliers de Friedrichshafen construisaient un zeppelin toutes les six semaines. Associés aux Tauben, ils accomplirent de nombreuses missions de bombardement, sur Paris et sur Londres. Le 19 janvier 1915, six zeppelins traversaient la mer du Nord, jetaient des bombes sur la capitale anglaise, rentraient intacts à leur base. Cet exploit fut renouvelé. Les raids anglais sur Cuxhaven ou les expéditions françaises sur Fribourg-en-Brisgau n'eurent jamais ce caractère spectaculaire ni cette ampleur.

Dans les combats aériens qui se multipliaient à partir de

décembre 1914, les Fokker allemands disposaient d'une supériorité très marquée. Certes, le Français Roland Garros fut le premier pilote de combat à disposer d'une mitrailleuse synchrone avec le mouvement de l'hélice, mais il fut fait prisonnier et les Allemands reprirent le procédé. On continua longtemps à tirer au pistolet et au mousqueton. En outre les aviateurs mitraillaient les fantassins à l'aide de fléchettes d'acier, de 20 grammes environ, mortelles vu leur vitesse de 100 m/s. Au début de 1916, les Allemands gardaient l'avantage pour les initiatives spectaculaires : l'avion géant Schukert XVIII détruisait la base d'hydravions anglais de Dunkerque tandis que les zeppelins continuaient à bombarder Londres. L'un d'entre eux, parti de Jambol, en Bulgarie, accomplit un périple extraordinaire, allant jusqu'à la hauteur de Khartoum pour apporter médicaments et réconfort aux troupes allemandes du Tanganyika. Ayant appris, par le télégraphe, que la garnison qu'il voulait secourir avait dû se rendre aux forces anglaises, ce L. 59 fit demi-tour, ayant accompli un vol sans escale de plus de 6 800 kilomètres. En 1918, les Allemands disposaient d'une flotte de zeppelins de plus de 100 appareils géants. A la vitesse de 130 km/h (90 km/h au début des hostilités), ils pouvaient emporter chacun 40 tonnes d'explosifs jusqu'à une altitude de plus de 2 000 mètres.

Sur le front proprement dit, les Allemands dominaient encore largement les airs à Verdun mais, dès l'été 1916, les Franco-Britanniques leur tenaient tête : Bréguet, Nieuport, Spad et chasseurs britanniques firent partie égale avec leurs adversaires. Jusqu'à la fin de 1917, c'est l'époque des grands duels, où s'illustrent les « as », ces héros individuels qui symbolisent l'esprit de la guerre 1914. Presque tous périrent en combat. Les plus glorieux furent l'Allemand Richthofen (80 victoires homologuées), suivi du Français Fonck (75 victoires), de l'Anglais Mannock (73 victoires), du Canadien Bishop (72 victoires), de l'Allemand Udet (60 victoires), de Guynemer, Mac Follen (54 victoires chacun), etc. C'est l'époque, également, où les Caproni italiens s'assurent la maîtrise des airs sur le front des Alpes.

La grande innovation de l'année 1918 fut la création par l'Allemagne des escadres de protection : volant bas,

ces flottilles soutenaient la marche de l'infanterie. En mars 1918, 36 escadres de 6 biplaces participaient à l'offensive de Picardie. Mais les Alliés disposaient désormais d'une force de dissuasion suffisante pour leur infliger des pertes sérieuses. L'apport de la flotte aérienne des États-Unis commençait également à faire pencher définitivement la balance. Cette année-là, 37 avions allemands seulement sur 483 parvinrent à survoler Paris, tandis que 200 chasseurs anglais avaient pour mission d'assurer la protection de Londres. Dès l'été, Foch disposait d'une supériorité absolue, lançant près de 600 avions dans la bataille. Le 11 novembre, la France avait 3 437 avions en ligne : bien plus qu'en 1940.

### Les tanks.

Cette situation se retrouve dans le cas des tanks qui, plus encore que l'avion, furent les artisans de la victoire alliée. L'idée était née simultanément en France et en Angleterre où chacun de leur côté, le colonel Janin et W. Churchill poussaient à l'expérimentation de blockhaus sur chenilles. Il fallait à tout prix fabriquer un engin tout terrain qui puisse protéger les attaques de l'infanterie, enlever les barbelés, détruire les nids de mitrailleuses et progresser en même temps que les troupes. Les Anglais furent prêts les premiers. Pour assurer le secret, ils laissaient croire que les plaques de blindage étaient destinées à des réservoirs de pétrole : c'est pour cela qu'ils baptisèrent leurs chars de nom de tanks. En septembre 1916, sur la Somme, les *Willie* emportaient quatre villages mais la coordination avec l'infanterie n'était pas au point et les Allemands reprirent les villages. La première expérience des Français ne fut pas non plus très concluante : ils firent intervenir leurs chars lors de la grande offensive Nivelle, le 17 avril 1917 : les énormes Saint-Chamond de 27 tonnes étaient vulnérables : les mitrail-

leuses lourdes et les canons allemands en détruisirent 60 sur 120, les équipages furent grillés vifs, l'infanterie désormais sans protection fut massacrée. Les Allemands en conclurent que le canon l'emporterait toujours sur le tank : ils commirent là une erreur qui devait leur être fatale.

Ces chars lourds étaient lents, peu maniables, on donna la préférence aux tanks légers de chez Renault, Berliet et Schneider sans abandonner toutefois les Saint-Chamond qui, seuls, pouvaient franchir les coupures de deux mètres. La construction en grande série de ces petits engins révolutionna l'art de la guerre. Ils remportèrent leur premier grand succès à Villers-Cotterêts, le 18 juillet 1918, contribuant largement à la deuxième victoire de la Marne. Désormais ils participèrent à toutes les attaques en dépit des pertes sévères que leur infligent les Allemands (50 % par engagement). On ne conçoit plus de percée sans eux et comme il en arrivait au front plus de 500 par mois, le roulement était assuré. En août, 1 500 chars français étaient en ligne et autant de tanks anglais qui, sous la direction du général Rawlinson, remportèrent à leur tour un grand succès stratégique le 8 août. En novembre il y avait plus de 2 000 chars français en ligne : ceux qu'on allait bientôt baptiser « les chars de la victoire ».

### Une guerre de chevaliers à l'âge industriel.

En 1918, grâce à la maîtrise des mers et à l'intervention américaine, les Alliés purent submerger leurs adversaires et produire plus de canons encore et plus d'avions. Toutefois, l'exemple des tanks mis à part, les Allemands manifestèrent un esprit d'invention plus vif dans le perfectionnement de « l'art de la guerre ». « Ils furent en avance d'une guerre », constate le général Gascouin dans un ouvrage sur l'artillerie paru pendant les années vingt.

Ils systématisèrent leurs avantages techniques et orientèrent la conduite de la guerre en fonction des progrès de leur recherche scientifique et des avantages de leur industrie : fortification de campagne, au début, artillerie à grande puissance ensuite, petits engins de tranchée, etc. Appréciation excessive, puisque si le haut commandement allemand intégra bien les sous-marins dans sa stratégie, il n'en fut pas de même ni pour les gaz ni pour les tanks. En France, les militaires continuèrent à considérer la guerre comme une joute où « le meilleur gagne ». Le combat restait une affaire d'honneur où régnaient les principes de la morale chevaleresque. On compte plus sur la vertu guerrière du sang de ses aïeux que sur le progrès des techniques. Les années passent, mais les idées n'évoluent guère : ainsi en va-t-il des conceptions sur le rôle de l'artillerie. On a dit avec quelles idées toutes faites l'armée était partie en guerre. En dépit de l'expérience, elle ne se modifièrent pas, supervisées par « nos plus grands soldats ». La directive du 12 juillet 1918 gardait la formulation élémentaire d'un catéchisme sans rapport avec l'âge technique pendant lequel elle était prescrite : « Le commandement s'orientera vers la pratique de procédés d'attaques simples, audacieux et rapides (...). La surprise sera obtenue par la soudaineté de l'attaque... (...) L'infanterie doit être persuadée (*sic*) qu'elle est dotée d'un armement qui lui permet d'exploiter ses premiers succès et de poursuivre sa progression par ses propres moyens et *sans la protection de l'artillerie.* » (C'est nous qui soulignons.) Les grandes discussions, dites théoriques, portaient sur la meilleure durée de la préparation d'artillerie : trop courte, celle-ci est insuffisante ; trop longue, elle supprime l'effet de surprise. La formulation peut être techniquement plus complexe, mais elle ne dépasse pas ce niveau conceptuel. Lorsque Foch ou Pétain déclare : « L'artillerie conquiert, l'infanterie occupe », on discute cette formule comme s'ils venaient de faire une des grandes découvertes scientifiques des temps

modernes. Dans tous les pays les militaires analysent la guerre seulement à travers ses règnes et ses armes : règne de l'infanterie, concurrence et rivalité de l'artillerie, « décadence » de la cavalerie, etc.

Au lendemain de la Grande Guerre, le général Gascoin jugeait qu'en ce qui concerne l'artillerie les états-majors étaient passés par des engouements « qui participaient plus à une sorte de fétichisme qu'à une analyse scientifique des techniques de la guerre : engouement pour le tir tendu et le canon fétiche 75 ; puis engouement pour le lourd et le très lourd. En 1916, engouement pour le pilonnage et la destruction intégrale, les tonnages formidables. Puis engouement pour les longues portées et délaissement des objectifs courts. » Il conclut : « Tout cela péchait par absence de connaissances positives. »

Le manque d'esprit scientifique, la sous-estimation de ce qui est technique, l'ignorance absolue de la relation qui existe entre les connaissances d'une époque, les possibilités industrielles et la pratique de la guerre, caractérisent la mentalité de ceux qui avaient la responsabilité de mener les opérations militaires.

En 1914-1918, leur esprit n'avait guère progressé depuis l'époque de la chevalerie. Ils étaient même en retard sur l'antiquité grecque puisque à Athènes le Dieu des armures, Héphaïstos, était au moins l'égal d'Arès, Dieu des armées.

ils cherchèrent à détruire l'Empire ottoman en aidant au soulèvement des Arabes.

*La défense du droit des peuples : arme à double tranchant.*

En Europe, ce fut l'Entente qui, la première, avait placé son combat sous le signe de la défense du droit des peuples. Elle avait en vue le sort des populations d'Alsace-Lorraine et des minorités d'Autriche-Hongrie. Toutefois, il semble qu'elle ne mesura pas exactement la valeur et les dangers de cette arme à double tranchant.

*En Autriche-Hongrie.*

A vrai dire, les initiatives qui visaient à détruire les États multinationaux partirent des organisations allogènes. Ce fut le cas dans la double monarchie. Au début de la guerre, la plus active était le Comité Sud-Slave qui défendait la cause d'une Yougoslavie unifiée. A Londres, son représentant, le Dalmate Trumbic, fut accueilli avec sympathie. Toutefois, comme les Slovènes et les Croates suspectaient ce mouvement d'avoir une orientation panserbe, les Alliés restèrent circonspects. Surtout, ce projet des Slaves du Sud allait à l'encontre des ambitions italiennes en Adriatique. L'alliance de Rome valait plus cher que les aspirations de ces nationalités. Lors de la conclusion du Pacte de Londres, elles furent sacrifiées. Désormais, Croates et Slovènes cherchèrent appui auprès des États-Unis et ils trouvèrent en W. Wilson un ardent défenseur. A cette date, les Alliés se montraient plus réticents. Ils distribuaient seulement des bonnes paroles aux Tchèques, qui disposaient d'appuis nombreux à Paris et à Londres, tels les historiens Ernest Denis, H. Seton-Watson et surtout W. Steed, éditorialiste du *Times*. Il est vrai qu'en Autriche même les effets de la

## XI

### *Style direct, style indirect*

Partant d'une distinction fondamentale dans l'art de la guerre, le général Gambiez oppose le style direct au style indirect. « Le premier implique la réduction des forces ennemies par la bataille que l'on recherche et que l'on fonde sur la puissance de l'action. Le style indirect vise à mettre l'adversaire en état d'infériorité par des actions préliminaires qui le disloquent moralement et matériellement. »

Le style indirect trouva de nombreuses applications pendant la Première Guerre mondiale. Si on laisse de côté, pour l'instant, la campagne de découragement que les adversaires suscitèrent les uns chez les autres dans l'espoir de faire fléchir leur moral, cette stratégie fut appliquée de deux façons : faire éclater du dedans les États de la coalition adverse, ou bien les étouffer.

#### PREMIÈRE MÉTHODE, L'ÉCLATEMENT

Les Puissances centrales cherchèrent à soulever les allogènes de Russie contre l'État tsariste, à susciter la guerre sainte dans les possessions françaises, anglaises ou italiennes d'outre-mer. De leur côté, les Alliés voulurent faire éclater l'empire austro-hongrois en y soutenant le mouvement national des Tchèques et des Slaves du Sud,

propagande de Masaryk, Kramar et des autres leaders tchèques étaient assez peu encourageants, même si la bourgeoisie « sabotait » les emprunts de guerre autrichiens (B. Michel). « Vous combattez contre vous-mêmes », lisait-on sur un de leurs tracts destiné aux contingents sud-slaves de l'armée impériale. Ceux-ci ne s'en battaient pas moins avec autant d'acharnement que leurs camarades autrichiens ou hongrois, comme s'ils avaient voulu leur montrer qu'ils étaient dignes d'être leurs égaux. Il n'y eut qu'un seul exemple spectaculaire de désertion massive, celui du 28<sup>e</sup> bataillon d'infanterie, originaire de Prague.

Dans ces conditions, gardant l'espoir de détacher l'Autriche-Hongrie de l'Allemagne pour l'amener à conclure une paix séparée, les Alliés hésitèrent à utiliser cette arme indirecte. D'une certaine façon, elle jouait même contre leur politique secrète, qui visait à ménager l'Autriche-Hongrie. En outre, l'ambiguïté de la position alliée apparut en 1916 lorsque fut convoquée, à Lausanne, la 3<sup>e</sup> conférence des nationalités... L'initiative émanait de personnalités suisses qui agissaient au nom de l'*Union des Nationalités*, un organisme créé avant la guerre par des défenseurs du droit des nationalités opprimées. L'orientation était nettement favorable à l'Entente ; les organisateurs, comme E. Burnier et E. Privat, ne s'en cachaient pas. En lançant les invitations, ils imaginaient que les Tchèques, les Roumains de Hongrie, etc., feraient entendre leur voix. Mais les représentants des minorités opprimées par les Alliés se firent entendre avec plus de force, notamment les Irlandais, les Égyptiens, les Tunisiens, et surtout les délégués des allogènes de Russie, qui envahirent la conférence. Ils firent le procès de l'impérialisme allié, évoquant le sort des Marocains, Algériens, Baltes, Tatars, Kirghizes, etc. La presse helvétique reproduisit une partie de ces débats, éclairant l'opinion mal informée sur des peuples dont on ignorait même l'existence, et montrant le lien, que peu de gens avaient

établi, entre question nationale et problème colonial.

Ces débats eurent un certain retentissement dans les milieux autorisés. Le 2 juillet 1916, *Le Temps* consacrait un éditorial à la conférence de Lausanne. *L'Éclair* notait que « c'était une coïncidence heureuse qu'à ce moment même M. Doisy ait proposé d'élargir la représentation algérienne dans les assemblées ». Dans *L'Éclair de Montpellier*, ramassant les arguments exposés ailleurs de façon plus explicite, Jacques Bainville écrivait : « Il y a des mois et des années que je répète que le principe des nationalités est dangereux pour la France..., que c'est au contraire une arme qui peut se retourner contre nous et nos alliés. Ce qui s'est passé à Lausanne est venu confirmer tous mes dires. »

Aussi, les Alliés n'utilisèrent plus désormais cette arme qu'avec circonspection. W. Wilson y était favorable pourtant et son avis comptait de plus en plus. Quand l'Amérique fut entrée en guerre, on y revint car il semblait que désormais les chances d'une paix séparée avec l'Autriche étaient passées. A la fin de 1917 et en 1918, les Alliés approuvèrent les termes du pacte de Corfou, charte de la future Yougoslavie. Avec l'aide des gouvernements anglais et italien, Seton-Watson organisa une campagne auprès des régiments allogènes de la double monarchie. Il avait établi son quartier général à Venise et les temps étaient venus où l'arme de la propagande pouvait révéler son efficacité. Effectivement elle aida à l'éclatement des armées de Charles I<sup>er</sup> en octobre 1918.

*Dans l'empire turc : les massacres d'Arménie.*

L'action indirecte contre l'empire turc aboutit à des résultats spectaculaires. Au nord, une catastrophe, les massacres d'Arménie ; au sud l'exploit d'un héros solitaire, T. E. Lawrence, parrain de l'indépendance arabe.

Partagé entre la Russie et la Turquie, le peuple arménien souhaitait retrouver l'indépendance perdue depuis treize siècles. Toutefois, tant qu'à choisir entre deux maîtres, les Arméniens, qui étaient chrétiens, préféraient la tutelle du tsar, moins cruelle que celle des Turcs. D'ailleurs le tsar revendiquait en leur nom la partie de leur territoire restée aux mains des Turcs ; il avait promis de doter les Arméniens de quelques libertés religieuses et administratives. A la veille de la guerre, rien n'était fait, et le mouvement national arménien prit une orientation antirusse. Toutefois les hostilités ressuscitèrent la vieille crainte des Turcs et le souci de « libérer » les frères de l'autre côté de la frontière.

En 1915, le principal parti national arménien, le *Dashnaksutium*, envoya une mission secrète en Occident pour plaider la cause d'une Arménie indépendante. Dès lors, les Arméniens de Russie encouragèrent leurs frères à préparer l'insurrection contre les Turcs. Ceux-ci n'en avaient pas les moyens. Toutefois, lorsque, vaincue à Sarikamisch, l'armée du Sultan reflua, les Arméniens de Turquie crurent que l'heure de la liberté approchait. Dans l'armée, beaucoup d'entre eux désertèrent. En Arménie, les civils accueillirent les troupes vaincues avec des sarcasmes, accomplirent des sabotages sur ses arrières. Le châtimeut fut effroyable. Tous les Arméniens de l'empire furent sortis des rangs, désarmés, groupés en bataillons de travail et déportés. Puis vint le tour des civils : on brûla les villages, et les hommes, femmes, vieillards, enfants, attachés en cordée, furent emmenés dans les montagnes, pour une destination inconnue. Là où la population arménienne était largement majoritaire, à Van, Bitlis, Sassun, etc., les civils et les bataillons de travail furent massacrés de sang-froid.

Les sinistres convois s'ébranlèrent vers le sud au début de l'été. Les plus faibles mouraient en chemin. Les survivants arrivèrent à Alep, épuisés. Ils furent dirigés vers le désert, où la plupart moururent d'inanition.

Les statistiques manquent ; on sait toutefois qu'à Erzeroum, sur 20 000 Arméniens, il y eut 200 survivants. Près d'un million d'hommes et femmes avaient été déportés et la moitié environ avait péri d'inanition ou sous le coup des tortures.

### *Le soulèvement des Arabes.*

A l'autre extrémité de l'empire turc, les Anglais avaient en vue le soulèvement des Arabes. Dans les années qui précédèrent la guerre, Kitchener avait étudié le principe d'une aide aux principaux chefs de tribus. Aucun projet d'ensemble n'était au point en 1914, mais les Anglais eurent la satisfaction de constater que le shérif de la Mecque ne proclamait pas la guerre sainte.

A dire vrai, le mouvement national arabe en était encore à un stade élémentaire. Certes, le sultan du Nedjd, Ibn Seoud, avait en vue l'unification de la péninsule à son profit mais les autres imans et lui-même agissaient plus en féodaux qu'en champions d'une cause nationale. D'ailleurs, l'imam du Yemen était resté l'ami des Turcs.

Dans ces conditions, la politique des Anglais était toute tracée : ils s'appuyaient sur certaines tribus contre d'autres ; eux-mêmes avaient pour objectif plus le contrôle de la route des pétroles que la constitution d'un État arabe, même vassal.

Aussi, au Caire comme à Delhi ou à Londres, où s'élaborait la politique anglaise, on comptait, certes, sur les Arabes, mais en tant qu'instruments d'une politique : promouvoir leur indépendance était un moyen d'affaiblir les Turcs, une possibilité comme une autre, non une fin en soi.

Ce fut le génie de T. E. Lawrence d'inverser les termes du problème, non par calcul, mais par idéal, ce qui n'en eut pas moins les mêmes effets bénéfiques aux intérêts de son pays. Lawrence était un jeune orientaliste, fami-

lier de l'islam et des Arabes dont il appréciait la civilisation. Il en connaissait les raffinements, avait parcouru toute la région entre La Mecque et Damas, parlant les dialectes des différentes tribus, vivant leur existence quotidienne et portant la djellaba. Lorsque la guerre éclata, il disposait dans le pays de tout un réseau d'amis, dont Fayçal le fils du shérif et Auda, le « Robin Hood » bédouin.

Il comprit que l'heure était venue de réaliser le grand dessein mais qu'il était vain d'essayer d'enrôler les Arabes dans des formations régulières : les Turcs en viendraient toujours à bout. En liaison avec le général Allenby, dont il avait su gagner la confiance, il coordonna les mouvements de la guérilla arabe avec la progression des troupes anglaises. Laissant les Turcs garder le contrôle de La Mecque, il conduisit les Arabes à des opérations plus modestes en apparence mais stratégiquement plus importantes, comme la prise de Wedj et celle d'Akaba. En 1918, vint enfin l'apothéose : l'entrée des Anglo-Arabes dans Damas.

### *Contre l'empire russe.*

En 1916, les Allemands n'avaient pas plus apprécié que leurs adversaires les avantages et les inconvénients d'une politique de défense des nationalités. A cette date où l'Allemagne était menacée par le renforcement du blocus, F. Naumann relançait l'idée de Mittel-Europa. Stimulés par leurs succès en Europe orientale, les Allemands étaient portés à reconsidérer les problèmes de réorganisation de l'Est européen. La conférence de Lausanne leur révéla les avantages que pouvait apporter une politique active auprès des nationalités de l'empire russe.

Quelques semaines plus tard, d'ailleurs, les Puissances centrales aidaient à la naissance d'un hebdomadaire

publié à Berne, le *Bulletin des Nationalités de Russie*.

L'Allemagne resserrait ses liens avec les organisations nationales de l'empire russe, constitua une « légion » finnoise, le bataillon de Locksted, qui partit combattre sur le front russe. Surtout, le 5 novembre 1916, les Puissances centrales proclamaient, alors, l'indépendance de la Pologne, geste spectaculaire qui prenait de vitesse l'Entente. Sans doute cette proclamation avait-elle surtout pour objet de faciliter la constitution d'une armée polonaise qui combattrait aux côtés des forces allemandes — les Polonais, d'ailleurs, ne s'y trompèrent pas : elle n'en était pas moins un coup porté à la politique des nationalités de l'Entente.

### *Action des Allemands en Irlande et en Belgique.*

Un autre coup avait failli être plus dangereux : l'aide apportée par les Allemands aux nationalistes irlandais. Dès le début de la guerre, ceux-ci avaient déclaré aux Communes qu'ils resteraient loyaux envers la Grande-Bretagne ; ils avaient accepté que le Home Rule fût reporté à la paix. Toutefois les plus intransigeants se désolidarisèrent de leurs représentants et ils s'opposèrent à la campagne de recrutement organisée par les autorités. Le consul allemand à New York, Falcke, anima un mouvement de résistance que subventionnaient les Irlandais d'Amérique. Le plan grandiose d'un soulèvement de l'Irlande fut mis sur pied, les Allemands préparant un débarquement d'armes et munitions et ramenant sur la terre natale le chef de l'insurrection, Sir Roger Casement. Le projet fut éventé et lorsque Sir Roger débarqua d'un sous-marin allemand, il fut arrêté sur le rivage et exécuté. Le soulèvement n'en eut pas moins lieu, en avril 1916, lorsque 1 200 nationalistes occupèrent pendant cinq jours la capitale Dublin. Ces Pâques sanglantes mar-

quèrent Dublin de nombreuses cicatrices ; elles maintinrent deux divisions anglaises en Irlande.

En Belgique occupée également, l'Allemagne cherchait à affaiblir la coalition alliée en ressuscitant l'idéal national flamand. A la veille de la guerre, le mouvement avait seulement un caractère littéraire. Il avait son centre à l'université de Gand. Toutefois à Berlin, les pangermanistes étaient divisés sur l'attitude à adopter en Belgique. Valait-il mieux considérer la Flandre belge (et les Pays-Bas) comme une partie intégrante du futur Reich, ou bien laisser ces provinces à leur antique rivalité, quitte à en contrôler seulement les artères et les ports ? Devenus maîtres du pays, les Allemands encouragèrent le mouvement national flamand : ils aidèrent à la diffusion de l'enseignement de la langue flamande à l'université de Gand, déportèrent les professeurs récalcitrants. En 1916, ils mirent fin au bilinguisme dans la correspondance officielle et, en 1917, décrétèrent la séparation administrative de la Flandre et de la Wallonie ; celle-ci eut comme capitale Namur. Un *Conseil des Flandres* formé d'activistes approuvait cette politique : toutefois, venant de l'occupant, elle était impopulaire. En février 1918, des manifestations éclatèrent contre la partition : il est vrai qu'entre-temps la question belge avait changé de nature puisqu'il s'était avéré que l'Allemagne envisageait d'annexer tout une partie du pays.

#### *Turcs et Allemands en Asie centrale.*

En Asie, les Anglais avaient voulu frapper Constantinople et soulever les Arabes ; les Allemands et les Turcs entreprirent de soulever l'Inde, l'Asie centrale et tout le monde musulman. Ils avaient idée de dominer l'Iran, puis, à partir de la Perse, de passer en Afghanistan d'où pourraient attaquer à la fois au nord et au

midi. Au nord, ils aideraient à la résurrection du panturanisme, déchirant au flanc l'Empire des tsars. On ne sait le rôle exact qu'ils jouèrent lors du soulèvement des nomades du Turkestan en 1916 ; l'insurrection avait pour cause immédiate le refus des musulmans de s'enrôler dans les armées tsaristes et pour objectif la récupération des terres saisies par les autorités lors de la construction des chemins de fer ; il s'agissait également d'une guerre sainte (*gazovot*) qui avait pour but l'éclatement de l'Empire russe. Pendant ce temps, au Caucase, les Germano-Turcs soutenaient la cause des nationalistes géorgiens en exil, espérant amener la création d'une Fédération du Caucase, avec un royaume de Géorgie et un État arméno-azéri.

Au sud, Turcs et Allemands comptaient également soulever les populations au nom de l'Islam : ainsi ils mettraient fin au dominion des Anglais dans l'Inde.

« Le véritable objectif de l'Allemagne en 1916, ce fut la mer Noire et la mer Caspienne », écrit W. Churchill. Jugement excessif, mais qui donne une mesure. Certes l'idée d'atteindre les Indes était ancienne et illusoire, mais l'échec de Gallipoli lui donna un renouveau d'intérêt. En 1914 déjà, la canonnière allemande *Ecbatane*, avait essayé de se saisir d'Abadan et de ses raffineries ; d'autres tentatives avaient été faites autour de Koweït ; à défaut de l'Inde, les pétroles du golfe Persique exerçaient leur fascination sur les Allemands. « Les Anglais considéraient cette région comme leur chasse gardée, écrivait le colonel Sykes, mais sur le moindre caillou, sur le moindre paquet de boue, on était sûr de trouver un agent allemand. »

En Perse la situation était très complexe ; la dynastie était avant tout hostile aux Russes, et les Anglais, présents dans le Sud, étaient souvent appelés au secours contre l'ennemi du Nord. En 1914, ils avaient réussi de justesse à empêcher la Perse d'entrer en guerre contre les Russes et à maintenir le pays dans la neutralité. Les Allemands et les

Turcs avaient ainsi une partie à jouer. Toutefois, éblouis par leurs succès à l'ouest, les Turcs agirent sans précautions à l'est où ressuscitèrent leurs rêves pantouraniens. Ayant occupé le Kurdistan persan pour le « protéger » d'une attaque des Russes, ils commirent en territoire iranien les plus terribles atrocités. Puis Enver-Pacha occupa Hamadan d'où les Cosaques le délogèrent au début de 1917. Ainsi, sous les yeux horrifiés du gouvernement, le territoire perse devenait un champ clos où les Turcs et les Russes réglaient de vieux comptes. Les Persans avaient perdu toute envie de participer au conflit.

Au Sud, les initiatives allemandes avaient un autre style. Une mission civile dirigée par Wassmuss, qu'on a appelé le Lawrence allemand, se convertit à la vie des indigènes et souleva les tribus du sud de l'Iran contre les Britanniques ; elle contribua à la capitulation de Kut, en avril 1916. Sur la côte, les Tangistanis menacèrent également les établissements anglais du Buchir tandis que plus à l'est, agents Turcs et Allemands, partant de Meshed, allaient soulever l'Afghanistan. Les victoires d'Allenby, en Palestine et en Syrie, mirent fin à ces tentatives au moment où, en Chiraz, Wassmuss réussissait à dominer suffisamment les populations pour que le gouvernement demandât aux fusiliers anglais de quitter le pays.

#### *En Afrique et en Asie orientale.*

Style indirect également, l'action menée par l'Allemagne et la Turquie en Afrique. En Tripolitaine la révolte des Senoussis inquiéta les Anglais qui craignaient que l'insurrection ne s'étendît à l'Égypte. Les Français nourrirent également quelque inquiétude, mais l'Algérie fut peu touchée par la contagion de la guerre sainte, bien que, selon Oppenheim, les Musulmans d'Algérie et de Tunisie fussent pleins de haine pour la France. Au Maroc, les Allemands pourvoyaient en armes les princes du Siba grâce au relais de leur consulat de Barcelone. En Afrique noire, Anglais, Français et Belges submergèrent en quelques semaines les troupes allemandes du Cameroun et du Togo.

En Sud-Ouest Africain, les Allemands encouragèrent la révolte du colonel Saint-Moritz, un chef boer d'Afrique du Sud qui voyait dans la guerre anglo-allemande l'occasion attendue d'une résurrection pour sa patrie perdue. Les troupes sud-africaines des généraux Botha et Smuts en vinrent à bout ainsi que des troupes allemandes du colonel Seitz (juillet 1915).

En Afrique orientale, les Allemands et leurs troupes askari résistèrent aux Anglo-Belges jusqu'à l'armistice.

Le but du général von Lettow était d'immobiliser les forces adverses et de rendre leur présence intenable. Il y réussit car la position géographique du Tanganyika lui permettait de jouer des lignes intérieures et d'attaquer tantôt les garnisons du Kenya au nord, tantôt celles du Nyassaland au sud-ouest.

En fait, cette « guerre des tribus blanches », comme l'appelaient les indigènes, discrédita les colonisateurs et empoisonna le succès des Alliés. Les territoires sous domination britannique virent ressusciter les mouvements millénaristes, notamment en Nyassaland, où la rumeur répandit le bruit du retour de Mzilima, un messie libérateur.

Ailleurs, la guerre hâta le processus de mobilisation des esprits là où la prise de conscience anticolonialiste existait, ou bien encore elle le suscita. Ainsi, aux Indes, Nehru rapporte « qu'il y avait peu de sympathies pour les Anglais, malgré les bruyantes manifestations de loyalisme. Modérés et extrémistes se réjouissaient également des victoires allemandes. (...) Pourtant, après beaucoup de discussions, on décida de coopérer, considérant qu'il valait la peine pour des jeunes gens de chez nous de bénéficier d'un entraînement militaire. (...) Retour des fronts lointains, les soldats n'étaient plus les robots serviles du début. Mentalement, ils étaient adultes et le mécontentement foisonnait parmi eux ». On assista au même phénomène en Indochine et dans

le Maroc. Un tract senoussi, répandu en 1916, soulignait les humiliations dont souffraient les Musulmans d'Algérie et de Tunisie.

Ainsi, dans le terme d'une histoire longue, la guerre affaiblissait la position des grandes puissances coloniales. En Extrême-Orient, elle donnait aux Japonais l'occasion d'observer que pour la première fois une grande puissance européenne, l'Allemagne, était chassée d'Asie \*. Le mythe de la primauté de l'Europe, de son unité, appartenait décidément au passé.

#### DEUXIÈME MÉTHODE : L'ÉTOUFFEMENT

Dès 1914, les Alliés voulurent ruiner le commerce maritime des Puissances centrales. Ils espéraient détruire les fondements de leur économie. Lorsqu'il apparut que la guerre ne serait pas gagnée en une seule bataille, ils systématisèrent la lutte sur le plan économique afin de tarir les sources d'approvisionnement des Puissances centrales. L'absence de matières premières et de produits finis destinés aux fabrications de guerre les amènerait à capituler à moins que ce ne soit « une crise économique suscitée par la pénurie ». Le précédent des guerres napoléoniennes était assez proche pour que renaisse l'idée d'un blocus économique de l'Allemagne et de ses alliés.

Pas plus que ses adversaires, l'Allemagne n'avait envisagé l'hypothèse d'une guerre longue et moins encore celle d'une guerre économique : il est vrai qu'elle ne pensait pas avoir contre elle l'Angleterre. Surprise par les mesures qui visaient à son étouffement, elle ne s'en inquiéta guère les premiers temps, car le commerce avec les neutres suffisait à assurer ses échanges avec l'outre-mer. Toutefois, lorsque les Alliés se prirent à

\* Voir p. 206 et suiv.

vouloir contrôler le commerce des neutres, il apparut que l'arme économique pouvait être fatale. L'Allemagne et l'Autriche réagirent ; à l'origine, elles utilisèrent la guerre sous-marine comme une arme préventive et une menace : sans résultat ; ensuite l'Allemagne essaya de briser l'étau de fer de la Home Fleet ; la flotte allemande rompit hardiment ses lances avec les Anglais, leur coula plus de navires qu'elle n'en perdit elle-même, mais l'étau restait fermé et désormais la Kriegsmarine ne fut plus à même de sortir de la mer Baltique. La victoire du Jutland était une victoire pour rien.

Tout changea en 1917. Sous la pression des militaires, le Kaiser se décida à pratiquer la guerre sous-marine à outrance : les calculs de ses marins attestaient qu'elle permettrait de retourner l'arme économique contre ceux qui l'avaient utilisé les premiers et qu'avant une année, elle acculerait l'Angleterre à capituler. En fait, au lieu de lui faire baisser pavillon et de terroriser les neutres, la guerre sous-marine suscita l'intervention américaine qui, à terme, allait amener la défaite des Puissances centrales. Mais il s'en fallut de peu que l'Allemagne ne remportât un succès éclatant.

\*

#### *Le blocus.*

Le commerce maritime jouait un rôle capital dans l'économie allemande ; il lui fournissait le coton, le manganèse, l'étain, les métaux rares, les matières grasses végétales et dix autres produits nécessaires à une industrie moderne et hautement concurrentielle. Les trois cinquièmes de ce commerce se faisaient sous pavillon allemand. En 1914, il avait un tonnage de 5 200 000 tonnes auxquels s'ajoutait un million de tonneaux appartenant à la double monarchie. A la

déclaration de guerre, 734 navires se réfugièrent dans les eaux neutres et il ne resta plus à l'Allemagne que 600 navires environ, représentant 2 875 000 tonnes sur lesquels 600 000 environ furent capturées et plusieurs milliers d'autres coulées à la fin de l'été. Au bout de quelques semaines, le commerce international des Puissances centrales avait disparu des océans.

Pour se ravitailler, l'Allemagne fit aussitôt appel au commerce des neutres. Ils étaient autorisés par le droit des gens à commercer avec les belligérants à condition de ne pas résister à la visite d'un des belligérants, de ne pas violer un blocus, et de ne pas transporter d'objets de contrebande. Seule cette dernière réserve pouvait être un obstacle au maintien de relations économiques entre les neutres et les Puissances centrales puisque si la supériorité navale des Anglais était absolue, la proclamation de l'état de blocus n'était pas possible tant que les Allemands pourraient commercer librement en mer Baltique ou avec leurs voisins restés neutres sur le continent (Hollande, Danemark et Suisse).

Pour mettre fin au commerce de l'Allemagne avec l'outre-mer, les Alliés se trouvèrent amenés à utiliser la notion de contrebande, telle que l'avaient définie les conférences de La Haye et de Londres quelques années avant la guerre. Tenu compte de la nature de la marchandise, on distinguait alors la contrebande absolue qui comprenait une dizaine d'articles (armes, munitions, etc.) et la contrebande conditionnelle (vivres, vêtements, etc.). A la demande des Anglais, qui, à cette date, défendaient les droits des neutres, on ajouta une troisième liste : celle des articles qui ne pourraient jamais être déclarés contrebande de guerre : elle comprenait le caoutchouc, le coton, les engrais, les minerais, le papier, etc. La déclaration de Londres (1909) spécifiait que les articles de contrebande absolue étaient saisissables s'il était établi qu'ils étaient destinés au territoire de l'ennemi ; les articles de contrebande

conditionnelle ne l'étaient que si le navire faisait route vers le territoire de l'ennemi : cela signifiait qu'en 1914, des vivres destinés à l'Allemagne et déchargés à Rotterdam n'auraient pu être saisis. Handicapés par leur situation insulaire, et la structure de leurs échanges et leur dépendance de l'étranger pour leur ravitaillement, les Anglais refusèrent de sous-signer cette convention. Ils ne pouvaient admettre qu'un navire argentin leur apportant des vivres pût être saisi ou coulé corps et biens. Aussi, lorsque la guerre éclata, la Grande-Bretagne fut le seul grand pays à ne pas avoir souscrit à la convention de Londres.

Dès le 6 août 1914, les Américains demandèrent aux belligérants de fixer leur attitude concernant le commerce neutre. Anglais et Français répondirent par l'*Ordre en Conseil* du 20 août et le *décret* du 25 août qu'ils appliqueraient la Convention de Londres mais en saisissant *tous* les articles de contrebande traditionnels quel que soit leur port de destination, s'il ne pouvait pas être démontré qu'ils n'étaient pas destinés à l'ennemi. Les Américains protestèrent aussitôt et d'autant plus vivement que les Alliés allongeaient la liste des objets de contrebande, y faisant figurer des articles qu'à Londres les Anglais, eux, avaient déclaré ne jamais devoir être considérés de contrebande. En outre, le déroutement systématique de navires constituait une présomption générale de fraude contraire aux traditions du droit international. Ainsi entre janvier et juillet 1915, sur 2 466 navires arrivés dans les ports neutres de la mer du Nord, 2 132 avaient été contrôlés par le War Trade Department.

En dépit de cette activité, le blocus affectait peu la vie économique des Puissances centrales. Les exportations de l'Allemagne gardaient une relative stabilité grâce aux livraisons faites outre-mer par l'intermédiaire de la Scandinavie. En ce qui concernait les importations, leur diminution était loin d'atteindre la proportion

escomptée par les Alliés ; ainsi, pour les mois de décembre 1914 et janvier 1915 les livraisons des États-Unis vers l'Allemagne passaient, certes, de 68 à 10 millions de dollars mais les livraisons aux neutres voisins de l'Allemagne s'accroissaient largement, progressant de 25 à 65 millions de dollars.

En février 1915, le gouvernement allemand adressait aux neutres un inventaire des violations aux usages internationaux commis par les Alliés. La liste de ces violations s'accroissait chaque jour de nouveaux produits que l'Angleterre déclarait faire passer d'une liste à l'autre. Elle assimilait le Droit à son bon droit, n'hésitant pas à déclarer zone de guerre toute la mer du Nord, ce qui revenait à établir le blocus le long des côtes des pays neutres.

#### *Les débuts de la guerre sous-marine.*

En réponse à ces violations, l'Allemagne lançait sa première déclaration de guerre sous-marine à tout navire de commerce ennemi rencontré dans les eaux britanniques ; il serait détruit sans égard pour l'équipage, pour les marchandises ou pour les passagers, même en provenance d'un pays neutre. La menace souleva une réprobation unanime, les neutres devenaient les victimes d'une violation particulièrement cruelle du droit des gens. En 1915, le torpillage du *Lusitania*, sur lequel se trouvaient de nombreux citoyens américains, retourna complètement l'opinion des neutres. Les Anglais en profitèrent pour élargir encore la liste des produits de contrebande, y incluant peu à peu tous les objets à destination des Puissances centrales quelle que soit leur voie d'acheminement. Les Américains protestèrent à nouveau avec vigueur.

Comme le commerce entre neutres s'était développé dans des proportions considérables, que grâce à la

réexportation, les Allemands pouvaient se ravitailler, les Anglais voulurent mettre un frein à ce trafic. Ils contrôlèrent leurs propres exportations de charbon et de mazout à destination des neutres et, surtout, instaurèrent le système du contingentement. Depuis 1914, les neutres et les Allemands rivalisaient d'ingéniosité pour échapper au contrôle des Anglais. Ainsi, les Suédois transformaient des lingots de cuivre en milliers de statuettes, représentant Hindenburg. Passées sous la rubrique « objets d'art », celles-ci n'entraient pas dans les catégories prévues par les listes de contrebande. Autre sujet de colère, l'affaire du *Kim* qui apporta au Danemark douze fois plus de saindoux que ce pays n'en importait avant la guerre : il était évidemment destiné aux Allemands qui le transformaient en glycérine. Le système de contingentement permit aux Alliés de ne laisser entrer chez les neutres que la quantité de produits qui leur était effectivement nécessaire, les Anglais le calculaient en se fondant sur les années moyennes de l'avant-guerre.

Vers le milieu de 1916, toutes ces mesures finirent par donner des résultats. En Allemagne, faute d'engrais, la récolte en céréales avait baissé de plus d'un tiers, la consommation en viande de deux tiers et les importations en cuivre des cinq sixièmes. La baisse progressive des approvisionnements en coton (qu'accéléra ensuite l'entrée en guerre des U. S. A.) amena une chute dans la fabrication du textile ; l'invention d'ersatz, tel le tissu de cellulose, ne parvint pas à l'enrayer. En 1918, la crise de l'habillement était considérée plus grave encore que celle de l'alimentation. Elle était plus grave également que celle des explosifs car les importations de fourrages, de bestiaux et de graisses en provenance de Suisse, de Hollande, etc., étaient difficilement contrôlables et l'industrie allemande accomplissait des prodiges pour les transformer en glycérine. Ces progrès techniques de l'industrie allemande rappelaient ceux réalisés dans la

France napoléonienne du temps du blocus. Ils permettaient de constater que l'Allemagne pourrait se passer de commerce avec le monde occidental et qu'en fin de compte, les pays de l'Est étaient plus indispensables à son équilibre économique, parce que leur production était complémentaire de celle de l'Allemagne. Les partisans du *Drang nach Osten* s'en trouvèrent renforcés et cette expérience ne fut pas oubliée après la guerre.

En fin de compte l'encerclement économique de l'Allemagne et de ses alliés avait gêné le fonctionnement de leur machine de guerre, mais il n'avait eu aucun effet décisif. Empiriquement utilisée par les Alliés au début de la guerre, l'arme économique n'avait été employée de façon systématique qu'à partir de 1916 ; elle n'était pas encore au point en 1918 puisqu'à cette date l'Angleterre signait un accord économique avec la Suède pour que celle-ci limitât ses exportations de fer en Allemagne. Aussi, il est excessif de croire que la guerre sous-marine fut une réponse au blocus maritime. Lorsque l'Allemagne décida de proclamer la guerre sous-marine à outrance, elle pensa pouvoir « mettre ainsi l'Angleterre à genoux ». Elle présenta cette « arme absolue » comme une réponse au blocus pour légitimer son emploi.

#### *La guerre sous-marine « à outrance ».*

Jusqu'à cette date, les sous-marins lançaient un avertissement aux navires ; cela permettait d'épargner des vies humaines en donnant la possibilité à l'équipage d'utiliser leurs canots de sauvetage. Mais, en signalant ainsi sa position, le sous-marin se rendait vulnérable car les Alliés avaient commencé à armer de canons quelques-uns de leurs navires de commerce. En outre, le capitaine pouvait alerter des patrouilleurs ou des-

trouers du voisinage. Que les Alliés assurent systématiquement le convoiement des navires de commerce, et les torpilleurs couleraient incontinent les sous-marins qui avaient lancé un avertissement. Dans ces conditions, la guerre sous-marine n'avait aucun avenir et Tirpitz démissionna de son commandement suprême en signe de protestation, au milieu de 1916. Il fut décidé qu'il en irait autrement. Le successeur de Tirpitz, l'amiral von Capelle, assurait que, menée à outrance, la guerre sous-marine pouvait permettre de couler 600 000 tonnes de navires par mois. En moins d'un an il aurait ainsi anéanti une bonne partie de la flotte commerciale anglaise, asphyxié l'économie du Royaume-Uni, et il assurait que l'Angleterre capitulerait avant six mois. Bethmann-Hollweg s'opposa au torpillage des navires neutres : il craignait que, menacés dans leurs intérêts, les États-Unis entrent en guerre aux côtés des Alliés. Mais von Capelle et Ludendorff convinquirent le Kaiser que ce n'était pas certain, l'Amérique pouvant être impressionnée par la puissance de l'Allemagne. Quand bien même en serait-il autrement, on coulerait les navires américains avant même qu'ils aient atteint l'Europe. Aussi l'intervention américaine était un mythe, non un risque. Le 9 janvier, le Kaiser se rendait à ces raisons ; le 31 janvier l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie proclamaient la guerre sous-marine à outrance. Le dispositif allemand était prêt et les sous-marins passèrent immédiatement à l'attaque. Dès le mois de février, ils coulaient 540 000 tonnes de navires, 10 % de moins que le chiffre fatal annoncé par l'état-major de la marine. En mars 578 000 tonnes furent envoyées au fond des mers, et, dès avril, 847 000 tonnes. L'amirauté allemande pouvait chanter victoire. A ce rythme, la Grande-Bretagne baisserait pavillon avant six mois, moins peut-être.

A Londres, la panique des milieux dirigeants et de certains amiraux comme Jellicoe fut telle que certains

leaders politiques comme Lord Landsdowne envisagèrent la conclusion de la paix. Lloyd Georges et Churchill stigmatisèrent ce défaitisme, persuadés qu'il serait possible de trouver une parade à l'attaque allemande. En attendant, le péril leur semblait assez grave, néanmoins, puisqu'il fut envisagé d'abandonner le front de Méditerranée afin de récupérer du tonnage. Mais se retirer de Salonique et interrompre la marche sur Bagdad, constituerait un tel aveu qu'on abandonna le projet. Les amiraux étaient désorientés ; ils refusaient de convoier des navires de commerce, une tâche « indigne » pour un croiseur de Sa Majesté. De plus la chasse au sous-marin s'avéra décevante : sur 142 engagements entre destroyers et sous-marins, 6 d'entre eux eurent un résultat. Il fallait protéger les itinéraires établis pour les convois ; les usines britanniques firent un effort prodigieux pour accroître la production de mines : plus de 100 000 furent larguées en moins de six mois. Plus de 8 000 navires de guerre servirent désormais d'escorteurs, soit 100 navires de guerre pour un sous marin allemand.

La nécessité d'organiser des convois s'était imposée peu à peu : l'amirauté ne les avait expérimentés qu'à titre d'essai, sans conviction. N'était-ce pas une idée de civils ?

Les résultats se firent sentir rapidement : le nombre des navires coulés dans les eaux territoriales britanniques fut en régression constante :

Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
212	297	335	230	230	201	148	141	118	103	107

Plus tard, les Alliés découvrirent d'autres parades à la guerre sous-marine.

Le nombre de sous-marins en action n'avait jamais dépassé 101. Bien que l'Allemagne renouvelât et accrût le nombre des sous-marins en action, l'amirauté alle-

mande n'avait pas compté dans ses calculs l'apport en tonnage que pourrait constituer pour les Alliés, l'appui des États secondaires. S'ils déclaraient la guerre à l'Allemagne, il s'y ajouterait des navires qui s'étaient réfugiés dans les ports neutres en 1914. La Grande-Bretagne fit pression sur le Siam, le Brésil, le Nicaragua, le Pérou, etc., qui intervinrent dans ces conditions, permettant aux Alliés de franchir le cap difficile de l'été 1917.

Surtout, l'amirauté allemande n'avait pas établi avec suffisamment de soin son plan de réparation pour les sous-marins avariés. Ils devaient attendre leur « tour » dans les arsenaux équipés pour réparer les sous-marins. Ceux-ci n'étaient pas nombreux. Les Anglais exploitèrent ce goulot d'étranglement, en embouteillant les ports d'Ostende et Zeebrugge, et en guettant les sous-marins à leur sortie.

Ainsi, après avoir été à deux doigts du succès, pendant le printemps de 1917, l'Allemagne échouait une fois de plus par une sorte d'impuissance fatale qui la frappait chaque fois que la victoire apparaissait à portée de sa main.

À ces déceptions s'ajoutait une crainte. Les Allemands avaient cru pouvoir mettre l'Angleterre hors de combat, éviter ou rendre inutile l'intervention américaine. Or l'Angleterre avait retrouvé l'hégémonie dans l'Atlantique et les États-Unis entraient en guerre. Apportant une contribution décisive aux forces des Alliés, celle-ci allait jouer un rôle déterminant dans la défaite des Puissances centrales.

*Troisième méthode : la démoralisation de l'adversaire.*

Dernière arme du style indirect, la propagande. Pour démoraliser l'ennemi, les belligérants utilisèrent tous les moyens d'action à leur portée, y compris la diffusion

des idées proprement internationalistes ou pacifistes, bien que leurs promoteurs fussent hostiles à la politique de tous les belligérants (voir le chapitre XVI).

Dès le début des hostilités les Allemands bénéficièrent d'un avantage sur leurs adversaires dont ils occupaient de larges portions de territoires : ils y éditèrent des journaux à grand tirage, tels *La Gazette des Ardennes*, les *Antwerpsche Tydingen*, la *Gazet van Brussel*, *Glos Stolicy*, de Varsovie, etc., ainsi ils pouvaient faire connaître le point de vue des Puissances centrales à de larges secteurs de l'opinion, ensuite, vu la mobilité des fronts, certaines de ces idées atteignaient les populations de l'arrière. A Paris les milieux officieux connaissaient parfaitement les thèmes développés dans *La Gazette des Ardennes* : ils alimentaient les querelles politiques et contribuaient à affaiblir l'Union Sacrée ou la solidarité entre Alliés. *La Gazette* ne manquait pas de rappeler les sympathies du social-patriote Marcel Sembat pour l'Allemagne, qu'il jugeait, avant la guerre, « le pays le plus démocratique d'Europe », elle attisait la méfiance ancienne des Français pour l'allié britannique en insistant sur les pertes immenses subies par les Français alors que les Anglais laissaient les Français se faire tuer pour eux, etc.

Les Français diffusaient également des journaux en Alsace ou au-delà des lignes allemandes, comme *Die Feldpost* qui montrait les responsabilités de l'Allemagne dans la guerre actuelle, les horreurs commises par le Kaiser en Belgique, celles de la guerre sous-marine, etc. A Venise, les services de Seton Watson diffusaient en Autriche même des informations qui avaient pour but de montrer que l'objectif du Kaiser était, en fin de compte, de ressusciter une Grande Allemagne à son profit.

Les maîtres incontestés de l'intoxication furent les Américains. Grâce à leur avance dans le domaine des sciences sociales, ils utilisèrent des techniques plus élaborées que les Français ou les Allemands. Ainsi, pour

introduire l'idée d'une révolution, leurs services fabriquaient cette « dépêche en provenance de Stockholm » :

« Le ministre d'Allemagne à Stockholm a demandé au ministre des Affaires étrangères de Suède de saisir le numéro du 14 juillet 1917 du *New York Herald Magazine of the War* parce qu'il publie en première page une photographie du Kaiser avec cette légende : " Que ferons-nous du Kaiser après la guerre ? " On déclare que le ministre de la Justice suédois aurait ordonné la saisie du journal. »

Ce tract, lancé par l'aviation américaine en août 1918, illustre assez bien leur art de la propagande :

« Serez-vous encore une fois aussi fort que vous l'étiez en juillet 1918 ?

« Vos ennemis deviennent-ils plus forts ou plus faibles chaque jour ?

« Est-ce que les pertes terribles que vous avez subies en 1918 vous ont apporté la paix victorieuse promise par vos chefs ?

« Avez-vous encore espoir en la victoire finale ?

« Êtes-vous prêt à sacrifier votre vie pour une cause sans espoir ? »

Ce texte était accompagné d'une carte postale, reproduction exacte des cartes postales militaires en usage dans l'armée allemande. Il y était écrit :

« Écrivez l'adresse de votre famille et, si vous êtes fait prisonnier par les Américains, donnez-la au premier officier qui vous interrogera. Il la fera parvenir à votre famille pour qu'elle soit rassurée sur votre sort. »

*Au recto :*

« Ne soyez pas inquiet à mon sujet. Pour moi, la guerre est finie. L'armée américaine donne aux prisonniers la même nourriture qu'à ses propres soldats : viande, pain blanc, pommes de terre, haricots, prunes, café, beurre, tabac, etc. »

## XII

*Guerre mondiale, guerre totale*

Étendu à la planète, devenu mondial, le conflit né en 1914 avait obligé les belligérants à faire appel à toutes les activités de la nation. Certes, la mobilisation économique et la mobilisation des esprits ne constituaient pas un phénomène nouveau : la révolution française les avaient connues et Thomas Mann établissait un parallèle entre la situation de l'Allemagne, nation la plus avancée du nouveau siècle, encerclée d'ennemis rétrogrades, et la France de Robespierre. Ce témoignage vaut également par le rapprochement qu'il suggère entre des crises, en apparence sans rapports entre elles mais qui eurent toutes deux pour effet le renforcement de l'État et du totalitarisme.

*L'intervention américaine.*

L'intervention américaine fut un véritable coup de théâtre.

À la fin de 1916, nul n'imaginait que Wilson le pacifiste entraînerait son pays dans la guerre. Depuis 1914, il avait multiplié les efforts pour mettre fin au conflit et jouait le professeur de morale. Ainsi il avait successivement condamné toutes les violations commises par les belligérants, stigmatisant les Allemands quand ils

avaient envahi la Belgique, les Anglais quand ils avaient instauré le blocus et violé les droits des neutres, à nouveau les Puissances centrales au temps de la guerre sous-marine. « La torpille qui coula le *Lusitania* a aussi coulé l'Allemagne dans l'opinion mondiale. » Les sympathies de Wilson allaient tantôt vers un camp tantôt vers l'autre ; elles étaient commandées par la conception qu'il avait du droit des gens.

Il semblait que l'intérêt du pays dût le renforcer dans ses convictions pacifistes : Wilson avait peur que le *melting-pot* américain n'explose si les nationalismes traditionnels resurgissaient à l'occasion d'une guerre, anéantissant la cohésion des États-Unis. Les Américains d'origine allemande ou irlandaise hostiles à l'Angleterre étaient très nombreux. Leur anglophobie se manifesta avec violence lorsque les troupes britanniques réprimèrent l'insurrection de Dublin, à Pâques 1916. Ainsi, une alliance des U. S. A. avec la Grande-Bretagne pouvait compromettre l'unité de la nation. En outre, bien des intérêts étaient lésés par la politique de blocus instaurée au début de la guerre ; celui-ci restreignait les profits que les exportateurs pouvaient escompter de l'extension des échanges avec les Puissances centrales, complémentaires des ventes conclues avec les Alliés.

Une alliance avec les Puissances centrales paraissait plus invraisemblable encore en dépit de tous les griefs nourris contre l'Angleterre, étant donné la puissance des liens économiques ou sentimentaux qui liaient la plus grande partie de la population aux Alliés. Ainsi, l'intervention semblait une inconséquence, même si, avec la proclamation de la guerre sous-marine, les intérêts et la vie des citoyens américains se trouvèrent directement menacés. D'ailleurs, aux élections de novembre 1916, démocrates et républicains avaient fait de la surenchère sur ces thèmes, plaçant la campagne électorale sous le signe de la défense de la paix. Les démocrates l'avaient emporté en lançant les premiers le

slogan : « Si vous voulez la guerre, votez Hughes ; si vous voulez la paix, votez Wilson » ; ils avaient renouvelé leur victoire en gagnant la bataille proprement électorale. Ainsi, au début de 1917, rien ne laissait présager l'entrée en guerre de l'Amérique aux côtés des Alliés ; il semblait plutôt que le boycott par la Grande-Bretagne de certaines firmes américaines qui, via les Neutres, commerçaient avec les Allemands, indisposât une bonne partie de l'opinion.

En réalité, à la différence de Bryan, Wilson et son conseiller, le colonel House, n'étaient pas exactement des pacifistes : ils nourrissaient l'ambition d'être les artisans d'une paix équitable, dont ils dicteraient les termes aux deux groupes de belligérants. En 1915 et 1916, ils multiplièrent les offres concrètes pour « une paix sans vainqueurs ni vaincus ». Ils essayèrent même d'imposer leur médiation aux belligérants, menaçant d'intervenir contre ceux qui rejetteraient leurs plans. Toutes ces tentatives furent repoussées par les Alliés et par les Puissances centrales, car les uns et les autres avaient des ambitions annexionnistes qu'ils ne voulaient pas révéler. Les propositions « généreuses » de Wilson les eussent mis au pied du mur, les obligeant à révéler l'écart qu'il pouvait y avoir entre les déclarations des gouvernements, leurs actes et leurs intentions. Le président des États-Unis en était personnellement ulcéré et le désir d'imposer sa conception de la paix l'emporta sur ses sentiments proprement pacifistes. Jugea-t-il que ses idées triompheraient plus aisément si l'Amérique participait à la guerre ?

Quoi qu'il en soit, la maladresse et les faux calculs des militaires allemands renversèrent la tendance. Ils espéraient impressionner l'Amérique en coulant systématiquement les navires qui s'approcheraient des côtes britanniques. En proclamant la guerre sous-marine à outrance, ils croyaient abattre l'Angleterre avant que les U. S. A. fussent prêts à intervenir au cas où les

Américains réagiraient devant la nouvelle politique allemande. En fait, l'intérêt des industriels et des fermiers américains était de continuer à livrer du matériel et des produits agricoles aux Alliés, de loin leur plus gros client. Samuel Gompers leur apporta l'appui des syndicats. Les Anglais avaient offert d'acheter également la part des exportations destinée aux Puissances centrales et que le blocus arrêtaient en cours de route : ainsi les Américains n'auraient pas de manque à gagner. Dans ces conditions, la guerre sous-marine à outrance lésait gravement les intérêts américains, puisque les échanges avec les Alliés avaient quadruplé depuis le début de la guerre. La presse prit position en faveur des Alliés, accordant une publicité de plus en plus large aux crimes commis par les Allemands. Très inconsidérément, ceux-ci multipliaient les victimes de nationalité américaine, ce qui suscita une profonde indignation. Bryan, des pacifistes, essayèrent de résister au courant lorsque le torpillage du *Laconia* et de l'*Algonquin*, le rejet par les Allemands de la dernière note Wilson pour une paix sans conquêtes, et l'affaire du télégramme Zimmermann, qui agit comme une mèche sur un baril de poudre, firent basculer les dirigeants américains et l'opinion dans le camp de la guerre.

Le secrétaire d'État allemand promettait au Mexique les trois provinces perdues en 1848 s'il intervenait militairement contre les U. S. A. ; il laissait entendre que le Japon pourrait procéder à un retournement d'alliances. Capté par les services anglais, le télégramme avait été transmis au Mexique à travers le territoire américain.

Au même moment, la chute du tsarisme leur donnait bonne conscience : s'ils participaient à la guerre, Wilson et ses amis ne seraient plus les alliés d'une autocratie mais les membres de la fraternité des peuples libres.

Sous le coup de ces émotions, Wilson proposa au

Congrès l'entrée en guerre des États-Unis. Le 4 avril, la décision était prise à une énorme majorité.

### *L'impréparation des U. S. A.*

L'Amérique n'était pas préparée au conflit. Il lui fallut plusieurs mois pour équiper et préparer les troupes destinées à combattre. Celles-ci auraient-elles seulement la possibilité de traverser l'Atlantique ? Cette question angoissante se posa, pendant l'été 1917 : l'apogée de la guerre sous-marine, le fléchissement du moral de l'armée française, l'hécatombe de soldats anglais dans les Flandres, l'échec de l'offensive Kerenski, autant d'événements qui firent craindre un instant aux Alliés que les Allemands n'emportent la décision avant que les Américains aient pu intervenir. Au moins l'arrivée d'un contingent symbolique dès juillet 1917 eut pour effet de remonter le moral des Alliés. Quand il défila, le 4 juillet, cela déclencha un enthousiasme comme on n'en avait jamais vu dans l'histoire de Paris. C'est au cours de cette manifestation que le colonel Stanton aurait prononcé ces paroles historiques : « La Fayette, nous voici. »

On savait que les Américains n'étaient pas prêts ; on n'imaginait pas qu'ils fussent aussi mal équipés. Comme aide immédiate, les Alliés leur demandaient des avions, si possible 16 000 pour le premier trimestre 1918. Or, il n'y avait aux États-Unis que 55 avions en état de voler, et presque tous démodés. Il en allait de même de l'artillerie. Quant aux forces armées, elle comprenaient 200 000 hommes, dont 67 000 membres de la Garde nationale.

La mobilisation intérieure se fit de façon très spectaculaire. « Wilson, président de l'Amérique en guerre, voulut faire oublier Wilson, l'apôtre de la paix. » Il promulgua l'*Espionage act* (15 juin), fit arrêter 1 500 personnes, dont les chefs des courants pacifistes, comme Victor Berger et F. V. Debs, tandis que Bryan lui-même

était mis à l'écart. Il avait confié à G. Creel, le soin d'organiser la propagande de guerre. On fit appel aux chanteurs, aux musiciens, aux artistes, comme Charlie Chaplin, Irwing Berlin. Ainsi surchauffé, le public boycotta les entreprises tenues par des citoyens d'origine allemande ou autrichienne et l'on revit des scènes de xénophobie qui rappelaient celles de l'été 1914. L'enthousiasme collectif suivit, et les Yankees partirent à la guerre « la fleur au fusil », comme les Français ou les Allemands. Pourtant, grâce à la chaîne cinématographique Hearst, ils connaissaient parfaitement la guerre et ses horreurs, mais ils voulaient les ignorer et la propagande les leur fit oublier en un tournemain. Dix millions d'Américains pacifistes et pacifiques devinrent ainsi dix millions de Sammies belliqueux et chauvins. Cet exemple significatif des vertus d'une campagne de presse est aussi un révélateur de la complexité des niveaux d'une conscience collective. Citoyen d'un continent « libre », l'Américain avait jugé bien démodée « la guerre civile européenne ». Désormais, il y participait à double titre : comme citoyen, il partait à la guerre pour faire triompher le Droit et la Justice ; comme individu, il se dépouillait de son statut ancien d'immigré juif ou irlandais, accomplissant pour la première fois son devoir civique et s'intégrant ainsi à la patrie que ses parents avaient choisie. Cette seule idée suffisait à stimuler son enthousiasme.

Grâce aux efforts de Creel, Baruch, Baker, l'Amérique fit un effort économique extraordinaire. En quelques mois, elle réussit à équiper 4 millions d'hommes dont 1 850 000 partirent en Europe. En novembre 1918, elle disposait de 3 200 avions de combat tandis que sa flotte marchande assurait la relève des navires anglais dans l'Atlantique. Ainsi, l'Amérique révélait les moyens gigantesques dont son économie disposait et la souplesse de ses structures. Il est vrai que ses possibilités avaient été multipliées par l'injection des réserves monétaires que

l'Europe avait placées outre-Atlantique et encouragées, également, par l'ampleur des profits réalisés depuis trois ans ; ceux-ci n'étaient plus à la dimension de l'ancien monde.

A court terme, l'intervention américaine était largement profitable aux Alliés : l'appui de leur puissance économique, le renfort des Sammies qui assureraient rapidement une relève des troupes de réserve, le renforcement du blocus et de la lutte anti-sous-marine, l'apport de la flotte des anciens neutres latino-américains et des navires allemands réfugiés dans leurs ports, autant d'avantages concrets et immédiats qui s'ajoutèrent à l'effet psychologique et moral. Au reste, celui-ci fut plus frappant à Berlin qu'à Paris ou à Londres où l'opinion publique sous-estima longtemps le poids, le caractère de l'aide américaine sous prétexte que les Yankees n'étaient pas de « vrais soldats ». « Si l'entrée en guerre des U. S. A. fut un gage de succès sur le plan militaire, économique et financier, observe Pierre Renouvin, elle restreignit du point de vue diplomatique leur liberté d'action. » En effet, le gouvernement de Washington joua le rôle plus d'un associé que d'un allié et son attitude passée montrait que sur la question des origines de la guerre, sur ses buts, il avait des vues différentes de celles de l'Entente. W. Wilson avait conscience de ces divergences mais il jugeait prématurée toute tentative d'imposer ses vues à ses partenaires : « Il en sera temps lorsque la guerre sera terminée. »

### *L'intervention américaine et la guerre en Asie.*

L'entrée en guerre des États-Unis modifia les données de la guerre en Asie autant qu'en Europe. Dès 1914, le Japon était entré dans le conflit aux côtés de la Grande-Bretagne bien que le traité conclu entre les deux puissances ne l'y obligeât point. A l'origine, son objectif était

double : prendre la place des Allemands en Extrême-Orient, profiter du « vide » laissé par les Européens pour renforcer ses positions en Chine. Il réalisa ces objectifs en triomphant militairement des garnisons allemandes du Chan-toung et en imposant à la Chine les « 21 demandes » qui préparaient le protectorat du Japon sur le pays. Pour prévenir les effets de cette capitulation, le gouvernement chinois de Yuan Tche Kai avait voulu, ensuite, déclarer la guerre à l'Allemagne ; ainsi, il aurait participé à la conférence de la paix et, sous la protection des puissances, il aurait pu sauvegarder son intégrité territoriale. Mais le Japon s'y opposa et l'Entente dut s'incliner, tant l'aide de la flotte japonaise lui était indispensable pour transporter en Europe Anzacs et travailleurs annamites ou chinois. Certes, Britanniques et Français présentaient combien il était imprudent d'affaiblir ainsi la défense de territoires sur lesquels le Japon lorgnait depuis longtemps ; mais, à la fin, de 1916, les dangers de la guerre sous-marine passaient avant tous les autres : nécessité faisait loi.

L'intervention américaine retourna la position. Le gouvernement de Washington n'entendit pas laisser la main libre aux Japonais et seule la participation de la Chine à la guerre était susceptible de freiner ses ambitions. Toutefois, depuis la mort de Yuan Tche-kai et l'échec de la tentative de restauration, l'opinion des milieux dirigeants était divisée et le pays s'engageait à nouveau sur la voie des luttes civiles (1916). Sun Yat-Sen et les amis de la Jeune Chine étaient hostiles à l'entrée en guerre car elle eût consolidé la position du clan des militaires. Ceux-ci en étaient convaincus ; ils formèrent une junte qui prit le pouvoir en juin 1917. Deux mois plus tard, le gouvernement chinois déclarait la guerre à l'Allemagne. Aussitôt, Sun Yat-sen formait un gouvernement rival à Canton.

Les Japonais réagirent avec vivacité à cette « ingérence » des Occidentaux dans les affaires chinoises :

n'étaient-elles pas de leur ressort exclusif aux termes des « 21 demandes » ? Les Américains craignirent alors que les Japonais ne retournent les alliances, qu'ils s'associent avec l'Allemagne et le Mexique. Lors des négociations Lansing-Ishii, ils durent battre en retraite et reconnaître aux Japonais des intérêts « spéciaux » en Chine. Le gouvernement de Tokyo apporta aussitôt son aide aux militaires chinois dont la manœuvre « patriotique » apparut à ciel ouvert. Le repli tactique de la diplomatie américaine allait renforcer la position de Sun Yat-sen. Se jugeant trahis par leurs alliés, les Chinois se détournèrent de l'Amérique et de l'Europe ; deux ans plus tard, lors des négociations pour la paix, ils exprimèrent leur ressentiment avec violence.

#### *Vers la guerre totale.*

En 1917, il n'était plus de nation qui ne fût directement ou non concernée par la guerre. A celles qui intervenaient en dernier lieu, leurs associés demandaient autant leur aide économique que l'appui de leurs armes, une nouveauté par rapport aux premières années de la guerre. En 1914, l'alliance de la Roumanie était mesurée par les Allemands en divisions d'infanterie. En 1916, elle était évaluée en millions de quintaux de blé.

Certes le problème des effectifs se posait plus que jamais chez les belligérants victimes des saignées de 1915 et 1916 ; mais l'exemple de la Russie prouvait de façon éclatante que la puissance du nombre était illusoire tant qu'elle n'était pas en rapport avec le potentiel de l'économie et aussi avec sa capacité à se convertir en industries utiles à la défense. Il s'agissait là d'une découverte, car, à la veille de la guerre, deux secteurs seulement de l'économie étaient vraiment associés aux perspectives d'un conflit armé : la fabrication du matériel militaire et l'utilisation des chemins de fer. En outre, le concept de guerre

était lié à la notion de campagne militaire : les soldats partent, se battent, reviennent. Aussi, les dirigeants et les États-majors avaient-ils jugé des chances de la victoire en fonction de l'état des stocks. On a dit que l'hypothèse d'une guerre continue et durable n'était imaginée par personne, parce qu'on s'imaginait que la société et l'économie ne pourraient fonctionner longtemps en l'absence des mobilisés. Ainsi, lorsqu'en 1914, les magnats de l'industrie lourde proposèrent au Kaiser un programme de munitions portant sur plusieurs années, le ministre de la Guerre et l'état-major le rejetèrent, comme s'ils voyaient dans cette proposition une tentative des cartels de profiter des circonstances pour accroître abusivement leurs profits.

#### *Mobilisation et rationalisation.*

Dans ces conditions, l'idée d'une mobilisation de l'économie naquit assez tard, bien après qu'apparut la nécessité d'intensifier la production des armements, qui, elle-même, ne s'imposa qu'à la fin de 1914. En 1915 encore, les militaires des deux camps avaient la conviction de l'emporter cette année même ; en 1916, ils commençaient à associer le succès des opérations militaires à la production des usines d'armement et en 1917 le lien entre la réalisation d'un programme d'armement et la production industrielle apparaissait enfin en clair. Le problème global d'une « économie de guerre » ne fut saisi qu'au fil des expériences vécues par chaque pays, et à mesure que la nécessité s'en imposa.

Pendant les premiers mois de la guerre, les pays belligérants connurent seulement une crise d'adaptation due à la mobilisation des hommes, à l'utilisation des moyens de transport par l'armée, à la rupture des relations extérieures. Plus tard, cette crise évolua en fonction de la faculté d'adaptation de l'économie aux nécessités de la

guerre et des modifications de la « carte de guerre ». Ainsi, l'occupation du bassin du Nord frappa durement l'économie française, celle de la Pologne handicapa l'industrie russe ; le blocus maritime paralysa maints secteurs de l'économie des Puissances centrales avant que la guerre sous-marine ne crée un goulot d'étranglement particulièrement dangereux pour la machine de guerre alliée. Ultérieurement, l'intervention des États-Unis modifia le rapport des forces économiques au moment même où celles-ci commençaient à peser sur le destin de la guerre autant que le potentiel militaire et humain.

### *Mobilisation des économies.*

Le jeu de ces variables interféra avec des constantes que l'on retrouve chez tous les belligérants, mais qui n'intervinrent ni avec la même vigueur ni avec la même rapidité d'un pays à l'autre. Chez tous les belligérants, l'appareil de production ne cessait de diminuer puisque chaque année les champs de bataille absorbaient un nombre de plus en plus grand de victimes alors que les besoins en matériel, en armes, en munitions ne cessaient de croître. Les premiers signes d'une économie de pénurie apparurent en même temps que la nécessité d'accorder « à tout prix » une priorité à certaines activités économiques. La réduction des échanges extérieurs, due au blocus ou à la guerre sous-marine, orienta l'économie des pays belligérants vers l'autarcie ; ce processus fut nécessairement plus rapide en Allemagne où il s'accompagna d'un progrès technique et scientifique particulièrement remarquable dans le domaine chimique où il fallut pallier la pénurie de pétrole, de matières grasses, de métaux rares. Dès lors, comme seule une autorité centrale pouvait rationaliser l'utilisation des biens disponibles de la main-d'œuvre et des usines et encore assurer une distribution équitable des biens de consommation, on assista dans chaque pays

à un début de prise en charge par l'État de l'économie de la nation, secteur par secteur. Dans chaque pays, l'ordre varia suivant l'urgence et en fonction des structures de l'économie, ou de la tradition nationale. Ainsi, faute d'avoir jamais eu à mobiliser son potentiel humain, l'Angleterre fut la première à rationaliser l'emploi des hommes et à en assurer la distribution systématique, au front, à l'usine, aux champs. L'exemple d'une coordination rationnelle des activités industrielles fut donné par l'Allemagne : très handicapée par l'interruption de ses échanges extérieurs, puis par le blocus, elle créa un Office des Matières Premières dès 1914 (*Kriegsrohstoff-Abteilung* ou *K. R. A.*). Peu à peu, le gouvernement procéda à une réorganisation industrielle qui tendit vers l'institution d'une sorte de capitalisme d'État selon les propres termes de W. Rathenau, qui était son animateur. « D'un côté, cela signifiait un pas dans la direction du socialisme d'État, car le commerce n'était plus libre, il subissait une réglementation. D'autre part, cela signifiait une tentative d'encourager l'auto-administration de nos industries. Le système des Offices de Guerre était fondé sur l'auto-administration ; ce qui ne signifiait pas la liberté illimitée. La *K. R. A.* fut établi sous une stricte supervision gouvernementale. Les Offices servaient l'intérêt du public en général : ils ne distribuaient ni profits ni dividendes... Leurs comités de coordination servaient d'intermédiaire entre les sociétés représentant le capitalisme et le gouvernement. Tout cela constituant une innovation qui pouvait être acceptable à l'avenir. »

La France et la Grande-Bretagne se trouvaient dans une situation moins difficile que l'Allemagne ou la Russie puisque, pour elles, la mer était libre. Elles ne connurent que partiellement cette mobilisation de l'économie. La France dut néanmoins improviser un service des fabrications de guerre et mettre en sursis d'appel ou démobiliser certaines catégories de travailleurs spécialisés qui avaient été inconsidérément envoyés au front. La

conversion des usines à des fins militaires et le renouvellement de la main-d'œuvre (grâce aux femmes notamment) se fit selon la loi de l'offre et de la demande. En Grande-Bretagne, où le commandement envoya au front plus de troupes qu'il n'en pouvait équiper et où le gouvernement avait réaffirmé sa doctrine « *Business as usual* »\*, le problème se posa différemment. Le gouvernement anglais considérait que, libérée de la concurrence allemande, la guerre ouvrait des possibilités infinies au commerce du pays et que toute réglementation ne pourrait que nuire au libre épanouissement de l'activité économique de la nation. Cette expansion des échanges extérieurs permettrait au pays de s'enrichir et de payer à n'importe quel prix les armements nécessaires. Pourtant, le *War Office* sentit la nécessité d'organiser un service unique de fabrications de guerre pour coordonner les achats, qui finit par être soumis au contrôle de l'État.

Cette mobilisation de l'économie eut pour effet une concentration des activités de la nation dans les industries dites « de défense » dont la définition s'élargit à mesure que la guerre devenait plus totale. La mutation fut particulièrement nette dans les deux grandes puissances qui, au point de vue économique, étaient les moins avancées : la Russie et l'Italie. En Russie, le nombre des ouvriers travaillant pour la défense passa de 24 % à 76 % de la population ouvrière ; en Italie, de 20 % à 64 %. En France, en Allemagne, en Angleterre, l'effort de conversion fut relativement moindre parce que l'économie de ces pays disposait d'une assise beaucoup plus puissante. Ainsi l'Allemagne continua à avoir le total le plus élevé d'ouvriers affectés à la défense (3 millions et demi) mais ce fut seulement en Grande-Bretagne et aux U. S. A. que les activités non destinées à la défense continuèrent à occuper le plus grand nombre de travailleurs.

\* Voir p. 227-231.

### *Baisse de la production, disette.*

En dépit de cet effort de conversion, la production économique des pays belligérants subit une baisse, légère dans l'industrie, catastrophique dans l'agriculture. Dans l'industrie, le tableau ci-dessous montre le fléchissement de la production de charbon, de fonte, d'acier en Allemagne, en France, en Russie, en Grande-Bretagne et en Italie. Seule l'industrie anglaise vit quelques-uns de ces postes résister victorieusement à cette tendance\*. Dans le domaine agricole, particulièrement frappé par le départ des travailleurs, la production baissa, entre 1913 et 1917, de 50 % à 70 % suivant les secteurs en Allemagne, de 50 % en Russie, de 30 à 50 % en France. La rationnement de la population suivit, avec l'introduction d'un système de cartes pour le pain, la viande, les pommes de terre, etc. De tous les pays en guerre, l'Allemagne fut le pays qui connut le premier la pénurie et qui organisa le plus systématiquement le rationnement de la population : dès 1914, l'Office des céréales fixait la composition de la farine panifiable, y introduisit une certaine proportion de fécule de pommes de terre (c'est le pain K), limita la consommation de pain. L'utilisation des matières grasses pour la fabrication de glycérine limita également la consommation des graisses alimentaires et des restrictions sur d'autres produits suivirent bientôt. En 1916, les pouvoirs publics centralisaient les opérations de comptabilité alimentaire, assurant le rationnement généralisé de tous les grands produits de consommation. A l'opposé, l'Angleterre n'eut guère besoin de rationner que quelques produits originaires d'outre-mer comme le café et le beurre. La France connut le rationnement de la viande, du sucre, etc., mais les classes populaires elles-mêmes ne souffrirent pas vraiment de sous-alimentation

\* Ce fut l'industrie américaine qui, depuis la sidérurgie jusqu'au cinéma, assura la relève. Elle a gardé cet avantage.

comme en Autriche et en Russie où le système de distribution révéla ses insuffisances et où la nécessité s'imposa d'instituer des cartes de pain alors qu'en 1913 le pays était le premier producteur et le premier exportateur de blé du monde. Dans la double monarchie, la Hongrie ne connut pas de difficultés particulières, à la différence de l'Autriche, des pays slaves et de l'armée, particulièrement mal nourrie : « Les vers dans la nourriture ne font pas mal à l'estomac » annonçait un communiqué aux armées, en 1918. Le typhus gagna la population sous-alimentée et, comme en Turquie, la mortalité monta brutalement.

Dans les classes populaires des villes allemandes et autrichiennes, les plus touchées par la disette, les femmes étaient sujettes à la suppression des règles, accompagnée, sauf exception, d'une stérilité temporaire.

Ainsi, la guerre totale ne saignait pas seulement les armées ; elle détruisait les forces vives des nations, ce qui allait bientôt poser des problèmes insolubles (voir *Le Possible et l'Impossible*). Bien que tous les efforts fussent réunis pour produire encore plus de fonte, de canons et de balles, il en manquait toujours et les quantités fabriquées finissaient par fléchir. Ainsi, en 1917, lors de l'offensive du Chemin des Dames, il y avait moins de canons au kilomètre de front que lors de la bataille de la Somme en 1916.

Friedrich Friedensburg a réuni les chiffres de la production de fer, de charbon et d'acier pendant la guerre. Leur courbe dessine une histoire de la guerre parallèle à celle des combats. Elle montre éloquentement à quel point l'entrée en guerre des U. S. A. fut décisive et explique pourquoi Hindenburg était si impatient, au printemps de 1918, de frapper un grand coup et d'achever les hostilités avant que le poids de leur intervention ne pèse dans sa totalité.

PUISSANCES CENTRALES / ENTENTE

	Août 1914	1915	1917
Charbon .....	331/394	355/346	340/841
Acier .....	21/19	24/13	16/58
Fer.....	22/22	25/16	15/50

*La mobilisation des esprits.*

Pour vaincre l'ennemi, les gouvernements firent appel à la puissance coercitive des forces militaires et économiques ; ils procédèrent également à la mobilisation des esprits. Ces techniques de la propagande ont été étudiées naguère avec maîtrise par Harold D. Lasswell. Elles furent mises au service de trois idées maîtresses : la cause défendue était juste, la défaite amènerait le triomphe du Mal, la victoire était certaine. Seul, le dernier point était repris par la propagande destinée à décourager l'ennemi.

La culpabilité de l'Allemagne dans le déclenchement du conflit fut un des thèmes majeurs de la presse alliée. Dès le 3 août 1914, *Le Petit Journal* dessinait le gros trait de la crise de l'été et mettait en relief la « duplicité machiavélique » de la diplomatie allemande. Les Allemands ne furent pas de reste : sous la direction de A. O. Meyer, ils démontraient celle de leurs ennemis dans *Zum Geschichte Verstandnis des grossen Krieges*. En 1918, cette polémique ressuscita lors des préliminaires du traité de Versailles : cinquante années plus tard, elle est toujours vivante. De toute façon, en Allemagne, le péril de l'invasion russe devenait une

raison suffisante pour continuer la lutte, tout comme pour les Français la nécessité de libérer leur territoire. Outre-Manche, la presse marqua pareillement combien l'occupation de la Belgique était une menace pour l'avenir de l'Angleterre.

Dès la proclamation de l'Union Sacrée, chaque gouvernement lança des appels à ses adversaires politiques de la veille. Le Kaiser déclara qu'il ne connaissait plus de partis politiques et qu'il avait tout son peuple derrière lui ; le tsar dit de même, approuvé par le marxiste Plekhanov. A Paris, l'antimilitariste Gustave Hervé déclarait que « la patrie de la révolution était en danger ». Exubérance, mysticisme, frénésie patriotique s'accompagnaient d'un appel au jugement de l'Histoire et à la miséricorde divine. « *Gott mit uns* » se dit dans toutes les langues, mais il semble que sous la plume de Henri Lavedan et des publicistes français cette frénésie atteignit à un délire sans équivalent : « Je crois dans le courage de nos soldats, dans la sagesse de leurs chefs... Je crois en la puissance de notre bon droit, à cette croisade pour la civilisation. Je crois au sang des blessures, à l'eau de la bénédiction ; je crois aux prières des femmes, à l'héroïsme des épouses, à la piété calme des mères, à la pureté de notre cause, à la gloire sans tache de notre drapeau. Je crois à notre grand passé, et à notre plus grand avenir. Je crois en nos concitoyens, vivants ou morts. Je crois en nous, je crois en Dieu. Je crois, je crois. » Responsable de la vie de milliers d'hommes, et supposé doué de raison, le général Fayolle écrivait que « Jeanne d'Arc devait nous regarder du haut du ciel avec complaisance ». *La Croix* proclamait que « l'Histoire de la France était l'histoire de Dieu ». La contagion gagna les esprits les plus élevés. Henri Bergson écrivait ainsi dans le *Bulletin des armées de la République* du 4 septembre 1914 : « (...) Le conflit actuel voit s'opposer deux forces. (...) La force qui s'use (l'allemande), parce que non appuyée sur un idéal

supérieur ; la force qui ne s'use pas (la française), parce qu'appuyée sur un idéal de justice et de liberté. »

L'Angleterre ne fut pas plus épargnée que la France ; certains accents annoncent l'esprit national-socialiste qui allait gagner l'Allemagne de Weimar. « L'heure est venue de couvrir d'un voile les œuvres de ceux qui ont exprimé de façon reconnaissable l'esprit des Huns de notre temps. L'avenir appartient au jeune héros qui aura le courage de bannir les œuvres de Haendel, Mendelssohn, Wagner, Brahms et Richard Strauss et qui saura faire jaillir de son être... les accords qui ressuscitent l'esprit indomptable de ceux qui vont à la mort en chantant *Tipperary*. » Outre-Rhin, les intellectuels jugeaient que l'Allemagne se battait pour défendre la *Kultur* contre des peuples aussi frivoles que les Français, aussi stériles que les Anglais. Dans *Handler und Helden*, l'économiste Werner Sombart écrivait tranquillement : « Le monde se partage en deux camps : celui des marchands, les Anglais, et celui des héros, les Allemands. Les Allemands verront nécessairement le triomphe de leur cause, car elle est celle de la civilisation. »

La victoire de l'ennemi serait le triomphe du Mal. Félix Sartiaux écrivait dans *Morale kantienne et morale humaine* : « Un des traits les plus subtils du caractère allemand est son hypocrisie qui apparaît sous le déguisement d'une sincérité naïve. Le jugement de l'historien latin Velleius Paterculus a été souvent cité. Il estimait que les Germains étaient une race de menteurs innés. » Cet ennemi est également cruel, bien « qu'au témoignage de Heine, le christianisme l'ait adouci » ; il mène une guerre impitoyable, alors « qu'aucun de nos écrivains militaires, écrit Ernest Lavisse, n'a jamais enseigné la doctrine de la guerre atroce ». Après la guerre, G. Demartial montra que certains officiers français avaient bien préconisé la destruction et la terreur. De même, l'*Ingénieur* du 25 septembre 1914 avait proposé de ratisser

toutes les usines allemandes pour briser à tout jamais la concurrence allemande. Le révéler, pendant les hostilités, eût été agir « contre les Alliés » et la censure n'avait pas laissé s'exprimer cet « anti-Français ». De même, il ne fallait pas qu'on sache que, le 26 juin 1916, les Français et les Anglais, en bombardant Karlsruhe, avaient tué ou blessé 26 femmes et 124 enfants.

Pour exaspérer l'ardeur combative de la nation, il était nécessaire de susciter son indignation et de persuader les combattants qu'ils étaient les soldats du Bon Droit. Les services responsables dressaient l'inventaire des crimes de l'ennemi. Ainsi, le gouvernement français publia les *Documents relatifs à la guerre 1914-1915. Rapports et procès-verbaux d'enquête de la commission instituée en vue de constater les actes commis par l'ennemi en violation du droit des gens* (1915).

Ces crimes étaient les suivants :

1. Violation de la neutralité du Luxembourg et de la Belgique ;
2. Violation de la frontière française avant la déclaration de la guerre ;
3. Prisonniers tués ou blessés ;
4. Pillages, incendies volontaires, viols, assassinats ;
5. Utilisation de balles interdites ;
6. Utilisation de liquides inflammables et de gaz asphyxiants ;
7. Bombardement de forteresses sans notification et de villes non fortifiées. Destruction de monuments artistiques, religieux, charitables ;
8. Méthodes de guerre perfides ;
9. Cruautés infligées à la population civile.

Les Allemands n'étaient pas de reste. Dans *Der Weltkrieg und der Zusammenbruch des Völkerrechts*, le docteur Ernst Muller-Meiningen établit, lui aussi,

le catalogue des crimes commis par les Alliés contre le droit des gens.

En 1915, il s'établissait ainsi :

1. Comment la Belgique était de connivence avec les Alliés ;
2. Violation des accords sur la neutralité du Congo. Guerres coloniales ;
3. Utilisation de peuples non civilisés dans la guerre entre Européens ;
4. Violation de la neutralité du canal de Suez ;
5. Violation de la neutralité chinoise par le Japon et attaque anglaise sur Kiau-Tchéou ;
6. Utilisation de balles dum-dum et autres balles semblables ;
7. Non-respect des usages envers les diplomates allemands ;
8. Non-respect et violations des droits de la Croix-Rouge ;
9. Utilisation de francs-tireurs et mauvais traitements aux civils ;
10. Méthodes de guerre inhumaines et contraires aux conventions nationales ;
11. Atrocités des Russes en Prusse orientale ;
12. Pogroms de Juifs et autres atrocités des Russes en Pologne, Caucase, etc. ;
13. Bombardement de villes par aéroplane ; utilisation d'obus à gaz ;
14. Violation de la neutralité des mers, blocus, etc.

Le détail de ces crimes attestait de la barbarie d'un ennemi impitoyable : certains récits, comme l'exécution par les Allemands de l'infirmière Edith Cavell, connurent une grande popularité. Les Alliés les exploitèrent avec plus de doigté que leurs adversaires, comme le prouve la réaction des neutres aux « crimes » des uns ou des autres.

## Le « bourrage de crâne ».

Dernier leitmotiv de la propagande, créer l'illusion de la victoire et vanter la supériorité de ses chefs, de ses armes, de sa force. Le calme tranquille du Père Joffre, la force rassurante de Hindenburg, « sauveur de la patrie », l'infaillibilité de Kitchener, l'« organisateur de la victoire », autant d'images et de mythes que la propagande inventa et diffusa grâce à des moyens d'action que les guerres précédentes n'avaient pas connus : grande presse, actualités cinématographiques, disques. En même temps, bobards et fausses nouvelles circulèrent dans chaque pays, entretenant un climat d'optimisme obligatoire. Ce « bourrage de crâne » fut plus poussé chez les Alliés qu'en Allemagne et en Autriche, où, au moins, les journaux publiaient le communiqué militaire de l'ennemi. Graux a recueilli, pour la France, les informations inexactes et les fausses rumeurs que la presse a diffusées et qui ont intoxiqué l'opinion. Bientôt, les services de la censure et l'auto-censure métamorphosèrent les journalistes en propagandistes : en étaient-ils conscients ou bien étaient-ils victimes, comme les hommes politiques eux-mêmes, de l'auto-persuasion ?

De toutes façons, grâce au contrôle établi sur les agences Reuter, Havas, etc., les services de la censure ne communiquaient pas aux journaux les « mauvaises nouvelles ». Ainsi, les Anglais ignorèrent la perte du cuirassé l'*Audacious*, le 27 août 1914, tout comme les Français crurent, à tort, qu'ils gagnaient la guerre en Alsace alors qu'ils perdaient, au nord, la bataille des frontières. Il en alla de même durant des années entières où la vérité officielle eut pour objet de « gonfler l'arrière et le soldat ». Interdisant également la publication de toute information qui pouvait faire douter de la légitimité

de la cause défendue, de la bonne foi ou de la compétence des dirigeants, la censure ne connut plus de limite à son arbitraire : au nom du patriotisme, elle frappa les ennemis traditionnels du pouvoir établi : anarchistes, libéraux, libres penseurs.

En 1917, chez les Alliés, l'atmosphère devenait de plus en plus lourde et les instructions données à la censure trahissent la nervosité des milieux dirigeants. A Londres, le gouvernement ne veut pas que soit publiée la moindre information sur l'état des stocks de farine, le rationnement des vivres, l'extension du recrutement. A l'imitation du gouvernement français, le cabinet belge replié au Havre interdit qu'on fasse état des grèves qui ont eu lieu dans les usines qu'il administre. A Paris, le capitaine Riboulet manifeste une vigilance sans défaillance. Suivant l'exemple des Anglais, il ne communique la liste des navires coulés qu'une fois par semaine. Faute de charbon, bien des usines ne pouvaient plus fonctionner, il défend d'en faire état dans les journaux tout comme de la limitation du nombre des jours où l'on peut consommer du chocolat ou du café. Le 13 février, le registre des consignes de la censure étend sa surveillance aux comptes rendus de l'Académie de Médecine. Il ne faut pas laisser écrire que le mélange des farines de maïs et de blé peut donner la pellagre. Il convient « à propos du travail des femmes enceintes, d'arrêter les statistiques déprimantes sur la baisse de la natalité, la mortalité infantile... ne rien dire du formidable accroissement de la syphilis depuis la guerre ». L'arrivée massive de travailleurs chinois et de soldats annamites a causé de nombreux incidents : on accuse les premiers de prendre la place « de nos fils et de nos frères », qui sont, désormais, dirigés des usines vers le front ; les Chinois jouaient également le rôle d'une main-d'œuvre à bon compte que le gouvernement pourrait utiliser pour briser le mouvement de revendications des travailleurs. Ainsi, on ne compte plus les incidents

entre Français et étrangers, ce qui avive la xénophobie et le racisme. La censure donne l'ordre de n'en pas faire état.

L'arme se retourna bientôt contre elle-même, car la multiplication des « blancs » dans les journaux attestait que la France n'était plus le « pays de la liberté ». Les excès de l'auto-censure amenèrent le public à douter de l'information officielle, puis de l'information tout court, devenue suspecte. La presse avait désormais failli à sa mission : information et contestation.

Ainsi droguée par les journaux, les affiches, les livres, le film et la chanson patriotiques, l'opinion publique perdit chaque jour un peu plus ses facultés d'exercer un rôle civique. Les cérémonies officielles, la commémoration des victoires, le culte des morts, le tintamarre des cuivres et du tambour comme le cliquetis des médailles, transformèrent le citoyen du xx<sup>e</sup> siècle en soldat-national, persuadé que toute critique était indiscipline et tout dénigrement trahison : le service du pays exigeait la foi envers ceux qui le dirigeaient, la certitude de la victoire.

« Nous te suivrons d'un cœur croyant », scandait bientôt la foule hitlérienne. Le renouveau mystique qu'elle incarnait avait pris naissance quinze ans plus tôt dans l'Europe tout entière.

## XIII

*Le possible et l'impossible*

La guerre durait depuis plus de trois ans. Dix-sept millions d'hommes étaient déjà morts, blessés ou prisonniers. Les combattants n'osaient plus espérer en une victoire prochaine. Les peuples n'avaient plus la même foi en leurs gouvernements, les soldats en leurs chefs, les nations en leurs alliances. Les plans de tous les belligérants s'étaient révélés illusoires et désormais, même les armes de la propagande semblaient sans emploi. Ainsi, la dette des nations déjà exsangues gonflait démesurément : seuls de substantiels avantages pourraient stimuler encore les énergies et permettre aux économies de se reconstituer. Aussi les buts de guerre enflent à mesure que les chances de les atteindre diminuent. Peut-être eussent-ils été accessibles si, dans chaque coalition, les partenaires avaient été solidaires ; il n'en fut rien. Alliés comme Puissances centrales se livrent entre eux une sourde lutte pour l'hégémonie. Ses ambitions énormes gardées au secret, chaque nation lutte pour soi tandis qu'en son sein, chaque groupe, chaque lobby cherche son avantage, espérant soumettre la nation à sa loi.

*Le problème des effectifs.*

L'incertitude gagnait : les chances de la victoire étaient-elles effectives ? Chacun se le demande, au

front, au gouvernement, à l'arrière, mais n'ose poser tout haut une question aussi rude. Au moins, les dirigeants dressent le bilan, cherchent à évaluer jusqu'où peuvent être tendus les ressorts des nations. « Il ne suffit pas de vaincre, et faut vaincre et vivre », écrit l'historien Aulard. « Encore une autre hémorragie comme Verdun, et la France tomberait en syncope », lit-on dans *L'Heure* au début de 1917. Des 3 millions 600 000 hommes que la France avait sous les armes en 1914, il ne restait à cette date que 964 000 survivants combattants ; 2 millions 636 000 étaient morts, prisonniers, blessés ou disparus. Certes, les vides se comblaient grâce à l'appel prématuré de classes nouvelles. Néanmoins, l'effectif sous les armes n'était plus que de 3 millions 114 000 hommes, moins qu'en 1914. L'Italie avait déjà perdu 877 000 soldats, l'Angleterre plus du million, la Russie 5 millions 810 000 hommes : faute d'équipement, et de matériel, ses ressources infinies apparaissent illusoire. Certes, les Français et les Anglais disposaient de leurs troupes coloniales. Tirailleurs algériens et marocains avaient participé à la deuxième phase de la bataille de Verdun ; ils avaient été utilisés massivement, avec les Sénégalais, pendant la bataille de la Somme. On accusa même Mangin d'être trop généreux du sang de ces soldats : il ne semble pas que, plus tard, il ait plus épargné celui de ses concitoyens. Pourtant, les chefs militaires hésitent à utiliser les soldats de couleur : « Près d'Arras, un régiment sénégalais a lâché pied. C'est de la boucherie, écrit Fayolle. Ces gens-là (*sic*) sont incapables de faire la guerre européenne. » D'ailleurs, cette « traite » suscite des troubles en Afrique Noire où les populations s'inquiètent de ne pas voir revenir les soldats. La censure interdit d'évoquer les incidents qui éclatent au Dahomey et au Sénégal. Au Maroc, Gouraud et Lyautcy craignent que le départ des tirailleurs n'affaiblisse le maghzen. On fait alors appel aux tirailleurs annamites. Ils arri-

LES DIVISIONS EN PRÉSENCES

	Puisances alliées										Puisances centrales					
	Fr	GB	R	Bl	Sb	It	Rm	Gr	Pg	US	Total Alliés	Total P. cent.	All	AH	Bg	Tq
1914 août	74	20	108	6	12						220	143	94	49		
déc.	74	67	108	6	12						267	212	117	57		37
1915 mai	81	77	112	6	12	36					324	248	149	64		38
1916 févr.	99	79	136	6	6	38					364	283	159	60	12	52
août	102	81	142	6	6	47	21				405	304	169	70	12	53
1917 juin	116	87	288*	6	6	59	15	3	1		521	369	232	80	12	45
oct.	116	87	202	6	6	66		3	1	3**	505	369	234	78	12	45
1918 mars	114	85		12	6	53		4	2	5	281	365	234	78	12	44
juil.	114	85		12	6	56		7	25	305	356	285	72	12	37	
oct.	114	85		12	6	58		40	32	324	325	244	74	37	37	
nov.	114	85		12	6	58		10	42	329	278	210	66		17	

Les Puisances centrales ont eu l'avantage numérique entre janvier et octobre 1918.

Les Alliés l'ont eu d'août 1914 à janvier 1918 et, à nouveau, en novembre 1918.

Bl : Belgique ; Sb : Serbie ; Rm : Roumanie ; Pg : Portugal ; Bg : Bulgarie ; Gr : Grèce ; Tq : Turquie.

Source : Mirovata Voina v cifrah, Moscou, 1934, p. 14.

\* A la fin de 1916, 76 divisions ont été constituées avec des régiments réduits à 3 bataillons (au lieu de 4).

\*\* Une division U.S. correspond à un effectif double d'une division européenne.

vent en 1917 ainsi que des travailleurs chinois ; mais le commandement préfère les utiliser à l'arrière. Annamites et Chinois relevèrent ainsi des ouvriers qui furent envoyés au front. Par rancœur et par xénophobie, les partants se plainquirent de laisser ainsi leurs femmes travailler aux côtés de Jaunes « qui avaient pris leur place ».

Faute d'effectifs, la classe 1917 avait été appelée le 29 décembre 1915 et bientôt la classe 1918. On maintint mobilisés des hommes de plus en plus âgés : en 1914, la moitié des mobilisés avait de 29 ans à 47 ans ; en 1918, elle était passée de 33 à 51 ans. A la fin de 1916, le gouvernement « autorise » les condamnés de droit commun à aller au front ; en octobre, la loi Dalbiez fait repasser la visite médicale à tous les soldats des services auxiliaires et aux réformés. C'est la chasse aux embusqués, que réclamait Gallieni en 1914. « On convoque même les aveugles, raconte Paul Morand. Marcel Proust s'attend à être appelé. Si c'est de jour, ce qui est vraisemblable, il ne pourra se rendre à la visite puisqu'il dort. Il craint donc d'être porté déserteur. Il demande à Lucien Daudet si son frère Léon pourrait bien lui obtenir par faveur spéciale une visite médicale à minuit. »

Les Puissances centrales font le même appel à leurs dernières ressources en effectifs. En 1917, le haut commandement allemand disposait encore de 2 millions de soldats de 1914. La loi sur le service civil patriotique, votée le 2 décembre 1916, révèle des difficultés graves même si, sur le papier, les réserves comptaient plus de dix millions de mobilisables. En 1918, chante Bertolt Brecht, on mobilisa un soldat mort. Plus éprouvée, l'armée autrichienne n'a plus que 383 000 soldats de 1914, ses réserves s'élevant encore à plus de sept millions de soldats. Toutefois, leur équipement est de plus en plus pitoyable. Avec les Turcs et les Bulgares, les Puissances centrales alignent plus de dix millions de combattants ;

c'est trois millions de moins que les Alliés. La disproportion s'accroît avec l'entrée en guerre des États-Unis, l'appel systématique aux troupes du Commonwealth, Anzacs et Canadiens surtout, Indiens également. Aussi les Allemands essaient-ils d'utiliser les hommes valides des territoires qu'ils occupent, notamment les Belges. En octobre 1916, 100 000 étaient déjà déportés outre-Rhin. En Pologne, peu de volontaires s'inscrivent dans la Légion constituée par Pilsudski.

### *Le financement.*

Le coût de la guerre s'accroît chaque jour. Il est énorme : en France seulement, de 1914 à 1918, les dépenses excèdent les recettes de 140 millions de francs-or. D'après les calculs de Fisk, le coût total se monta à plus de 80 milliards de dollars en 1913, c'est-à-dire autant que la richesse nationale de la Grande-Bretagne, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande réunies. Une journée de guerre coûtait aux Allemands 7 millions de marks en 1870, 36 millions en 1914, et 146 millions au début de 1918. Couvertes en partie par les emprunts, en partie par des émissions, ces dépenses dépassaient largement les revenus des États : alors qu'en 1913, le commerce des belligérants avec les U. S. A., l'Argentine et le Brésil se soldait par une balance en leur faveur de 15 milliards de francs, il atteignait 419 milliards en 1918.

### *« Business as usual » ?*

« *Business as usual* », cette expression de Winston Churchill frappa les imaginations, un slogan heureux qui s'adaptait admirablement à l'humeur des Anglais en 1914. Cela ne signifiait aucunement que les intérêts privés n'eussent pas à se subordonner aux exigences de la victoire mais que la victoire passait par les voies du *business*. Comme cent ans plus tôt, au temps de la

lutte contre Napoléon, l'Angleterre serait le banquier de la coalition. Ainsi, elle devait s'enrichir ; il ne fallait pas que la guerre gênât le mouvement de ses affaires, que s'interrompît la loi de l'offre et de la demande. En 1916, alors que les premières files d'attente annonçaient la pénurie, les conseillers du gouvernement estimaient que « jeter le lait ou le donner aux cochons n'était pas du gaspillage déraisonnable ; la loi n'avait pas à punir ceux qui se livraient à ces sortes d'opération ».

Outre-Manche, la tradition libérale autorisait une position aussi nette. Sur le continent, l'esprit jacobin avait dépassé les frontières françaises, et, en cas de guerre, la vie économique s'accommodait d'un interventionnisme étatique accru, associé à une tradition autarique. Pourtant, en Angleterre comme sur le continent, la recherche du profit conduisit à des agissements assez semblables et qui n'étaient pas toujours conformes aux intérêts de la nation. Cette dichotomie ne semble pas avoir autant troublé les dirigeants que les menées des pacifistes.

Jusqu'à quel point les « affaires » sont-elles légitimes et où commence la trahison ? Concernant le commerce intérieur, la frontière pouvait être difficile à définir ; mais s'agissant des relations avec l'ennemi ? Le problème se posait chez les Alliés plus radicalement qu'en Allemagne ou en Autriche-Hongrie, puisqu'ils avaient instauré le blocus des Puissances centrales. Les affamer, détruire les mécanismes de leur économie, susciter ainsi le mécontentement et le pacifisme, priver les armées ennemies des matières premières nécessaires à leur approvisionnement en armes et en munitions, tels étaient les objectifs déclarés et publics du blocus.

Dans ces conditions tout approvisionnement de l'ennemi, d'une façon directe ou indirecte, devenait trahison. Comment cette politique était-elle conciliable avec la formule « *business as usual* », alors que l'Allemagne était un des plus gros clients de l'empire britannique ? Pu-

bliquement, tout trafic avec l'ennemi fut condamné ; dans les faits, il continua. La censure y veilla, les gouvernements furent tacitement complices. Il est vrai que chaque belligérant jugeait que ce trafic comportait plus d'avantages que d'inconvénients. Pourtant, ils ne pouvaient, tous ensemble, avoir raison ; un autre problème qui ne posa pas aux dirigeants de véritables drames de conscience.

En ce qui concerne les capitaux, l'importance de ce trafic est difficile à saisir ; il faudrait connaître les comptes de certaines banques qui avaient des intérêts dans plusieurs pays des deux camps, comme la *Barclays Bank*, d'autres encore. Par contre, on possède des informations sérieuses concernant les produits. À partir du territoire français, il semble bien que les « fuites » demeurèrent modestes ; des fourrages et des bovins franchirent la frontière helvétique à destination de l'Allemagne. Il est vrai que le gouvernement français avait intérêt à fermer les yeux car les exportations en provenance d'outre-Rhin étaient autrement plus graves : elles portaient sur les munitions \*.

En Allemagne, explique Feldman, l'armée exigeait des obus du meilleur acier, aussi, dès 1915, le ministère ne renouvela pas les contrats Thomas. Tandis que, contraints et forcés, les industriels se convertissaient peu à peu aux obus Martin, les stocks d'obus Thomas étaient vendus, via la Suisse, à la France et à l'Italie. Lorsqu'en 1916 la Grande-Bretagne interrompit ses propres exportations d'acier, la demande des neutres, des Français et des Italiens s'accrut brusquement. Faute de devises, le gouvernement allemand laissa les industriels reconverter une partie de leur production, à condition de vendre les obus à des prix cartellisés, pour éviter toute course à la baisse entre les différents magnats allemands. Ceux-ci eurent tôt fait de préférer vendre du Thomas à l'ennemi que du Martin au ministère. Lors de la bataille de la Somme, le commandement se trouva, pour la

\* Elles portaient également sur le matériel idéologique... Charles Pathé explique, dans ses *Mémoires*, comment il recevait des négatifs de guerre allemands par l'intermédiaire des Américains (avant 1917).

première fois, moins bien approvisionné en munitions que l'adversaire. Il exigea, d'urgence, le maximum d'obus, même Thomas. Les producteurs les offrirent au ministère, mais au prix cartellisé. Le ministère exigea le juste prix, les industriels refusèrent de livrer. Ainsi, ils vendaient à l'ennemi, via les neutres, des obus qu'ils ne fournissaient plus à leurs propres soldats. Cette situation ne dura guère, Hindenburg avait besoin de l'aide des industriels. Il ordonna au ministère de leur donner « le prix qu'ils voudraient ».

L'ampleur des exportations britanniques à destination de l'Allemagne fut autrement considérable. Fictivement, les neutres se déclaraient acheteurs de produits britanniques. Au risque de s'aliéner leur amitié, il était difficile de leur refuser, un argument qui donnait bonne conscience à tous les exportateurs. Le gouvernement demanda aux neutres la garantie que les produits achetés en Angleterre ne seraient pas rétrocedés à l'Allemagne. Désormais, Stockholm les revendit à Copenhague, ou vice versa, avant de les livrer à l'Allemagne. La mesure de ces échanges a pu être évaluée par Consett, attaché à l'ambassade britannique de Copenhague, témoin indigné de ce trafic et qui s'étonnait que ses révélations n'émeuvent pas plus ses supérieurs.

Selon ses calculs, qui ne semblent pas très sûrs, mais qui ont néanmoins une valeur indicative, la Hollande importa douze fois plus de cacao, pendant la guerre, que pendant les quatre années qui précédèrent. Ses exportations vers l'Allemagne s'accrourent de presque autant. Ainsi en alla-t-il du coton, du poisson, du caoutchouc et de produits de première nécessité. En Angleterre et au front, ils commençaient à faire défaut, comme l'huile à moteur et à freins, qui passait de Grande-Bretagne en Suède, de là à Copenhague puis à Berlin. Il en alla de même du ciment : ainsi les fameux blockhaus des tranchées allemandes venaient en grande partie d'Angleterre via la Hollande, tout comme le nickel des canons et l'essence de ses avions.

Le cas des produits stratégiques est particulièrement grave. La plupart des explosifs étaient à base de glycérine qui exigeait pour sa fabrication une grande quantité de graines tropicales comme le coprah et le soja. L'Allemagne en était complètement démunie. Avant la guerre, l'empire britannique était son principal fournisseur ainsi que la Russie pour les matières grasses non tropicales. Les statistiques réunies par Consett montrent que, de 1915 à 1918, les importations du Danemark doublèrent brusquement, suivant précisément la courbe des ventes anglaises et celle des achats de l'Allemagne au Danemark : le fait est attesté pour le coprah, le soja et également le cuivre, tous produits qui constituaient le goulot d'étranglement le plus caractérisé de l'industrie de guerre allemande.

Concilier les habitudes de l'économie de paix, accroître ses bénéfices, vaincre en même temps, tels étaient les objectifs des puissances. Il est vrai que chacune essayait tout autant de soumettre et de dépouiller non seulement l'ennemi mais l'allié..., tout en exigeant de lui le maximum de sacrifices : le possible et l'impossible.

*Égoïsme sacré et cohésion des alliances : l'exemple belge.*

L'exemple de la Belgique illustre cette inconséquence ; il montre également l'incertitude des engagements, la situation difficile des petites nations, les arrière-pensées des plus grandes. Le « pauvre petit peuple belge » était le thème favori de la propagande alliée ; mais son destin était également l'objet de la sollicitude officielle des Allemands qui jouaient les protecteurs de la « nation flamande ». Ils déclaraient n'avoir envahi le pays que pour prévenir une offensive française ; leur présence à Anvers et à Bruxelles obéissait seulement à des motifs militaires. De son côté, le roi Albert 1<sup>er</sup> déclarait qu'il défendait, pour l'honneur, le dernier pied carré de terri-

toire national qui ne fût point violé. Neutre, il voulait rester fidèle aux traités, n'ayant rien à connaître ni de l'Entente, ni de l'occupant.

Que valaient les affirmations des uns et des autres ?

En 1914, leur territoire envahi, les Belges jugèrent que « si les Allemands avaient violé leurs engagements, les Alliés n'avaient pas su remplir les leurs ». Après le repli précipité des armées françaises, les Belges voulaient conserver Anvers, la plus puissante de toutes les places fortes européennes. Renforcés par des Anglais et des Français, la citadelle aurait fait peser une menace sérieuse sur le flanc droit des Allemands. Anvers résista, certes, mais sans l'aide du gros des forces alliées, celles-ci voulant obliger les Belges à se coller à leur gauche et à reculer avec elles. Estimant que les troupes qu'ils enverraient à Anvers seraient inutilement sacrifiées, Joffre et French se refusèrent à expédier d'autre renfort que les troupes qui aideraient à couvrir le repli des forces belges quand la citadelle serait sur le point de capituler. Quelques semaines plus tard, ce qui restait de l'armée belge dut bien venir se placer à la gauche des Franco-Britanniques, non sans rancœur.

Un autre motif d'amertume surgit aussitôt. Victorieux à la Marne, Joffre et French proposèrent d'amalgamer les troupes belges à l'intérieur des armées franco-anglaises, à raison d'une brigade par division. Bref, les Alliés demandaient au roi qu'il accepte de dissoudre son armée. Albert 1<sup>er</sup> répondit avec hauteur que « son pays occupé n'affirmait plus son existence que par son armée ».

Désormais, une commune méfiance anima les rapports entre les Belges et les Alliés. Ceux-ci jugeaient que le roi ne jouait pas loyalement la partie, ce que lui reprochait également son gouvernement replié au Havre. En réalité, doutant de la victoire des Alliés, et estimant que la guerre finirait par une paix de compromis, Albert 1<sup>er</sup> voulait à la fois maintenir la fiction de la neutralité belge et défendre le territoire national contre l'envahisseur, sans s'associer à l'Entente. A l'inverse, ses ministres entendaient jouer carrément la carte franco-anglaise. Ils ne doutaient pas de la défaite de l'Allemagne, jugeaient que le comportement du monarque était équivoque et que cette demi-neutralité

risquait de faire perdre aux Belges leur chance de siéger à la Conférence de la Paix, de profiter des bénéfices de la victoire. Ces ministres du Havre, ne manquant pas d'appétit, espéraient que la paix leur apporterait, outre des dommages substantiels, le Luxembourg et la Flandre hollandaise.

La carte de guerre restait indécise, les positions demeurèrent en l'état jusqu'à la fin de 1917. Plusieurs fois, le roi refusa de s'associer à des opérations militaires communes, qui auraient eu pour conséquence la destruction du territoire national. Il refusa également à Pétaun, en 1917, ce qu'il avait refusé à Joffre, en 1914. Il est vrai que le souverain avait désormais de sérieuses raisons de se méfier de ses « alliés » : le colonel House lui avait confirmé, en 1916, que les Anglais et les Français s'étaient mis d'accord pour offrir le Congo belge à l'Allemagne en cas de paix de compromis. Ainsi, en guise d'indemnité de guerre et pour solde de tout compte, le « pauvre petit peuple belge » recevrait le produit de la vente de son propre Congo.

De leur côté, les Allemands essayaient de négocier avec Albert 1<sup>er</sup>. S'ils avaient pu signer une paix séparée avec la Belgique, ils auraient démontré aux Américains et aux Neutres la fausseté des accusations proférées contre eux.

Une négociation eut lieu de novembre 1915 à février 1916, à Zurich, grâce aux liens qui unissaient la famille royale belge et les Wittelsbach de Bavière. En premier lieu, elle porta sur le problème de la neutralité de la Belgique : « c'était pour la défendre et non comme allié de l'Entente qu'Albert 1<sup>er</sup> continuait à se défendre ». Agissant selon les instructions d'Albert 1<sup>er</sup>, Waxheiler admettait toutefois que « la neutralité était une fiction, son principe pouvait en être abandonné ». Le « Roi-Chevalier » n'excluait pas un rapprochement avec l'Allemagne « sous une forme qui épargnerait les sentiments du peuple belge et à condition qu'il ne comporte aucune marque d'inféodation ». Il fut même question d'un accord défensif entre partenaires égaux. Le roi proposait que les Allemands mettent fin à l'occupation du pays ; il était prêt à laisser aux Allemands le contrôle des chemins de fer conduisant en France, et acceptait que les forces allemandes occupent Maubeuge, Condé et Givet. Les Allemands auraient pour charge de défendre la partie sud du pays ; les Belges la partie nord. Pour prix de l'abandon de sa neutralité et en compensation des acquisitions terri-

toriales que l'Allemagne pourrait opérer, il fut question des annexions dont la Belgique bénéficierait : Waxheiler demandait la ligne de la Meuse au nord de Charleville, la région autour de Maubeuge, Roubaix, Tourcoing ; aux dépens de la Hollande, le territoire à gauche de l'embouchure de la Scheldt. Les Allemands rejetèrent ces conditions. Le mémorandum Toring, inspiré par la Wilhelmstrasse, disait plus explicitement ce que le Kaiser entendait par « abandon de neutralité » : il ne s'agissait rien de moins que de l'abandon de la souveraineté.

Voyant désormais plus clair sur les intentions du Kaiser et jugeant que la cause des Allemands était perdue depuis l'entrée en guerre des Américains, le roi établit des liens plus étroits avec les Alliés à partir de l'été 1917.

\*

Ainsi, au moment où l'Allemagne souhaitait conclure une paix de compromis avec les Belges, elle exigeait d'eux des conditions impossibles. De leur côté, les Alliés n'avaient accepté la collaboration militaire de l'armée belge qu'à certaines conditions : pourtant, ils avaient eu un besoin urgent de son aide. Au mépris du sacrifice des combattants, les dirigeants cherchaient ainsi à satisfaire leur besoin de prestige. La lutte pour le leadership entre coalisés constitua un autre aspect de cette « guerre dans la guerre ».

### *Les rapports entre Alliés.*

Leur territoire envahi, croyant au mythe du « rouleau compresseur » qu'ils avaient forgé eux-mêmes, les Français se disaient déçus par l'effort de guerre des Russes. Certes, ils gardaient le souvenir reconnaissant des événements de 1914 ; mais ils jugeaient qu'en 1915 ils avaient rendu aux Russes la monnaie de leur pièce.

Les Russes ne retenaient qu'un million et demi de soldats allemands et autrichiens, alors qu'à l'ouest, les Alliés en avaient en face d'eux plus de 2 300 000. Les Russes répondaient que ce n'étaient pas les Français mais bien les Russes qui avaient semé la panique chez l'ennemi en 1914 et qui se trouvaient toujours à deux étapes de la Hongrie. Les militaires demandaient aux Alliés de leur livrer du matériel, notamment des avions. Un des chefs de la mission française en Russie, le colonel Langlois, expliquait à ses chefs qu'« effectivement la Russie ne produirait pas, par mois, le nombre d'obus qu'il faudrait ». Sans sourciller, il ajoutait : « Mais ce sera sans inconvénient, puisque le programme russe ne sera pas appliqué non plus en ce qui concerne les canons. » Le problème des livraisons d'armes et de matériel était ainsi au cœur du contentieux franco-russe. La mission française, condescendante vis-à-vis des Russes, recommandait les livraisons, mais ses préférences allaient ailleurs : le colonel Rampont, écrivait durant l'automne 1916 : « Ce qui manque à ces Russes, c'est le travail précis et appliqué. Il faudrait que l'armée russe adopte *nos* méthodes, et que 25 000 hommes formés par nous, se battent sur le front occidental. » L'idée n'était pas neuve : depuis plusieurs mois, des négociations étaient en cours pour expédier sur le front de l'ouest les troupes russes non équipées. Mais en 1916, les termes du marché se précisèrent. Disposant d'une supériorité précaire en artillerie et en aviation, les Alliés ne pouvaient livrer du matériel aux Russes qu'avec parcimonie. Vu les risques accrus de la guerre sous-marine et la façon dont, semblait-il, leurs partenaires utilisaient le matériel, rendant les livraisons aléatoires, ils firent comprendre aux Russes qu'ils n'honoreraient les commandes que moyennant l'envoi, à Marseille ou à Salonique, de contingents russes plus nombreux. Cette façon d'assimiler le matériel humain aux demandes en armement choqua d'autant plus la sensibilité des Russes que les risques qu'ils cou-

raient eux-mêmes en mer n'étaient pas pris en considération. Ils avaient besoin de matériel à tout prix ; et durent s'incliner.

Le contentieux anglo-russe était plus lourd et, cette fois, unilatéral. Les Russes reprochaient aux Anglais de se battre avec les soldats des autres, une querelle qu'ils n'étaient pas les seuls à partager. « Le chef des francs-maçons anglais, Sir Asquith, promet de traduire les têtes couronnées d'Allemagne et d'Autriche devant un tribunal international composé de parlementaires et d'avocats, écrivait Boulatsen, dans le *Russkij Grajdantin*, faute d'avoir pu avancer de plus de deux mètres sur leur propre front, les Anglais comptent sur le soldat russe pour jouer les commissaires... » A ces griefs traditionnels, s'ajoutait l'inquiétude des milieux dirigeants devant l'ingérence économique des Anglais dans les affaires russes, pétrole et marine surtout. Ils observaient une reprise des investissements anglais au Caucase et en Asie centrale alors que les missions financières russes recevaient un accueil assez réservé lorsqu'elles désiraient contracter un nouvel emprunt sur la place de Londres : ainsi, en 1916, la mission Bark ne put obtenir plus que des prêts à 3 et 6 mois. Sinon, l'intérêt était de 1 % plus élevé que les prêts aux autres clients.

Surtout, le gouvernement russe jugeait que la politique anglaise en Méditerranée était un mauvais coup contre la Russie. Déjà, en 1915, les Britanniques avaient organisé l'opération des Dardanelles sans la consulter. L'installation d'une armée à Salonique, la carte forcée à la Grèce, les accords Sykes-Picot, constituaient de nouveaux et graves griefs : il était clair, qu'une fois de plus, la Grande-Bretagne conduisait sa politique vis-à-vis de la Turquie sans tenir compte des intérêts de la Russie, avec pour objectif d'écartier les Russes de Constantinople et des Détroits.

La méfiance entre les Italiens et les autres alliés s'expliquait par le caractère équivoque de la politique romaine depuis la déclaration de guerre : une fois les hostilités engagées avec l'Autriche, les Italiens refusaient de déclarer la guerre à l'Allemagne. Menant une sorte de « guerre séparée » en Albanie, en conflit ouvert avec les Serbes, les Italiens ne coordonnaient pas l'action de leur flotte avec celle des Alliés dans la lutte entreprise contre la guerre sous-marine. De leur côté, les Italiens estimaient que leurs alliés ne respectaient pas leurs engagements en promettant aux Slaves du Sud (les futurs Yougoslaves) des territoires sur lesquels ils avaient obtenu eux-mêmes des promesses secrètes mais fermes. Les succès militaires de Cadorna mirent ensuite une sourdine au mécontentement des Italiens. Néanmoins, avant même que l'Autriche soit vaincue, le problème de l'Adriatique et de Trieste était déjà posé.

Français, Anglais, Russes ne se ménageaient pas non plus entre eux. Les Russes avaient été écartés de la direction des opérations contre la Turquie, des premières négociations d'ou allaient suivre les accords Sykes-Picot, du pacte de Londres. De leur côté, Français et Anglais soupçonnaient le tsar et ses ministres de vouloir conclure une paix séparée : l'impératrice Alexandra était d'origine hessoise, on la disait favorable aux Puissances centrales, on savait qu'elle dominait son mari et les milieux informés accordaient de l'importance à des propos du grand-duc de Hesse en faveur de la paix ou à la mission effectuée par Protopopov en Scandinavie.

Effectivement, il y avait en Russie un courant favorable à une paix séparée avec le Kaiser. Il émanait des milieux d'extrême-droite, groupés autour des Cent-Noirs. Ceux-ci estimaient que « si le gouvernement vou-

lait que la Russie retrouve le calme et l'ordre, il devait avant tout chasser " la racaille juive " (terme par lequel les Cent-Noirs qualifiaient les députés de la Douma), conclure une paix avec l'Allemagne impériale et rompre toute relation avec la Grande-Bretagne ». Ce courant était très minoritaire ; il comprenait toutefois des familiers de la Cour, notamment Raspoutine, qui réussit à faire nommer un de ses membres, Sturmer, Premier ministre. L'hostilité générale des grands-ducs et des militaires à toute paix séparée, le ralliement global de la bourgeoisie libérale à la guerre à outrance, empêchèrent Sturmer et son ministre Protopopov de mener bien loin les pourparlers qui s'engagèrent avec les Allemands. Le tsar y était d'ailleurs hostile. L'alerte n'en était pas moins donnée aux chancelleries occidentales ; il apparut nécessaire de traiter les Russes avec moins de désinvolture. Ce fut l'objet de la Conférence de Petrograd, en décembre 1916, où Lord Milner, le général Wilson, le général Castelnau et Gaston Doumergue promirent d'accroître l'aide économique et militaire à la Russie. Rassuré par la loyauté du tsar, ils n'en partirent pas moins inquiets de l'état de la Russie. Ils jugèrent toutefois unanimement qu'aucune révolution n'éclaterait en Russie avant la fin de la guerre.

Pendant ces négociations, les Français et les Russes avaient conclu un accord secret portant sur leurs buts de guerre. Les Anglais avaient été tenus à l'écart. Il est vrai que plus encore qu'avec les Russes, les Anglais entretenaient avec les Français des rapports peu amènes, volontiers empreints de méfiance et d'agressivité.

#### *Une guerre dans la guerre : les rapports franco-anglais.*

La tactique de la diplomatie britannique, en juillet 1914, avait ressuscité brutalement la vieille tradition anglophobe et détérioré gravement l'Entente Cordiale.

Cinquante ans après, on comprend les raisons du Foreign Office, qui voulait contraindre les Français à jouer jusqu'au bout la carte de la paix. Les assurances données aux Russes prouvent que la Grande-Bretagne entendait rester fidèle à sa parole ; l'allié français put néanmoins juger qu'il avait été abandonné, et être animé d'une légitime rancune. Ultérieurement, la chevauchée des Anglais, en août 1914, la désinvolture de French qui hésitait à rembarquer ou à se replier derrière la Seine alors que le commandement français vivait le drame le plus poignant de son histoire, autre souvenir que les chefs de l'armée française eurent du mal à oublier. Dès lors, en dépit de l'accord de Londres aux termes duquel les membres de l'Entente s'engageaient à ne pas conclure de paix séparée, en dépit des 100 000 combattants anglais perdus à la Marne, le charme de l'alliance était rompu. Les deux offensives anglaises en Artois, les batailles de la Somme, de Passchendaele, n'y changèrent rien et non plus le million de soldats anglais perdus avant la fin de l'année 1916 sur les divers fronts.

Comme les Russes, les Français reprochaient aux Anglais de se battre avec les soldats des autres ou seulement pour la sauvegarde de leur empire. Des 500 000 Anglais qui se battaient en France en 1915, Joffre disait en outre : « Je n'oserais jamais leur laisser la garde des lignes ; seuls, ils seraient enfoncés ; je n'ai confiance en eux que lorsqu'ils sont encadrés par des Français. » En 1917, Pétain ne pensait pas autrement : « Le commandement anglais était incapable, ses troupes étaient maladroitement utilisées. » Il est vrai que les Anglais avaient toujours récusé les conceptions de Joffre et de Pétain. Au début de 1918, ils ne pouvaient se mettre d'accord sur la constitution d'une réserve générale unique : elle eût posé le problème du commandement suprême.

Le ressentiment des Français s'est nourri d'une rancœur particulière : loin de reconnaître la supériorité des Français au combat, bref d'accepter de jouer les seconds,

les Anglais considéraient volontiers que les Français avaient beaucoup à apprendre sur la façon de mener une guerre victorieuse. Après tout, Waterloo, Sedan et Fachoda étaient les dernières grandes dates de l'histoire militaire française. Ils reprochaient à Joffre, Foch et Mangin de ne pas prendre assez en considération les pertes en hommes, un jugement que l'histoire jugerait plus équitablement s'il n'émanait des responsables de Passchendaele.

### *Les buts de guerre des Alliés.*

Le problème des buts de guerre menaçait également la cohésion des alliances. Au reste, l'Entente ne l'examina que contrairement et forcée, lorsqu'il fallut bien se consulter pour offrir à l'Italie le prix de son retournement ou bien lorsque les démarches de Wilson, à la fin de 1916, nécessitèrent entretiens secrets et réponse publique.

Mis à part le retour de l'Alsace-Lorraine « dont l'image surgit brusquement, dès les premiers combats de 1914, de l'ombre discrète où on la voyait encore ensevelie quelques jours plus tôt », et qui fut à peine mentionnée comme but de guerre par les soldats qui faisaient leur devoir « pour sauver le pays », les ambitions des dirigeants français furent relativement modestes. Ils visaient plus à la restauration d'une situation passée ou à garantir la sécurité du pays qu'à pratiquer une politique de puissance. Lorsque les milieux dirigeants défendaient une politique expansionniste, ils songeaient plus à obtenir une compensation aux avantages que pourraient acquérir leurs alliés qu'à s'agrandir eux-mêmes. Cette perspective n'en menait pas moins très loin.

Ainsi, dès 1915, le président du Comité des Forges, Robert Pinot, posait la question de la Sarre « vu la situation extrêmement critique dans laquelle se trouvent les houillères

françaises, avec un déficit de 20 Mt en 1913 ». Dans son esprit, il ne s'agissait pas d'une compensation aux pertes subies du fait de l'occupation et de la guerre mais d'une acquisition définitive. De leur côté, les milieux nationalistes, soutenus par une cohorte d'historiens, tels Lavis, Sagnac, etc., posaient la question de l'annexion de la rive gauche du Rhin. Selon Maurice Barrès, la France devait s'assurer « une zone de défense contre les infiltrations allemandes ». Les populations pourraient avoir le choix entre le rattachement à la France et l'indépendance assortie de la neutralité. Le « Comité de la rive gauche du Rhin » rappelait les affinités entre ces populations et la civilisation latine, Barrès insistant sur leur catholicisme et l'historien Aulard invoquant le comportement des Rhénans à l'époque de la Révolution française. Briand jugea que ces propos étaient inopportuns, ils donnaient prise à la propagande ennemie et à celle des socialistes qui, jusque-là, proféraient des accusations sans preuves. Le Premier ministre donna l'ordre à la censure « d'interdire tous les articles pour ou contre la paix (...), tous ceux qui discuteraient de ses conditions. Ne tolérez aucune exception ». Il n'en laissa pas moins progresser les entretiens privés avec les Russes. « Prenez Mayence, prenez Coblenz, allez plus loin si vous le jugez utile », déclarait Nicolas II à Maurice Paléologue, ambassadeur de France.

La victoire de Verdun, les succès de l'offensive Brusilov et l'entrée en guerre de la Roumanie ouvrirent des perspectives nouvelles. Outre la neutralisation de la rive gauche du Rhin, on envisagea de « briser l'empire allemand et le militarisme prussien ».

Delcassé en avait dit un mot, naguère, à Isvolsky, faisant allusion aux colonies allemandes, aux droits du Danemark sur le Sleswig. Il avait même évoqué le cas du Hanovre, dont l'Angleterre désirait peut-être l'indépendance. Ces idées reprirent consistance en 1916. En outre, Joffre indiquait à Poincaré les buts à atteindre : annexion du bassin de la Sarre ; sur la rive gauche du Rhin, formation de trois ou quatre États qui seraient « séparés politiquement de l'Allemagne », mais unis à

la France par une Union douanière ; création de têtes de pont sur la rive droite du fleuve, en face de Strasbourg et de Gemersheim ; refonte de la carte politique de l'Allemagne afin de diminuer l'étendue de la Prusse. Ainsi, il s'agissait bien de détruire l'Allemagne comme grande puissance et même comme État. Selon Lorentz, d'ailleurs, recevant quelques mois plus tard le prince Sixte-Bourbon venu examiner en secret les conditions possibles d'une paix séparée entre la double monarchie et la République française, Poincaré offrait la Silésie et la Bavière à l'Autriche-Hongrie.

Ces projets ne furent jamais communiqués à la Grande-Bretagne ; concernant la rive gauche du Rhin, Briand évoqua seulement la nécessité « d'une ouverture pour l'Europe entière ». Par contre, la mission Doumergue-Castelnau en parla ouvertement au tsar. Plus que l'objet même de la conférence, qui était l'aide alliée à la Russie, la question de la rive gauche du Rhin fut même au centre des entretiens secrets, strictement franco-russes. L'accord se fit sur la constitution d'États autonomes, indépendants de l'Allemagne et neutralisés sur le Rhin. Leur occupation servirait de gage à l'exécution des clauses de la paix. En échange, les Français promettaient de soutenir les revendications des Russes sur Constantinople. Les Russes estimaient que les Détroits constituaient la compensation offerte en échange du retour de l'Alsace-Lorraine ; contre la rive gauche du Rhin, ils demandaient « la liberté d'action sur leur frontière occidentale », c'est-à-dire que la France abandonnât la cause de l'indépendance polonaise. Briand hésita à accepter mais il s'y résolut le 10 mars 1917. Conclu sans que l'Angleterre en ait été informée, ce traité secret fut caduc quelques jours plus tard, emporté par la révolution. A quelles pressions Briand avait-il cédé alors que la propagande ne cessait de clamer la lutte de la France pour la défense du droit des peuples ? Voulait-il disposer d'un atout face aux surenchères natio-

nalistes de la droite ou de Clemenceau ? Ou bien jugeait-il nécessaire de satisfaire le tsar et de prévenir toute velléité de conclure une paix séparée au moment où des troubles éclatent à Petrograd ? Au moins, le traité engageait la Russie, assurait une garantie à la France.

Pour leur part les Anglais avaient l'intention de s'approprier l'ancien empire allemand, « dont la reconquête était irréversible ». Ils avaient également des ambitions dans l'empire turc, riche en ressources pétrolières sur lesquelles ils avaient l'œil depuis longtemps. Les Français avaient aussi des vues sur la Syrie, des négociations secrètes s'engagèrent. La Russie y fut associée, l'Italie écartée. Ces accords Sykes-Picot délimitaient les zones respectives que se réservent les trois puissances en relation avec la création éventuelle d'un royaume ou d'une fédération arabe. La Palestine devait bénéficier d'un statut spécial, les Sionistes espèrent y établir le foyer de la colonisation juive. Aux U. S. A. comme en Grande-Bretagne, ils agirent en ce sens, obtenant du gouvernement anglais une promesse rendue publique à la fin de 1917 (Note Balfour). Au nord de l'empire turc, les provinces d'Erzeroum, Trébizonde et Ardahan passeraient sous la souveraineté du tsar.

#### *Les buts de guerre de l'Allemagne.*

Les divergences entre les Puissances centrales portèrent également sur la conduite de la guerre, ou sur les buts de guerre. Mais surtout, la volonté de puissance des dirigeants allemands fut à l'origine de conflits, mortels pour la solidité des alliances, pour l'avenir de l'Allemagne elle-même. Le mérite de Fritz Fischer est d'avoir montré que cet esprit dominateur ne fut pas seulement le fait des milieux militaires ou pangermanistes auxquels les gens « raisonnables » auraient essayé de résister, mais qu'il fut partagé par une très

large partie de l'opinion, social-démocrates y compris. Certes, les variations de la carte de guerre, entre 1914 et 1918, rendirent ces ambitions plus ou moins irréelles et au moment des revers, l'armée resta intranquillante alors que le gouvernement envisageait d'opérer un choix. Si la tactique variait, l'objectif des « modérés » et des « extrémistes » restait voisin : il visait à la transformation de l'Allemagne en une puissance « mondiale ».

Grâce au « Programme de septembre », on connaît les buts de guerre officiels, mais secrets, du gouvernement allemand en 1914. Comme en France, les considérants attestent de leur caractère défensif : « Il s'agit d'assurer la sécurité de l'Allemagne à l'ouest et à l'est pour un avenir indéterminé. Aussi, la France doit être affaiblie à ce point qu'elle ne puisse plus jamais devenir une grande puissance. La Russie doit être rejetée aussi loin que possible des frontières orientales de l'Allemagne et sa domination sur les peuples non russes doit être brisée. »

La France devrait céder le bassin minier de Briey, Belfort, la côte de Dunkerque à Boulogne. Elle démantèlerait ses forts à l'ouest des Vosges. Elle signerait un traité qui, une fois l'indemnité payée, la mettrait sous la dépendance de l'Allemagne. La Belgique céderait Liège et Verviers ; elle serait vassalisée tandis que le Luxembourg, agrandi de sa partie belge et de Longwy serait annexé. Les Pays-Bas seraient placés sous la dépendance de l'Allemagne, mais en prenant certaines précautions, vu le caractère « indépendant » des Hollandais. Une association économique de l'Europe moyenne (Scandinavie, France, Autriche-Hongrie, Pologne, etc.) serait créée sous le leadership de l'Allemagne (*Mittel-Europa*).

Les grandes lignes de ce programme qui ne comprenait qu'une partie des buts de guerre de l'Allemagne allaient

rester inchangées jusqu'à la fin de la guerre. Il correspondait d'assez près aux exigences des milieux pangermanistes qui demandaient, en outre, l'annexion de Toulon. De son côté, derrière Thyssen, la grande industrie voulait la ligne de la Meuse y compris l'intégralité des départements de la Meuse et de la Haute-Saône. Guillaume II y ajoutait cette idée personnelle que les régions annexées devraient être « vidées de leur population ».

Réglant les comptes avec la France, ces buts de guerre obéissaient également aux passions anglophobes de la marine, soucieuse d'obtenir le maximum d'avantages à l'ouest, pour faire pièce à la Grande-Bretagne, l'ennemi principal selon l'opinion unanime. Pour garantir la victoire contre la Grande-Bretagne, l'amiral Tirpitz et l'industriel Hugo Stinnes étaient même partisans d'une paix de compromis avec leurs autres adversaires. Toutefois, d'autres intérêts exigeaient également des annexions à l'est et c'est ainsi une double paix victorieuse que souhaitait la diplomatie allemande. Jagow écrivait : « Je ne suis pas de ceux qui veulent une alliance à tout prix avec la Russie seulement pour amener la fin de l'Angleterre... La Russie est l'adversaire le plus faible et vaincre l'Angleterre n'est pas si facile que le disent ces messieurs. L'Allemagne ne définira pas ses buts de guerre uniquement pour satisfaire les intérêts de la grande industrie. »

Si Hugo Stinnes, Krupp, Thyssen, etc., étaient unanimes à vouloir réduire la France « à un territoire sans réserves de charbon ni de fer, qui ne serait plus longtemps un rival économique sur le marché mondial ou un danger politique dans le concert des puissances », leurs buts de guerre ne se limitaient pas à l'Europe occidentale.

Sous la signature de son président, Class, l'*Alldeutscher Verband* avait rédigé un programme qui prévoyait

le retour de la Russie aux « frontières de l'époque de Pierre le Grand », l'acquisition des provinces frontières de la Pologne, de la Lituanie et des provinces baltes. Les industriels n'en demandaient pas plus ; à l'exception de Thyssen qui aurait voulu également le bassin du Don avec Odessa, la Crimée, la région de Lvov et le Caucase, « pour ses gisements de manganèse ». Ces objectifs rejoignaient le but de guerre essentiel de la grande industrie, « éliminer la tutelle intolérable que la Grande-Bretagne exerce sur l'Allemagne dans les affaires mondiales », puisque, par le Caucase, l'Asie Mineure et la Perse, Thyssen entendait avoir une frontière avec l'Inde et avec l'Égypte. Déjà, Hugenberg divisait ces territoires en deux parties : un *Kulturland*, qui serait peuplé de colons allemands et un *Vorland*, sorte de glacis oriental face à la Russie : de vastes transferts de main-d'œuvre étaient prévus, chaque peuple ayant une tâche précise à accomplir. Ainsi, on aurait abouti à un remaniement de la carte ethnique et économique de l'Europe. Quelques années plus tard, Hitler allait reprendre à son compte ce programme : on le trouve énoncé, point par point, dans les *Libres Propos sur la guerre et sur la paix*.

Outre-mer, les ambitions des hommes d'État allemands étaient à la même mesure. A la veille de la bataille de la Marne, le secrétaire d'État aux Affaires coloniales, Wilhelm Solf, adressait à Bethmann-Hollweg un mémorandum qui était rédigé en prévision d'une paix possible avec la France et la Belgique.

Solf suggérait que le Portugal, quoique neutre, cédât l'Angola et la moitié nord du Mozambique pour relier l'ouest et l'est africains allemands. De plus, l'empire allemand devrait inclure le Congo belge, l'Afrique équatoriale française jusqu'au lac Tchad, la totalité du Togo et du Dahomey ainsi que le nord du Sénégal et de la Gambie jusqu'à Tombouctou. La boucle du Niger constituerait ainsi la frontière nord de cet empire dont le joyau devrait être le Katanga. Les projets de Zimmermann allaient plus loin.

Il imaginait un empire allemand qui engloberait l'Afrique centrale, entre Sahara et Zambèze, et qui comprendrait également Madagascar, les Açores, Madère et le Cap Vert. Un tel territoire permettrait de contrôler les routes de l'Empire britannique entre l'Inde, l'Afrique du Sud et l'Australie. Ultérieurement, grâce au prestige qu'exercerait ce nouvel empire des Indes africaines, l'Amérique latine se détournerait de l'influence des États-Unis. À l'est, les positions allemandes du Chan-Toung ouvriraient la voie à un protectorat sur la Chine. Ainsi, au-delà de la Mésopotamie, l'axe Berlin-Bagdad se diviserait en deux branches. L'une, par la Perse, l'Afghanistan et l'Asie centrale atteindrait la Chine et aboutirait à Samoa ; l'autre, par l'Arabie et l'Inde africaine, pousserait ses tentacules jusqu'en Santa Catarina (Brésil).

Ces projets ménageaient l'intégrité territoriale de l'empire britannique, puissance mondiale supposée invincible. Quand il put en apparaître autrement, lors de l'apogée de la guerre sous-marine et encore lors de l'offensive de mars 1918, les buts de guerre des marins, des industriels et des hommes politiques s'élargirent encore. En Afrique, le Mozambique tout entier ainsi que la Rhodésie du Nord, l'Uganda et le Kenya complèteraient l'ensemble prévu naguère, ainsi que la Gambie britannique, avec Bathurst, Dakar, la Guinée portugaise et tout un système de bases navales. Plus à l'est, la Réunion s'ajouterait à Madagascar et, en Asie, le nord de Bornéo ; le contrôle des autres îles de l'Insulinde s'opérant « du dedans » grâce à la main-mise sur les Pays-Bas.

### La « guerre allemande ».

Reposant tantôt sur une conception de l'histoire, tantôt sur les intérêts bien compris du peuple allemand ou ceux des groupes de pression, ces ambitions n'avaient aucune mesure avec celles des Alliés. Il est vrai que, « nanties et ne manquant pas d'espace national », les puissances ennemies avaient eu, chacune, leur heure : le tour de l'Allemagne était venu. Cette idée, inspirée

de Ranke, rejetait dans le passé la gloire de l'Angleterre, aujourd'hui une « vieille nation », alors que le peuple allemand qui avait vu sa puissance et sa population s'accroître brusquement, représentait la jeunesse et l'avenir du monde. « Ce que peu d'entre nous désiraient, qui sommeillait dans le subconscient de beaucoup, que nos hommes d'État essayaient d'atteindre pacifiquement, que nos ennemis craignaient en secret, que les événements révèlent à chaque Allemand : cette guerre... fera de l'Allemagne une puissance mondiale. » C'est la « guerre allemande », après qu'il y a eu « la guerre espagnole », « la guerre française », « la guerre anglaise ». L'Allemagne doit prendre rang à côté des trois autres, l'empire britannique, la Russie et les États-Unis. « Coincée entre deux puissances mondiales à l'ouest et une autre à l'est », l'Allemagne doit se frayer la voie entre elles et justifier « un empire intermédiaire ». En vérité, elle nourrissait des ambitions plus lointaines qu'énonçait le géographe A. Hettner : « Nous, Allemands, devons imposer aux peuples utilitaristes, égo-centriques ou frivoles notre civilisation. Nous, Allemands, voulons répandre notre culture et être les éducateurs du monde. »

On a longtemps imaginé que, face aux ambitions annexionnistes des militaires allemands, les milieux civils et gouvernementaux avaient essayé de définir des buts de guerre plus raisonnables. Les travaux de Fritz Fischer montrent que cette interprétation était erronée : les vues de Bethmann-Hollweg, des milieux pangermanistes, de la plupart des dirigeants étaient voisines. Toutefois, le chancelier les gardait au secret pour tromper et affaiblir l'ennemi, tendre les efforts de la nation et endormir les socialistes. D'ailleurs, ajoutait Hugenberg, « devant de belles annexions, les travailleurs resteront muets d'admiration ». De toutes façons, il fallait qu'une fois la guerre finie, l'industrie allemande dispose des possibilités qui lui permettent

de faire face aux demandes des travailleurs. Bethmann-Hollweg avait une autre raison de cacher ses buts de guerre. Ils eussent inquiété les associés de l'Allemagne, affaibli la cohésion des alliances et rendu la victoire moins certaine.

#### *Rapports germano-turcs et germano-autrichiens.*

Il en allait ainsi des rapports avec les Turcs. En 1914, ceux-ci espéraient au moins recouvrer Chypre, l'Arménie russe et l'Égypte. Les vues des Allemands sur les pétroles de Mésopotamie, les phosphates du Hedjaz, leurs vues sur la réorganisation du monde, etc., commencèrent à les inquiéter sérieusement ; à long terme, ils menaçaient l'indépendance économique de l'empire. Surtout, ce conflit se manifesta en Transcaucasie, où, après le traité de Brest-Litovsk, le pantouranisme se heurta au pangermanisme. Le premier enjeu était la domination de la mer Noire où les Allemands avaient des positions depuis qu'ils occupaient l'Ukraine. Le 1<sup>er</sup> février 1918, Turcs et Allemands en venaient aux mains à propos des affaires de Géorgie, où Ludendorff soutenait les nationalités ralliées à la cause de l'Allemagne alors que les Turcs entendaient contrôler l'ensemble de la Transcaucasie « qui appartenait à leur sphère d'influence ». Les Anglais, arrivant du Sud, marchaient déjà sur Bakou ; Turcs et Allemands durent bien établir un *modus vivendi*, mais leur alliance était bien mal en point, comme l'était également celle du Kaiser avec l'Autriche-Hongrie.

Les buts de guerre de la double monarchie étaient plus modestes que ceux de l'Empire turc. Les milieux dirigeants s'interrogeaient même sur les avantages d'une éventuelle annexion de la Serbie et du Montenegro. Craignant par avance l'agitation que ces minorités exerceraient dans l'empire, Burian penchait pour

la constitution d'États satellites auxquels s'adjoindrait l'Albanie. Outre quelques rectifications de frontière du côté de la Roumanie et de l'Italie, la double monarchie ne formulait avec fermeté qu'un seul but de guerre : la constitution d'un État polonais sous son égide. Ce projet s'accommodait mal avec les plans des Allemands. Après des négociations difficiles, il fut envisagé de laisser la Pologne aux Allemands ; en échange, l'Autriche recevrait la Roumanie. Toutefois, il était évident que l'Allemagne lorgnait également les pétroles roumains comme elle rêvait de contrôler toute l'Europe centrale. Le projet de *Mittleuropa* allait faire de l'allié un satellite.

Le nouveau monarque essaya de trouver les modalités d'une paix avec les Alliés. Désormais, la puissance de l'Allemagne et les projets de *Mittleuropa* le menaçaient autant que l'action des forces centrifuges ; le Kaiser avait essayé, malgré les Autrichiens, de traiter avec les Russes, Charler I<sup>er</sup> essaya, malgré Guillaume II, de négocier avec les Français et les Anglais. Cette négociation secrète entreprise par le prince de Sixte-Bourbon fit long feu. Pourtant, l'Autriche s'était engagée à soutenir la cause du retour de l'Alsace-Lorraine à la France ; en échange, Charles I<sup>er</sup> était prêt à abandonner la Pologne à Guillaume II, moyennant une contrepartie symbolique offerte à l'Autriche en Roumanie. Toutefois, à cette date, en mars 1917, les appétits annexionnistes des deux coalitions étaient trop vivaces pour qu'elles acceptent une paix sans conquêtes. La négociation échoua sur la part à offrir à l'Italie. Entreprise sans l'aveu formel de l'Allemagne, cette négociation avait refroidi singulièrement les relations entre les deux alliés. Elle indigna également la nouvelle République russe que Poincaré avait omis d'alerter. Naguère, la France laïque et républicaine traitait le tsar avec plus de considération.

Quelques semaines plus tard, au nom de l'empereur

Charles, Czernin remettait à Guillaume II un mémorandum où il déclarait que « la force militaire de l'Autriche approchait de sa fin : vu la situation désespérée des populations, la famine, les effets de la révolution de Février sur les populations slaves, l'esprit de révolte chez les ouvriers et les allogènes, il demandait que la paix soit conclue dans les prochaines semaines ». Guillaume II vivait l'espérance d'une victoire totale à l'est puis à l'ouest : il répondit « non » à Charles I<sup>er</sup>. La lettre que le jeune empereur avait adressée à son cousin méritait pourtant qu'on s'y attache : « Comprenez que nous combattons désormais un ennemi d'un type nouveau, plus dangereux que l'Entente : la révolution internationale (...). Je vous supplie de ne pas vous contenter d'en voir seulement les avantages immédiats et que seule la fin de la guerre, conclue le plus rapidement possible, nous permettrait de chasser ces nuages qui s'amoncellent à l'horizon. »

#### BIBLIOGRAPHIE DE LA DEUXIÈME PARTIE

Aux ouvrages essentiels cités p. 13 et à ceux de la page 90, on ajoutera d'abord les témoignages. Nous avons indiqué, dans le texte, ceux qui nous avaient semblé les plus importants : David Lloyd George, Abel Ferry, A. Ribot, Gallieni, Joffre, Douglas Haig, Falkenhayn, etc. Il convient, en outre, de lire les œuvres de Lénine (tomes 23 à 26 de l'édition française) et les écrits provenant de différents horizons idéologiques : Maurice Barrès, Georges Sorel, Karl Kautsky, G. Plekhanov, Léon Trotski, etc. Une sélection des journaux les plus importants devrait aller de l'*Action Française à Demain* (édité en Suisse) et à la *Pravda* ou à *Rabocoe Znamerita* (bolchevique et anarchiste, après mars 1917). Elle inclurait au moins un journal pour chaque courant de l'opinion : *The Times* (plus complet que *Le Temps* ou le *Corriere della Sera*), *The Manchester Guardian*, *La Victoire* de G. Hervé, *L'Humanité*, *Le Journal du Peuple*, *Avanti*, et des journaux allemands ou autrichiens de plusieurs tendances : *Vorwaerts*, *Die Leipziger Zeitung*, etc. La lecture de *L'Osservatore Romano* (Vatican) est instructive.

En outre, mentionnons quelques ouvrages auxquels nous sommes particulièrement redevables :

- Bidou (H.), *Histoire de la Grande Guerre*, Paris, 1939, 696 p.  
 Cru (N.), *Témoins*, Paris, 1932.  
 Duroselle (J.-B.), *De Wilson à Roosevelt*, Paris, 1960, 493 p.

- Feldman (G.), *Army and industry and Labor in Germany (1914-1918)*, Princeton, 1968.
- Hurwitz (S. J.), *State intervention in Great Britain*, Columbia, 1949, 321 p.
- Lasswell (H. D.), *Propaganda technique in the World War*, N-Y, 1938, 233 p.
- Paris (R.), *Histoire du fascisme en Italie* (1), Paris, 1962.
- Péricard (J.), *Verdun*, Paris, 1938.
- Paxson, *America at war*, Boston, 1939, 2 vol.
- Ratinaud (J.), *La Corse à la mer*, Paris, 1967, 365 p.
- Renouvin (P.), *Les Crises du XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1957, 2 vol.
- Schérer et Grunewald (J.), *L'Allemagne et les problèmes de la paix*, Paris, 1962. (Documents publiés par les auteurs.)
- Commode mise à jour bibliographique dans : Herzfeld (H.), *Der erste Weltkrieg*, Munich, 1968, 371 p.

## III

## LA MISE EN QUESTION

guerre en modifia les perspectives et, brutalement, l'esprit révolutionnaire ressuscita.

S'exprimant à découvert, le mécontentement des petites gens cacha un autre malaise, celui des classes moyennes. Pour une part, il avait les mêmes causes économiques, mais la dégradation de leur statut social fit réagir les petits-bourgeois autrement que les classes populaires.

L'antagonisme entre le front et l'arrière, ce mécontentement des travailleurs manuels et des classes moyennes, la relance du mouvement révolutionnaire tout comme le ressentiment général à l'encontre des profiteurs de guerre, autant de phénomènes qui trahissaient un malaise, une colère.

La guerre durait, mais les hostilités étaient-elles bien menées et le chiffre élevé des pertes était-il justifié ? Le prix de la victoire n'était-il pas trop élevé et dans ce cas le pays n'avait-il pas intérêt à conclure une paix négociée ? Les dirigeants civils et militaires avaient-ils le sens du possible et de l'impossible ; la prolongation de l'état de guerre ne leur donnait-elle pas l'occasion d'accroître abusivement leur emprise sur la société ? Autant de questions et de mises en demeure qui ne recevaient pas de réponse publique. Toutefois les remaniements ministériels, le changement des hommes responsables, les crises qui éclataient au front ou à l'arrière révélaient l'existence d'un trouble profond, d'une situation très grave.

En essayant de cacher la vérité au pays, ce qui est une forme de propagande, les classes dirigeantes cherchaient, d'instinct, à légitimer leur droit à gouverner. Derrière la mascarade des consultations électorales, ce droit prétendait s'appuyer sur la compétence, le service du public, quand il ne reposait pas sur le bon vieux droit divin. Comme les grands chefs étaient par nature efficaces et infaillibles, que la victoire s'obstinait à leur

La guerre exigeait des nations l'impossible. Au départ des soldats succéda la relève des femmes, puis l'appel aux jeunes classes. La mise en place d'une économie de guerre suivit, avec toutes ses contraintes. Le terrorisme des propagandes fit appel, enfin, aux énergies dernières de la société : le visage de l'Europe en fut bouleversé, comme étaient transformées son existence quotidienne, sa vision de l'avenir.

Au reste, le brassage des hommes, l'aventure souvent tragique de leur séjour au feu, les brefs retours en permission donnèrent aux mobilisés une conscience aiguë de leur solidarité. Les combattants devinrent une sorte de classe à part, la classe des sacrifiés. Face à « ceux de l'arrière », profiteurs ou embusqués, ils ressentirent une hostilité sourde, qui n'a pas laissé de trace dans la grande histoire de la guerre ; elle a néanmoins marqué toute une génération.

La chronique a plus volontiers retenu le conflit des pouvoirs civils et militaires, des chefs d'armée ou des leaders parlementaires. Il est vrai que leur querelle a débouché sur l'histoire politique traditionnelle, dont elle a été vue des manifestations ; résurgence de luttes plus anciennes. Il en alla de même de la dégradation de l'*Union sacrée*, de la renaissance du mouvement ouvrier et socialiste, en veilleuse depuis l'été 1914. La

échapper, ces dirigeants devaient découvrir à tout prix les responsables de leurs échecs. L'ennemi avait ainsi des espions partout et si on avait pu démontrer que les révolutionnaires étaient dans sa main, les dirigeants eussent détruit ensemble l'ennemi national et l'ennemi de classe. Au vrai, cette possibilité n'apparut qu'en 1917, après la chute du tsarisme, lorsque le sort des classes dirigeantes sembla menacé du destin tragique de la bourgeoisie et de l'aristocratie russes. Mais jusque-là, l'atmosphère « d'union sacrée » des premiers mois de la guerre s'était perpétuée, au moins en public, laissant aux responsables civils et militaires les armes de la vérité officielle. Du côté des Alliés, celle-ci transforma en succès des échecs aussi retentissants que la Somme ou le Chemin des Dames. Du côté des Puissances centrales, un an plus tard, elle présenta l'armistice du 11 novembre comme le salaire de la victoire. D'un pays à l'autre, où jouait la solidarité internationale des classes dirigeantes, cette même vérité officielle fit de la révolution l'accomplissement du vœu le plus cher des classes dirigeantes.

Ainsi, malgré la guerre, des antagonismes très anciens réapparaissaient, tandis que sa prolongation faisait surgir des tensions inconnues. Une société se transformait.

Que les contradictions nouvelles s'ajoutent aux autres ou qu'elles se neutralisent, que les premières l'emportent après coup, ou les secondes, et les nations furent plus ou moins secouées par des crises qui allaient aboutir, bientôt, au communisme, plus tard au fascisme, au nazisme, ou pas bien loin. Au départ, il s'était agi d'une simple interrogation sur la conduite de la guerre, sur ses buts, mais elle remit en cause la guerre elle-même, les raisons qui l'avaient fait naître, et par conséquent le gouvernement de la société.

XIV

### *Tensions nouvelles, anciennes tensions*

Dès 1914, en France, les militaires avaient su rapidement devenir les maîtres du pouvoir. « Les préfets n'existent plus, les parlementaires sont brimés, les généraux mangent du civil. » C'est la Revanche. Depuis Boulanger et l'Affaire Dreyfus, il est une partie des cadres de l'armée qui n'attendaient que cet instant : ils sont comblés. En quatre semaines, l'affaire est réglée. Lorsque les hostilités commencèrent, Poincaré ne parvint pas à savoir quels étaient les généraux qui commandaient chacune des armées de la République ; le grand quartier général lui laissa ignorer la défaite de Charleroi tout comme le chiffre des pertes subies pendant les premiers mois de la guerre. Lorsqu'il voulut accompagner Joffre en Alsace reconquise, on le lui refusa. Les autorités militaires nommaient sous-préfets et juges. Bientôt, une circulaire du grand quartier général interdit aux préfets de téléphoner sans autorisation, même à leur ministre. Quelques mois plus tard, Viviani apprenait par sa fleuriste que le grand quartier général allait quitter Chantilly. « Ce n'est pas agréable pour un Premier ministre », dit-il au Conseil.

Ces traits caricaturaux valent pour l'Europe entière. Les tensions qu'ils révélaient étaient sans conséquence grave à l'heure de la victoire ; il en allait autrement lorsque l'invasion menaçait ou que s'allongeait la liste

des morts : aussi le conflit entre l'administration civile et l'armée éclata-t-il, d'abord, chez les Alliés.

#### POUVOIR CIVIL ET POUVOIR MILITAIRE

En Russie, bureaucrates et militaires se rejetaient les fautes les uns sur les autres ; l'armée reprochant à l'administration son imprévoyance et celle-ci accusant les militaires de créer le chaos. De son côté, écartée du gouvernement, la Douma stigmatisait tous ceux qui exerçaient le pouvoir. Mais les ministres et les généraux assuraient que tout allait bien. Comme le disait Miljukov : « Ou bien les dirigeants nous mentent, ou ils sont incapables, ou ils sont inconscients. »

En Russie tsariste, la querelle entre bureaucrates et militaires n'était plus qu'un jeu d'ombres. En Italie, elle fut longtemps le symptôme d'un phénomène plus ample : le désintérêt général des Italiens pour la guerre. Jusqu'à Caporetto, elle ne fut pour les civils qu'une sorte de conflit colonial qui se serait déroulé aux portes du pays. Le Parlement et les responsables des finances distribuaient les crédits avec la même parcimonie que s'il se fût agi d'une campagne en Libye. Or, deux corps d'armée seulement sur dix-sept étaient équipés et Cadorna fut bien incapable de profiter des avantages qu'aurait pu lui donner une offensive inopinée.

Les milieux interventionnistes pressaient Cadorna d'agir : le généralissime exigeait douze divisions complémentaires. Après six mois de tergiversations, le ministre lui en accorda huit, mais sur le papier. Seraient-elles seulement prêtes pour l'offensive de 1916 ? Le ton montait entre l'état-major et le gouvernement. Au moment d'Asiago, le Premier ministre Sonnino déclara « qu'il n'était plus possible que les destinées de l'Italie fussent

entre les mains d'un homme qui ne rendait compte à personne de ses desseins ni des moyens dont il disposait. » Le gouvernement convoqua Cadorna, qui, pour toute réponse, envoya un rapport d'une page. Comme les troupes italiennes se ressaisissaient, le gouvernement n'osa pas le destituer.

Après ces événements, la Chambre refusa la confiance au gouvernement par un vote où la gauche et l'extrême-droite conjugèrent leurs suffrages. En fait, l'armée ne sortit pas diminuée de ces épreuves : elle estimait que les pouvoirs civils devaient se mettre à sa disposition, et, avant d'agir, consulter Cadorna. Ainsi, jugeant que les troupes manquaient désormais de mordant (ce qui s'expliquait par la façon dont les officiers ordonnaient de s'élaner devant les barbelés de l'ennemi), l'armée estimait que la faute en revenait au ministre de l'Intérieur, Orlando, qu'il accusait de faiblesse devant les pacifistes ; une conjoncture qui se retrouva terme pour terme en France, où, au lendemain des mutineries, Nivelle et Pétain accusèrent Malvy.

#### En France.

En France, où l'invasion était aux portes de la capitale, les conditions étaient très différentes, car l'existence du pays semblait réellement menacée. Politique à l'origine, la querelle entre civils et militaires prit la forme d'un conflit d'autorité. Ainsi, en 1914, les circonstances aidèrent Joffre, le meilleur des républicains, à doter l'armée de pouvoirs bientôt jugés exorbitants. Pendant la crise de juillet, Poincaré et Viviani étaient à Saint-Petersbourg ; en leur absence, les membres du gouvernement trahissaient une certaine nervosité. Le 25 juillet, Messimy, ministre de la Guerre, télégraphia aux officiers généraux absents qu'ils rejoignent leurs garnisons. Joffre lui rappela l'existence d'une *Annexe II A* qui fixait la chronologie précise des mesures à prendre

en cas d'urgence. « Désormais, le ministre ne fit plus rien sans me consulter », commente Joffre. La proclamation de l'état de siège, le 2 août, l'ajournement des Chambres, le surlendemain, renforcèrent encore l'autorité du commandement. Indirectement, la défaite l'accrut encore, car Joffre invita le gouvernement à quitter Paris s'il ne voulait pas répéter l'erreur de 1870. Celui-ci obtint et la proclamation du général Gallieni n'ajouta pas au prestige des parlementaires.

Désormais, les membres du Cabinet n'osèrent plus réagir : ils étaient désarmés devant les militaires, et les ministres socialistes n'étaient pas les derniers à recommander discipline et obéissance. Au Conseil, le rôle du ministre de la Guerre, Alexandre Millerand, était d'assurer de bons rapports entre civils et militaires. Il empêchait les ministres de réagir contre les actes du commandement, laissant entendre que, sans lui, celui-ci serait bien capable de se livrer à des activités factieuses. Il est vrai que certains chefs n'étaient pas complètement dénués d'intentions réactionnaires : « Le cléricalisme s'habille en militaire pour mieux partir en guerre contre la République », écrivait Abel Ferry, le neveu de Jules Ferry. Les liens de Castelnaü et de Foch avec les milieux cléricaux étaient connus, tout comme les idées, fort rétrogrades, de Franchet d'Esperey. Les généraux « républicains », comme Sarrail, ne bénéficiaient pas de toute la confiance de leurs pairs. Or, selon Millerand, si l'armée colonisait peu à peu l'État et s'arrogeait les pouvoirs civils, et si ses chefs utilisaient l'argument de la nécessité « patriotique » pour abuser de leurs pouvoirs, il n'y avait pas réellement de menées factieuses à craindre tant que Joffre resterait à la tête de l'armée. Aussi, le généralissime n'avait pas de meilleur avocat que son ministre et Joffre en jouait pour diminuer ses rivaux comme Gallieni, pour assurer la sécurité de son règne. Un conflit éclata à propos de l'affaire Sarrail : en août 1914, Joffre avait ordonné à Sarrail d'abandonner Verdun ; Sarrail avait refusé d'obéir et les événements ne lui avaient pas donné tort. Joffre attendit son heure, et l'échec d'une opération menée par Sarrail lui permit de le sanctionner ; habilement, il le remplaça par Dubail, connu comme « bon républicain ». Déjà pas mal monté contre Joffre, le gouvernement ne fut pas dupe : il nomma Sarrail

au commandement de l'armée d'Orient. « Date historique, commente Abel Ferry. Pour la première fois, le Conseil infirmait une décision du généralissime. » (Juillet 1915.)

Cette guerre menée à Joffre n'était qu'un des aspects de la contre-offensive générale des parlementaires. Ils avaient une longue route à parcourir, car, vaincus sur le terrain militaire, les officiers généraux avaient pris leur revanche sur le front intérieur. De longue date, ils rêvaient d'en rabattre à ces députés qu'ils identifiaient à « la Gueuse », la République, responsable de leur propre déchéance, identifiée à celle de la nation. La déclaration de guerre avait mis fin à cette situation insupportable. D'ailleurs, pour le général Rouray, il n'y avait plus, durant les hostilités, de députés : il punit Jobert, engagé volontaire, représentant de l'Yonne, pour le motif : « Sous prétexte qu'il est député, en temps de paix, écrit au ministre. »

Entre les militaires et les parlementaires, il y avait une incompatibilité absolue d'esprit et d'humeur. Au nom du « secret militaire », les chefs militaires refusaient toute information au gouvernement, aux députés, à la nation. Pourtant, comme le disait Abel Ferry à Poincaré : « Toutes les offensives ont été connues du gouvernement, des Chambres, du public, des automobilistes et des journaux étrangers un mois avant leur déclenchement. » « On savait l'endroit, les moyens, le jour ou tout au moins la semaine. » L'armée n'en imposait pas moins le silence au pays. La droite en tressaillait d'aise. « La France va mieux parce que la tribune est muette », déclarait le général Lyautyey qui, lors de la reprise des travaux parlementaires, commenta : « Cela marchait si bien tant qu'on ne parlait ni n'écrivait. »

On rendait compte du matériel, on ne rendait pas compte des existences, des ordres sanglants et inapplicables. Pourtant, les échecs de l'année 1915, les héca-

tombes finirent par être mesurées, connues ; cela suscita questions et critiques. Solidaires des chefs militaires, le gouvernement avait renforcé la censure, au nom de l'*Union sacrée*. Ainsi, il faisait taire journalistes et députés. Le parlement regimba, soutenu en sous-main par quelques membres du gouvernement. « Notre union n'est-elle possible que dans le silence perpétuel ? s'exclamaient Chaumet. Ne pouvons-nous nous entendre qu'à condition de ne rien nous dire ? » Il était prématuré de critiquer de front les militaires. On s'en prit à leur ministre, Alexandre Millerand. Entêté et court, couvrant tout le monde, il faisait front. Pourtant, dans l'état où se trouvaient les affaires laissées par Étienne et Messimy, il était incapable de préciser le nombre de fusils ou de canons dont l'armée disposait et cette ignorance le rendait très vulnérable. Cette situation irritait notamment Poincaré, qui, à la différence de Guillaume II, n'avait pas pris la précaution de s'informer de l'état des stocks avant d'entrer en guerre. Devenu la cible favorite de la commission de l'armée, et notamment de Clemenceau, Millerand dut jeter du lest après l'interpellation d'Accambray, en séance publique. « Déchiré vivant » par ses collègues du Cabinet, il dut accepter la présence à ses côtés de trois secrétaires d'État qui prirent sur ses attributions, notamment Albert Thomas aux Munitions. Cette crise entraîna la chute de Viviani, son remplacement par Aristide Briand.

### *La victoire des parlementaires.*

Déjà, grâce aux Commissions de l'Armée et aux Comités secrets du Sénat, les rôles respectifs du gouvernement et du commandement dans la direction de la guerre avaient été définis et délimités. Gaston Monnerville a publié les textes, restés longtemps inédits, qui montrent

les efforts répétés de Paul Doumer, Georges Clemenceau et Jules Jeanneney pour que le Parlement resaisisse ses droits. « Le splendide isolement dont le quartier général de l'armée s'est cru capable, déclarait J. Jeanneney, l'omnipotence âpre, sans partage, qu'il a exercée à l'abri de tout contrôle, y compris le contrôle parlementaire, l'atmosphère d'idolâtrie que l'on a patriotiquement entretenue autour de lui, ont empêché de reconnaître les erreurs, la valeur des suggestions qui lui étaient apportées. »

Le principe du contrôle parlementaire aux armées était acquis mais il restait illusoire. L'année précédente, bouleversé par les massacres inutiles, Abel Ferry avait convaincu Millerand de se rendre au front, pour qu'il vît la situation réelle de notre système défensif, les conditions de vie des combattants. Lassé de cette insistance, le ministre accepta, mais il ne fit rien pour que son inspection ne fût pas une de ces visites truquées comme celles que, traditionnellement, le commandement en organise : les tranchées étaient balayées, les soldats vêtus de neuf, etc. Ultérieurement, une délégation parlementaire voulut y voir de plus près ; elle se présenta au quartier général du général d'Urbal. Elle désirait procéder à une inspection des premières lignes. Le général lui interdit « avec une impertinence courtoise de voir plus que l'arrière du service des étapes ».

Après le départ de Joffre, le 2 décembre 1916, le succès de Nivelle vint précisément de ce que le « vainqueur de Douaumont » était animé d'un tout autre esprit vis-à-vis des parlementaires. Il exposait ses plans et ses problèmes aux hommes politiques venus l'interroger : c'est la fin du « secret ». L'époque Nivelle, qui se termina en tragédie, marqua, ainsi, un tournant. Les échecs du successeur de Joffre garantirent la revanche des pouvoirs civils, qui, au temps de Painlevé et de Clemenceau, définirent les fonctions respectives de Pétain, de Joffre et de Foch, une humiliation qui était

la conséquence des rodомontades de Nivelles et que ses pairs ne lui pardonnèrent pas.

1917-1918, les civils ont repris le dessus. Il ne s'agit toutefois que d'une victoire à la Pyrrhus, car le contrôle du Parlement s'effectuait au moment où les troupes françaises reprenaient l'avantage, ce qui rendait plus difficile la recherche des responsabilités ou les sanctions. Parlant de plus en plus haut, les militaires rejetaient sur les gens de l'arrière, les pacifistes, le ministre de l'Intérieur Malvy leur « complice », la responsabilité des défaites passées, et bientôt des mutineries. La droite et Clemenceau enchérisaient. En outre, les militaires avaient su jouer de la solidarité des combattants pour dresser les soldats contre l'inspection des parlementaires, et autres gens de l'arrière. Comme le note Michel Baumont, l'après-guerre put ainsi héroïser tous les chefs militaires (sauf Nivelles) et oublier ou discréditer les députés et sénateurs qui avaient eu pourtant autant sinon plus qu'eux le souci de sauver la vie des combattants.

### *Civils et militaires en Grande-Bretagne.*

Outre-Manche, la gloire de Kitchener était d'autant plus encombrante qu'il était un des rares chefs civils ou militaires à avoir prévu, avec entêtement, une guerre longue. Son franc-parler s'accommodait mal des mœurs parlementaires : plus difficile à gouverner que l'Inde, il déclarait tout haut que la guerre telle que la menaient les Français était un holocauste et que jamais il ne laisserait les soldats anglais mourir ensevelis dans des tranchées. Le Cabinet sut tirer argument de ces propos : il l'associa, désormais, au camp des « orientaux », si bien que Kitchener eut contre lui les commandants de l'armée sur le continent. L'ayant ainsi affaibli, le Premier ministre lui retira le commande-

ment de la stratégie ; il passa au Cabinet tout entier. Les adversaires de Kitchener lui imputèrent ensuite la responsabilité des échecs subis en Artois ; ils étaient dus au manque de munitions, donc au ministre. Les ministres retirèrent aussitôt à Kitchener le contrôle des munitions ainsi que leur distribution. En un tour-nemain, les ministres civils avaient désarmé Croquemitaine. Il resta encore quelque temps ministre et mourut en mer lors d'une mission en Russie.

Le conflit entre le gouvernement et les militaires rebondit quelques mois plus tard, lorsque Douglas Haig et Robertson voulurent reprendre à Lloyd George, devenu Premier ministre, la direction stratégique de la guerre. En vérité, ces deux anciens de l'armée des Indes acceptaient difficilement qu'un plébéien dirigeât les affaires de l'empire. Mais Lloyd George prit ses généraux de vitesse : lors de la conférence de Calais, il accepta de placer Douglas Haig sous l'autorité de Nivelles, nonobstant les traditionnelles querelles de préséance entre chefs alliés. Haig ne lui pardonna pas. Après l'échec du Chemin des Dames, malgré l'opposition de Lloyd George, Douglas Haig voulut lancer sa propre offensive. Après coup, il déclara avoir voulu ainsi soulager l'armée française, alors en proie aux mutineries ; en réalité, après l'échec des Français, il rêvait de voir l'armée anglaise prendre les opérations en main et il eût souhaité que les Britanniques remportassent un succès seuls, comme les Français y étaient parvenus à Verdun ; en outre, ce succès serait un désaveu pour Lloyd George. Celui-ci ne put empêcher Douglas Haig d'agir. L'offensive de Passchendaele fut un désastre, qui fit, de part et d'autre, près de 400 000 victimes. Lloyd George refusa de lui envoyer des renforts. Ainsi Douglas Haig put reporter la responsabilité de cet échec sur le gouvernement. Combien de Tommies ne furent-ils pas les victimes de cette querelle absurde ? De plus, elle faillit avoir des conséquences tragiques pour

les Alliés car, en 1918, les Anglais ne purent opposer à la ruée des forces allemandes que des troupes fatiguées. A cette date, hostile à l'unité de commandement interallié, Robertson avait offert sa démission. Douglas Haig dut se mettre sous les ordres de Foch et accepter les décisions de son gouvernement.

#### *Les amiraux contre Lloyd George.*

Des conflits aussi graves opposèrent les dirigeants anglais aux amiraux de la Home Fleet. Au printemps 1915, l'amiral Fisher avait condamné l'entreprise des Dardanelles et attaqué personnellement son promoteur Winston Churchill. L'amiral fut obligé de démissionner. Toutefois, lorsque le Premier ministre Asquith remania son cabinet à la suite du conflit entre Douglas Haig et Kitchener, il écarta Churchill.

Une nouvelle crise éclata, l'année suivante, lors de la reprise de la guerre sous-marine. Jugeant que le sort des navires de commerce n'était pas son affaire, l'Amirauté ne leur avait toujours pas donné d'instructions, en mars 1917, au cas où ils seraient attaqués par les sous-marins. Poursuivre les sous-marins, voire ; s'intéresser au sort des cargos n'était pas du ressort des dreadnoughts de Sa Majesté ; encore moins de les croquer.

Lloyd George eut toutes les peines du monde à faire comprendre aux amiraux que l'important n'était pas de couler des sous-marins mais de faire parvenir les navires de commerce à bon port. Or, les amiraux jugeaient l'organisation de convois impraticable. Ils arguaient de la vitesse variable des cargos, de leur abondance, de la multiplicité des routes maritimes, etc. En vérité, disposant de navires de guerre superbes, les amiraux ne voulaient pas déroger. Grâce au ralliement de jeunes capitaines, le gouvernement put organiser

quelques convois, qui mouillèrent triomphalement à Bristol et à Liverpool. Les amiraux durent s'incliner.

#### *En Allemagne : chancellerie contre état-major général.*

En Allemagne, on assista au processus inverse. Il est vrai que la victoire n'avait cessé de sourire aux militaires même si des échecs locaux avaient interrompu leur marche triomphale ; la Marne coûta son commandement à Moltke et Verdun à Falkenhayn. Pour le reste, si la guerre durait, la faute en revenait au gouvernement et aux diplomates qui n'avaient su prévenir ni l'intervention de l'Angleterre, ni celle de l'Italie. Le territoire national inviolé, les militaires considéraient néanmoins l'avenir avec optimisme. En cela, ils différaient de Bethmann-Hollweg qui, d'un naturel soucieux, le voyait toujours sous les plus sombres auspices. Rendre publiques les ambitions annexionnistes de l'Allemagne lui paraissait démentiel, ce qui créait une autre source de conflit, le chancelier jugeant que cela compromettait la paix à l'intérieur. Il passait ainsi pour timoré et l'état-major comme les milieux de droite lui reprochaient de ne pas laisser assez parler l'épée.

L'épreuve de force s'annonçait. Durant le printemps et l'été 1916, une première passe d'armes s'engagea, à propos du front oriental puis de la guerre sous-marine.

Au vrai, depuis l'échec de Verdun et l'épreuve de la Somme, Bethmann-Hollweg ne croyait plus en une victoire totale. Falkenhayn partageait ses vues mais ce soutien lui pesait : l'influence de cet ami personnel du Kaiser lui avait toujours été insupportable et l'échec de ses plans militaires à l'ouest n'était pas pour lui déplaire. Le chancelier reprochait au général de trop jouer au diplomate, à l'homme d'État. A la tête des armées, il eût souhaité un général victorieux qui « ne fasse pas de politique ». Il crut que Hindenburg était

l'homme de la situation. Durant l'été 1916, une occasion se présenta : Falkenhayn estimait que l'Autriche et la Russie étaient à bout et que l'heure d'une offensive diplomatique à l'est était peut-être arrivée. Dans ces conditions, autant valait expédier des renforts sur la Somme et à Verdun. Au contraire, Bethmann-Hollweg jugeait que la paix passait par une victoire militaire sur le front de l'est ; peut-être serait-elle le prélude à une paix générale. Il soutint les plans offensifs de Hindenburg, qu'appuyait le prince Rupprecht de Bavière. Pour cette circonstance exceptionnelle, François-Joseph accepta de placer ses troupes sous le commandement allemand, ce qui accrût encore le prestige du vainqueur de Tannenberg. Avec l'offensive Brussilov et l'entrée en guerre de la Roumanie, les arguments de Falkenhayn se révélèrent sans fondement ; l'échec définitif de Verdun l'obligea à passer son commandement à l'équipe Hindenburg-Ludendorff.

Victoire trompeuse pour Bethmann-Hollweg. Il ignorait que Hindenburg était dans le camp de ceux qui voulaient la guerre totale. Ainsi, il était rallié aux idées de Tirpitz sur la guerre sous-marine. Lorsque Bethmann-Hollweg ne voulut pas la reprendre à cause des promesses faites aux Américains et que l'amiral donna sa démission, Hindenburg et Ludendorff furent de ceux qui l'approuvèrent bien haut, accusant le chancelier de trahison. A leur tour, en octobre, ils se faisaient les champions de la guerre sous-marine à outrance « quelles qu'en soient les conséquences ». Bethmann-Hollweg rétorqua que cette décision était de sa seule compétence puisqu'il s'agissait d'un acte de politique étrangère qui pourrait entraîner l'entrée en guerre des U. S. A. Mais le Reichstag le désavoua, à la suite d'une coalition « indigne » entre l'extrême-droite et l'extrême-gauche, celle-ci ravie de voir le chancelier-la-guerre en minorité.

Quelques mois plus tard, l'Amérique déclarait la guerre à l'Allemagne. Les faits semblaient donner

raison au chancelier mais les militaires firent valoir que, vu la révolution russe, la victoire était désormais à portée de la main. Il suffisait de demander un dernier effort à la nation. Ludendorff et Hindenburg préconisaient la mobilisation de toutes les forces du pays, à n'importe quel prix. Surtout les deux chefs militaires entendaient que l'autorité militaire exerce désormais son autorité sur toutes les activités du pays. Ainsi, ils voulaient systématiser le service civil, ce qui était possible depuis que l'autorité militaire avait conclu avec les syndicats des accords directs portant sur l'utilisation de la main-d'œuvre. Ludendorff rêvait d'enrégimenter tous les jeunes, filles et garçons, dès l'âge de seize ans. L'armée les enverrait dans des camps d'entraînement militaire, ou en usine, selon le besoin. Peu à peu, il n'y aurait plus de civils ni de militaires, mais une société égalitaire authentique, qui prendrait la place de la vieille société d'avant-guerre : comme von Moellendorf le déclarait, il fallait « qu'une conscience nationale-aristocratique-corporatiste-socialiste se substitue à la conscience internationaliste-démocratique-parlementaire-capitaliste ». Un programme que le nazisme allait réaliser, plus tard, et qui visait à « unifier la patrie », mettre au pas toute la nation, à mettre fin à l'inégalité qui sépare ceux de l'arrière et ceux de l'avant.

#### COMBATTANTS ET NON-COMBATTANTS

Ce divorce entre combattants et non-combattants apparut chez tous les belligérants même si le phénomène eut une ampleur variable d'un pays à l'autre. Les « Journaux de tranchée » et les lettres de soldats révèlent la montée de ces griefs contre l'arrière, notamment en Allemagne, en France, en Italie. Parcourons *Le Verluisant*, *La Fusée*, *Le Canard du Boyau* ou dix autres

feuilles aussi éphémères. Un trait frappe : il n'est jamais question de la victoire, de la vie de l'arrière, ou de politique : c'est l'affaire des autres. *La Fusée* se déclare « antipolitique, antiboche et antitriste ». Dans leur solitude qui est extrême, les hommes qui la rédigent jugent que seul le rire doit aider à surmonter l'angoisse quotidienne. Ses éclats fusent à chaque ligne, mais en laissant un écho de rancœur et d'amertume. La guerre dure, la mort menace et le combattant pressent qu'il est la victime d'une monstrueuse duperie : il appartient à la classe des sacrifiés, alors que ceux de l'arrière, militaires ou embusqués, vivent sans se soucier, sinon pour s'étonner que la victoire se fasse attendre. Dans plusieurs beaux livres, André Ducasse, Jacques Meyer et G. Perreux ont su ressusciter cet esprit des tranchées, rappeler le comportement des « autres ». « Quand les poilus affrontent les cyclistes, les ordonnances et les cuisiniers de l'état-major, ceux-ci les font boire et manger, leur tendent des cigarettes, les comblent de soin pour racheter la sécurité dont ils bénéficient. » A l'arrière, les états-majors sont encore plus haïs, « avec leurs képis du dernier modèle Delion, leurs ceinturons à baudrier, leurs sticks et leurs bottes cirées de cavaliers ».

Les archives cinématographiques Albert Kahn ont conservé l'image douloureuse de ces permissionnaires au bonnet de police déformé, aux bandes molletières crottées, qui arrivent en gare, à Paris-Est, et restent saisis devant le spectacle d'une société indifférente à la guerre, à ses malheurs, et pour qui la vie continue. Elle continue sans eux, avec ses bals, sa Foire aux Jambons, les mardis de la Comédie-Française et les promenades au Bois de Boulogne.

Dans *l'Histoire d'une compagnie*, Charles Delvert a commenté ces images :

« Samedi, 22 avril 1916. — Paris est délicieux, les arbres sont verts, le soleil égaie le boulevard, animé comme à l'ordinaire.

« Je songe malgré moi à cette Champagne que je viens de quitter, aux maisons, dont il ne reste que quelques pans de murs croulants, à ces vastes landes sans autre végétation que des pins réduits à l'état de piquets, et, de place en place, quelques plaques d'herbe lépreuse entre les trous d'obus qui criblent cette terre blanche ou verdâtre ainsi qu'un visage grêlé de petite vérole.

« Ici, les gens vont à leurs affaires comme si de rien n'était. L'avenue de l'Opéra, le boulevard des Capucines et celui de la Madeleine, la rue Royale, la place de la Concorde, ont leur aspect accoutumé.

« Les pelouses sont vertes, les corbeilles de fleurs, épanouies, brillantes de couleurs fraîches, les arbres ont leur frondaison nouvelle dans sa jeunesse première, ils ne seront jamais plus beaux.

« Dans le ciel bleu courent de légers nuages d'argent. « Il fait bon vivre.

« On comprend que les gens de l'arrière se résignent à la guerre.

« Ce soir, pris le train de Bordeaux à 21 h 50.

« Il est bondé de gens qui vont en villégiature.

« Ce qu'il y a de consolant, c'est la certitude où l'on est que, si l'on sèche dans les fils de fer, ce ne sera pas pour le monde une perte bien sensible. » « Jamais tu ne croirais, témoigne P. Truffrau, que nous sommes en guerre. Plus elle dure, plus ils s'amuse ; des magasins éclairés, des autos superbes, des femmes chic avec petits chapeaux, grandes bottes, poudre de riz, manchons et des petits chiens ; et des embusqués avec de belles vareuses en drap fin, des culottes ajustées et des machins jaunes bien plus reluisants que nos officiers. C'est une chose que répètent inlassablement les hommes casqués et sales, en capote fanée et gros souliers, qui errent sur les boulevard. »

De retour au front, rien n'agace plus les soldats que les jérémiades de ceux de l'arrière. L'un d'entre eux écrit à sa femme : « Nous risquons de ne pas nous comprendre, si tu parles "arrière" et moi "front". Les sacrifices de tout ordre, de toute nature sont un lot que le poilu voudrait voir partager en deçà des lignes à la manière du front (...) — Cartes de sucre ? " C'est donc

qu'il y a du sucre ", dit le poilu. — Taxes sur l'entrée au cinéma ? " C'est donc qu'ils vont au théâtre, les gars ". — Charbon rare, bois hors de prix ? " C'est donc qui (*sic*) se tiennent les pieds au chaud ". » (Cité par J. N. Jeanneney.) Ironie, amertume et colère s'expriment, par éclairs, dans la chronique des journaux de tranchée. Voilà qu'un sous-préfet, nourri de bons sentiments, vient s'enquérir des conditions de vie du soldat. *Le Canard du Poilu* relate ainsi sa visite : « Soudain, un sifflement d'obus... On se précipite pour voir. Un civil, les poths, un civil... Telle une apparition, un civil apparut. Frais et rose, en haut-de-forme, une redingote et des souliers jaunes. — Qu'est-ce qu'il peut bien f... par ici ? — C'est un espion. Mais non. Il souriait d'un bon sourire de France. — Je suis le sous-préfet qu'il dit. »

Pensées et sentiments réprimés s'exprimèrent dans *La Fusée* :

*Poilu, vrai Prince des Combats,  
Saisis en tes mains purpurines  
Quelques grenades anodines,  
Lance-les loin, plus loin que cela,  
Aussi loin que tu pourras  
Jusqu'à Lyon, Bordeaux ou Nîmes,  
Par pitié, ne les rate pas,  
Les embusqués sont les victimes.*

Les combattants ne doutaient pas de la légitimité de leur sacrifice. Pourtant, l'impudeur des partisans de « la guerre à outrance » les exaspère lorsque leur appel vient de l'arrière. Un article de *Soldat Grajdantin* en témoigne :

« " Jusqu'au bout ", croasse le corbeau nettoyant les ossements humains sur les champs de bataille.

« Que lui importe à lui la vieille mère qui attend le retour de son fils ou l'octogénaire qui, d'une main tremblante, guide la charrue ?

« " La guerre jusqu'au bout ", crie l'étudiant qui rassemble des milliers de personnes sur la place publique et leur assure que tout notre malheur vient des Allemands. Pendant ce temps, son père, qui a vendu l'avoine à 16 roubles le pud, est assis dans un bruyant cabaret où il soutient les mêmes idées.

« " Jusqu'au bout ", clament les agents des gouvernements alliés en faisant le tour des champs de bataille jonchés des cadavres des prolétaires.

« Peut-il crier : " La guerre jusqu'au bout ", le soldat assis dans les tranchées ? Non. La voix qu'il fait entendre est autre.

« Camarades, que celui qui crie : " La guerre jusqu'au bout " soit envoyé bien vite en première ligne, on verra ce qu'il dira. »

Ainsi, que les gens de l'arrière soit « patriotards » ou pacifistes, qu'ils pensent à la guerre ou qu'ils l'ignorent, que leur existence soit difficile ou qu'ils en profitent, ces embusqués étaient coupables.

« Ils ont des droits sur nous », s'exclamait Clemenceau au lendemain de l'armistice. Il parlait des Poilus et exprimait le sentiment de millions de soldats.

Or, redevenus civils, ceux-ci idéalisèrent aussitôt leur existence passée dans les tranchées, les vertus qu'elles avaient suscitées. Vis-à-vis de l'arrière, où régnaient l'arrivisme, le système D, le luxe et les plaisirs délicats, la vie de combattant devenait un exemple de solidarité virile entre des hommes qu'un idéal unique avait réuni, quelles que soient leurs convictions religieuses, leur race, leur origine sociale. L'esprit « ancien combattant » naquit ainsi, de rancœur et de nostalgie, avec son aspiration commune à la reconnaissance des autres, le besoin de se retrouver pour faire revivre ces relations incommunes entre des êtres qui avaient vécu ensemble une traî die.

Ces sentiments s'exaspérèrent au lendemain de la guerre lorsque ces démobilisés ne purent décidément pas se réadapter à la monotonie de l'existence d'autrefois.

Les années perdues, la vanité du sacrifice, l'indifférence et l'ingratitude des autres les frappèrent dans leur sensibilité, dans leur dignité, dans leur honneur. Vainqueurs ou vaincus, ils s'en sentirent humiliés, et chez certains d'entre eux mûrissait inconsciemment le besoin d'une vengeance. Enrégimenter l'arrière, lui apprendre à vivre et à mourir comme avaient vécu et étaient morts les combattants, telle est la leçon que veulent enseigner les associations créées au lendemain de la guerre, puis les Ligues des années Trente. Elles se constituèrent sous le signe de l'esprit des tranchées. En Allemagne, au lendemain de la défaite, reprenant sans le savoir une idée de Ludendorff, Hitler déclarait que « seuls des inconnus pourraient sauver le peuple allemand (...) à condition qu'ils viennent du front et qu'ils aient fait leur devoir pendant la guerre ». Après la victoire, Mussolini et d'autres, en France, en Belgique, en Grande-Bretagne tinrent des propos identiques. Comme Rudolph Hess l'a proclamé : « Le Troisième Reich a trouvé son fondement dans une idée qui est venue des tranchées. »

Certes, seule une minorité d'anciens combattants a milité dans les Ligues et seule une minorité de ligueurs fit effectivement la Grande Guerre. Il reste que ce noyau exprimait le ressentiment de toute une classe, la classe des sacrifiés.

#### LES GENS DE L'ARRIÈRE : PAYSANS ET CLASSES MOYENNES

Prenant conscience de sa solidarité, la classe des sacrifiés nourrissait un ressentiment particulièrement vif à l'encontre des profiteurs de guerre, un point sur lequel elle partageait la colère de la classe ouvrière. *Soldat Grajdanin* pense naturellement au koulak, qui vend l'avoine 16 roubles le pud. En Russie effective-

ment les paysans propriétaires ont vu leur sort s'améliorer depuis le début des hostilités. Les nécessités du ravitaillement, le départ des hommes, la pénurie ont fait monter les prix agricoles. En vérité, le manque de produits venus de la ville rend leur profit illusoire : à quoi bon des roubles inutiles ? La guerre ne les en a pas moins enrichis, et les paysans pauvres ne pensent qu'à devenir propriétaires à leur tour ; il en alla de même en France et chez les autres belligérants.

La guerre avait frappé la classe paysanne plus durement que les autres puisque 52 % des morts furent, en France, des paysans. Leurs familles n'en tirèrent pas moins avantage. A l'ouest et à l'est la guerre mit fin à l'endettement de la paysannerie. En Italie, elle améliora également le sort des plus déshérités, comme en atteste le fléchissement du mouvement revendicatif dans les campagnes (voir le tableau 1). Ainsi la Grande Guerre fit de la propriété bourgeoise le bien des paysans, un phénomène que les contemporains perçurent mais dont ils ne mesurèrent pas plus la portée qu'ils ne virent poindre le déclin des classes moyennes.

Le phénomène fut général : en France comme en Autriche, en Italie ou en Russie, la hausse des prix due à la pénurie frappa durement les classes moyennes. Plus vulnérables que les autres catégories de la société, les personnes à revenus fixes virent leur niveau de vie s'effondrer : employés, fonctionnaires, petits rentiers propriétaires d'immeubles, retraités, se prolétarisèrent, bientôt rejoints par l'armée des publicistes, journalistes et gens du spectacle que l'état de guerre ou la pénurie réduisaient au chômage.

Kautsky et Bernstein avaient prédit depuis longtemps que, financée avec les économies des petits épargnants, la guerre ferait des classes moyennes un nouveau prolétariat. Elle ruina également les petits chefs d'industrie, gros artisans, etc., qui furent souvent absorbés par les grandes entreprises. Ce processus fut particulière-

ment rapide en Italie, où le phénomène de concentration était poussé et où l'impôt de guerre frappa plus inégalement qu'ailleurs les commerçants et la petite industrie.

Rentiers, retraités, petits-bourgeois avaient souscrit aux emprunts, prêté à l'État, leurs fils étaient partis à la guerre, eux-mêmes avaient engagé le salaire de leur travail : ils espéraient que la fin de la guerre leur assurerait, avec l'intérêt de leur argent, la sécurité de leurs vieux jours. Il n'était pas question pour eux d'une paix sans victoire.

Les perspectives des travailleurs, celles de leurs dirigeants, étaient naturellement tout à fait différentes.

#### LES « OPPOSANTS »

Août 1914. L'élan patriotique avait emporté l'Internationale. Parjures à leurs serments, socialistes, anarchistes, militants ouvriers et révolutionnaires avaient couru sus à l'ennemi, comme tout le monde. Au témoignage de Péricat pour la France, de Dittmann pour l'Allemagne, ceux qui voulurent rester conséquents, résister à cette explosion guerrière faillirent bien être lynchés. La rareté des témoignages reflète d'ailleurs la même vérité, le petit nombre des opposants. Dans le cœur de chaque Français, de chaque Allemand, le patriotisme l'avait emporté sur l'internationalisme ; l'éducation reçue avait désigné avec plus de force l'adversaire national que l'ennemi social.

Pendant la crise de juillet, le monde des militants était resté fidèle à son esprit internationaliste jusqu'au dernier instant : les secrétaires généraux des syndicats français et allemand, Jouhaux et Legien, étaient restés en rapports très étroits. Lors de l'invasion de la Belgique, la première pensée de Ramsay MacDonald et d'Appleton fut pour ces « pauvres socialistes allemands ». Mais Legien comme Jouhaux, Guesde ou Henderson furent entraînés par des forces

irrésistibles. Alors que la guerre était accueillie avec enthousiasme ou ferveur, ils donnaient l'impression de vivre dans un monde à part, trahissant consternation et désespoir. « Ce jour (31 juillet), écrit Merrheim, secrétaire de la fédération des Métaux, j'eus la sensation que tout était terminé ; que Jaurès croyait la guerre inévitable et qu'il la voyait avec épouvante pour la classe ouvrière. » La veille au soir, dans les locaux de *L'Humanité* bondés de militants, l'opinion dominait que « les manifestations contre la guerre étaient désormais inutiles et que le Congrès international n'aurait pas lieu ». Alors que, chez les anarchistes, « rien n'est organisé pour s'opposer à la mobilisation », chez les socialistes la mort de Jaurès ajoute au désarroi général. Le lendemain, l'inquiétude patriotique a gagné le pays et le Comité confédéral de la C. G. T. repousse la grève générale à l'unanimité : aussitôt, le ministre de l'Intérieur Malvy suspend les mesures prévues contre les chefs anarchosyndicalistes ; il donne l'ordre aux préfets de ne procéder à aucune arrestation des personnes inscrites sur le *Carnet B*.

Ainsi délivrés de la peur, les dirigeants révolutionnaires se scindent en deux groupes. Ceux qui se sentaient vaincus et qui, par un effort d'analyse, essayèrent de comprendre ce qui avait pu se produire : une partie d'entre eux formera ultérieurement le noyau du mouvement pacifiste. Ceux qui, naturellement, restèrent à la crête de la vague populaire. Ainsi Jouhaux, sur la tombe de Jaurès, qui ne sait que dire « au nom de ces travailleurs qui sont partis, au nom de ceux qui vont partir et dont je suis ». Il ne partit point, mais son ralliement à la guerre suivait celui des socialistes ; ce même jour, ils avaient voté les crédits militaires.

Après le « vautrement » du 4 août, l'invasion rallia les derniers hésitants à l'*Union sacrée*. Le 26 août, les socialistes Jules Guesde et Marcel Sembat acceptaient d'entrer dans le ministère Viviani, suivis en 1915 par Albert Thomas. De leur côté les chefs syndicalistes siégeaient au *Comité de Secours national*, le secrétaire général aux côtés de l'archevêque. Quelques semaines plus tard, « convoqué par le ministre de l'Intérieur, l'anarchiste Sébastien Faure fondait en larmes. De peur

de faire le jeu de l'Allemagne, il était devenu belliqueux » (A. Ferry). Ainsi, en un mois, toute opposition à la guerre avait disparu : justifiant ce retournement, les quatre grands leaders socialistes, Guesde, Sembat, Longuet et Vaillant adressaient au Bureau de l'Internationale un manifeste auquel s'associait le Belge Vandervelde ; ils y déclaraient que « les travailleurs, éloignés de toute pensée d'agression, avaient la certitude de défendre l'indépendance et l'autonomie de la nation contre l'impérialisme allemand, de soutenir le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, enfin d'être compris des socialistes allemands. Ils considèrent que le progrès social passe préalablement par la défense de la patrie ».

Ce manifeste coupait le cordon qui liait encore les socialistes français et leurs camarades allemands. Apprenant que les socialistes allemands avaient voté les crédits militaires au Kaiser, il n'était plus question qu'ils fussent rétablis. Maintes tentatives furent faites par des neutres pour les rétablir, toutes échouèrent.

Certes, quelques isolés, syndicalistes, anarchistes ou socialistes groupés autour de la *Voix ouvrière*, essayèrent de lutter contre le courant. Rétrospectivement, leur rôle a pris de l'importance parce qu'ils étaient en relations avec les émigrés russes qui allaient accomplir la révolution d'Octobre ; historiquement, leur existence mérite également d'être rappelée parce qu'ils surent faire survivre une flamme internationaliste et rester fidèles à leur idéal pacifiste. Leur action n'en eut pas moins un rayonnement extrêmement faible. Selon Leonid Martov qui a rédigé un opuscule resté inédit sur *La Crise de la démocratie en France*, les premières figures en furent Louise Saumonneau, animatrice des femmes socialistes, et Nicod. Ensemble, ils rédigèrent la première lettre circulaire contre l'attitude prise par le parti. Chez les syndicalistes, le premier opposant « responsable » fut Merrheim qui essayait de rapprocher l'opposition syndicale de l'opposition socialiste tandis que le

groupe Monatte voulait empêcher les anarcho-syndicalistes de fonder une nouvelle Internationale qui serait fermée aux socialistes. Ces précurseurs, auxquels se joignit A. Rosmer, ne furent longtemps qu'une poignée. Toutefois la prise de position de Romain Rolland dans le *Journal de Genève* du 22 septembre 1914 donna un rayonnement démesuré au « pacifisme français ». Romain Rolland ne s'inspirait ni de la tradition socialiste, ni de l'esprit de l'Internationale : « *Au-dessus de la mêlée* » était seulement « un poignant cri d'humanité ». « Il magnifia le courant français d'opposition à la guerre. »

Comme en France, les socialistes et syndicalistes allemands réalisèrent l'Union sacrée (*Burgfriede*). Pourtant, pendant la crise de juillet, les uns et les autres avaient condamné l'attitude belliqueuse des dirigeants autrichiens : « Pas une goutte de sang allemand ne doit être sacrifié aux despotes de Vienne », écrivait *Vorwaerts*, organe officieux du parti de la social-démocratie. Toutefois, dès que l'intervention de la Russie parut probable, la guerre fut ressentie comme une guerre pour la défense de la patrie contre les Slaves, pour la sauvegarde du socialisme contre l'autocratie. A la proclamation du *Kriegszustand*, le 31 juillet 1914, les meetings en faveur de la paix furent interdits et *Vorwaerts* n'esquissa aucun geste de protestation. A la réunion du parti où devait se décider le vote sur les crédits militaires, « l'ambiance était telle, rapporte Édouard Bernstein, qu'il ne fut plus question de l'Autriche, mais uniquement de la Russie et de la France qui, jugeait-on, avaient ouvert les hostilités sans nécessité à propos d'une querelle balkanique ». Quelques députés seulement envisagèrent, par principe, de refuser les crédits militaires ; toutefois, avec Karl Liebknecht lui-même, ils avaient proclamé la nécessité de la discipline de vote, leur attitude n'eut aucune conséquences ; on observa plutôt que ce fut Haase, situé à la gauche du parti, qui donna les raisons des sociaux-démocrates de se

rallier à l'Union sacrée et de voter les crédits militaires.

Le gouvernement impérial fut tellement stupéfait qu'il adopta aussitôt une attitude libérale vis-à-vis de l'opposition. Il entra en rapport avec les leaders syndicaux pour étudier avec eux les modalités pratiques de la conversion économique et sociale qu'allait nécessiter l'état de guerre.

Ainsi, les représentants de la classe ouvrière, en Allemagne comme en France, adoptaient une attitude voisine devant le problème de la guerre. Jules Guesde la justifiait ainsi en janvier 1918 : « Autant, en temps de paix, en matière sociale, la collaboration politique et gouvernementale des classes est la pire des duperies parce que conservatrice de la *société* capitaliste dont la destruction s'impose à l'affranchissement du travail et de l'humanité, autant, en cas d'agression, en matière de défense nationale, elle devient un devoir socialiste, parce que conservatrice de la *nation* qui est à la fois le cadre indispensable à l'action ouvrière d'aujourd'hui et la condition de l'internationalisme de demain. »

Participation socialiste au gouvernement en France, intégration de l'appareil syndical à l'État en Allemagne, tels étaient les traits spécifiques de l'Union sacrée en France et en Allemagne. Ni en Angleterre, ni en Russie, la solidarité nationale n'atteignit une semblable unanimité.

### *Le cas de l'Angleterre et de la Russie.*

En Angleterre, les plus pacifistes devinrent les plus belliqueux dès lors que la volonté d'agression de l'Allemagne apparaissait clairement et que les intérêts de la nation étaient mis en péril par la menace sur Anvers.

Pourtant, une poignée de socialistes refusa de faire chorus : avec MacDonal, Ph. Snowden et la majorité des membres du British Socialist Party, elle reconnais-

sait que l'invasion de la Belgique était un *casus belli* pour le gouvernement anglais, certes ; mais les socialistes n'avaient pas à approuver les actes du gouvernement ; d'ailleurs la guerre avait des causes plus complexes que celles qui découlaient de la crise de juillet.

Aussi, lorsque Asquith proposa au Secrétaire du *Labour Party* de participer à la coalition gouvernementale, Macdonald refusa et il donna sa démission : « Il ne voulait être pour rien dans cette affaire. » En outre, au lendemain de la proclamation du *Defence of Realm Act*, le 8 août, il restait encore 15 % des entreprises en grève à poursuivre le mouvement, plus que partout en Europe. Des journaux comme *The Pioneer* et *Forward*, de Glasgow, continuèrent à stigmatiser la politique de Sir Edward Grey, rompant brutalement avec les socialistes gouvernementaux comme Arthur Henderson ou *Jingoes*, tel Hyndman, qui, minoritaire au sein de son parti, bataillait seul dans son hebdomadaire *Justice*. Dès le mois de septembre, l'Union of democratic Control se constituait, pour exiger le contrôle démocratique de la politique étrangère du gouvernement et s'élever contre la conclusion d'accords secrets : elle était promise à un grand rayonnement et revendiquait bientôt plus de 500 000 adhérents.

L'opposition d'une minorité de Russes à l'Union Sacrée fut plus radicale encore, parce qu'en Russie les militants révolutionnaires et la classe ouvrière étaient moins intégrés à la société qu'en Occident.

Néanmoins, quinze millions de soldats avaient répondu sans faillir à l'appel du tsar. On avait prévu un million de déserteurs : il y en eut à peine quelques milliers. L'opinion russe estimait que la cause était juste : le pays honorait la parole donnée au « petit frère » serbe, l'alliance avec les démocraties occidentales laissait espérer, pour l'après-guerre, un alignement des institutions sur celles de l'Occident. Georges Plekhanov lui-même, le « père de la social-démocratie russe », jugeait que la lutte

contre l'impérialisme allemand devait passer avant tout, et il invitait les révolutionnaires à suspendre la lutte contre le tsarisme, pour ne pas gêner l'effort de guerre contre l'Allemagne de Guillaume II.

Cependant toute opposition n'avait pas disparu. Dès le premier jour, certains émigrés, Lénine, Trotski, Martov, avaient stigmatisé la « guerre impérialiste » et dénoncé l'égale responsabilité des deux camps. Toutefois, tandis que ses compagnons se contentaient de préconiser une paix immédiate, Lénine recommandait, dès septembre 1914, « la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile » : pour la Russie, le mal absolu était le tsarisme ; la victoire de ses armées ne pourrait que le consolider : aussi les révolutionnaires devaient-ils lutter pour la défaite du gouvernement. Et cette tactique, selon lui, n'était pas valable pour les seuls révolutionnaires de Russie. Ce défaitisme (*porazentsvo*) recueillit peu d'écho. A Paris, parmi les émigrés bolcheviks s'engagèrent dans l'armée française, plus sensibles aux appels de Plekhanov qu'à ceux de Trotski du groupe *Nache Slovo*. En Russie, même contagion patriotique : certes, les sociaux-démocrates votèrent contre les crédits militaires, les « troudoviks » quittèrent la séance de la Douma ; ils n'en déclarèrent pas moins qu'ils contribueraient à la défense nationale ; seuls les bolcheviks gardèrent une attitude d'opposition absolue.

Ces éclats eurent peu de retentissement : lorsque le gouvernement de Goremykine fit déporter en Sibérie les cinq députés bolcheviks, il n'y eut guère de protestations. A l'appel du parti, quelques usines seulement firent grève. La guerre avait-elle sonné le glas du mouvement révolutionnaire ?

### *La faillite de l'Internationale.*

En dépit de l'opposition des socialistes russes, serbes, de la réserve de quelques isolés en Angleterre, en Allemagne et bientôt en France, la II<sup>e</sup> Internationale avait bien fait faillite. Militants et travailleurs de tous les pays en guerre trouvèrent aussitôt une justification à leur attitude. Annie Kriegel a proposé un classement des raisons invoquées par les Français. Comme cette analyse a une valeur exemplaire, nous en reprenons le principe à l'échelle de l'Europe.

1. *Justifications théoriques découlant de la nature de la guerre :*
  - La responsabilité du pays n'est pas engagée : la guerre est une guerre de défense autorisée et même exigée par la doctrine socialiste ;
  - la classe ouvrière a intérêt, au même titre que la bourgeoisie, à la victoire : la guerre de classe visant à ne pas ajouter à l'exploitation capitaliste la surexploitation du capital ennemi ;
  - la guerre n'est pas seulement une guerre impérialiste ; elle vise à libérer les territoires envahis par les armées ennemies.
2. *Justifications fondées sur les données internationales socialistes :*
  - L'impuissance de l'Internationale ne laisse pas d'autre issue ;
  - Les socialistes du pays adverse ayant voté les crédits militaires de guerre, l'Internationale ne peut triompher qu'après la destruction de l'impérialisme ennemi ;
  - tous les partis socialistes dans les pays belligérants font l'Union sacrée.
3. *Justifications fondées sur des données particulières à chaque pays :*

- Certaines parties du territoire national ont été naguère injustement arrachées à la patrie ;
- la victoire de l'ennemi menacerait l'avenir des libertés ou les chances d'instaurer le socialisme dont la nation est la garantie ;
- seul, le génie national peut apporter à l'humanité les valeurs de régénération qu'on attend du socialisme.

### *Vers l'association capital-travail ?*

Un certain nombre de révolutionnaires ralliés à l'Union Sacrée déclaraient que la révolution et le socialisme jailliraient de la guerre. Leurs prémisses n'avaient rien de commun avec celle de Lénine ou de Rosa Luxembourg. Léonid Martov analysait ainsi l'itinéraire idéologique de militants comme Hyndman en Angleterre, Gustave Hervé en France, auxquels il aurait adjoint Mussolini s'il avait écrit son opuscule une année plus tard : « D'abord, ils ont défendu leurs propres objectifs socialistes ; puis la classe ouvrière a compris la vanité d'une telle position et elle a fait de la solidarité nationale le critère de sa conduite politique ; ensuite, ils sont passés au socialisme-national. Gustave Hervé prévoit la banqueroute du socialisme de classe, à l'allemande ; il annonce le socialisme des gens « réfléchis ». Jouhaux prévoit une ère d'association capital-travail, et Rosenthal, dans *Le Populaire*, trace des programmes d'avenir. » En Allemagne, l'expérience était poussée très loin : les syndicats réussissaient à obtenir la reconnaissance de leur légitimité, de leur droit à négocier avec le patronat et la bureaucratie.

### *Les opposants se ressaisissent : vers Zimmerwald.*

Ces « succès » et ces raisons n'avaient pas convaincu tout le monde. Dans chaque pays, des opposants avaient fini par se regrouper en tâtonnant. Jamais ils n'envisagèrent, comme Lénine le préconisait, d'agir dans le sens de la défaite de leur propre gouvernement ; mais ils mettaient en question la nature de la guerre, contestaient qu'elle fût de caractère seulement défensif ; ou bien ils disaient leur désaccord avec les arguments qui légitimaient la guerre d'un point de vue de classe. Toutefois, sans le support de l'opinion, leur argumentation serait restée sans portée, même s'ils avaient réussi à redonner vie à l'Internationale. Inversement, l'existence d'un état-major et d'une théorie révolutionnaire permit d'orienter le mécontentement, de lui donner une signification idéologique et de l'exploiter dans le sens du socialisme, de l'internationalisme, de la révolution.

L'état-major se constitua avant que le gros des troupes manifestât la volonté de se battre. Il réussit à élaborer les concepts qui allaient commander l'action ultérieure du mouvement révolutionnaire.

Grâce au relais des neutres, Italiens, Hollandais et Scandinaves surtout, les relations entre révolutionnaires avaient pu renaître. Ceux qui étaient d'accord pour affirmer que la guerre avait un caractère impérialiste, qu'il fallait redonner vie à l'Internationale, qu'elle devait s'efforcer de mettre fin aux hostilités se regroupèrent. A Lugano, puis à Copenhague, des appels furent lancés en ce sens, mais en vain : Français et Belges rejetaient le principe même d'une réunion à laquelle auraient assisté des Allemands. Lorsque les socialistes alliés confèrent entre eux, à Londres, ils n'invitèrent ni les Serbes, ni les mencheviks ou bolcheviks russes qui avaient adopté des positions hostiles

à la guerre. Parallèlement, la réunion des socialistes centraux, à Vienne, restait fermée aux neutres et à l'ennemi.

La première conférence internationale réunissant des socialistes belligérants de camps opposés fut celle des Femmes socialistes, à Berne. Réunie sur l'initiative de la section russe, animée par Elizabeth Petrova (Inessa Armand), Nadejda Krupskaja, etc., de tendance bolchevique, elle fut convoquée par Clara Zetkin. Elle aurait souhaité n'inviter que les éléments de la tendance de gauche du mouvement, sans distinction de nationalité. Toutefois, la réunion de Berne comprit des éléments moins extrêmes « parce que, parmi les femmes, il était difficile de distinguer la gauche de la droite (...) et que beaucoup refuseraient d'assister à une réunion qui ne comprendrait que des gauches ». Des représentants de la social-démocratie allemande vinrent, mais sans l'autorisation de leur parti : il n'y eut pas de délégués autrichiens, mais quatre Anglaises, la Française Louise Saumonneau, plusieurs Russes et Polonaises ; des représentants des Belges se virent refuser le passeport par leur gouvernement. Les résolutions adoptées à Berne rejetèrent à la fois le principe de l'Union sacrée et le défaitisme des bolcheviks ; elles reflétaient le « pacifisme bon-bon » des Anglais et des Hollandais bien plus que les conceptions des promoteurs. Bolcheviks et gauchistes allemands y souscrivirent néanmoins pour empêcher la rupture de la conférence.

Une conférence des Jeunesses socialistes réunit, également à Berne, des Russes, des Allemands, des Neutres. Mais pas plus que la précédente, elle n'émanait des instances de l'Internationale qui s'en tenaient au vœu exprimé naguère à Lugano. Grâce à l'acharnement de l'Italien Morgari et du Suisse Robert Grimm, ce vœu finit par se réaliser en dépit de l'obstruction de la majorité des bureaux et des membres des organisations internationalistes appartenant à des pays belligérants.

Aussi, les 38 délégués qui se rencontrèrent secrètement à Zimmerwald, en septembre 1915, appartenaient à la gauche de leur mouvement et ils n'avaient qu'une faible valeur représentative ; ils ne constituaient même pas une Internationale-croupion puisque leur réunion n'émanait ni de son secrétariat ni de son bureau. Avant de lancer des invitations, les promoteurs avaient décidé de ne pas se limiter à ceux qui se situaient à l'extrême gauche, mais de convier également des leaders plus modérés comme Haase, Troelstra et Branting. Il avait été également convenu que la conférence ne chercherait pas à poser les fondements d'une nouvelle Internationale mais qu'elle se limiterait à appeler le prolétariat à une action en faveur de la paix.

Dès l'ouverture, trois tendances apparurent. Une vingtaine des présents, constituant ainsi la majorité, voulaient avant tout que la conférence soit une grande manifestation en faveur de la paix. Ils ne souhaitaient pas une rupture ouverte avec les social-patriotes et la II<sup>e</sup> Internationale. Parmi eux se trouvaient les Français Merrheim et Bourderon, représentant respectivement le Syndicat des métaux et l'Union des travailleurs du cuivre (celui-ci appartenait au parti socialiste mais il n'était pas à Zimmerwald à ce titre) ; elle comprenait également la majorité des Allemands, dont Lebedour ; les mencheviks Martov et Axelrod, quelques Italiens et Polonais. Ceux qui n'acceptaient pas ces objectifs en les jugeant trop modérés exigeaient une dénonciation de l'Union sacrée, une rupture avec les social-patriotes et la transformation de la guerre en guerre civile. Ils formaient un groupe de huit à dix délégués dont Lénine, Zinoviev, Radek et le Suisse Platten. Entre eux, se trouvait un groupe du centre avec Roland Horst, Grimm, Trotski et Balabanova. La majorité appartenait ainsi à la droite, elle-même située à la gauche du mouvement révolutionnaire dans chacun des pays représentés. La gauche accepta néanmoins de sous-

signer un texte rédigé en commun, le Manifeste de Zimmerwald, promis à un grand retentissement, à l'intérieur du monde des militants socialistes et syndicalistes.

#### PROLÉTAIRES D'EUROPE!

« Voici plus d'un an que dure la guerre! des millions de cadavres couvrent les champs de bataille. Des millions d'hommes seront, pour le reste de leurs jours, mutilés. *L'Europe est devenue un gigantesque abattoir d'hommes.*

« Quels que soient les responsables immédiats du déchaînement de cette guerre, une chose est certaine : *la guerre qui a provoqué tout ce chaos est le produit de l'impérialisme.* Elle est issue de la volonté des classes capitalistes de chaque nation de vivre de l'exploitation du travail humain et des richesses naturelles de l'univers. De telle sorte que les nations économiquement arriérées ou politiquement faibles tombent sous le joug des grandes puissances, lesquelles essaient, dans cette guerre, de remanier la carte du monde par le fer et par le sang, selon leurs intérêts. (...)

« Les capitalistes de tous les pays, qui frappent dans le sang des peuples la monnaie rouge des profits de guerre, affirment que la guerre servira à la défense de la patrie, de la démocratie, à la libération des peuples opprimés. Ils mentent. *La vérité est qu'en fait ils ensevelissent, sous les foyers détruits, la liberté de leurs propres peuples en même temps que l'indépendance des autres nations.* De nouvelles chaînes, de nouvelles charges, voilà ce qui résultera de cette guerre, et c'est le prolétariat de tous les pays, vainqueurs et vaincus, qui devra les porter. (...)

« *Les institutions du régime capitaliste qui disposaient du sort des peuples : les gouvernements — monarchiques*

*ou républicains —, la diplomatie secrète, les puissantes organisations patronales, les partis bourgeois, la presse capitaliste, l'Église : sur elles toutes pèse la responsabilité de cette guerre surgie d'un ordre social qui les nourrit, qu'elles défendent et qui ne sert que leurs intérêts.*

#### PROLÉTAIRES!

« Depuis que la guerre est déchaînée, vous avez mis toutes vos forces, tout votre courage, toute votre endurance au service des classes possédantes, pour vous entre-tuer les uns les autres. Aujourd'hui, il faut, restant sur le terrain de la lutte de classe irréductible, agir pour votre propre cause, pour le but sacré du socialisme, pour l'émancipation des peuples opprimés et des classes asservies. (...)

« Ouvriers et ouvrières, mères et pères, veuves et orphelins, blessés et mutilés, à vous tous qui souffrez de la guerre et par la guerre, nous vous crions : Par-dessus les frontières, par-dessus les champs de bataille, par-dessus les campagnes et les villes dévastées :

« **PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!** »

Zimmerwald (Suisse), septembre 1915.

#### *Les réactions de la classe ouvrière.*

Sollicitée par l'idéologie des classes dirigeantes, des socio-nationaux, des internationalistes-pacifistes, la classe ouvrière réagit différemment dans chaque pays, selon sa relation avec l'État, les conditions de son développement, les prises de position de son état-major.

#### *Sa position.*

Au sein de la société de guerre, la classe ouvrière avait une position ambiguë. D'un côté, ses éléments conscients avaient réussi depuis longtemps à l'animer

d'une véritable vocation révolutionnaire, à la persuader qu'elle seule était qualifiée pour réaliser la société nouvelle que tous les opprimés appelaient de leurs vœux. Les travailleurs vivaient ainsi dans l'espoir de la « lutte finale ». La guerre avait interrompu leur élan et, en Russie particulièrement, ils avaient le sentiment qu'elle les soumettait plus que jamais à leurs maîtres de tous jours. Leur désarroi et leur détresse étaient d'autant plus grands que l'opinion publique réservait ses lamentations aux soldats « qui offraient leur sang pour sauver le pays ». Aussi jamais la classe ouvrière n'eut autant la certitude qu'elle constituait bien « les damnés de la Terre ».

En outre, les classes dirigeantes faisaient sentir aux travailleurs que leur situation était relativement privilégiée : mieux valait le travail à la chaîne que la mort aux tranchées. Elles jouaient du chantage au rappel pour briser leur volonté revendicatrice. En Angleterre, avant même que la conscription ait été votée, les tribunaux envoyèrent en prison un nombre croissant de travailleurs : pour 15 arrêts pris en août 1915, on en comptait 772 en juillet 1916 ; le plus souvent, le motif invoqué était le refus de payer les amendes. En France, rapporte Henry Maunoury, « le ministère de la Guerre avait trouvé un moyen élégant de débarasser les milieux politiques d'un certain nombre de syndicalistes remuants, réformés ou mis en sursis d'incorporation en raison de leur santé. À la faveur des révisions collectives, l'examen physique de ces syndicalistes avait été confié à des médecins dûment stylés et tous avaient été incorporés. Le colonel Goubet, chef du 2<sup>e</sup> Bureau, proposait d'envoyer les plus exaltés, surtout un nommé R..., dans certaines régions sahariennes où le cylindre des routes coïncide avec celui des caractères et d'où l'on ne revient pas toujours » ; il est douteux que ces derniers propos aient eu une suite mais l'affaire des médecins suscita de vives réactions dans les milieux universitaires.

### *Conditions d'existence et sentiments.*

Les conditions d'existence des travailleurs demeuraient très précaires. Pour le plus malheureux, l'ouvrier russe, vivre, c'était ne pas mourir. Douze heures de travail par jour à la station de Korsovka dans le grand nord ; onze heures et demie pour les enfants de Petrograd et, en toutes circonstances, un salaire de misère. Le cinéma a conservé les images tragiques de ces adolescents, rampant dans la mine, une chaîne à la cheville et tirant un chariot de minerai. L'insécurité s'accroissait d'ailleurs avec les années de guerre : en Allemagne, par exemple, les accidents du travail passèrent de 102 332 à 112 257 entre 1914 et 1918 dans les industries chimiques et les mines seulement. En Grande-Bretagne, le nombre de morts par accidents du travail s'accrut de 35 % pendant le même laps de temps.

Certes, depuis quelques années, les conditions d'existence des travailleurs s'étaient améliorées, en Occident notamment, et spécialement pour les ouvriers des usines de guerre. Calculées en pourcentage, les hausses de salaire consenties depuis 1915 faisaient frémir économistes et statisticiens. Satisfaits de ce progrès, hommes politiques et chefs syndicalistes ignoraient déjà que le sentiment d'aliénation sociale ne se calcule pas en pourcentage. D'ailleurs, vu la hausse des prix, les travailleurs observaient que ces améliorations étaient illusoire ; de plus, l'écart qui les séparait des autres catégories sociales était toujours infranchissable et leur condition d'ouvrier ne se modifiait pas.

### *Le rôle des prisonniers et des femmes.*

D'abord favorisée dans sa lutte revendicative par le plein emploi, la classe ouvrière fut ensuite handicapée

par l'afflux de nouvelles catégories de travailleurs : prisonniers de guerre ou étrangers, et surtout femmes et adolescents.

L'emploi des prisonniers était réglementé par des conventions internationales qui, dans l'ensemble, furent respectées ; pourtant, les Allemands instaurèrent une sorte de travail forcé pour les Belges qui, par milliers, allèrent travailler dans la Ruhr. En Russie, un traitement « particulier » était accordé à certaines catégories de prisonniers d'origine slave. On les distribuait aux gros propriétaires qui bénéficiaient ainsi d'une main-d'œuvre gratuite aux dépens des milliers de misérables de la campagne russe. En France, le cas des travailleurs étrangers suscita également mécontentement et xénophobie.

En réalité, la plus grande pression sur les salaires provenait de l'afflux des femmes et des adolescents. En France, sur un personnel de 1 580 459 salariés dans les usines de guerre, les effectifs féminins s'élevaient à 362 879, près du quart. A Rouen, 40 % de la main-d'œuvre industrielle était féminine. Joffre mesurait-il exactement la portée de sa boutade quand il affirmait « que si les femmes qui travaillaient dans les usines s'arrêtaient vingt minutes, la France perdrait la guerre » ? Vérité en France, vérifié hors de France. En Allemagne, le nombre de femmes travaillant en usine passait de 1 405 621 à 2 138 910 ; il s'accroissait sept fois dans les grandes entreprises. On observe le même phénomène en Grande-Bretagne ; aux U.S.A., il y avait deux fois et demie plus de femmes ouvrières en 1918 qu'en 1917.

Parallèlement, le nombre de mineurs de moins de seize ans s'accroissait sept fois en Allemagne ; celui des ouvriers métallurgistes quatre fois. En Russie, l'afflux était équivalent.

### *Les jeunes.*

Leur père ou leur mari au front, recevant une misérable pension (ou bien pas du tout), ainsi contraints par la nécessité, femmes et adolescents devaient accepter des salaires de honte : en moyenne, 30 à 50 % du salaire masculin en Russie ; à peine plus ailleurs : le cri « à bas les salaires de guerre » s'est fait entendre dans tous les pays.

Certes, ce cri échappe d'abord aux travailleurs inexpérimentés, mais le salaire de la masse des ouvriers stagnait et plus encore celui de l'« aristocratie ouvrière ». Sauf dans les usines de guerre relativement privilégiées, les salaires finissaient par se resserrer, le plus souvent aux dépens des catégories les plus anciennes. Celles-ci pouvaient légitimement se juger défavorisées. Ainsi, en Angleterre, le salaire moyen de l'ouvrier qualifié s'infléchit régulièrement par rapport à celui des non-qualifiés : ce dernier étant défini à l'indice 100, le salaire du mécanicien spécialisé passait de l'indice 171 en 1914 à l'indice 130 en 1919. On observe un recul identique dans les chemins de fer, les constructions navales, etc.

A la fin de 1916, la hausse des prix rendait illusoire les augmentations de salaires consenties aux travailleurs. Certes, bien des familles vivaient mieux qu'avant guerre, quelquefois grâce au double salaire. Les injustices, les restrictions, les contraintes de toute nature n'en rendaient pas moins leur situation insupportable, ce qui ressuscita le mouvement revendicatif.

Le mécontentement social concernait désormais toutes les catégories ouvrières, chacune animée de ses propres motivations. Assez curieusement, entre jeunes et vieux travailleurs les rôles se renversèrent ; les femmes et les adolescents comprenaient mal la patience dont leurs aînés avaient fait preuve. A Petrograd, ce furent

les femmes ouvrières qui animèrent les premiers cortèges révolutionnaires en mars 1917 ; elles furent bientôt accompagnés des travailleurs des grandes entreprises, des jeunes gens pour la plupart, qui avaient été gagnés aux idées bolcheviques. En France, la guerre s'accompagna également d'un rajeunissement des cadres révolutionnaires. D'après nos calculs, leur âge moyen était de 35 ans et deux mois. Dix ans plus tard, pour 246 cas également consignés aux archives, la moyenne d'âge est passée à trente ans. Les militants responsables de moins de 25 ans étaient 21 en 1911 ; 41 en 1921. Le rajeunissement était particulièrement net en province où il atteint huit ans.

Ainsi l'afflux de nouveaux travailleurs qu'avait d'abord handicapés la lutte ouvrière, aboutissait à une relance, même si les intérêts des différentes catégories de travailleurs étaient antagonistes. Leur mécontentement finissait par s'additionner.

#### *La hausse des prix.*

La hausse des prix fut un premier réactif à la reprise des luttes revendicatives. Peu sensible pendant les dix-huit premiers mois de guerre, elle prit son élan en 1916 pour atteindre les cimes des indices 350, 400 et même 600 en 1917-1918. Une grille complète des prix et des salaires européens n'est guère possible au stade actuel de la documentation : les chiffres dont on dispose font néanmoins apparaître avec netteté le fléchissement particulièrement brutal du pouvoir d'achat des Russes en 1917, la grave détérioration des conditions de vie en Italie et en Autriche, où pénurie et incompétence de l'État joignirent leurs effets pour aggraver les difficultés de la vie quotidienne \*.

\* Comparé à 1914 (= 100), l'indice respectif des salaires réels et des prix alimentaires était, trois ans plus tard, en Angleterre de 118 et 170 ; en France, de 130 et 174 ; en Italie, de 138 et 184, etc. En Allemagne, le prix des vêtements et chaussures sextupla en quatre ans.

#### *Les profiteurs de guerre.*

Un autre réactif ressuscita le mouvement revendicatif : l'apparition des profiteurs de guerre, en Italie, les « Requins ». Les dirigeants n'avaient cessé de proclamer que les nécessités de la guerre exigeaient des sacrifices égaux de tous. Le spectacle de la vie quotidienne, l'apparition de nouveaux riches révélèrent aux travailleurs la vanité de ces déclarations. Sur ce point, les permissionnaires et les travailleurs étaient solidaires. La même rancœur les animait contre les « marchands de canons » et autres accapareurs, la légion des commerçants détaillants, des grossistes et autres parasites. En avril 1917, un député révélait à la Chambre des Députés, qu'une société au capital de 125 000 francs avait réalisé deux millions de bénéfices en un an. Il aurait pu rendre publics d'autres faits, qui figuraient dans les colonnes de journaux financiers de Zurich ou de Londres. Ainsi, l'extraordinaire résurrection des industries de Magdebourg, dont la déchéance semblait inéluctable à la veille de la guerre ; la poussée régulière des bénéfices de guerre dans les cuirs et dans les industries chimiques où les dividendes passaient en deux ans, respectivement de 20,3 % à 37,7 % et de 19 à 31 %. Pour les grands patrons d'outre-Rhin, « l'épanouissement » se produisit en 1917, lorsque Hindenburg laissa la bride sur le cou aux industriels, « pour que s'accroisse la production » : en six mois, leurs bénéfices déclarés atteignirent 10 milliards de marks. Les profiteurs de guerre furent encore plus fantastiques en Grande-Bretagne et aux États-Unis. Dans les pétroles, par exemple, l'Anglo Persian Oil Cy avait un déficit de 26 700 livres sterling en 1914. Ses bénéfices passaient à 85 000 livres sterling en 1916, 344 100 en 1917, 1 090 200 en 1918. Même progression spectaculaire dans le caoutchouc, où les bénéfices s'ac-

crurent quarante fois entre 1914 et 1918. Il s'agit là d'industries récentes, aux bilans encore modestes. Dans les industries chimiques, métallurgiques, etc., les bénéfiques furent autrement considérables : en trois ans la Workington Iron Steel passait de 184 millions de livres sterling à 485 millions ; ceux de Henry Briggs Sons and Cy, de 81 millions à 184 millions, etc. Tout comme Krupp en Allemagne, Zakhorov en Russie ou Vickers en Grande-Bretagne voyaient s'étendre leur empire.

Aux États-Unis, les bénéfiques de l'Anaconda Copper passaient, entre 1915 et 1916, de 9 millions de dollars à 51 millions ; ceux de la Bethlehem Steel Cy de 9 à 43 millions ; ceux de la General Motors de 7 à 28 millions. Les revenus des sociétés par actions progressaient de 3 940 millions de dollars en 1914 à 10 730 millions de dollars en 1917.

#### *Relance du mouvement revendicatif en France.*

Dénonçant les profiteurs de guerre, défendant les revendications salariales, les dirigeants ouvriers critiquaient plus la façon dont la guerre était menée que son principe, la gestion économique du gouvernement que sa politique générale. Mais les travailleurs ? Severine rapporte qu'en décembre 1915, lorsque un député de Paris voulut parler de la vie chère, 3 000 auditeurs socialistes et syndicalistes lui crièrent de parler de la paix.

La durée des hostilités, le comportement des centrales syndicales, le mécontentement dû aux difficultés de la vie quotidienne, la tradition de méfiance vis-à-vis du gouvernement, autant de facteurs qui réveillèrent l'esprit de contestation en sommeil depuis la proclamation de l'Union sacrée. En France, ils jouèrent plus que les idées proprement zimmerwaldiennes, qui ne recueillaient qu'un faible écho. Certes, un *Comité pour la reprise des rela-*

*tions internationales* se constituait, au début de 1916, et son action mordait sur l'aile la plus avancée du mouvement révolutionnaire. Mais l'opposition à la politique d'Union sacrée restait mesurée : la « minorité » socialiste qui se constituait demandait le retrait des socialistes du gouvernement, la reprise des activités de l'Internationale ; toutefois il n'était pas question de faire scission, l'unité du parti lui apparaissant toujours comme un impératif catégorique. Les positions de cette minorité se situaient d'ailleurs bien à droite du mouvement de Zimmerwald. De leur côté, les dirigeants révolutionnaires semblaient parfaitement à leur aise dans leurs rapports avec les « bourgeois » : « Le chauvinisme de Jules Guesde concurrençait celui de Poincaré », et, pour signer un accord avec le patronat, Jouhaux banquetait avec l'*Union des industriels et commerçants*. Comme de nombreuses catégories de travailleurs bénéficiaient du climat d'Union sacrée, et que le territoire national était toujours envahi, la propagande pacifiste « se heurtait à la triple censure de l'État, du parti ou du syndicat, de l'opinion » et les grèves, peu importantes jusqu'à l'automne 1916, gardèrent un caractère essentiellement revendicatif. Aussi, après la 2<sup>e</sup> conférence de Zimmerwald, tenue à Kienthal, les résolutions votées furent tirées à 10 000 exemplaires seulement. Outre-Rhin, elles étaient diffusées à plus d'un million.

#### *En Allemagne, rôle équivoque des syndicats.*

Il est vrai qu'en Allemagne les leaders du mouvement ouvrier collaboraient plus étroitement encore avec le gouvernement. Certes, aucun socialiste ne détenait de portefeuille ministériel, mais les députés sociaux-démocrates adoptaient des positions que beaucoup jugeaient scandaleuses. D'après le classement de la *Leipziger Zeitung*, une bonne demi-douzaine de ces « repré-

sentants de la classe ouvrière » auraient pu proprement s'inscrire à un groupe « bourgeois », une quinzaine être qualifiés « impérialistes », un nombre égal adoptant des positions similaires, « pour le temps de la guerre ». Beaucoup d'autres qui se disent « réalistes », cherchaient surtout à rester solidaires de cette « majorité ». Des personnalités comme Ebert et Scheidenmann se situaient « au centre ». Scheidenmann n'en rendait pas moins une visite officielle au front, qui plus est en Belgique occupée. A une date où l'invasion des Russes apparaissait définitivement comme un mythe et où les buts de guerre annexionnistes du haut commandement étaient discutés en public, une telle visite parut vraiment peu compatible avec les principes du socialisme.

Surtout, depuis qu'ils avaient reçu l'assurance du gouvernement qu'ils ne seraient pas molestés et qu'ils seraient considérés comme des interlocuteurs valables, les dirigeants syndicalistes accordaient leur plus loyal soutien aux autorités civiles et militaires. Ministère de la Guerre et syndicats établirent les règles d'un jeu subtil qui accroissait les pouvoirs du Bureau syndical et protégeait l'État des flambées trop fortes de l'esprit revendicatif ou révolutionnaire. Feldman a bien montré comment les syndicats se transformèrent ainsi en agents de l'État : ils dénonçaient les « agitateurs » hostiles aux conventions conclues avec les classes dirigeantes ou le gouvernement, et demandèrent même l'aide de l'ennemi « de classe » pour mettre fin à l'activité des syndicats indépendants, qualifiés de « jaunes » pour la circonstance.

Admis à participer à l'application de la loi du service auxiliaire du travail, le syndicat fut désormais associé aux patrons et aux bureaucrates pour décider de l'affectation des travailleurs : ceux-ci risquaient de perdre ainsi le droit au changement d'emploi ; ils durent se mettre à la disposition de l'Office de l'utilisation de la main-d'œuvre. Certes, le syndicat réussit à assurer aux travailleurs la liberté de quitter un emploi pour un sa-

laire supérieur, mais moyennant avis favorable du syndicat. Aussi les travailleurs avaient leurs intérêts protégés, mais ils perdaient leur liberté au profit de ceux qui les représentaient.

Les travailleurs n'en eurent pas immédiatement conscience parce que le syndicat leur présenta la participation du syndicat aux décisions les concernant comme une difficile victoire arrachée au patronat. Il en allait de même des concessions portant sur leurs salaires.

De telles pratiques indignaient la tendance la plus extrême de la social-démocratie : elle jugeait que la « majorité » et des hommes comme Legien trahissaient également l'idéal révolutionnaire. En signe de protestation, Karl Liebknecht refusait de voter le renouvellement des crédits militaires (mars 1915). Un député de la droite du parti proposa de l'exiler. Enchérissant, Karl Legien menaça de quitter le parti si cette dernière décision n'était pas adoptée. La scission était inévitable. Sous l'influence des idées de Zimmerwald une « minorité » allait bientôt se constituer ; elle forma le groupe des Indépendants, avec Lebedour, Haase et Kautsky. Toutefois, celui-ci, tout comme E. Bernstein, se dissocia du mouvement de Zimmerwald. A l'opposé, Liebknecht, Rühle, Rosa Luxembourg adoptaient les positions de la gauche zimmerwaldienne : ils constituaient bientôt le groupe *Spartakus*.

Aussi, il était net qu'en Allemagne il n'y avait plus rien de commun sous le même vocable : entre les idées de Zimmerwald, la tactique recommandée par K. Liebknecht ou Rosa Luxembourg, et la pratique des socio-syndicalistes associés au gouvernement, il y avait plus qu'un schisme : deux conceptions opposées sur l'avenir de l'État et de la société. Les événements ultérieurs allaient le montrer.

*1918 : les syndicats contre les travailleurs.*

Durant l'été 1918, le patronat comprit que le Kaiser et le haut commandement menaient l'Allemagne à la catastrophe. Discrètement, banquiers et industriels demandèrent l'abdication de Guillaume II. Ils abandonnaient ainsi la Couronne avant les socialistes majoritaires, avant le Reichstag, avant l'armée.

Simultanément, ils esquissaient un rapprochement avec les syndicats et réussissaient, le 9 octobre 1918, à conclure un accord avec eux. Prévoyant une imminente catastrophe, Hugo Stinnes et Karl Legien s'associèrent pour en prévenir les lendemains. Plus que la défaite, ils craignaient la révolution, la formation de soviets, comme en Russie. L'attitude des industriels est compréhensible. Mais celle des syndicats ? En vérité, devenus un rouage de l'État d'ancien régime, ils craignaient qu'une révolution ne les désaisisse de ce pouvoir difficilement acquis durant les années de guerre. Il ne faisait aucun doute que les soviets placeraient à la tête de la république des leaders plus extrémistes que les dirigeants syndicaux. Aussi, au début de novembre 1918, Karl Legien lança un ultimatum aux premiers soviets ouvriers : s'ils tentaient de déborder le syndicat par la gauche, celui-ci cesserait toute activité et les patrons « décrèteraient le lock-out avec ses terribles conséquences ».

Dès lors, Hugo Stinnes comprit qu'il avait la partie belle : le 8 novembre, il ne céda ni sur l'octroi de la semaine de 8 heures, ni sur le principe des conventions collectives ; il garda la liberté d'apporter une aide aux syndicats « fractionnistes ». L'accord fut néanmoins conclu, qui consolidait un certain nombre d'avantages obtenus pendant la guerre. Ainsi le syndicat devenait le bouclier du patronat, en échange de l'autorité que

celui-ci lui reconnaissait sur la classe ouvrière. Parallèlement, le leader de la social-démocratie, Ebert, devient l'arbitre de la situation. La formation de soviets et l'exemple russe menaçaient l'avènement pacifique d'un régime démocratique. Legien était entré en rapport avec Hugo Stinnes ; Ebert conclut un accord avec le général Groener, « dont le monde ouvrier se rappelait la collaboration pendant la guerre avec plaisir » : l'armée soutiendrait la République, à condition que la République maintienne l'ordre face à l'extrémisme.

Ceux qui jugèrent ces alliances immorales et refusèrent d'en tenir compte formèrent, après 1918, les deux oppositions au régime de Weimar : à droite les nationaux-socialistes, à gauche les spartakistes. Depuis longtemps, les jeunes avaient rejeté dans un commun mépris patronat et syndicat, solidaires et complices ; qui trompaient les travailleurs, les uns pour leur profit, les autres pour leur pouvoir.

Ces événements eurent leur épilogue lors de l'avènement de Hitler : auparavant, contestant avec une force égale la « collusion infâme », spartakistes et droitiers essayèrent, mais en vain, de prendre le pouvoir, les spartakistes en 1919, puis l'extrême-droite.

Celle-ci échoua en 1920 ; elle réussit en 1923 lorsque Hitler comprit la nécessité d'utiliser seulement les voies de la légalité : ainsi, il était sûr de maintenir dissociés sociaux-démocrates et communistes.

\*

*En Angleterre, révolte de la « base ».*

En Grande-Bretagne, tout comme en Allemagne ou en France, une partie des cadres syndicalistes et des dirigeants du Labour Party avaient souscrit à l'Union sacrée et pratiqué la collaboration de classes : la

présence d'Arthur Henderson au Cabinet symbolisait cette politique. Dès 1915, elle se heurta à un obstacle qui se posait pour la première fois dans l'histoire de l'Angleterre, le problème du recrutement.

Mieux que Poincaré, Briand, Joffre, ou encore Kitchener, Asquith et Lloyd George avaient parfaitement compris « que cette guerre était une guerre industrielle... que la production était tout dans ce combat qui ne serait pas gagné sur les champs de bataille de Belgique ou de Pologne mais dans les usines de France et de Grande-Bretagne ». Aussi avaient-ils multiplié les cas d'exemption au service militaire obligatoire. Les syndicats avaient obtenu un droit de contrôle, usant et abusant de ce pouvoir, comme en Allemagne. En 1916, ayant besoin de toujours plus d'hommes, le gouvernement introduisit la pratique de la « dilution », en substituant des femmes, des jeunes, etc., aux travailleurs susceptibles d'être envoyés au front. Les ouvriers qualifiés protestèrent avec violence : ils se heurtèrent au gouvernement, au patronat et à la direction syndicale, coalisés, celle-ci satisfaite de pouvoir ajouter à sa clientèle la masse de ceux à qui elle procurait du travail.

Une révolte de la base ouvrière suivit : elle s'appuyait sur le mouvement des *Shop Stewards*, ces comités d'usine qui entendaient ne pas laisser aux centrales syndicales le pouvoir de décision en matière de grève et de reprise du travail. Leur action datait de plusieurs années tout comme étaient antérieures à la guerre les causes des grandes grèves qui éclatèrent en 1915 et en 1916, dans les chantiers de la Clyde ou au Pays de Galles. Ainsi, les mineurs ne contestaient ni l'Union sacrée ni la légitimité de la guerre puisque 45 % d'entre eux avaient souscrit des engagements volontaires. Mais ils savaient que le prix du charbon avait augmenté, qu'il en allait de même du profit des propriétaires de mines. Lorsque le patronat leur refusa le salaire minimum promis depuis de longues années, et qui correspondait à une augmentation variant de 5 % à 20 % sui-

vant les régions, ils protestèrent. Sûrs de leur bon droit et soucieux de maintenir la cadence de la production, ils décidèrent de ne pas faire grève, de faire appel à l'arbitrage du gouvernement. Asquith se prononça en faveur de menus ajustements, et pas même à l'échelle nationale. Cette fois, contestant l'équité de la sentence, les mineurs firent grève. Le gouvernement jeta le gant en invoquant les nécessités de la défense nationale et en arguant du *Munition War Act*.

Le charme de l'Union sacrée était ainsi rompu et un conflit entre employeurs et employés se transformait en un acte de rébellion contre l'autorité de l'État. Désormais, celui-ci ne bénéficiait plus de la même confiance. Le problème de la légitimité de la guerre se trouva posé par voie de conséquence : car les thèmes pacifistes sur la guerre, sa nature, se révélaient avec l'expérience pratique des travailleurs. Dans le cas de la grève des mineurs, comme à l'occasion de la « dilution », le comportement des Trade-Unions avait prêté à équivoque. La base (*Rank and File*) leur dénia le droit d'exercer l'autorité dont ses dirigeants entendaient se prévaloir. Désormais, une bonne partie des travailleurs dissocia son combat de la lutte que le gouvernement menait contre l'ennemi national : la courbe du mouvement des grèves en atteste.

Des journaux comme *The Call*, *Forward*, *The Pioneer* devenaient ouvertement pacifistes. Ils trouvaient des alliés jusqu'au Parlement où la minorité du Labour, l'*Independent Labour Party*, développait des thèmes similaires. Une *Union of democratic control*, très anti-gouvernementale, recrutait un million d'adhérents avant la fin de 1916. Son action prit une ampleur particulière au lendemain de la révolution russe.

*En Italie* : « ni adhérer, ni saboter ».

Il n'en alla pas de même en Italie où, jusqu'en 1917, l'interventionnisme de gauche fut plus actif que l'opposition ouvrière en dépit de la position officielle adoptée

par le parti socialiste, qui avait adhéré aux idées de Zimmerwald. Celui-ci réussissait à diffuser ces thèses en les glissant dans *Avanti!* dont la rédaction avait envoyé une édition postiche aux autorités. Mais, si la guerre n'était pas très populaire, le défaitisme ne l'était guère plus. En outre, les dirigeants pacifistes étaient en butte à l'appareil de répression, particulièrement sévère en Italie. Ainsi la réglementation du travail était calquée sur le code militaire, l'abandon de poste étant assimilé à une désertion.

Dans ces conditions, la propagande du parti socialiste baissa le ton, adoptant avec Lazzari le slogan « *ne aderire, ne sabotare* » (ni adhérer, ni saboter). Tant que la lassitude n'aurait pas gagné de larges couches de la population, toute autre attitude était jugée aventuriste. Or l'Italie était entrée assez tard dans la guerre : à la fin de 1916, après l'alerte d'Asiago, les signes de mécontentement et de fatigue n'étaient pas encore très nombreux. En Russie, ils allaient emporter le régime.

### La Russie.

Les grèves y avaient repris avec une ampleur extraordinaire : la pénurie, la baisse du pouvoir d'achat, la répression suscitaient un mécontentement grandissant ; on était aussi las de la guerre, mais les travailleurs hésitaient à manifester leurs sentiments pacifistes : cela heurtait le patriotisme et rendait leur action suspecte à la Douma. Les grèves obéissaient à des motifs politiques autant qu'économiques, par une sorte de retour à la tradition révolutionnaire d'avant-guerre.

Jugeant que les faits commençaient à lui donner raison, Lénine restait intransigeant. Le 23 août 1915, il écrivait à Sliapnikov, resté en Russie :

« Les échecs militaires aident à l'effondrement du tsarisme et facilitent l'union des travailleurs révolutionnaires de Russie et des autres pays...

1. Notre victoire rendra cent fois plus puissant le mouvement des gauches en Allemagne.
2. Le tsarisme vaincu, nous proposerons la paix sur des bases démocratiques à tous les belligérants, et, en cas de refus, nous engagerons une guerre révolutionnaire. »

En 1916, achevant la rédaction de *l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Lénine considérait qu'une révolution éclaterait non dans le pays où le capitalisme était le plus fort, mais dans un État économiquement peu développé. La guerre renversait ainsi les termes de la dogmatique marxiste et rendait l'explosion plus probable en Russie qu'ailleurs. Lénine pensait également que le soulèvement des nationalités y contribuerait et qu'il fallait l'encourager.

Les querelles entre tendances écartelaient le mouvement ouvrier, pourtant unanime à haïr le régime. Dans ces conditions, les militants pouvaient vouer à l'autocratie une haine tenace, cela paraissait sans conséquence. Nul n'imaginait que l'enchaînement des mots d'ordre, même contraires, pouvait conduire à la révolution.

Un rapport de police, daté du début de 1917, décrit les sentiments de la classe ouvrière, les difficultés de la vie, la fatigue de la guerre : « Le prolétariat de la capitale est au bord du désespoir ; on pense que la plus petite explosion, due au moindre prétexte, conduira à des émeutes incontrôlables, avec des dizaines de milliers de victimes. Effectivement, les conditions d'une telle explosion sont tout à fait remplies ; la situation économique des masses, en dépit d'une importante hausse des salaires, est proche de la détresse... Même si on estime que les salaires ont augmenté de 100 %, le coût de la vie s'est accru de 300 %. L'impossibilité d'obtenir les produits, la perte de temps que signifient des heures de queue devant les magasins, la mortalité croissante due aux mauvaises conditions de logement, au froid et à l'humidité résultant du manque de charbon..., toutes ces conditions ont créé une telle situation que la

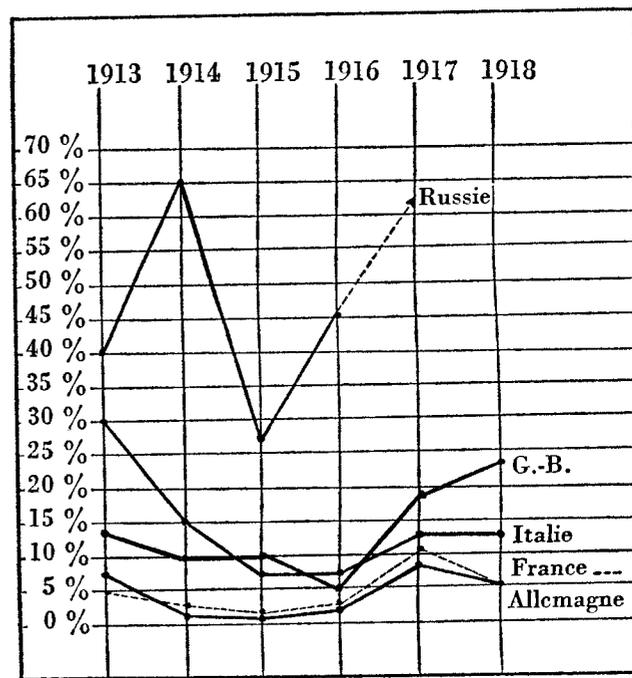
masse des ouvriers industriels est prête à se laisser aller aux excès les plus sauvages d'une émeute de la faim. »

Par contagion, le mécontentement passait de l'arrière à la troupe, des bataillons de ligne à ceux de la réserve : irrités déjà contre leurs officiers, jugés responsables des hécatombes de 1915, les soldats rejetaient sur les « barines » tous les malheurs du temps. Leurs lettres étaient pleines d'invectives contre les responsables et on parlait « d'un règlement de comptes », quand la guerre serait finie, ou peut-être même avant.

TABLEAU I. — MOUVEMENT DES GRÈVES

	Le premier chiffre indique le nombre de grèves, le second le nombre de grévistes					
	1913	1914	1915	1916	1917	1918
Russie .....	2 404 887 096	3 534 1 337 458	928 539 528	1 410 1 086 384	1 938	
G.-Bretagne..	1 459 664 000	972 447 000	672 448 000	532 276 000	730 872 000	1 165 1 116 000
France .....	1 073 220 000	690 162 000	98 9 000	314 41 000	697 294 000	499 176 000
Allemagne ..	2 127 266 000	1 115 61 000	137 14 000	240 129 000	561 667 000	531 392 000
Italie :						
Industrie ..	810 385 000	782 173 000	539 132 000	516 121 000	443 164 000	303 158 000
Campagnes.	97 80 000	123 44 000	69 48 000	61 15 000	29 6 000	10 700

POURCENTAGE DES GRÉVISTES PAR RAPPORT  
AU NOMBRE DE TRAVAILLEURS D'USINE



La remontée globale en 1917 apparaît nettement. En Russie elle commence en 1916.

La modicité relative du mouvement des grèves en Allemagne et en France ressort mieux de ce mode de calcul que si l'on se reporte au tableau I. Il en va de même de la vigueur du mouvement en Grande-Bretagne et même en Italie.

Pour l'année 1914, il faut rappeler que la guerre a commencé au 2<sup>e</sup> semestre : la chute qui s'étend de juillet 1914 à octobre 1916 n'est pas aussi nette qu'elle devrait paraître.

xv

## Crises de guerre

Variations de la « carte de guerre », divergences sur les buts à poursuivre, apparition de tensions sociales d'un type nouveau, résurgence de conflits anciens, autant de causes aux « crises » qui secouèrent les nations. Usés par la guerre, les rouages économiques menaçaient de casser, le tissu social de se déchirer, la relation d'autorité de disparaître.

### Remaniements ministériels.

Au reste, si nul n'imaginait que la Grande Guerre accoucherait de plusieurs révolutions et bientôt de régimes aussi nouveaux que le fascisme ou le communisme, quelques esprits avaient pressenti que « la guerre civile européenne » pourrait mettre en péril l'hégémonie de la vieille Europe, les fondements et les valeurs de la société occidentale. A ce titre, des hommes comme Giolitti en Italie, Joseph Caillaux en France, Lord Lansdowne en Angleterre voire Max de Bade en Allemagne, surent s'élever au-dessus de la conjoncture politique et militaire. Dans le climat d'hystérie patriotique des années de guerre, on ne manqua pas de les qualifier de défaitistes. Ainsi Joseph Caillaux en France, à qui ses ennemis Poincaré et Clemenceau prêtaient plus que son

actif car il gardait une prudente réserve. Au fond, les conceptions « européennes » de cet ancien avocat du rapprochement franco-allemand étaient peu populaires ; il confiait son *Bonnet rouge* à un prête-nom, Almeyrida, qui allait servir de cible au milieu d'*Action Française* et à Clemenceau.

Il en allait différemment en Italie où la tendance « neutraliste » bénéficiait du triple appui de l'extrême gauche, de la « majorité » giolittienne et de l'Église. Certes, les uns souhaitaient la paix pour prévenir la révolution, les autres pour l'accomplir ; leurs forces ne s'en conjuguèrent pas moins, affaiblissant l'effort de guerre.

En Angleterre, le mémorandum présenté à la fin de 1916, par Lord Lansdowne, le père de l'Entente Cordiale, trahissait le découragement de certains milieux politiques et économiques. Contre cet état d'esprit, qu'Asquith partageait quelque peu, Lloyd George et Bonar Law réagirent, exigeant, comme Clemenceau en France, des méthodes gouvernementales plus dynamiques et une totale subordination des intérêts privés aux exigences de la défense nationale. La constitution d'un *War Cabinet* restreint, d'où fut éliminé Asquith, préfigura le resserrement du pouvoir, sa personnalisation.

En Russie, à la suite des échecs de l'année 1915, Nicolas II avait remplacé le grand-duc Nicolas à la tête des armées. Cette décision tout comme le maintien du vieux Goremkyne puis l'appel à Sturmer, réputé germanophile et protégé de Raspoutine, suscitèrent l'opposition de tous les milieux, même les plus conservateurs. A la fin de 1916, une conspiration de palais s'ourdissait, dont le *starets* fut la victime : il périt assassiné. Un complot plus large, unissant des députés de la Douma, des généraux, certains grands-ducs avait pour but de se débarrasser de la personne même des souverains, dont le comportement et l'incapacité pouvaient être fatals à la monarchie. Il s'agissait aussi

de sauver le pays et de prévenir la révolution qui menaçait d'éclater dans la rue.

En France, les remaniements ministériels révélaient les variations de la conjoncture politique ou militaire. En 1915, Viviani et Delcassé avaient dû laisser la place à Briand après l'interpellation d'Accambray et l'entrée en guerre de la Bulgarie \*. Un an plus tard, le remplacement de Joffre par Nivelle s'accompagna d'un remaniement du cabinet Briand. Celui-ci eut bientôt à batailler contre un Parlement qui, fort de sa victoire sur le commandement, entendait désormais tenir en laisse le gouvernement alors que dans le pays le mouvement des grèves reprenait et l'opposition socialiste se renforçait. A la fin de 1916, la participation des socialistes à un cabinet « bourgeois » n'était plus approuvée que par 1 637 mandats contre 1 372 : était-ce la fin des gouvernements d'*Union sacrée* ? Soucieux de garder le contact avec la gauche, l'habile et ondoyant Aristide Briand préféra laisser la place au vieux Ribot. Le leader modéré ne manquait ni de perspicacité, ni de finesse. Ferme et mesuré, il avait en horreur la démagogie ou l'hypocrisie ; aussi, Poincaré et Clemenceau l'accusaient de manquer de caractère. Avec l'aide de Painlevé, il écarta néanmoins Nivelle au lendemain du Chemin des Dames. Puis, recommandant la modération, il couvrit Pétain qui réussit à circonscrire la plus grave de toutes les crises de guerre que l'Europe connut avant la révolution russe : les mutineries.

### Les mutineries.

Avril 1917 : des mutineries éclatent dans l'armée française. Des soldats refusent de se battre ; ils malmenent des officiers ; le mouvement fait tache d'huile, gagne un grand nombre de bataillons ; des unités veulent

\* Voir p. 262

même marcher sur Paris, renverser le gouvernement, proclamer la paix. Le mouvement va-t-il gagner l'armée tout entière ? Non : le commandement réussit à le circonscrire. De son côté, après l'échec de la bataille du Chemin des Dames, le gouvernement a remplacé Nivelle par Pétain, ainsi chargé de « relever le moral » et d'organiser la répression. Le calme est rétabli au bout de quelques semaines. Mais à quel prix ? Et pour quelles raisons un tel mouvement avait-il gagné ainsi l'armée française ? Double mystère.

Naturellement, en 1917-1918, la censure interdisait que la moindre mention fût faite du drame des mutineries : il en allait du « moral de la nation », de sa « sécurité ».

Qu'il s'agisse des causes des mutineries ou de leur répression, ce drame a donné lieu à des affirmations d'autant plus péremptoires que les uns et les autres étaient persuadés qu'elles ne pourraient être infirmées ; grâce aux travaux de Guy Pedroncini, il est possible aujourd'hui de connaître la réalité des faits.

Selon l'opinion de quelques grands chefs militaires, ceux qui refusaient de se battre étaient les « mauvais soldats », « les plus braves et les plus énergiques étaient tués... L'infanterie comptait (...) un grand nombre de récupérés... mécontents de risquer leur peau à leur tour ». Pour la plupart des généraux, disons les quatre cinquièmes, aucun doute, « l'origine de ces mouvements paraît de plus en plus provenir d'organisations occultes fonctionnant à l'arrière et dont les décisions sont transmises par les permissionnaires ». Le porte-parole le plus ardent de cette thèse est sans doute Franchet d'Esperey.

Le 4 juin 1917, il écrit à Pétain : « La situation est nette. C'est une organisation générale venant de Paris sous l'instigation des Allemands, tendant à livrer la France à l'ennemi. C'est au gouvernement à agir en frappant les têtes. »

Ces têtes, naturellement, ce sont les pacifistes, les socialistes, les anarchistes, les révolutionnaires de tout

poil, tous complices, et qui ont leurs entrées jusqu'au ministère de l'Intérieur.

Cette vérité du commandement méritait vérification. Effectivement, le mouvement pacifiste réussit à atteindre les régiments en ligne, souvent par le canal des instituteurs. Or, constate Pedroncini, ce ne sont pas ces régiments-là qui ont été spécialement animés par les mouvements collectifs de désobéissance. L'analyse systématique de l'extension des mutineries dans l'espace et le temps permet de résoudre le problème des causes du mouvement :

« Tout d'abord se concentre de Soissons à Auberive l'essentiel des mutineries, en gravité et en fréquence. C'est le secteur de l'offensive du 16 avril et du début de mai.

« A l'ouest de Soissons commence la zone pratiquement indemne de tout incident. Elle correspond à la partie du front français où le calme s'est maintenu. Il n'a été troublé vraiment qu'une seule journée : celle du 13 avril pendant laquelle la III<sup>e</sup> armée du général Humbert a lancé son offensive.

« Enfin, d'Auberive à la frontière suisse, le front apparaît marqué d'une frange ténue d'incidents, dont la partie la plus marquée a Verdun pour centre.

« Cette division du front français en trois secteurs confirme une hypothèse : c'est l'offensive, tantôt par son échec dans des conditions d'impréparation certaine, tantôt par la crainte qu'elle soit encore inutile, qui a déterminé les zones des actes collectifs ou limités de désobéissance.

« La nomination de Pétain n'a d'abord rien changé, tant que les offensives ou les attaques ont continué : les hommes ont attendu de le voir les arrêter. Dès qu'il apparaît sûrement que telle est la nouvelle conduite de la guerre, le mouvement perd de sa force (et cela avant même que les premières exécutions aient eu lieu). Certes des causes particulières et locales agissent encore çà et là, ultérieurement, mais le mouvement est brisé. Lorsque Pétain veut attaquer à Verdun, une fièvre certaine réapparaît dans les unités qui vont participer à l'offensive.

« Lassitude de la guerre sans doute, mais surtout refus

d'une certaine forme de la guerre, c'est l'hypothèse à laquelle conduit l'extension des mutineries dans l'espace. »

Ces conclusions, on le voit, n'ont qu'un rapport lointain avec le diagnostic des grands chefs militaires. Le témoignage des archives les accable. A plus forte raison, aucun de ces chefs n'avait parlé des erreurs du commandement. Faut-il s'en étonner ? Une enquête fut ordonnée ensuite par Painlevé pour examiner les conditions dans lesquelles Nivelles avait préparé et ordonné l'offensive d'avril : il fut relevé de son commandement. Nivelles avait commis des erreurs : l'histoire officielle en a fait un bouc émissaire, ce qui n'est pas équitable, car l'échec du Chemin des Dames suivait bien d'autres échecs, bien d'autres tentatives vaines, toujours annoncées par l'état-major comme devant conduire inmanquablement à la victoire : c'est leur accumulation, l'insouciance des chefs, l'incompréhension de l'arrière qui expliquent le désespoir des soldats et leur révolte qui éclate après l'échec du Chemin des Dames.

Ceux-ci ont laissé un témoignage que J.-N. Jeanneney a conservé et qu'il a bien voulu nous communiquer : « Nous avons refusé de marcher non pour amener une révolution qui serait inévitable si nous continuions le mouvement. Au contraire nous avons manifesté pour attirer l'attention du gouvernement, lui faire comprendre que nous étions des hommes, non des bêtes que l'on mène à l'abattoir. »

Ainsi on crie « A bas la guerre », etc., on chante *L'Internationale*, mais cela n'empêchait pas d'aller, ensuite, « faire son devoir ». Ce qu'on refuse c'est de servir de chair à canon pour aider à l'avancement de « ces messieurs galonnés ».

En excluant les incidents très nombreux dans les gares, mais qui ne sont pas explicitement des actes collectifs de désobéissance, Pedroncini évalue le nombre des manifestants effectifs à 30 000 ou 40 000. Quelle

fut l'importance de la répression ? 2 700, écrivait *Le Progrès civique* en 1920, affirmation reprise, plus tard, par l'historien Albert Mathiez et par d'autres. En 1934, *Le Crapouillot* indiquait que 1 637 soldats avaient été fusillés entre 1914 et 1918, dont 528 en 1917. Le journal de Galtier-Boissière ajoutait : « Certains auteurs estiment toutefois qu'en dehors des exécutions sommaires sur les champs de bataille, le nombre des exécutions régulières approcha 2 500. » Récemment, on rappelait encore que les conseils de guerre auraient prononcé, en 1917, 38 315 condamnations, tandis qu'à l'inverse Chastenet indique 150 condamnations capitales dont 23 exécutions. On a parlé, également, de « décimation » et Jean Giono, qui en avait fait état dans un de ses livres, a bien voulu répondre à Pedroncini que, pour sa part, il en avait entendu parler mais n'avait jamais vu de décimation. Comme le remarque *Liberté* du 1<sup>er</sup> janvier 1968, Barbusse n'employa d'ailleurs jamais, à ce propos, que le conditionnel. A dire vrai, on voit bien comment est née cette « légende » : souvent on tira au sort les mutins qu'on traînait devant le conseil de guerre : cela ne veut pas dire qu'ils aient été tous fusillés ou que le commandement ait systématiquement procédé à ce tirage au sort. Le climat de l'époque, la solidarité entre combattants rendaient impossibles les exécutions sommaires : les responsables se seraient fait lyncher. On peut se demander, toutefois, si certaines formes de répression illégales n'ont pas été utilisées : envoyer en mission impossible des groupes de soldats mal repentis, les mettre dans une section disciplinaire...

Il est vrai que le commandement avait d'étonnantes habitudes : ainsi Joffre, qui lors de la retraite de Charle-roi avait ordonné que les fuyards fussent pourchassés et passés par les armes ; en novembre 1914, Pétain qui fit lui-même exécuter un chasseur « pour l'exemple », et que Joffre approuva. La sévérité et l'arbitraire de cette

« justice militaire » avaient suscité la réaction des pouvoirs civils mais il fallut attendre janvier 1915 pour que le Président de la République obtint d'être consulté avant toute exécution capitale. A cette date, une cinquantaine de soldats avaient déjà été fusillés. Au moins, début 1917, la justice militaire fonctionnait-elle dans des conditions à peu près régulières. Après les mutineries, on peut retenir qu'elle décréta 3 427 condamnations au total, soit 10 % environ des mutins. Sur ce total, 554 furent condamnés à mort et 49 exécutés.

Chiffre moins élevé que celui transmis par la tradition antimilitariste ; total considérable néanmoins et d'autant plus frappant que les responsables véritables (c'est-à-dire ceux qui avaient mal préparé et néanmoins conseillé ou ordonné l'offensive alors que les conditions du succès n'étaient pas réunies) ne furent quant à eux ni inquiétés, ni condamnés. Dans toute cette affaire, Pétain joua un rôle qui semble clair : il voulut une répression à la fois limitée et impitoyable. Mieux que d'autres généraux, il était porté à comprendre l'origine réelle des mutineries car cela allait dans le sens des positions qu'il avait prises lui-même face à Nivelles et à Joffre. En décidant, le 19 mai 1917, de renoncer aux opérations coûteuses, Pétain accomplissait le geste que les hommes voulaient voir traduit dans les faits, avant de rentrer dans le devoir. Car les mutineries « n'étaient pas un refus de se battre, mais d'une certaine façon de se battre ». Pétain le comprit et en joua, il n'était pas vraiment un avocat de la défensive à tout prix, mais il le laissa accroire. Sa popularité ainsi acquise, il ne la perdit plus.

Le mouvement des mutineries secoua plus encore les milieux dirigeants que l'échec du Chemin des Dames. Ils l'associaient au développement des grèves, aux profits du pacifisme. Il est vrai qu'en Russie des manifestations de civils beaucoup moins graves au départ avaient dégénéré ; les soldats avaient donné la main aux travailleurs et renversé l'ancien régime — leur

premier geste avait été d'abolir l'ancienne discipline, le suivant serait-il la conclusion d'une paix séparée ?

### *La révolution de Février.*

En Russie, vers le milieu du mois de février, les autorités de Petrograd décidèrent d'instituer les cartes de rationnement. Le public l'apprit et, dès le lendemain, les files s'allongeaient à l'ouverture des boulangeries, puis à celles des épiceries, des boucheries, etc. Vidées en quelques heures, certaines tirèrent leur rideau de fer. Des rassemblements se formèrent, on défonça les devantures. Les jours suivants ces incidents se répétèrent : ils éclatèrent le plus souvent après de longues heures d'attente, sous  $-20^{\circ}$ , lorsque la foule entendait le *Nietu* fatidique (« Il n'y en a plus »).

Passant outre aux interdictions du gouverneur de la capitale, les organisations légales et illégales avaient mobilisé les travailleurs qui défilèrent dans la capitale, bientôt suivis par la foule de tous les mécontents. On criait « Du pain », « A bas le tsarisme », « A bas la guerre ». L'humeur était assez joyeuse et les manifestants rallièrent ainsi les Cosaques, chargés du maintien de l'ordre. Ces manifestants devinrent révolutionnaires le jour où, furieux d'avoir été contraints par leurs officiers de tirer sur la foule, les soldats se mutinèrent, joignirent les manifestants et marchèrent avec eux sur le Palais de Tauride, siège de la Douma. Pusillanimes et inquiets, les députés qui siégeaient se demandèrent si cette armée venait les attaquer ou bien les protéger. « Préoccupés, émus, se serrant moralement les uns contre les autres, les députés sentaient subitement qu'il existait quelque chose de terrifiant, de dangereux dont étaient menacés même ceux qui avaient combattu contre le tsarisme. Ce quelque chose était la Rue. »

Contre l'avis de ses collègues, Kerenski s'élança alors au-devant de ses soldats et leur souhaita la bienvenue. Par son initiative, il avait sauvé l'alliance du peuple et de l'Assemblée : déjà, il n'y avait plus de pouvoir légal dans la capitale ; les ministres s'étaient enfuis, toute l'armée s'était ralliée au mouvement. Ce même jour, 27 février, un groupe de militants et d'ouvriers délivrés de la prison des Krestys arrivait à la Douma. Ils parlaient de former un Soviet et demandaient à Kerenski et à Tchkeidze, un leader menchevik, de s'entremettre pour que la Douma les laisse se réunir au Palais de Tauride. Ainsi, sous le nom de Soviet, un groupe de révolutionnaires se promut état-major de la révolution. Présidé par Tchkeidze et Kerenski, il comprenait une majorité de socialistes modérés. Schliapnikov et Molotov étaient les seuls représentants des bolcheviks dans le Bureau qui comprenait une trentaine de membres. Inquiète de la formation de ce Soviet, la Douma se constitua alors en « Comité pour le rétablissement de l'ordre et les rapports avec les Institutions » dont le nom disait bien le programme. Les soldats révoltés ayant alors promulgué le Prikaz I, dans lequel ils refusaient d'obéir à leurs anciens officiers et déclaraient qu'ils n'accepteraient plus que les ordres émanant du Soviet, le Comité de la Douma entra en pourparlers avec lui en vue de former un gouvernement provisoire. Après maintes discussions, le Soviet en accepta le principe « dans la mesure où le gouvernement appliquerait un programme qui aurait son accord ».

Les leaders du Soviet approuvèrent le choix du prince L'vov comme président du gouvernement provisoire, de Gutchkov et de Miliukov aux ministères de la Guerre et des Affaires étrangères. Pour donner au cabinet une touche révolutionnaire, les membres de la Douma insistèrent pour y adjoindre Tchkeidze et Kerenski. Le premier refusa net, mais le second accepta, passant par-dessus les décisions du Bureau du Soviet : il fit

appel à l'assemblée plénière et se fit en quelque sorte plébisciter.

Deux graves inconnues planaient sur le destin de la révolution : l'attitude de Nicolas II et celle de l'état-major. Au soir du 1<sup>er</sup> mars, après cinq jours de fusillade, quand se constituait le gouvernement de la révolution, on ignorait presque tout des décisions qui pouvaient être prises par les uns ou par les autres.

Entre-temps, assuré que le nouveau gouvernement ne cherchait pas à proclamer la république, le généralissime Alexeïev avait proposé de soumettre au tsar un manifeste. Quand il comprit, ensuite, que pour sauver Michel, il fallait sacrifier Nicolas II, il invita les commandants des armées à envoyer au tsar des télégrammes lui recommandant l'abdication « pour sauver l'indépendance du pays et assurer la sauvegarde de la dynastie ». Sauf Evert, les généraux d'empire répondirent sur l'heure, « appliquant respectueusement leur revolver aux tempes du monarque adoré ». Nicolas II, qui avait fait preuve d'une incroyable passivité pendant les jours précédents, n'essaya pas même de résister. Il se démit de l'empire comme un commandant d'un escadron de cavalerie. Dans son carnet, il notait pourtant : « Je quitte Pskov, l'âme oppressée de ce que je viens de vivre. Tout autour de moi, ce n'est que trahison, lâcheté, fourberie \* ».

L'effervescence avait repris dans Petrograd. On avait eu vent du projet de faire succéder Michel à Nicolas II. La ville se soulevait à nouveau. Kerenski et L'vov décidèrent d'aller trouver Michel pour lui demander d'abdiquer à son tour. Miliukov voulait convaincre Michel II de résister. Mais, sans hésiter, il accepta.

\* Placé en résidence surveillée, Nicolas II fut assassiné par des soldats rouges en 1918 : ils craignaient que les armées Blanches de Kolchak ne vissent le délivrer.

*Le nouveau régime et le problème de la poursuite de la guerre.*

Le succès de la révolution fut aussi inattendu que son déclenchement. Le haut commandement se rallia au nouveau régime suivant l'exemple des grands-ducs et des notables. En province, l'ancien pouvoir gouvernemental disparut d'une pièce. Sans attendre de directives, la population installa aussitôt de nouvelles autorités. En l'espace de quelques jours, il n'y eut pas de ville, de Minsk à Vladivostok, qui ne se dotât de son administration révolutionnaire, soviétique ou comité : le 17 mars 1917, quarante-neuf villes avaient déjà organisé leur soviétique ; il y avait soixante-dix-sept soviétiques de villes le 22 mars, auxquels il faut ajouter les soviétiques de paysans ou de soldats, les comités révolutionnaires de toutes sortes.

Ainsi, le nouveau régime avait à sa tête un « double pouvoir » :

1. Le gouvernement, qui entendait maintenir les structures de l'État et commander à l'administration ;
2. Le Soviet de Petrograd, pouvoir de contestation auquel allaient se fédérer les soviétiques de province.

Les partis politiques constituaient également des forces qui exerçaient leur action sur les soviétiques en attendant de les contrôler. Mais, à cette date, ce fut l'opinion publique qui exprima ses volontés avec le plus de détermination. Elle fit connaître au gouvernement, aux soviétiques et aux partis ses exigences. L'avenir du régime de Février dépendait de la façon dont les uns et les autres y répondraient.

Au gouvernement, les hommes qui se retrouvaient avaient toujours désiré que s'instaure en Russie un régime de type parlementaire, à l'occidentale. En pre-

nant le pouvoir, en mars 1917, ils ne se proposaient pas de bouleverser l'ordre économique et social mais de rénover l'État et de gagner la guerre, laissant à une assemblée constituante le soin de procéder à des réformes de structure. Ils divergeaient toutefois sur le choix des méthodes. Selon Gutchkov et Miliukov, toute concession aux socialistes hâtait la marche vers la catastrophe, aussi fallait-il engager le combat avec les soviets. Pour les faire disparaître, Kerenski jugeait, à l'inverse, qu'il fallait introduire leurs chefs au gouvernement.

Au lendemain de la chute du tsarisme, les peuples de Russie firent connaître leur aspiration en un monde meilleur. Aux revendications traditionnelles des ouvriers et des paysans s'opposaient naturellement les possédants qui arguaient des nécessités de la guerre pour ne pas changer l'ordre établi — les ouvriers, soldats et paysans avaient parfaitement conscience des difficultés du problème. Toutefois, solidaires et déterminés pour exiger des réformes et l'amélioration immédiate de et divisés sur le problème de la guerre, ils n'osaient aborder ce sujet qu'avec prudence, « car beaucoup ne comprenaient pas le mot d'ordre "à bas la guerre" ». Le cri s'échappe néanmoins à la dérobée, lors de la sortie des meetings. Mais les ouvriers des usines chimiques du parc d'artillerie clament « Vive la guerre », tout comme les employés des usines électriques du front nord ; surtout, l'armée des cheminots se montre, dans son ensemble, très patriote.

Dans l'armée, le problème de la guerre n'était pas abordé de la même façon : les soldats se révoltèrent d'abord contre le comportement de leurs officiers. Tel était le sens du célèbre Prikaz I, qui signifiait non « la mort de l'armée », comme le commandement russe ou allié se plaisait à le répéter, mais la mort d'une certaine conception de la discipline dans l'armée.

Ce texte fit rapidement le tour de toute la Russie, en dépit des efforts du haut commandement. Il corres-

pondait si bien aux aspirations de la troupe que, partout où elle en eut connaissance, elle le mit en application :

« A chaque ordre que je leur donnais, raconte en substance le général Dragomirov, les soldats me répondaient : maintenant, cela ne se fait plus. L'un d'entre eux, chaque fois, se référait à un texte imprimé qu'il avait à la main : non, disait-il, cela ne se fait plus. Et quand je voulus voir ce texte, il refusa de me le donner. » (*Rapport au général Russkij.*)

Donnant à quelques articles du Prikaz I une interprétation assez large, ils retirèrent souvent leur commandement à un certain nombre d'officiers. Les raisons qu'allèguent les soldats de la 5<sup>e</sup> section du 1<sup>er</sup> régiment de réserve traduisent les griefs des soldats contre les officiers : langage grossier, voies de fait sur les soldats, injustices, sanctions excessives, abus d'autorité.

Ces griefs expliquent les violences dont les officiers furent victimes quand la troupe vit qu'ils refusaient d'admettre qu'un nouvel ordre devait naître dans l'armée. Les officiers ne cessaient de prôner les vertus du retour à la discipline, ce qui « creusa un gouffre entre soldats et officiers. Ceux-ci eurent beau expliquer, expliquer encore, on ne les écouta même plus. » Les soldats étaient des êtres humains ; ils désiraient que leurs conditions d'existence s'améliorent, que l'État pense au prix de leur sacrifice, au dénuement de leur famille souvent privée de ressources. Le 15<sup>e</sup> régiment de tirailleurs exposa toute une série de revendications où l'on trouve les aspirations des soldats de tous les pays.

1. Amélioration de la solde.
2. Accroître les allocations aux familles des soldats et les garantir de la perte de capacité de travail ; mesure absolument indispensable, car l'armée assurée quant à l'avenir des siens pourra entièrement se consacrer à la lutte contre l'ennemi.
3. Assurer certaines garanties aux soldats qui, du fait de la guerre, auront perdu leur capacité de travail.

4. Introduction de l'élection pour l'affectation à un certain nombre de fonctions.
5. Amélioration des conditions d'existence du soldat et particulièrement des conditions sanitaires.
6. Suppression du salut militaire et du garde-à-vous.
7. Interdire, comme le propose le comité des officiers, de traiter de problèmes politiques dans l'armée serait revenir à l'ancien régime.

Comme le montre le point 2, l'aspiration des soldats à la paix, pour naturelle qu'elle était, le cédait à leur patriotisme. Nombreux sont d'ailleurs les témoignages de militants bolcheviks qui attestent de la difficulté qu'ils rencontrèrent quand ils abordèrent ce problème dans les assemblées de soldats. Les soldats veulent se montrer dignes des « responsabilités que la révolution a fait retomber sur eux », c'est une question « d'honneur entre eux et leurs anciens officiers » ; ils veulent les dessaisir du « monopole du patriotisme » que ceux-ci se sont arrogé.

Naturellement, les soldats souhaitaient la fin de la guerre et souvent les soldats demandèrent au gouvernement d'engager des pourparlers sérieux, mais ils lui faisaient confiance sur la procédure et ils entendaient que la paix fût sans dommage pour la Russie. Toutefois, les prises de position des officiers les poussèrent à réviser leur position et celles-ci obtinrent l'effet contraire : les soldats en arrivèrent à contester le principe même de la continuation de la guerre, défensive ou non, car ils pressentirent que les officiers espéraient ainsi ressusciter l'ancien régime, alors que l'aspiration suprême des soldats était précisément sa suppression. « Décidément, concluaient les soldats et sous-officiers de la forteresse de Kiev, les officiers n'ont rien compris au sens de notre révolution. »

xvi

### *Paix révolutionnaire, paix de compromis, paix victorieuse*

Jusqu'à la révolution russe, le problème de la légitimité de la guerre, de ses buts était resté une affaire de gouvernement. Certes une opposition était née, notamment en Allemagne, qui contestait tantôt la façon dont la guerre était menée, tantôt les objectifs que le gouvernement poursuivait. Toutefois, cette mise en question restait sans conséquences parce que, grâce aux armes de la propagande, au contrôle de l'information et de la presse, à la censure, les classes dirigeantes tenaient la population bien en main : les vrais contestataires demeuraient une poignée.

Avec la chute du tsarisme, tout change : à Petrograd, le pouvoir passe aux mains d'un gouvernement qui n'existe que pour autant qu'il satisfait aux exigences de l'opinion publique. Sans doute, celle-ci est divisée, mais désormais libre d'entraves, elle aborde tous les problèmes que pose l'avenir du pays : à son arrivée à Petrograd, Lénine constatait que jamais l'histoire n'avait connu un pays aussi libre que la Russie en 1917.

De tous ces problèmes abordés, le plus grave est celui de la guerre : approuvant la formule « paix sans annexions ni contributions », l'opinion et les soviets contraignirent le gouvernement à se rallier à ce programme. Dès lors, la nature de la guerre, son caractère et ses

objectifs étaient mis en cause non plus par des opposants irresponsables mais par une des puissances belligérantes, par un gouvernement parlant ès qualités.

Au nom de la Russie révolutionnaire, le Soviet de Petrograd lançait le 27 mars 1917 un appel aux peuples belligérants pour une paix sans annexions ni contributions ; désormais le problème de la paix était ouvertement posé. Serait-ce la paix révolutionnaire que souhaitaient les internationalistes, la paix victorieuse que voulaient les gouvernements en place, ou la paix de compromis que des conciliateurs essayaient de négocier ?

### *L'échec de la paix révolutionnaire.*

Au lendemain de Février, la bourgeoisie russe avait adopté, d'instinct, le comportement d'une classe dirigeante. Flanquée de la plupart des intellectuels, universitaires, etc., que terrorisait l'explosion de Février, elle entendait atteindre ses propres objectifs, qui étaient le plus souvent opposés à ceux des classes populaires. Elle voulait poursuivre la guerre jusqu'à sa fin victorieuse et s'appuyait sur les principes démocratiques de ses adversaires pour laisser à une assemblée constituante le soin de réaliser des réformes de structure. Elle faisait valoir qu'en temps de guerre, sa convocation était impossible, ce qui était un moyen de reporter les réformes à la paix. Soucieuse de prendre en main la totalité de l'économie russe et de la régénérer, elle n'entendait pas laisser fléchir l'effort de guerre, s'opposant par là même à la première des revendications ouvrières, les huit heures. Elle se disait également incapable de hausser les salaires et hostile aux comités d'usine. Pleine d'illusion sur sa force, la bourgeoisie ne comprit ni le sens de la révolution ni n'évalua la puissance du mouvement qui animait le pays. Seuls les officiers manifestèrent encore plus d'aveuglement.

Les hommes qui dirigeaient le gouvernement avaient ainsi à faire face à des revendications antagonistes. Rassurés par le loyalisme des petits-bourgeois, des cheminots, des artisans, d'une partie de la paysannerie, ils étaient décidés à reprendre en main l'armée, ce qui serait possible par la poursuite de la guerre. Ils craignirent plus que de raison un péril contre-révolutionnaire et crurent adopter un comportement d'hommes d'État en s'opposant, par « sagesse », aux revendications extrêmes. Les classes dirigeantes et l'état-major ne furent pas satisfaits pour autant et n'aiderent pas le nouveau gouvernement à accomplir sa tâche. Elles allaient ainsi pousser les classes populaires à l'exaspération et furent balayées.

Seule, une petite minorité parmi les militants bolcheviks et anarchistes avait prévu cette évolution. Au début d'avril, elle reçut l'appui de Lénine, retour d'émigration, qui, dans ses *Thèses d'Avril*, se fit le champion de la paix, de l'opposition absolue au gouvernement provisoire et du passage de l'intégralité du pouvoir aux Soviets. Dès le mois d'avril, le « parti de Lénine » s'était qualifié comme le seul adversaire organisé du régime né en Février.

Il est vrai que celui-ci n'avait satisfait aucune des aspirations des travailleurs : à trop répéter que l'état de guerre interdisait transformations ou réformes, il donnait aux ouvriers, aux paysans et aux solats une envie furieuse d'y mettre fin. Or, loin de chercher les voies d'une paix générale, Miliukov agissait comme si les Russes avaient renversé le tsarisme dans le seul but de mieux poursuivre la guerre. Aussi pensait-il que le gouvernement réussirait à amarrer solidement le nouveau régime aux démocraties occidentales et à consolider la cohésion de la société menacée par l'explosion de Février. En poursuivant les hostilités jusqu'à l'épuisement de l'ennemi — ce qui pourrait être aussi l'épuisement de la révolution —, il apporterait Constantinople en dot à la

Russie nouvelle ; au passage, Miliukov espérait également, en brandissant le danger allemand, diviser les vainqueurs de Février, dresser encore plus l'armée contre les ouvriers.

Le 18 avril, Miliukov communiqua aux puissances une « note » très attendue. Contre toute attente, elle insistait sur l'élan que la révolution allait donner à la défense des droits et des principes pour lesquels combattait la Russie et ses alliés ; rappelait que le gouvernement respecterait fidèlement les obligations prises. Il ne soufflait mot des aspirations de la « démocratie russe » à une « paix sans annexions ni contributions ». Par contre, il évoquait ces « garanties » et « sanctions » que les Alliés sauraient établir plus tard pour instaurer une paix durable.

Dans les milieux démocratiques, la *Note* fit l'effet d'un chiffon rouge. Elle donna l'occasion aux bolcheviks d'organiser une « journée » contre le gouvernement et la direction du Soviet qui le laissait faire. Les leaders mencheviks réussirent à mettre fin à l'effervescence ; ils acceptaient désormais de participer au gouvernement pour faire triompher la politique définie par le Soviet. Miliukov quitta le Cabinet, prédia son impuissance à agir. Les bolcheviks annoncèrent également sa faillite.

Pour empêcher les opérations actives de reprendre, les bolcheviks firent alors campagne en faveur du mouvement de fraternisations, manifestations toutes simples qui étaient une sorte de balbutiement en faveur de la paix. Des soldats russes avaient pris cette initiative ; les Allemands avaient intérêt à les encourager. Aussitôt, le Soviet les condamna et le leader bolchevik Frunze, venu au front organiser des fraternisations, obtempéra : la preuve était faite que le Soviet restait le guide incontesté de la révolution. Quelques semaines plus tard, la tournée de Kerenski en fit la démonstration : au nom du nouveau gouvernement et du Soviet, il ressuscitait dans l'armée la flamme patriotique que

les manœuvres de Miliukov avaient fait vaciller.

Pour redonner à l'armée sa capacité combative, Kerenski voulut lui porter personnellement le salut chaleureux de la révolution ; il expliquait aux soldats la raison de leurs sacrifices et, s'il le fallait, il livrerait, seul, mille combats avec l'armée de ses contradicteurs. Sous le regard sceptique ou narquois des officiers — ou des soldats bolcheviks —, il s'élança dans l'arène où des millions d'« aficionados » voulaient voir cet exploit : il y gagna le surnom de « persuadeur en chef ». Le spectacle fut assez étonnant et certains de ses épisodes dignes de figurer dans une anthologie. Le premier se situe dans la capitale, avant son départ ; au congrès des délégués du front, Kerenski fit la preuve de la force exceptionnelle de ses dons d'orateur :

« Camarades, depuis dix ans, vous avez su souffrir et être silencieux. Vous saviez comment remplir les obligations que vous imposait un régime haï. Vous saviez comment tirer sur le peuple quand le régime le demandait. Et que se passe-t-il maintenant ? Ne pourriez-vous souffrir plus longtemps ? Ou bien est-ce que la libre Russie est devenue un État d'esclaves en révolte ?

(Intenses mouvements divers dans l'assemblée.)

« Oui, camarades, je ne sais pas — non, je ne sais pas mentir aux gens ; je ne sais pas cacher la vérité...

« Ah ! camarades, quelle tristesse de ne pas être mort il y a deux mois...

« Alors, je serais mort avec le plus beau des rêves : pour toujours une nouvelle vie avait commencé pour mon pays ; il n'y aurait plus besoin de fouet ni de canne pour se respecter les uns les autres. »

A la veille de l'offensive du 16 juin, l'armée russe n'était plus animée du même esprit qu'au lendemain de la crise d'avril. Elle acceptait, dans un dernier effort, de faire confiance à ses chefs, de leur obéir pour l'ultime offensive avant la paix.

\*

Les soldats avaient accordé leur confiance à Kerenski parce que le gouvernement et le Soviet, associés depuis la crise d'avril, avaient déclaré qu'ils chercheraient à faire aboutir une paix générale sans annexions ni contributions.

Toutefois, il n'était plus question du respect dû aux traités signés avant Février ; était-ce à dire que, renonçant à Constantinople sans le dire, Petrograd entendait faire renoncer aussi les Alliés à leurs projets d'annexions ? Avant tout, on butait sur la question d'Alsace-Lorraine. Au Soviet, la majorité disait qu'il fallait consulter les habitants « car, en un demi-siècle, la vie avait changé d'une façon radicale en Alsace-Lorraine, et avec elle, les tendances de la population » ; raison pour laquelle, précisément, les social-patriotes, en France, s'opposaient à toute forme de référendum. Mais la gauche restait intransigeante. N'était-ce pas « l'obstination de la bourgeoisie française à vouloir reprendre l'Alsace-Lorraine qui causait la prolongation de la guerre, menaçant de ruiner toute l'Europe et l'Alsace-Lorraine elle-même ? »

« Une paix fondée sur le droit des peuples ne sanctionne pas le droit des grandes puissances à s'approprier des colonies, ajoutait le bolchevik Kamenev. Comme préliminaires, il faut donc faire évacuer par les troupes l'Alsace-Lorraine, la Belgique, la Pologne, la Serbie, la Macédoine, Salonique, la Perse, l'Irlande, l'Égypte, la Bosnie, afin de donner aux nations opprimées toute liberté dans la délimitation de leurs frontières. » Pour la Russie « cela signifie l'abandon de la Finlande, de la Pologne, du Turkestan, de l'Ukraine, etc. »

Il concluait : « Une pareille paix ne saurait être établie par les gouvernements capitalistes mais doit être imposée à la bourgeoisie impérialiste par les masses prolétariennes. »

La nouvelle politique étrangère de la Russie avait pour animateur et théoricien Tseretelli. Le leader menchevik pensait qu'avec l'entrée en guerre des U.S.A. et la révolution de Février, les appétits des puissances occidentales seraient réfrénés ; ainsi, le renoncement russe à Constantinople pourrait servir d'exemple. En Russie le Soviet devrait promouvoir la politique de paix qui serait adoptée et poursuivie par les ministres et les partis politiques. Le Soviet encouragerait le gouvernement pour qu'il intervienne auprès des Alliés et que ceux-ci proclament des buts de guerre conformes à la déclaration du 3 mai. A Petrograd, la présence de zimmerwaldiens au gouvernement garantissait le succès de cette politique. Mais on n'était sûr ni des Alliés, ni des Puissances centrales, et la démocratie russe devait renforcer l'action des socialistes dans les pays belligérants et aider à la résurrection de l'Internationale en qui Tseretelli « avait une foi messianique ». Une conférence de tous les partis socialistes à Stockholm aurait à mettre sur pied un programme de paix, qu'ils essaieraient d'imposer dans leurs pays respectifs. En Russie, c'était chose faite : il restait à réussir ailleurs. La lutte se livrerait donc sur deux terrains : celui des rapports entre gouvernements et celui des relations entre partis socialistes ; de plus, chaque parti socialiste serait censé agir sur son gouvernement.

\*

Cette politique était fondée sur plusieurs évaluations. On pensait qu'en Allemagne, en France, etc., la gauche socialiste pèserait sur les majoritaires et que ceux-ci « gauchiraient » la politique des gouvernements. De son côté, le ministre des Affaires étrangères s'appuierait sur les déclarations de Wilson, préconiserait une révision des buts de guerre : ainsi désavoués par Washington,

par Petrograd et par Stockholm, les avocats de la guerre de conquête seraient amenés à s'incliner, et peu à peu les Alliés et les Puissances centrales s'aligneraient sur les positions du Soviet. C'était mal évaluer les réactions de l'Europe en guerre devant la révolution russe.

À Berlin et à Vienne, de nombreuses voix affirmèrent que la révolution russe était une « crise de guerre » ; avec la prise du pouvoir par la bourgeoisie, la Russie allait maintenant mener « une guerre au couteau ». Les actes du haut commandement et du gouvernement prouvaient qu'à Berlin et à Vienne, on était sensible à cette interprétation des événements : le chiffre des divisions allemandes face aux Russes resta stationnaire en avril 1917, pour passer de 72 à 75 divisions en mai, à 78 en juin.

D'autres, de plus en plus nombreux, jugeaient que le peuple russe, affamé et las de la guerre, était sur le point de se soulever pour demander du pain, la liberté et la paix, lorsque des libéraux russes partisans de la guerre se rallièrent au mouvement pour se mettre à sa tête et l'exploiter en vue de la continuation de la guerre. La déclaration du 14/27 mars 1917 donna du poids à leur interprétation. Dès lors, pour exploiter la volonté de paix d'une partie de l'opinion russe, l'état-major austro-allemand s'abstint de lancer une grande offensive à l'est car elle catalyserait le sentiment patriotique alors que l'inactivité permettrait à la désintégration de faire son œuvre. De plus, le gouvernement allemand accorda toutes les facilités aux « pacifistes » russes qui, en Suisse, voulaient retourner dans leur pays ; Lénine, Martov et leurs amis zimmerwaldiens obtinrent le visa de transit en treize jours, un temps record. Parallèlement, Scheidenmann et Czernin répondirent publiquement à l'« appel » du 14 mars : les dirigeants austro-allemands donnèrent carte blanche aux socialistes « majoritaires » pour agir auprès de la démocratie russe.

Ceux-ci utilisèrent les bons services de Parvus (Helphand), lié naguère à l'aile gauche de la social-démocratie russe et passé maintenant au social-patriotisme. Les socialistes allemands intervinrent également auprès du Danois Borghberg qui, venu à Petrograd au milieu du mois d'avril, essaya d'organiser une conférence socialiste internationale ; il transmit également aux Russes les conditions de paix des socialistes majoritaires allemands. Ainsi, ce voyage et ces démarches amorcèrent les modalités de réunion de la Conférence de Stockholm.

À Paris, à Londres et à Rome, la révolution fut diversement accueillie : les milieux socialistes et les libéraux se réjouirent de la chute du tsarisme. Pas l'opinion conservatrice ; elle essaya d'accréditer la légende d'un changement de régime réalisé avec l'assentiment de Nicolas II puis, après l'appel du Soviet du 14 mars, laissa percer son inquiétude.

Les milieux gouvernementaux essayèrent de faire contre mauvaise fortune bon cœur. Quand on sut que seuls les « maximalistes » étaient pacifistes — et pas tout le Soviet —, on ne s'en trouva pas rasséréiné. La presse fit toutefois la différence entre Lénine, dont on fit un agent allemand, et le Soviet qui fut ménagé. Les gouvernements alliés avaient salué le nouveau régime. Comme si de rien n'était. Nivelles adressait télégramme sur télégramme au général Alexeïev pour « exiger » le début de l'offensive, la « comédie » de la révolution ne pouvait ainsi durer. Après l'appel du Soviet « aux peuples du monde entier », les gouvernements alliés envisagèrent d'« intervenir » auprès du prince L'vov en utilisant les bons offices des socialistes, insistant sur « la victoire à remporter sur l'ennemi commun ». Deux délégations partirent à Petrograd : une ambassade « extraordinaire » de deux ministres socialistes, Henderson et Albert Thomas ; une délégation chargée de saluer la révolution au nom des socialistes occidentaux, avec Marcel Cachin, Marius Moutet, Sanders, etc. En fait, les deux

missions avaient pour objet de réchauffer l'ardeur belliste de l'allié russe.

Passé les manifestations traditionnelles, les socialistes alliés sentirent tout de suite la méfiance dont ils étaient l'objet. Au Soviet, « un froid de Sibérie » les accueillit. « Ils donnaient l'impression d'être des agents de Shylock venus exiger de la révolution russe leur ration de sang et de chair à canon », commente Sukhanov. Ils durent justifier de leur représentativité, apprirent que le Soviet était intervenu à Paris et à Londres pour que les représentants de la tendance zimmerwaldienne soient invités à Petrograd et ils furent obligés de donner des « assurances » sur l'Inde, l'Irlande et le Maroc. Les socialistes alliés déclarèrent qu'ils approuvaient la formule du Soviet : « Paix sans annexions ni contributions. » Dans le cas de l'Alsace-Lorraine, il s'agissait d'un malentendu ; avant de décider de son sort, il fallait, selon les Russes, consulter les populations ; les Français en convinrent mais difficilement : ils estimèrent alors qu'il revenait à la France, spoliée en 1871, de contrôler les modalités du référendum ; au contraire, le Soviet considérait qu'il fallait faire appel comme partout ailleurs à une commission internationale. Les socialistes russes, de plus, se prononçaient contre le versement d'une contribution aux vainqueurs. La responsabilité de la guerre appartenait à tous : chacun devait participer à l'indemnisation des victimes.

Toutefois, comme les Russes écartaient toute idée de paix séparée, les socialistes alliés oublièrent assez vite la déconvenue des premiers jours, ils nouèrent d'excellents rapports avec leurs collègues du Soviet et purent, à leur aise, « gonfler le soldat ». Pris, peu à peu, au spectacle extraordinaire et à la griserie d'une révolution réussie ils se convertirent à l'idéal des soviets. Partis en avocats honteux, inquiets des intérêts de leur gouvernement, ils revinrent de Russie comme les chanteurs glorieux de la patrie de la révolution.

La réponse des chancelleries occidentales aux notes du gouvernement révolutionnaire déconcerta les Russes. Les puissances occidentales reconnaissent la justesse des principes de la démocratie russe, voire l'intérêt d'une reprise des conversations interalliées sur les buts de guerre, mais ces concessions étaient accompagnées de telles considérations que la *Rabotchâta Gazeta* pouvait écrire que « sous un nouvel emballage, les Alliés voulaient mettre une ancienne marchandise ».

Ce fut surtout la réponse de Wilson qui suscita le désarroi ; le président des U. S. A. s'opposait nettement aux conceptions russes, affirmant publiquement « qu'une paix avant la victoire renforcerait l'impérialisme allemand, précisément favorable à une paix de compromis ». Cette fois, ce fut le journal du Soviet qui s'en prit à cette note, « nébuleuse et ronflante ». « Ce n'est pas la sorte de langage à utiliser pour parler à la démocratie russe », concluaient les *Izvestia* ; « la note était un règlement de compte entre Wilson le pacifiste et Wilson en guerre », ironisait Tchernov.

« Le sol s'écroulait sous les pas de mon successeur Tereshchenko », observait Miliukov. Comme Lénine, il avait eu raison : dès lors, la gauche se demanda si la Russie devait se déclarer « libre de tout engagement ».

Dans l'esprit des dirigeants de la Russie nouvelle, la politique de paix révolutionnaire reposait essentiellement sur le succès d'une conférence socialiste internationale\*. Les délégués de tous les pays belligérants s'y réuniraient et établiraient la formule qu'ils dicteraient à leurs gouvernements respectifs.

Ceux-ci n'eurent pas à subir la moindre alerte : les différentes tendances du mouvement socialiste ne parvinrent pas même à trouver les voies d'un accord sur

\* Sur la Conférence de Stockholm, nous nous permettons de renvoyer à notre livre, *La Révolution de 1917*, Paris, 1967, éd. Aubier-Montaigne, chap. 8.

la procédure : la Conférence de Stockholm n'eut jamais lieu. Certes, bien des négociations furent entreprises, même entre militants socialistes de camps opposés ; Tseretelli et les mencheviks jouaient inlassablement les bons offices. Mais, en Russie même, cette politique était contestée, non seulement par la droite, mais également par Lénine et par la gauche zimmerwaldienne qui craignait que la « paix de Stockholm » ne sauve la bourgeoisie de la révolution mondiale. Les socialistes alliés craignaient surtout les réactions de l'opinion publique, surchauffée par la propagande belliciste. Ainsi, en Angleterre, ce fut plus l'action « patriotique » du syndicat des dockers que celle du gouvernement qui empêcha le socialiste MacDonald de se rendre à Stockholm.

Avant même que, donnant l'exemple à Ribot, Wilson ne refuse les passeports aux délégués qui devaient se rendre à Stockholm, le charme était rompu depuis longtemps, et rompu l'élan qui menait au succès de la conférence. La conférence était bien morte dans les esprits comme dans les cœurs. Morte avant d'être née.

### *Échec de la paix de compromis.*

La paix révolutionnaire avait fait faillite. Les avocats de la paix victorieuse restaient ainsi face à face avec ceux de la paix de compromis.

En Allemagne, ceux-ci commençaient à devenir influents. Toutefois, leurs initiatives restaient sans effet parce qu'ils appelaient compromis un règlement qui n'eût pas satisfait *tous* les buts de guerre de l'Allemagne.

Au lendemain de la révolution russe, les progrès de l'opposition socialiste créèrent une situation nouvelle. L'aggravation des conditions de la vie quotidienne, la montée du mécontentement, l'extension

du mouvement des grèves furent à l'origine d'un climat véritablement nouveau, ce qui ranima la vie politique. A la suite de l'appel du Soviet de Petrograd, la social-démocratie avait réclamé avec force la conclusion d'une paix sans annexions ni contributions. Plus tard, sous l'influence du Prikaz I et des informations venues de Russie, des mutineries avaient éclaté dans la flotte. Elles avaient pour origine l'échec de la guerre sous-marine et les traitements dont les marins étaient victimes ; toutefois les événements de Russie étaient bien à l'origine d'une prise de conscience. Les militaires accusèrent aussitôt les socialistes d'être les responsables. Effectivement, à Kiel, les Indépendants animaient le mouvement.

Les majoritaires prirent peur : craignant que la mainmise sur l'opposition ne leur échappe, ils exigèrent de Bethmann-Hollweg la démocratisation immédiate du suffrage électoral en Prusse, et un geste en faveur de la paix sans conquêtes. Le chancelier prononça de bonnes paroles sur le premier point ; sur le second, il resta inébranlable. Toutefois, il écrivit à Hindenburg que l'occasion d'une paix de compromis était bonne à saisir : la guerre sous-marine n'avait pas tenu ses promesses, l'Amérique était entrée en guerre ; à voir ses espérances déçues, l'opinion pourrait trahir son désarroi. Rejeter maintenant toute idée de paix pourrait avoir « des conséquences incalculables ».

Bethmann-Hollweg avait l'accord de Czernin : mais le haut commandement allemand ne l'entendait pas ainsi. Déjà indisposé par les concessions verbales du chancelier concernant le suffrage en Prusse, il accueillit fort mal ces propositions « pacifistes » qui impliquaient pourtant la mainmise sur la Belgique, la Pologne, etc. Si le moral fléchissait, c'était la faute aux civils « qui ne savaient pas ranimer la volonté nationale ». Dans une lettre au Kaiser, Hindenburg accusait maintenant le chancelier ; il posait la question de sa succession.

Lorsque au Reichstag le catholique Erzberger rallia le *Zentrum* aux positions pacifistes des majoritaires, Bethmann-Hollweg voulut se rapprocher de cette nouvelle « majorité ». Mais celle-ci se déroba : elle entendait dissocier son action de celle du chancelier. Ainsi désavoué par l'armée et l'opposition, Bethmann-Hollweg offrit sa démission (12 juillet 1917).

Le 19 juillet, la résolution de paix proposée par Erzberger et Scheidenman obtenait la majorité au Reichstag. Cet extraordinaire désavoué de la politique impériale restait toutefois sans conséquence : le pouvoir appartenait désormais à l'état-major, qui avait en Michaelis un chancelier à sa dévotion.

Les partisans de la paix de compromis durent également baisser pavillon en Autriche-Hongrie. Le jeune empereur Charles avait plusieurs fois manifesté son désir de chercher un accommodement pour pouvoir se consacrer entièrement au règlement de la question nationale. Les ouvertures qu'il avait entamées en secret avec Poincaré, par l'intermédiaire du prince Sixte de Bourbon, n'avaient pas abouti bien que Charles se fût déclaré prêt à abandonner toute prétention sur la Pologne. Il aurait rétrocédé la Galicie à l'Allemagne afin que celle-ci puisse, sans « s'humilier » rendre l'Alsace-Lorraine à la France. La négociation avait échoué sur les concessions à faire à l'Italie, Charles I<sup>er</sup> ne pouvant accepter de perdre des territoires à la fois au Tyrol et en Pologne. Surtout il semble bien que ni Ribot ni Poincaré n'aient osé saisir la balle au bond. Charles I<sup>er</sup> n'osa plus prendre d'initiatives. Ses ministres et lui se contentèrent de répéter à toutes occasions que « l'Autriche-Hongrie n'en pouvait plus ».

\*

En France, les partisans de la paix blanche obéissaient à d'autres motifs. Nourrissant des idées « européennes », Joseph Caillaux ne participait pas aux idées

du pacifisme internationaliste, puisque, comme Giolitti en Italie, il craignait que de la guerre ne jaillisse un jour la révolution. Surtout, attentif au destin de la France, il observait qu'à long terme le fléchissement de la courbe démographique affaiblirait le pays dans la lutte économique et morale entre les nations. En outre, vouée par sa position géographique à supporter le poids de la guerre, la France s'affaiblirait plus que ses alliés ou adversaires ; ainsi elle serait d'autant plus perdante que la guerre durerait plus longtemps. Aussi, dès 1915, Caillaux était partisan d'une paix de compromis\*. L'ancien avocat du rapprochement franco-allemand avait d'autres raisons : il savait qu'ayant saisi la réalité du pouvoir grâce à l'état de guerre, les milieux conservateurs trouveraient des raisons pour le maintenir à tout prix. Il soupçonnait la droite et l'*Action Française* de vouloir soumettre la France à l'épreuve d'une guerre longue, car la République n'y survivrait pas. Fondée ou non, son analyse faisait enrager les milieux qui s'arrogent le monopole du patriotisme. Distant et sarcastique, Caillaux n'était pas un homme de parti ; isolé, il était vulnérable. L'*Action Française* et Léon Daudet s'acharnèrent sur lui. Ils accusèrent l'ancien président du Conseil de couvrir de louches opérations, il cachait de l'or à l'étranger, etc. Dans le discours de Mamers, Caillaux se sentit obligé de préciser « qu'il ne consentirait pas à une paix qui n'eût pas impliqué la réintégration pure et simple de l'Alsace-Lorraine dans la famille française ». Ensuite, il constitua une « Ligue républicaine », mais celle-ci ne comprit que des personnalités de deuxième plan, comme Accambray et Pierre Laval. Sans doute, l'ancien président du Conseil bénéficiait de l'appui de quelques journaux de gauche, depuis *Le Canard enchaîné* jusqu'au *Journal du Peuple* ; cette solidarité gardait un caractère défensif et les socialistes, enivrés par l'idéal de

\* Il sous-estimait largement, d'ailleurs, les appétits annexionnistes des dirigeants allemands.

Stockholm, n'omettaient jamais de rappeler que leur soutien à Caillaux « ne préjugait pas de leur désaccord avec sa politique de paix », qualifiée de « bourgeoise ».

Pendant l'été 1917, la reprise des grèves, les mutineries, l'écho de la révolution russe avaient profondément ébranlé l'assurance des milieux dirigeants. Il est vrai qu'ils associaient des faits étrangers les uns aux autres puisque les mutineries n'étaient pas liées à l'action du pacifisme et que ni le mouvement de Zimmerwald ni le bolchevisme n'étaient « inspirés par les Allemands ».

La révolte des soldats russes combattant sur le front français ajouta à la confusion. Cette guerre n'était plus la leur, beaucoup entendaient rentrer chez eux. Painlevé craignit que leur influence ne se fit sentir sur tout le front ; effectivement, pour parer aux dangers d'une attaque ennemie dans les secteurs tenus par les Russes, le commandement jugea habile de les disperser, si bien que ceux-ci purent proclamer un peu partout les vertus de la révolution. L'ambassadeur Isvolski et le général Bobrikov étaient surtout attentifs « à la détérioration du climat des rapports avec nos alliés français ». Ils acceptèrent que l'on transférât les soldats russes au camp de La Courtine, près de Limoges. Ceux-ci se révoltèrent, surpris d'être ainsi traités par la République française. Le général Bobrikov demanda à Poincaré l'appui des troupes françaises ; le président de la République accepta, *mais* « à condition que l'on prenne soin d'éviter tout engagement sanglant pour que nos ennemis ne puissent pas exploiter l'incident (*sic*) ». Quelques semaines plus tard, le camp de La Courtine était réduit et les soldats russes déportés à Mers el-Kébir. Vu leur « influence sur les Arabes », le commandement français les déplaça à Laghouat.

Les milieux socialistes restaient euphoriques : ils continuaient leur campagne en faveur de Stockholm. Leur conscience patriotique était tranquille, depuis que, poursuivant la paix, la Russie démocratique n'en continuait pas moins la guerre. Comme les grèves prenaient de l'ampleur, atteignant les usines de guerre, où pourtant

les travailleurs étaient mieux rémunérés, ils s'imaginaient que le Parlement et le pays les suivraient. La droite et Clemenceau ne cessaient d'accuser Malvy : sa faiblesse et sa complaisance à l'égard des pacifistes avaient permis cette crise du moral, la plus grave que la France eût connue depuis 1914. Le commandement faisait chorus.

Dès février 1917, Nivelles s'était plaint à Painlevé : « l'armée était infestée de tracts, une véritable épidémie ». Il parlait des brochures et publications éditées par le *Libertaire* ou le *Comité pour la reprise des relations internationales*. Des mobilisés souscrivaient des abonnements et soutenaient les grévistes de leurs deniers. A Bourges, « ils avaient osé se syndiquer ». Au lendemain des mutineries, Pétain avait envoyé un autre rapport à Painlevé. Loin d'accuser les généraux, ses pairs, des erreurs de l'offensive d'avril, il stigmatisait l'action des « agents provocateurs », des pacifistes. Il demandait une action contre la propagande socialiste, se déclarait hostile au voyage de délégués à Stockholm. Il accusait les journaux parisiens d'être à l'origine de la campagne de démoralisation, exigeait l'épuration des gares, des mesures contre les mobilisés d'usine qui faisaient de l'agitation, etc. En somme il avançait les thèmes de *L'Écho de Paris*, de *L'Action Française* ou du journal de Clemenceau.

Ployant devant ces attaques, Ribot avait refusé les passeports pour Stockholm. Il avait ignoré la visite que les envoyés du Soviet, « les pèlerins de la paix », avaient effectuée à Paris. Marqué par la défaite de 1870, animé de l'esprit de la revanche et de la paix victorieuse, Clemenceau poussa cet avantage : le 22 juillet, en séance publique du Sénat, il relança l'attaque contre Malvy. Indirectement il visait Caillaux et tous les partisans d'une paix blanche. Ribot se retira, laissa la place à Painlevé. Malgré les efforts d'Albert Thomas, le parti socialiste ne voulut pas participer au Cabinet « qui avait refusé les passeports ». En fait, il frayait la voie à Cle-

menceau, qui incarnait l'esprit jacobin, la guerre à outrance, la dénonciation des profiteurs de guerre. « Il avait fini par s'imposer, note Ribot, en se rendant populaire dans l'armée et dans le pays par ses dénonciations ardentes contre Caillaux et Malvy. La Chambre ne le voyait pas venir sans inquiétude, mais elle lui savait gré de l'exclusive que les socialistes avaient mise contre lui. Ceux-ci étaient convaincus qu'on n'oserait pas mettre à la tête du gouvernement l'ancien Président du Conseil dont le nom rappelait des conflits violents avec les ouvriers, la grève de Draveil, ils ont travaillé à lui ouvrir les voies en se retirant de l'Union sacrée. Ils se sont trompés sur leurs propres forces et sur les sentiments du pays. Ce sont eux qui ont le plus contribué à l'avènement de l'homme qu'ils considéraient comme leur ennemi. »

« Nous nous présentons devant vous dans l'unique pensée d'une guerre intégrale, déclarait Clemenceau. Toute ma politique tend à un seul but : maintenir le moral du peuple français à travers une crise qui est la pire de son histoire... Ma politique étrangère et ma politique intérieure, c'est tout un. Politique intérieure, je fais la guerre. Politique étrangère, je fais la guerre. Je fais toujours la guerre. » Aussitôt investi, Clemenceau joua les procureurs : reprenant le dossier établi par Léon Daudet dans *L'Action Française*, il demanda une autorisation de poursuite contre Joseph Caillaux. Il avait bien appris la leçon de l'Affaire Dreyfus. L'ancien ami d'Émile Zola mit d'abord Caillaux en prison, bien que l'accusation de trahison ne reposât sur rien, pas même sur un faux. Le Parlement grogna mais il laissa faire, disputant à la justice militaire le monopole de l'arbitraire. Quelques socialistes protestèrent, mais Clemenceau savait qu'il pouvait s'appuyer sur l'aile droite du parti, animée par Alexandre Varenne et qui tendait à faire scission. De toute façon, pour lui, leur paix était déjà morte alors que, menée par Briand, la paix de Caillaux pouvait ressusciter.

Depuis que Malvy avait quitté le ministère de l'Intérieur, la répression allait bon train : des zimmerwaldiens, comme Hélène Brion, des anarchistes étaient arrêtés, leurs journaux interdits. Les tracts clandestins prirent la relève : selon le rapport mensuel du *Contrôle général de la police administrative au ministère de l'Intérieur*, ils ne furent jamais aussi nombreux que pendant les premiers mois de l'année 1918. Le « tract » *Poilus et civils, nos frères*, d'orientation pacifiste, circulait dans vingt écoles de filles de la région parisienne ; un appel en faveur de la paix, en provenance de Nice, fut distribué dans 23 grandes villes ; 71 tracts pacifistes furent confisqués à Issoudun pendant le seul mois de février. Le mouvement des grèves, pour inférieur qu'il fût au palier atteint en Grande-Bretagne ou en Italie, ignore la situation dramatique du front, le bombardement de Paris par la *Bertha*. Les revers du printemps ne l'affectèrent en rien, et il tendit à prendre de l'ampleur, la moyenne passant de 30 à 40 grèves par mois, avec un maximum de 54 en août. Pourtant, il ne s'agissait pas de grèves qui eussent seulement des mobiles économiques. Un certain climat d'agitation politique et revendicatif l'entretenait : il n'était pas assez vif toutefois, pour que deux fois sur trois, ces grèves ne prissent pas fin aussitôt les revendications salariales satisfaites. Ce mouvement ne touchait qu'une petite minorité de travailleurs (voir le tableau, p. 307). Son action resta sans grand effet sur la production des armes : d'ailleurs l'Allemagne connaissait le même phénomène et le matériel américain commençait à assurer la relève. Les partisans d'une paix immédiate n'en continuèrent pas moins à tenir des propos radicaux ; ils parlaient de « grève générale internationale » contre la guerre. Ils constataient la « passivité » de l'opinion, son inconséquence, surtout à Paris, « où des travailleurs faisaient grève en tenant des propos patriotiques ».

L'ouverture des négociations de Brest-Litovsk décon-

sidéra les Russes et l'idéal révolutionnaire qu'ils représentaient. Laissant ignorer qu'avant d'engager ces pourparlers, le nouveau régime avait invité tous les belligérants à s'asseoir autour d'une même table, les dirigeants français jouèrent largement des sentiments qu'un tel « lâchage » pouvait susciter chez les poilus et à l'arrière. Au printemps, les termes mêmes du traité leur permirent de tourner en dérision les avocats de la paix démocratique. Avec la menace de l'attaque allemande, attendue pour le printemps, l'esprit de la guerre « victorieuse » triomphait décidément, Clemenceau avait réussi « à contraindre les Français à la victoire » : sa détermination puisait au fond du sentiment national. Elle l'emporta sur les forces vacillantes des partisans d'une paix sans victoire.

Il en alla de même en Italie, où les erreurs du commandement et la crise du moral avaient été à l'origine d'un désastre : Caporetto.

### Caporetto.

L'Italie était le seul pays dont le Parlement s'était opposée à la guerre. Celle-ci n'en avait pas moins été déclarée grâce à l'action des milieux expansionnistes qui avaient su gagner l'appui de la rue. L'expérience montrait combien la force du régime représentatif pouvait être illusoire : elle encouragea ses promoteurs. Ils envisagèrent de renverser la monarchie, d'instaurer un régime national-révolutionnaire ; le pouvoir n'émanerait plus du Parlement mais des *Associations patriotiques* ; les ministères n'auraient plus été exercés par des hommes politiques mais par des experts. Cette mise en question de la tradition libérale et parlementaire animait l'esprit des *fasci* ; la défaite lui fit accomplir de nouveaux progrès.

Pourtant, au début de 1917, l'interventionnisme était toujours vivement combattu. L'opposition de gauche

s'alimentait du mécontentement des travailleurs, victimes de la hausse des prix et de la pénurie. Les difficultés de la vie quotidienne étaient particulièrement sensibles parce que, tout comme en Russie, l'économie était tendue à l'excès par l'effort de guerre. En outre, faute de charbon anglais, les chemins de fer, déjà insuffisamment développés, ne roulaient qu'à 50 % de leurs possibilités ; les usines textiles ne produisaient que 40 à 50 % de leur métrage d'avant-guerre. Comme une bonne moitié des paysans avait été mobilisée, la production agricole elle-même périlait ; plusieurs fois, les grandes villes manquèrent de pain. Grèves revendicatives et manifestations pacifistes se multipliaient : la fête du 1<sup>er</sup> mai 1917 donna une mesure de leur importance. A Milan, qui passait pour une ville « interventionniste », il y eut plus de mille arrestations. Dans les campagnes, dans les villes du midi, les femmes furent particulièrement actives ; elles criaient : « A bas la guerre, rendez-nous nos maris. » Bien qu'*Avanti!* fût interdit dans onze provinces, la propagande zimmerwaldienne ne cessait de gagner du terrain : lorsque Turati, qui avait présidé aux meetings, prit la parole à Milan, la foule s'impatia : « Assez de bavardages, il est temps de passer aux actes. »

Ces manifestations atteignirent leur apogée à Turin, durant l'été 1917, juste après le passage de la délégation du Soviet. Nulle part en Europe celle-ci n'avait été accueillie avec un tel enthousiasme. On répétait les mêmes slogans qu'à Milan, mais l'humeur était révolutionnaire. Par bien des traits, les grèves rappelaient celles de Petrograd, en février : les femmes et les jeunes jouaient un rôle essentiel ; ils essayaient de fraterniser avec les *carabinieri* en leur criant : « Vous êtes nos frères. » Limité à Turin, mal dirigé, le mouvement n'aboutit à rien car ceux qui l'avaient suscité n'avaient pas abordé le problème du pouvoir : une fois la grève générale proclamée, leurs leaders arrêtés, ils dressèrent des barricades et malmenèrent les bourgeois. La répression put

ainsi faire son œuvre : il y eut 50 morts, 800 blessés et plus de 1 500 arrestations.

L'opposition de gauche n'avait guère de relais dans les campagnes. Il en allait autrement de l'Église que les projets des interventionnistes inquiétaient. Le Pape avait ainsi une nouvelle raison de combattre la guerre. La qualifiant de « massacre inutile », Benoît XV prit une position sans équivoque. Tout en essayant de surmonter ses sympathies en faveur de l'Autriche, au début de 1917, il offrit sa médiation aux belligérants, puis rendit son action publique le 15 août, ce qui mit en alerte toutes les chancelleries. Cette offre fut à l'origine d'une passe diplomatique comme la guerre en connut quelques-unes. Elle confirma que pour l'Allemagne, la Grande-Bretagne restait l'adversaire principal ; qu'il n'était pas question d'abandonner la mainmise sur la Belgique, condition posée par l'Angleterre. Elle montrait également que ni le Pape ni les Anglais ni les Américains ne faisaient de la restitution de l'Alsace-Lorraine à la France, ou du Trentin à l'Italie, un préalable à toute négociation. Benoît XV avait proposé de fonder la paix « non sur la violence mais sur la raison » ; comme le note Pierre Renouvin, « si ses sentiments personnels l'inclinaient à mettre un terme à la tuerie, les intérêts de l'Église l'y poussaient de façon plus pressante encore. La guerre avait rompu la solidarité des fidèles, affaibli l'organisation internationale catholique... Si le conflit se prolongeait, le danger ne deviendrait-il pas plus grave?... L'Église pouvait-elle se laisser devancer par les socialistes qui préparaient la paix à Stockholm ? »

Sans doute la paix recherchée par les Internationalistes n'avait rien de commun avec celle que voulait le Pape. La première eût été imposée aux gouvernements, la seconde les eût sauvés du péril révolutionnaire. Les effets de ces propagandes pacifistes ne s'en ajoutaient pas moins les uns aux autres. Endoctriné par le prêtre ou par le militant, l'arrière faisait connaître son humeur aux

soldats, déjà las de deux années passées loin du foyer. Les effets étaient prévisibles : dans la province de Genzano, on a pu établir un rapport quantitatif entre l'activité de la gauche socialiste et le nombre des portés malades dans l'armée. En Sicile, où seule l'action de l'Église intervint (soutenue, il est vrai, par une tradition d'insubordination déjà ancienne), on compte 20 000 déserteurs. Dans les campagnes il y eut comme un goût de jacquerie : on voulut « faire la peau aux messieurs ». « Bien entendu nous en faisons partie », ajoute Turati.

En 1917, le nombre total des insoumis était de 48 282, celui des déserteurs de 56 268, chiffres en constante progression : de mai à octobre 1917 seulement, on compta 24 000 nouveaux insoumis ou déserteurs.

À son tour, le front manifestait sa mauvaise humeur. Les soldats protestaient contre les duretés de la guerre et l'inhumanité du commandement. Dans la II<sup>e</sup> armée, il astreignait les soldats qui n'étaient pas en ligne à des travaux particulièrement pénibles, « pour leur donner l'envie de retourner aux tranchées ». L'arrogance des officiers, leur mépris pour la vie des autres rappelaient l'esprit de la marine russe. Des mutineries éclatèrent à Ravenne, au printemps 1917, au cri de « du pain », « des permissions » : il y eut 48 fusillés. Les mutineries de Catanzaro firent également 38 victimes. Le nombre des soldats passés par les armes s'accroissait chaque année : 66 en 1915, 167 en 1916, 359 en 1917.

En septembre 1917, selon *La Sentinelle* de La Chaux-de-Fonds, on ne pouvait plus compter les jours où les soldats refusaient de marcher. Le commandement était inquiet, car il savait qu'un lien mécanique unissait le front russe et celui de l'Isonzo ; réduite à la défensive depuis la chute de Riga et le progrès de la révolution, l'armée de Kerenski ne pourrait pas rééditer l'exploit de 1916. Le reflux des forces autrichiennes sur le front italien était fatal. Comment pourrait-on les repousser ? Lorsque les Austro-Allemands lancèrent leur offen-

sive sur l'Isonzo, le 23 octobre, ils ne disposaient que d'une faible supériorité numérique : 44 divisions, dont 7 allemandes, contre 41 divisions italiennes et 4 126 canons contre 3 564. Une fausse manœuvre de Cadorna, un acte de désobéissance du général Capello, et un échec se transforma en une catastrophe. Le front percé, le repli s'effectua dans le désordre : surprises, démoralisées par avance, les troupes italiennes se débandèrent. Plus de 200 000 soldats se rendirent sans combattre, des divisions entières tombèrent aux mains de l'ennemi qui fit 293 000 prisonniers. Des fuyards refluèrent jusque dans les Abruzzes. Comme en France, en juin 1940, où, démoralisés par la propagande conjuguée de la droite et de la gauche pacifiste, les hommes étaient partis à la guerre désespérés, les Italiens ne trouvèrent pas en eux la force de se ressaisir.

La défaite de Caporetto, bientôt stoppée sur la Piave, avait une composante sociale ; le refus d'obéir et de se battre était aussi une sorte de balbutiement révolutionnaire. Maria Isenghi le rappelle en citant un texte oublié de Malaparte : « Plus tard (...) les vaincus se sont désintéressés de Caporetto ou ils en ont eu honte. La crainte d'apparaître lâches ou traîtres à la patrie les a poussés à renier les plus beaux gestes, le plus courageux d'une existence de poltrons. »

Caporetto et la révolution d'Octobre marquèrent un tournant dans la vie politique italienne. La menace de l'invasion vivifia le sentiment national et suscita une sorte d'*Union sacrée* : même Giolitti s'y rallia. Les groupes interventionnistes et les *fasci* jouaient les forces de l'ordre dont seule l'extrême gauche léniniste fut victime. Lazzari et Serrati, directeur d'*Avanti*, furent arrêtés ; le parti socialiste démantelé. Un fossé s'élargissait entre la tendance réformiste et l'opposition révolutionnaire, désormais très isolée. Ni les uns ni les autres n'observaient que sous leurs yeux mêmes croissait l'influence des *fasci*.

IV

## LA MÉTAMORPHOSE

soigneusement entretenu, selon lequel les forces militaires allemandes n'étaient pas vaincues lorsque le gouvernement a demandé l'armistice ; elles auraient reçu « un coup de poignard dans le dos ». Les responsables de cet effondrement étaient les socialistes : ils avaient suscité des troubles à l'arrière pour que, l'Allemagne ainsi affaiblie et vaincue, ils puissent se saisir du pouvoir.

Ainsi, une nouvelle ère s'annonçait, en Allemagne et bientôt dans d'autres pays. Chez les vainqueurs comme chez les vaincus, l'armée et une partie des anciens combattants allaient s'identifier à la patrie, reprocher aux parlementaires, aux civils de trahir les intérêts de la nation alors qu'eux-mêmes s'étaient sacrifiés pour elle.

L'année 1917 avait été marquée par le triomphe de la révolution en Russie. Dans les autres pays, les dirigeants avaient réussi à prévenir la contagion pacifiste, à ressusciter la ferveur patriotique. Cette même année, l'entrée en guerre des États-Unis, de la Chine, du Brésil, etc., avait élargi le conflit aux dimensions de la planète. S'appuyant sur les *Quatorze Points* de Wilson, les peuples d'Asie et d'Afrique avaient saisi l'occasion de donner une force nouvelle à leur droit à l'indépendance, de proclamer le génie propre de leur civilisation qui n'avait jamais connu l'opprobre d'un semblable holocauste.

Autre caractéristique, l'année écoulée avait vu échouer armes et techniques nouvelles : guerre sous-marine à outrance, chars d'assaut, offensives dites « de rupture ». Certes, chaque coalition avait remporté des succès, mais ils n'avaient jamais été décisifs. Aussi, au début de 1918, si la volonté de vaincre était intacte, les dirigeants avaient moins d'illusions que naguère sur les chances d'aboutir.

Or, brusquement, au cours de l'automne, les Puissances centrales jettent bas les armes alors qu'au lendemain de Caporetto, de la paix russe, de la capitulation roumaine, elles semblaient plus fortes que jamais. Cette énigme apparente est à l'origine d'un mythe

Autre transformation : tandis que la victoire des Alliés et la paix marquaient l'irruption de l'Amérique dans les affaires d'une Europe meurtrie et diminuée, le succès des bolcheviks aboutissait à la naissance d'une société nouvelle. En signant une paix séparée à Brest-Litovsk, puis en levant le drapeau de la révolution mondiale, la Russie socialiste se mettait aussitôt au ban du consortium des États d'ancien régime. Toutes également menacées, les classes dirigeantes constituaient un front commun ; surmontant les divergences de l'« intérêt national », elles s'accordaient sur la nécessité de lutter contre le régime des soviets, ses admirateurs et ses alliés.

L'amorce d'un tel bouleversement, qui définit cinquante années de vie politique et de relations internationales, apparut en pleine guerre lorsque les bolcheviks eurent à faire face aux forces hostiles et conjuguées des Puissances centrales et des Alliés, pourtant encore ennemies sur les champs de bataille. Au moment où, à l'appel des soviets, les révolutionnaires de tous les pays fixaient leurs regards sur « cette grande lucur à l'est », la guerre se muait en intervention, en croisade.

## XVII

*Entre guerre et croisade**Pourquoi Octobre ?*

La Conférence de Stockholm était mort-née. En Russie, cet échec et plus encore celui de l'offensive Kerenski avaient fourni un nouveau motif de mécontentement à l'opinion. Les réformes fondamentales tardaient et comme l'opinion unanime estimait que le problème de la guerre commandait tous les autres, il fallait le résoudre à tout prix.

Toutefois, à la différence de tous les autres, sa solution ne dépendait pas seulement de la volonté des citoyens ; il fallait convaincre l'ennemi et les Alliés de conclure une paix sans annexions ni contributions. L'échec des premières fraternisations attesta que la paix des peuples passait par les accords conclus entre gouvernements. Ceux-ci ne parvenaient pas à aboutir. Cette faillite était-elle seulement la faute à Guillaume ? Les bolcheviks assuraient que non. Les ministres bourgeois étaient également responsables : ceux de Paris comme ceux de Londres ou de Petrograd. Par conséquent, il fallait les abattre, comme le tsarisme. N'était-ce pas eux qui, sans rien faire pour la paix, s'opposaient également à toutes les réformes et qui, en Russie, condamnaient à la misère ouvriers et paysans ?

En fait, dès l'automne 1917, la métamorphose de la société était achevée. Les Russes ne reconnaissaient plus l'autorité de l'ancien système social hérité du passé. « C'est le monde renversé », disait un industriel obligé d'assister à un meeting puis rossé. Dans les réunions paritaires, instituées depuis l'été, le comité d'usine enseignait aux anciens maîtres de l'économie ce qu'ils devaient savoir des droits du travailleur. Le même comité assurait la police de l'établissement et occupait les locaux de l'administration. Dans les campagnes, les soviets procédaient au partage des terres, tandis que dans les petites villes, des comités populaires saisissaient les boutiques et vendaient les produits réquisitionnés à la campagne. Ainsi, bien avant Octobre, le prolétariat commençait à exercer sa dictature et l'embryon d'un nouvel ordre politique, économique et social commençait à se former.

Le putsch de Kornilov révéla que le danger d'une contre-révolution était une menace réelle. Provisoirement associés, Kerenski, les soviets et les bolcheviks surent y parer. Toutefois, prisonniers de leur politique conciliatrice, Kerenski et le comité exécutif des soviets voulurent ménager leurs adversaires. Ils s'aliénèrent l'opinion qui n'admit pas que le souci de la paix civile pût aller jusqu'au pardon à accorder à la contre-révolution. Aux élections de septembre, les bolcheviks remportèrent un succès triomphal.

Pendant les jours qui précédèrent l'insurrection d'Octobre, personne ne s'imaginait, et surtout pas les bolcheviks, que le parti de Lénine se saisirait du pouvoir pour lui tout seul et pour toujours. Pour faire serrer les rangs face à la réaction, au gouvernement et aux Allemands, « tous complices », les bolcheviks faisaient retentir des accents jacobins. On se regroupa autour des soviets bolchevisés par une réaction d'auto-défense, comme naguère autour de la Commune menacée. Ainsi, les journées d'Octobre apparaissent à la

fois comme une opération pour défendre la révolution contre ceux qui menaçaient son existence et également comme une opération offensive, afin de franchir une nouvelle étape et d'instituer le pouvoir des soviets.

### Le dilemme de Brest-Litovsk.

Quand Lénine déclencha l'insurrection d'Octobre, il ne lui venait pas à l'esprit que la révolution se limiterait à un seul pays, ni que, réduite à la Russie, cette révolution pût être socialiste. Ce n'est pas qu'il entendait étendre la révolution à l'Europe entière, au moins à cette date : il pensait seulement qu'une révolution ainsi circonscrite ne serait pas viable. La prise du pouvoir en Russie, la fin de la guerre par une paix démocratique, la révolution prolétarienne en Europe, tels étaient selon lui les éléments d'un processus inséparable.

Ainsi, le 8 novembre 1917, ce ne fut pas le souci de sauvegarder des liens avec les Alliés qui conduisit Lénine et Trotski à proposer la paix à *tous* les belligérants. « L'offre devait conduire inévitablement à un soulèvement du prolétariat contre tous les gouvernements qui s'y opposeraient. » La paix devenait une épée, nécessaire à l'instauration de la révolution sociale (Arthur Ransome). « Si le moins probable survenait, ajoutait Lénine, si aucun belligérant n'acceptait même un armistice, alors, de notre côté, la guerre deviendrait réellement juste, défensive : les Russes se feraient les alliés du prolétariat de tous les pays, des peuples opprimés du monde entier. » De toutes les façons, le gouvernement soviétique serait le foyer de la révolution mondiale.

Le décret sur la paix était un simple appel aux gouvernements et aux peuples : Lénine savait bien que jamais la France ni l'Allemagne, la Grande-Bretagne

ou l'Italie, ne consentiraient à une paix sans conquêtes. Il espérait au moins rallier les États-Unis, peut-être l'Autriche-Hongrie, et déclencher ainsi un mécanisme d'engrenage. Aussi, il ne formulait pas les conditions d'une paix socialiste mais les principes d'une paix fondée sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; il ne parlait ni du capitalisme, qui était « à l'origine de la guerre », ni du socialisme, « le seul remède à toutes les guerres ». Il adoptait la phraséologie wilsonienne et le président des États-Unis comprit parfaitement que ce message lui était destiné. Il y répondit le 8 janvier 1918 en formulant ses fameux *Quatorze Points* où il affirmait la volonté des démocraties de fonder la paix sur le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la disparition de la diplomatie secrète, l'absolue liberté de navigation des mers, l'évacuation de la Belgique, la reconstitution de l'État polonais, le retour de l'Alsace-Lorraine à la France, la formation de la Société des Nations, etc.

L'accord apparent sur les termes cachait toutefois un malentendu profond sur les objectifs : les ambassadeurs alliés à Pétrograd le pressentaient, la représentation russe à l'étranger l'assurait. Effectivement, il n'y avait rien de commun entre les conceptions de Wilson et celles de Lénine. De toute façon, la partie ne semblait pas définitivement jouée en Russie. Certes, le gouvernement provisoire n'existait plus ; mais il semblait que les Blancs de Kaledine, soulevés dès le mois de novembre, seraient avant peu les maîtres de toutes les Russies.

Les bolcheviks avaient à résoudre une contradiction majeure : pour sauver leur pouvoir et la révolution, il fallait qu'ils concluent la paix exigée par les soldats, les ouvriers, les paysans. Or les Alliés ne se ralliaient pas à l'idée d'une négociation. Les bolcheviks seraient amenés par la nécessité à conclure la paix avec les Austro-Allemands seulement. Ainsi, ils renforceraient l'impérialisme allemand, détruiraient les chances de la

révolution en Allemagne, assise indispensable à la future Europe socialiste.

Le 23 novembre, Lénine et Trotski demandaient l'armistice. En même temps, ils publiaient les traités secrets conclus par les Alliés, ce qui était une façon de se justifier et également une réponse à leur menace d'apporter une aide à Kaledine. Les Anglais et les Français devenant de plus en plus hostiles, les bolcheviks lancèrent le 7 décembre un appel aux peuples de l'Orient ; ils y invitaient l'Inde, l'Égypte et tous les peuples colonisés à secouer le joug de l'impérialisme. Cette fois, le bolchevisme était pris au sérieux à Londres, où le Foreign Office ordonna d'empêcher par tous les moyens la publication de ce texte. Il n'en était pas moins entendu, et à Cambridge Tilak tenait déjà à ses disciples indiens des discours d'inspiration bolchevique.

Après s'être interrogés sur les chances des bolcheviks de se maintenir au pouvoir, les Allemands acceptèrent d'entrer en pourparlers avec eux ; ces négociations de Brest-Litovsk, ouvertes en décembre 1917, allaient durer plus de quatre mois. Kühlmann et Czernin acceptaient de traiter avec les Russes sur la base du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, mais ils entendaient que les plébiscites soient organisés par les autorités en place. Étant donné que les armées du Kaiser occupaient les pays baltes, les Russes rejetèrent cette procédure : ils voulaient que toutes les armées se retirent préalablement à toute consultation. C'était l'impasse.

De leur côté, Joffé, Kamenev et Trotski imaginaient qu'en encourageant le mouvement des fraternisations et en gagnant du temps, l'esprit révolutionnaire gagnerait l'Allemagne, ce qui remettrait en cause la « victoire » de ses armées.

Les Allemands craignaient de jouer les dupes. Lorsqu'ils apprirent que l'Ukraine se soulevait contre le pouvoir bolchevik, les militaires recommandèrent la rupture des pourparlers : en attendant, les Puissances centrales signaient avec la rada de Kiev un traité qui devait faire de l'Ukraine le grenier à blé des Puissances centrales. A cette date, au début de février, la situation des bolcheviks était moins bonne qu'en décembre. Les grandes grèves de Berlin, Vienne,

Budapest avaient déjà pris fin ; l'Ukraine échappait au gouvernement de Moscou tandis qu'en Finlande Mannerheim levait le drapeau de l'indépendance.

Trotski avait affirmé qu'il ne signerait pas de traité de paix annexionniste et il avait déclaré en même temps l'état de guerre terminé. Cette attitude avait interloqué les Allemands. Elle s'expliquait par l'incapacité des bolcheviks à inviter les soldats à reprendre le combat. Effectivement, lorsque, le 8 février, les Allemands rompirent à nouveau les négociations, leurs troupes ne rencontrèrent aucune résistance. « C'est la guerre la plus comique que j'aie vécue », note Hoffmann. Jusque-là, Lénine avait laissé agir ses amis, leur recommandant seulement de ne pas reprendre la guerre, même si on la qualifiait de révolutionnaire. Désormais, il se prononçait en faveur de la signature immédiate, quelles que soient les conditions. Celles-ci étaient très dures : l'armée soviétique devait quitter l'Ukraine, la Russie faire la paix avec la rada, abandonner toute prétention sur les pays baltes. Devant ces exigences, Joffé et Trotski imaginèrent de ne plus exclure un appel aux Alliés. Débarqués à Arkhangelsk, ceux-ci n'étaient-ils pas des associés « objectifs » maintenant que l'Allemagne menaçait la Russie de destruction ? De son côté, Boukharine, qui continuait à penser que la paix avec l'Allemagne renforcerait l'impérialisme et sonnerait le glas de la révolution mondiale, s'était exclamé : « Nous faisons du parti un tas de fumier. » Avec l'appui de Zinoviev, de Sverdlov, de Staline, Lénine emporta la décision. Le 3 mars, Sokolnikov signait le traité que le Congrès des soviets ratifiait par 784 voix contre 261.

### *Équivoque de l'Intervention.*

Depuis novembre 1917, le général Alexeïev avait soulevé le sud du pays contre les vainqueurs d'Octobre. Bientôt, commandées par Denikine, ses troupes trouvèrent un appui inattendu dans la légion tchèque, composée d'anciens prisonniers de guerre austro-hongrois. En vérité, ceux-ci traversèrent la Sibérie pour

regagner leurs foyers, mais ils entrèrent en conflit avec des soviets locaux et le gouvernement Blanc de Samara sut les mettre à son service. L'armée Blanche devenait ainsi une force. Les Alliés se demandèrent s'ils n'avaient pas intérêt à soutenir sa cause car, une fois victorieux, les Blancs reprendraient la guerre et ressusciteraient un deuxième front. C'est ainsi que des troupes britanniques débarquèrent à Mourmansk et à Arkhangelsk. A l'origine, elles avaient pour mission de contrecarrer l'avance allemande et d'empêcher les nationalistes finnois de couper la voie ferrée Petrograd-Mourmansk, mais, très vite, elles soutinrent de plus en plus ouvertement les Blancs.

« Le bolchevisme est un fléau, écrivait A. Gauvain dans le *Journal des Débats*. Si ce n'est pas nous qui le combattons, l'Allemagne s'en chargera... Elle apparaîtra chargée de cette mission. » Il fallait la prévenir, jugeaient les milieux influents, notamment le colonel Knox et le général Janin, chefs de la mission alliée en Russie, âme de l'intervention.

Ainsi, avant Brest-Litovsk, les thèmes de la contre-révolution étaient pris en charge par les Alliés. Jusqu'au 11 novembre 1918, pourtant, la lutte contre les Puissances centrales demeura leur principale motivation. Aussi, devant les exigences allemandes, la sécession de l'Ukraine et de la Finlande, les menaces d'éclatement de l'État russe, les bolcheviks se demandaient, faute d'autre choix, s'il ne fallait pas préférer la coopération avec les Alliés à la collaboration avec les Allemands. De leur côté, les Alliés savaient que les milieux les plus antibolcheviks étaient précisément ceux qui préconisaient une entente avec le Kaiser à la veille de la chute du tsarisme. Ainsi, vaille que vaille, les Alliés devaient se retenir de soutenir les adversaires de Lénine. Il est vrai que par le canal Trotski-Sadoul-Thomas (et Trotski-Robins-Henderson en Grande-Bretagne), les milieux

parlementaires surestimaient les chances d'une bolchevisation de l'Allemagne.

Lorsque, selon l'expression de Rosa Luxembourg, « la persévérante immobilité de cadavre du prolétariat allemand » réduisit les révolutionnaires russes à conclure une paix avec l'impérialisme allemand comme seul pouvoir régnant dans ce pays et que seule cette attitude de cadavre permit à l'impérialisme allemand d'utiliser la révolution russe à son profit, les Alliés purent enfin proclamer la légitimité du combat qu'ils entendaient mener contre la forteresse du prolétariat international.

Au reste, les gouvernements alliés n'avaient pas attendu cette démonstration ni la conclusion de la paix de Brest-Litovsk pour apporter leur aide aux milieux les plus hostiles à la révolution russe. Malgré l'opposition des socialistes, ils avaient aidé Kornilov contre Kerenski et récidivé à la veille d'Octobre, persuadés que celui-ci serait bientôt obligé de passer la main aux militaires. Au lendemain de la victoire des bolcheviks, le roi de Roumanie proposait à ses alliés de donner la main aux Cosaques de Kaledine puis de tenter une jonction, par le Kouban, avec les Britanniques qui avançaient en Mésopotamie. Balfour et Churchill souhaitaient reconnaître le gouvernement Blanc. L'aide à Kaledine fut décidée, en dépit des réserves de Lloyd George et de Wilson, car les autres oppositions « même réunies, n'étaient qu'un ensemble de bavards et de théoriciens ». A cette date, mesurant plus exactement que ses alliés ce que signifierait pour le capitalisme le succès de Lénine, le gouvernement anglais menait la danse. Toutefois, l'impérialisme allemand n'était pas encore abattu et Lloyd George voyait bien la difficulté de traiter à la fois avec les bolcheviks à Petrograd (contre les Germano-Finnois) et avec les Blancs à Novotcherkask (de peur qu'ils ne se rapprochent du Kaiser). Il est vrai qu'à la veille comme au lendemain de Brest-Litovsk, toutes les parties en cause pratiquent un double

jeu. Aussi bien les bolcheviks, qui ne pouvaient déterminer où résidait le plus grand péril, des Alliés et des Allemands, et qui gardaient le contact avec les deux camps ; les Puissances centrales, également, qui pratiquaient le même double jeu, signant avec Lénine à Brest-Litovsk tout en soutenant les mouvements antibolcheviks de Géorgie, d'Ukraine et de Finlande.

L'intervention ouverte des Japonais, venus soutenir les Blancs et bien déterminés à se faire rétribuer en Province-Maritime, eut pour effet de rapprocher les bolcheviks des Allemands. Certes, il était clair que le débarquement américain, qui suivit, avait pour objectif essentiel de contrecarrer les ambitions nippones. L'intervention militaire « alliée » n'en devenait pas moins de plus en plus dangereuse pour les soviets. L'échec des offensives allemandes du printemps leur en apporta une confirmation. Dès le 3 juin 1918, le conseil supérieur de la guerre interallié décidait l'envoi de 4 000 à 5 000 soldats par pays : « Ils encadreraient les Tchèques et soutiendraient les Blancs. » Aussitôt, les bolcheviks firent appel à l'Allemagne qui, précisément, se trouvait dans le besoin urgent de ramener des troupes sur le front de l'ouest. Un accord fut conclu le 25 août 1918 ; une des clauses prévoyait « que les soviets s'abstiendraient désormais de toute propagande dans les Empires centraux ». Ainsi, bien avant l'époque stalinienne, les dirigeants bolcheviks sacrifiaient la cause de la révolution européenne à la nécessité de sauver le régime instauré en Russie.

#### *La croisade antibolchevique.*

Dans ses *Cahiers*, à la date du 12 octobre 1918, Maurice Barrès relevait ces propos extraits de la *Gazette de la Croix*, le grand journal rhénan : « La lutte contre le bolchevisme doit servir de lien entre les trois puis-

sances alliées et leurs ennemies. Une Allemagne forte résistera au bolchevisme. Si elle succombait, la pire espèce de révolution anéantirait l'Europe. L'Entente ne devrait pas négliger ce point de vue. » Cette argumentation ne laissa pas les Alliés indifférents, au moins Foch, semble-t-il. Désormais optimistes sur l'issue de la guerre, ils intervenaient ouvertement dans les affaires russes : la création d'un deuxième front, la « protection » de la Russie n'étaient même plus en cause ; le caractère politique de l'intervention était manifeste. Dès le mois d'octobre, la lutte contre les Puissances centrales et celle contre les bolcheviks, jusqu'à ce jour volontairement confondues, étaient nettement dissociées. A Paris et à Londres, les milieux dirigeants avançaient maintenant l'argument des fonds placés en Russie pour légitimer leur action. Au reste, encore assez mal définies, leurs raisons et ambitions inquiétaient même les Blancs. W. Wilson n'était pas même informé du plan de Clemenceau, inspiré par l'État-Major et que les Anglais ne désapprouvaient pas. Le 23 octobre 1918 \*, il le définissait à S. Pichon : « Le bolchevisme est devenu une force avec laquelle il faut compter. Il menace par son Armée Rouge, qu'il rêve de porter à l'effectif d'un million d'hommes, d'étendre sur tous les territoires de l'ancienne Russie d'abord et le reste de l'Europe ensuite, le régime des soviets. Cette forme nouvelle et monstrueuse d'impérialisme fait peser sur l'Europe un danger d'autant plus redoutable qu'il survient au moment précis où la fin prochaine de la guerre va provoquer inévitablement dans chaque pays une grave crise économique et sociale (...). Les Alliés doivent ainsi provoquer la chute des soviets \*. Il ne s'agit pas d'obtenir ce résultat en portant la guerre en Russie, mais en procédant à l'encercllement économique du bolchevisme (...) par l'occupation par les forces alliées (depuis la Roumanie,

\* C'est nous qui soulignons. (N. d. A.)

Odessa, etc.) des terres à blé de Crimée et d'Ukraine et des bassins miniers du Donets, gage nécessaire pour garantir le paiement des 26 milliards prêtés à la Russie et dont le bolchevisme a renié la dette (...). Les armées d'Orient et les armées anglaises de Turquie fourniront, dès la capitulation de la Turquie, les quelques divisions nécessaires pour constituer autour du bolchevisme non seulement le *cordon sanitaire* \* qui l'isolera et le condamnera à périr d'inanition mais encore les noyaux de forces alliées autour desquels les éléments sains de Russie pourront s'organiser en vue de la rénovation de leur pays sous l'égide de l'Entente. » La guerre de 1914-1918 avait fait place à la croisade.

*Les origines de la « guerre civile européenne » (1).*

Le 15 octobre 1918, une compagnie du 21<sup>e</sup> bataillon d'infanterie coloniale, débarquée à Arkhangelsk, avait refusé de combattre les bolcheviks au premier bruit annonçant un armistice sur le front occidental. Ces étincelles allaient bientôt se multiplier, suscitant chez les dirigeants une inquiétude plus grande que l'agitation entretenue en métropole même par les groupements anti-interventionnistes. Certes, en France et surtout en Grande-Bretagne, ceux-ci essayaient d'alerter l'opinion contre l'attentat que les dirigeants alliés perpétraient contre la patrie de la révolution : mais leur audience restait réduite, puisque, au congrès socialiste de juillet 1918, 1 172 mandats approuvaient l'intervention et 1 544 seulement la condamnaient. Encore, observe justement A. Kriegel, ceux-ci « n'ont eu aucun scrupule à se prononcer contre l'intervention parce que la France n'y avait plus intérêt pour l'issue favorable de la guerre ».

Il est vrai que, dans les deux camps, il était déjà des

\* C'est nous qui soulignons. (N, d. A.)

révolutionnaires qui plaçaient désormais au premier rang de leur devoir de citoyens la défense de la patrie de la révolution. Leurs aînés avaient été incapables d'empêcher la guerre ; ils sauraient bien assurer le succès du socialisme. A l'opposé, d'autres faisaient passer la défense de l'ordre social avant la destruction de l'« ennemi héréditaire ». Chez les uns et les autres, l'être social s'était *dissocié* de l'être national. Le sentiment patriotique ne l'absorbait plus comme en 1914 : la guerre avait joué le rôle d'un révélateur, d'un détonateur aussi qui faisait éclater une des relations d'autorité héritées du passé.

Ainsi, avant que les traités qui y mettaient fin aient porté en eux les germes du second conflit mondial, la guerre de 1914-1918 était déjà grosse de la guerre civile qui divise encore notre société.

## XVIII

*Les illusions d'une victoire**La carte de guerre au début de 1918.*

Au début de 1918, les Alliés s'interrogeaient sur la santé physique et morale des troupes franco-anglaises. Tandis que Lloyd George espérait gagner la guerre en Orient, le commandement français comptait essentiellement « sur les tanks et les Américains ». Le front occidental était le plus important des théâtres d'opérations, le commandement allié se demandait si les Allemands réussiraient à ramener toutes leurs troupes du front oriental avant l'arrivée massive des Sammies. Pour vaincre, le commandement allemand devait gagner cette course contre la montre.

En France même, les conceptions défensives de Pétain étaient combattues par Foch, qui voulait le remplacer. « Si la bataille qui s'annonce dure plus d'un mois, disait Pétain à Poincaré, je n'aurai pas de quoi reconstituer les divisions engagées et je serai dans l'impossibilité de prendre la contre-offensive nécessaire pour soulager le front attaqué. » Dans sa Directive IV, du 22 décembre 1917, Pétain indiquait qu'on ne pourrait contenir et briser les attaques allemandes qu'en livrant la bataille sur les positions arrière et non sur

les premières lignes, une tactique qu'il appliquera avec succès en juin et juillet 1918, mais que Clemenceau jugeait une lâcheté. Il s'était fait l'apôtre de la défense à outrance et il ne pouvait admettre qu'on abandonnât la première position.

Les deux alliés étaient seulement solidaires pour faire pièce à Pershing qui ne voulait pas voir les troupes américaines amalgamées à celles des Alliés. Non sans mal, il obtint la responsabilité d'un secteur du front en Lorraine. Cette querelle d'autorité et d'amour-propre retarda leur utilisation massive de plusieurs mois : combien de morts inutiles cela n'a-t-il pas coûté ?

Les Puissances centrales étaient plus vulnérables qu'il ne semblait. Bien que l'Allemagne ait pu redresser la situation économique, l'année s'ouvrait sous de sombres auspices : la récolte de 1917 avait été déplorable, la ration de pommes de terre réduite à 7 livres par semaine, celle de viande à 250 grammes, celle de matières grasses à moins de 100 grammes. Certes, la pénurie stimulait l'esprit imaginaire des inventeurs : faute de coton, on fabriquait le tissu avec du papier et de la fibre d'ortie ; 50 millions de chaussures étaient munies de semelles de bois. Le mécontentement grandissait néanmoins et les grèves se multipliaient. En janvier, elles atteignaient un sommet, mais, cette fois, le gouvernement utilisa la manière forte et le travail reprit.

L'arrêt des opérations à l'est permettait aux Puissances centrales de mieux se répartir les tâches. Toutefois, l'alliance de Charles 1<sup>er</sup> était moins sûre, tout comme celle de la Turquie \*. En outre, depuis le traité de Bucarest, la zizanie régnait avec Ferdinand de Bulgarie, mécontent de ne pas s'être vu attribuer la Dobroudja.

Autre objet d'inquiétude, Hindenburg voyait s'éva-

\* Voir p. 249 et suiv.

nourir l'espoir de transférer rapidement ses troupes à l'ouest : au printemps 1918, il restait près d'un million de soldats allemands en Finlande, en Russie et en Roumanie. Il jugea même imprudent d'en acheminer un trop grand nombre, certaines divisions étant gagnées aux idées révolutionnaires, de peur qu'elles ne contaminent les autres.

Ainsi, au début de 1918, lorsque les Allemands décident de frapper un grand coup à l'ouest, les conditions générales leur étaient moins favorables que quelques mois plus tôt. Certes, ils sont animés par l'espoir de l'emporter définitivement ; mais ils savent également qu'ils vont lancer l'offensive de la dernière chance et que, pour l'emporter, les semaines étaient comptées.

Les premiers lancers de tracts sur l'Allemagne, le bombardement régulier de Paris par les *Taube* et par la « grosse Bertha », un énorme canon tapi dans la forêt de Compiègne, attisaient la guerre des nerfs. L'anxiété était plus profonde que les années précédentes. Comme si les deux camps pressentaient que l'heure de l'épreuve décisive allait sonner.

### *L'assaut.*

Hindenburg et Ludendorff avaient décidé de lancer une série de coups de boutoir contre les Anglais, particulièrement éprouvés par Passchendaele. Ils comptaient porter l'effort à la jonction du front français : connaissant la mésentente entre Haig et Pétain, ils espéraient en jouer : les Français porteraient-ils secours à l'allié en danger ?

Le 21 mars, première offensive près de Saint-Quentin. 4 000 canons soutiennent l'action de 65 divisions. Les Anglais ne peuvent soutenir un pareil choc, la percée a

lieu et il reste à Ludendorff à « pousser les deux pans de la porte ». Comme il le prévoyait, Pétain veut d'abord maintenir l'armature de l'armée française en prévision d'une seconde attaque, à son sens inévitable : il tergiverse avant d'envoyer les troupes de Fayolle en renforts à Douglas Haig. Se jugeant désormais incapables de défendre Amiens, les Anglais envisagent un repli général vers les ports de la Manche. Au sud, les Allemands ont repris Noyon et à Paris on juge la situation sérieuse : on met en place un dispositif de repli du gouvernement à Tours.

Clemenceau suscite aussitôt la réunion d'une conférence interalliée, à Doullens. Foch réussit à y ressusciter un climat d'entente cordiale. Son ardeur contraste avec le découragement de Haig et de Pétain. « Je me battraï devant Amiens ; je me battraï dans Amiens ; je me battraï derrière Amiens. » Les Alliés lui confient des pouvoirs de coordination sur le front occidental. Aussitôt, Foch prélève des renforts sur le front français. Ceux-ci arrivent à temps pour épauler les Britanniques et colmater la brèche ouverte par les Allemands.

Le 9 avril, Ludendorff lance son deuxième coup de boutoir. Cette fois, il frappa à l'extrémité nord du front anglo-portugais pour rendre difficile toute intervention française. Son but est d'isoler l'armée belge et une partie des troupes anglaises avec elle, et de les rejeter à la mer. Mais les 36 divisions du prince Rupprecht ne parviennent pas à percer. Des combats acharnés sont livrés devant le mont Kemmel (25-28 avril 1918).

Le 27 mai, Ludendorff attaque les Français à l'autre extrémité du front, du Chemin des Dames à la Champagne. Au départ, il s'agit d'une opération de diversion, qui permettra de relancer ultérieurement l'opération de destruction du front anglais. Depuis mars, les lignes françaises s'étaient étirées ; de plus, elles avaient été affaiblies par les renforts envoyés en Picardie et dans les Flandres. Les Allemands furent néanmoins surpris de réussir à percer en quarante-huit heures, entre les môles de Soissons et de Reims. Le 30, ils atteignaient la Marne. A son tour, Pétain envisageait un repli général. Abandonnant son plan, Ludendorff voulut pousser en avant. Mais les môles tenaient. Le 11 juin, il donnait l'ordre d'arrêter l'offensive.

Les succès des Allemands étaient incontestables : une avance qui pouvait atteindre 60 km, la superficie d'un département supplémentaire occupée, Amiens et Reims menacés. Néanmoins ces succès n'étaient pas décisifs et Mangin obtenait même un petit succès offensif. A Paris, l'émotion est considérable, l'anxiété gagne : une fois de plus, les Allemands étaient à Noyon. Le Parlement somme Clemenceau de s'en expliquer : le « Tigre » fait face. Le Parlement serait heureux de l'accabler mais il réussit à sauver Pétain et Foch ; il avait conclu par cette apostrophe : « Il reste aux vivants à parachever l'œuvre magnifique des morts. »

Ludendorff tente alors une dernière épreuve, en Champagne. C'est la *Friedensturm*, offensive de la paix du 15 juillet 1918. Prévenu du lieu et de la date de l'opération grâce à la capture de prisonniers, Pétain réédita la manœuvre de repli imaginée par Hindenburg en 1917, il stoppa ainsi les Allemands sur des deuxième lignes préparées à l'avance. La contre-offensive Gouraud-Mangin, soigneusement préparée depuis le fort de Villers-Cotterêts et soutenue par les chars et l'aviation — celle-ci utilisée pour la première fois massivement dans une bataille —, obligea les Allemands à un repli général. Cette deuxième bataille de la Marne marquait un tournant de la guerre.

### *La victoire des Alliés.*

Nommé généralissime puis maréchal de France, Foch mit en application son plan d'offensive générale malgré les réticences de Pétain et de Haig qui faisaient état de leurs pertes énormes. Ni les uns ni les autres n'imaginaient alors que cette offensive serait la dernière et que la guerre allait s'achever. Clemenceau et Foch fourbissaient des plans pour 1919. Ils comptaient provoquer l'effondrement de l'Autriche, où les désér-

teurs slaves formaient déjà des bandes, l'armée verte ; ils espéraient également aider les Blancs à en terminer avec les bolcheviks et à ressusciter un deuxième front.

Tous les fronts devaient se mettre successivement en mouvement : Palestine, Orient et front occidental, des Flandres à la Lorraine, où désormais se trouvait concentré le gros des forces américaines. Les Italiens avaient accompli de gros efforts au Monte Grappa : il fut convenu qu'ils ne lanceraient leur offensive qu'en octobre.

Le 8 août 1918, avec plus de trente divisions, les Franco-Britanniques attaquent dans la région d'Amiens. L'action principale est menée par les Anglais de Rawlinson. Grâce à l'effet de surprise, au brouillard et aux tanks, la première grande percée est réussie depuis 1914. C'est « un jour de deuil pour l'armée allemande » dit Ludendorff : phénomène nouveau, des milliers d'Allemands se rendent presque sans combattre.

Après un temps d'arrêt, les Franco-Britanniques reprennent l'attaque le 20 août. Ludendorff doit ordonner un repli général sur la « ligne Siegfried », de Saint-Vaast à La Fère. Il prévoit déjà, très en arrière, une deuxième ligne de repli de Guise à Rethel. Les Américains attaquent alors en Lorraine, réduisent le saillant de Saint-Mihiel en quatre jours. Les Anglo-Franco-Belges relancent leur offensive près de Cambrai : Ludendorff offre sa démission.

Au milieu de septembre, le front occidental tout entier est en mouvement, les offensives conjuguées sur les « fronts secondaires » se déclenchent à leur tour.

Les premières grandes victoires sont remportées sur le front de Palestine, où, sans coup férir, Allenby triomphait à la bataille de Megiddo, le Sedan de l'armée turque (19 septembre 1918). Bientôt, elle capitule. Depuis la Mésopotamie, une autre colonne viole la neutralité de la Perse pour atteindre Bakou : il s'agit de prévenir l'arrivée des Germano-Turcs, de mettre la main sur les pétroles et d'empêcher les bolcheviks de contrôler

la région. Sous l'égide des Anglais, une légion arménienne est constituée, qui lutte contre les Turcs et contre les soviets.

Sur l'Adige, le dispositif offensif des Italiens commence à fonctionner, le 25 septembre. Un mois plus tard, il aboutit à la victoire de Vittorio Veneto.

Le 26 septembre, après un temps d'arrêt qui fut à l'origine de nouvelles zizanies entre les commandements français et américain, Pershing lance une nouvelle offensive en Argonne, tandis que Gouraud progresse en Champagne et Douglas Haig dans les Flandres : les Anglo-Canadiens enfoncent les lignes allemandes et remportent les plus grands succès militaires, libérant Cambrai et Lille.

Dans les Balkans, sûr de la loyauté de l'armée grecque, Franchet d'Esperey franchit le massif de la Mogléna. Il enlève Gradsko, Prilep et Uskub aux Bulgares tandis que la cavalerie de Jouinot-Gambetta s'avance vers Nich. Arz ne peut envoyer à temps les renforts nécessaires et le roi Ferdinand décide de jeter bas les armes (26 septembre 1918). Les Français omirent d'inviter leurs alliés et conclurent seuls l'armistice. Les Anglais agirent de même quand ils signèrent l'armistice avec les Turcs. Ulcéré par les clauses du traité de Bucarest, inquiet des sympathies que le bolchevisme rencontrait en Bulgarie, son armée en voie de décomposition, et son état-major déjà en fuite ou porté malade, tel le généralissime Yekoff, Ferdinand abdiqua en faveur de son fils pour sauver son trône. Ainsi, comme l'avait prévu Briand, l'aube de la victoire s'était levée en Orient.

### *La défaite escamotée.*

Depuis longtemps, le haut commandement allemand avait fait connaître sa détermination de mettre fin aux hostilités. Il ne voulait pas que les Alliés puis-

sent découvrir l'état réel des forces impériales ; encore moins être mis dans l'incapacité d'arrêter leur marche en avant. Il espérait sauver l'armée, sinon le régime, en négociant alors qu'il se trouvait encore à cent kilomètres de Paris. Ludendorff l'avait dit et répété en privé. Kühlmann, ministre des Affaires étrangères, crut le moment choisi pour lancer une offensive de paix. Son appel aux puissances ennemies fut mal accueilli par les militaires : « La victoire était certaine » et Kühlmann fut sacrifié à cette vérité officielle. Pourtant, au lendemain de la deuxième bataille de la Marne, Ludendorff et Hindenburg acceptaient comme fatale l'idée d'une paix sans annexions : celles qui avaient été acquises à Brest-Litovsk suffiraient. Après le 8 août, la défaite apparaissant inéluctable, Ludendorff offrit sa démission. Elle fut refusée. Avec la réduction du saillant de Saint-Mihiel par les Américains (en quatre jours seulement alors que les Français n'y étaient jamais parvenus faute de moyens) et surtout avec les succès des Britanniques dans la région de Cambrai, les nerfs de Ludendorff et de Guillaume II craquèrent. Le défaitisme gagna le haut commandement qui désormais exigea la conclusion d'un armistice immédiat et l'envoi d'une note de paix à Wilson.

Le 28 septembre, les Allemands apprenaient à la fois la capitulation bulgare, la perte de Damas, la révocation du chancelier Hertling. Connu pour ses idées libérales et pacifiques, le prince Max de Bade fut appelé à lui succéder. Sans la participation des social-démocrates à son cabinet, il refusait la chancellerie : autrement les U. S. A. refuseraient de traiter avec un gouvernement qu'ils ne jugeraient pas représentatif. Les considérations de cette sorte importaient peu aux militaires qui s'impatientaient et continuaient à parler en maîtres, comme des vainqueurs. La mise en condition de Max et des parlementaires fut brutale : l'état-major leur fit lire un rapport sur la situation

qui révélait l'imminence d'une catastrophe. Ebert était blanc comme un linge, Scheidenmann et Max de Bade muets de stupeur. « Il n'y a plus qu'à se tirer une balle dans la tête », déclarait le ministre de Prusse, comte von Waldow. Le rapport von den Bussch n'exagérait en rien la gravité des faits. Max de Bade hésitait néanmoins à engager des pourparlers dans de telles conditions. « Tu n'es pas là pour faire des difficultés au haut commandement », lui intima Guillaume.

Les socialistes avaient accepté de participer au cabinet pour mettre fin à la guerre et pour sauver l'Allemagne d'un désastre. Lorsque Wilson répondit (sans consulter ses alliés) à la note de Max de Bade, il apparut qu'il exigeait avant tout la transformation des institutions politiques de l'Allemagne. C'est parce que l'armée s'opposa à ces conditions et que Ludendorff démissionna alors avec fracas que le mythe de la « trahison » des civils put naître et gagner l'opinion publique qui ignorait tout de l'état réel de la situation militaire.

A une nouvelle offre de l'Allemagne, Wilson et ses alliés répondirent par un appel direct au renversement du Kaiser. Déjà, l'empire de Charles I<sup>er</sup> éclatait en morceaux. A Prague, le 29 octobre, un mouvement populaire acclamait la République tchécoslovaque ; au même moment, le comte Karolyi annonçait la naissance d'un État hongrois et le Conseil national slovène la formation de la Yougoslavie. A son tour, au lendemain de l'armistice de Villa Giusti, l'assemblée nationale autrichienne proclamait la République.

Si Charles I<sup>er</sup> renonçait aisément à « toute participation aux affaires de l'État », Guillaume II refusait d'admettre qu'il était le seul obstacle à la conclusion de l'armistice. Il croyait que s'il transformait la nature du régime, si le gouvernement de Max de Bade et de Ebert endossait des réformes, les Allemands et Wilson s'en satisferaient. Le 24 octobre, commentant la troisième *Note* de Wilson, Noske le détrompa mais seule-

ment à mots couverts. Devenu un parti gouvernemental, la social-démocratie majoritaire affectait de se croire tenue à une certaine réserve sur le problème dynastique. Ce n'était le cas ni des indépendants ni des spartakistes qui réclamaient l'abdication au « moment où tous les trônes roulaient dans la poussière » ; les « nationaux » eux-mêmes allaient plus loin que les socialistes ; le 24 octobre, la *Frankfurter Zeitung* affirmait que seule l'abdication assurerait la conclusion d'une paix honorable. Mais le Kaiser entendait « rester avec l'armée » et Max n'osait pas le contraindre : il eût souhaité une abdication volontaire, « qui eût sauvé l'unité de l'Allemagne ». Hindenburg et Groener (qui remplaçait Ludendorff) étaient solidaires de l'Empereur : selon eux, l'abdication « signifiait la fin de l'armée ». Ils accusaient le gouvernement qui laissait la presse se déchaîner et qui était responsable du désarroi. Seul le ministre de l'Intérieur, Drews, osa rappeler ses vérités au généralissime : « Qui donc n'avait cessé de téléphoner pour réclamer un armistice ? pour prescrire l'envoi d'une *Note* à Wilson, pour réclamer la formation de ce gouvernement ? »

Les socialistes étaient les maîtres du jeu : installés au pouvoir, ils attendaient que Max de Bade obtienne l'abdication de Guillaume II. Ils le menaçaient de s'en aller, laissant entendre qu'une révolution éclaterait, dont ils ne porteraient pas la responsabilité. Mais, pris entre sa fidélité envers les Hohenzollern et les devoirs de sa charge, le chancelier ne savait s'il devait agir ou démissionner. Il cherchait à convaincre Guillaume II. Loin de vouloir abdiquer, celui-ci se déroba à tout entretien.

Une épreuve d'adresse s'était engagée : au début de novembre, les Allemands voulaient conclure au plus vite, avant que la réalité de la défaite n'apparût aux Alliés, avant que le sol national ne fût violé. Aussi, l'armée ne reculait que pas à pas, sachant parer à tout

effondrement du front. Loin de se douter de l'étendue de leur victoire, les Alliés hésitaient à conclure. Foch et Clemenceau pressentaient bien les pièges d'un armistice hâtif, mais, avec Haig, craignaient un retournement possible : vu l'épuisement de leurs troupes, ils souhaitaient des conditions d'armistice acceptables. Ils ne voulaient plus sacrifier inutilement des vies humaines. A l'opposé, soucieux d'associer plus largement les troupes américaines à la victoire, Pershing était nettement hostile à un armistice prématuré, tandis que Poincaré avait peur que des négociations ne coupent les jarrets à l'armée française.

Le 3 novembre, des mutineries éclataient à Kiel : les marins refusaient de sortir du port et de livrer une bataille « pour l'honneur ». Les Américains ayant demandé l'arrêt immédiat de la guerre sous-marine, l'amiral Hipper voulait croiser le fer une dernière fois avec la Home-Fleet. La mutinerie des marins en décida autrement. Ayant été arrêtés et emmenés à Kiel, les révoltés organisèrent des manifestations. Ils chantaient *L'Internationale* et affirmaient la volonté de renverser le régime. Un soviet se constitua : en quelques jours, malgré l'intervention de Noske, la révolution gagnait toute l'Allemagne : de Strasbourg à Munich et à Leipzig, l'Allemagne voyait s'instaurer le régime de Conseils.

A la différence des soviets russes, ces *Rätebewegungen* émanaient plus de la volonté des soldats que de celle des travailleurs. Une partie de ceux-ci, néanmoins, se rallia au mouvement, guidés par les leaders spartakistes et indépendants. Suivant l'exemple de Noske, à Kiel, Ebert, Scheidenmann et les autres chefs de la social-démocratie ou du syndicat essayaient de neutraliser le mouvement. Or, seule l'abdication immédiate du Kaiser pourrait rétablir leur autorité : déjà, l'esprit des grèves de janvier ressuscitait, la classe ouvrière passait aux indépendants et aux spartakistes, la révolution était dans l'air.

Le 9, Max de Bade démissionnait. Il cédait le pouvoir à Ebert. Préalablement, l'héritier du trône de Bade et l'ancien métallurgiste avaient forcé la décision du Kaiser en annonçant son abdication. A Spa, Guillaume déclara qu'il allait restaurer l'autorité du roi de Prusse. En réalité, il s'enfuyait en Hollande : ce serait le gouvernement socialiste qui endosserait les frais de la défaite.

#### *La victoire escamotée.*

Le 11 novembre 1918, les Allemands acceptaient les conditions d'armistice présentées par les Alliés : évacuation des territoires envahis (y compris ceux que les Allemands occupaient à l'est depuis Brest-Litovsk), rapatriement des prisonniers, livraison de 5 000 canons, 30 000 mitrailleuses, évacuation de la rive gauche du Rhin par les armées allemandes, interdiction du transfert des populations en provenance de territoires évacués, interdiction d'y détruire chemins de fer et routes, remise en état des régions dévastées (mines, points d'eau, etc.), restitution de 5 000 locomotives et 15 000 wagons, droit de réquisition en territoire occupé, restitution des objets volés pendant la guerre, reddition de la flotte de guerre, etc.

Anglais et Américains jugeaient ces clauses sévères ; elles l'étaient si on les compare aux premières propositions de Wilson. En réalité, elles étaient bénignes compte tenu des dévastations causées sur le territoire français, des pertes humaines, proportionnellement plus lourdes chez les Alliés. Il est vrai qu'une indemnisation devait suivre, mais il était clair également que les Anglo-Saxons ne voulaient pas d'une paix de châtement qui eût ressuscité l'esprit de revanche. Les Américains n'étaient-ils pas déjà hostiles à l'entrée des troupes françaises en Alsace-Lorraine et d'accord avec les Anglais pour juger « inutile et excessive » l'occupation des ponts du Rhin ? Ces signes avant-coureurs de la

désunion des vainqueurs annonçaient les déboires que le gouvernement français allait connaître après la guerre.

Or, s'il est sûr qu'après 1919, les Anglo-Saxons disposaient de moyens pour faire triompher leurs conceptions, il n'en était pas de même à la veille du 11 novembre : à cette date, les Français avaient la possibilité d'imposer leurs vues.

On s'est demandé si la peur de sa bolchevisation n'avait pas amené les Alliés à ménager le peuple allemand. On sait que cette idée a fleuri Foch, que les dirigeants d'outre-Rhin en ont joué, et que les milieux de gauche, en France, s'en sont saisis, mais rien n'atteste que les leaders responsables y aient été vraiment sensibles. Aussi, cinquante ans après, on s'interroge. Certes, Poincaré jugeait qu'il fallait exiger des clauses plus dures ; mais Foch et Weygand l'assurèrent que leurs objectifs militaires étaient atteints. Par une erreur d'optique qui, aujourd'hui, est éclatante, ces derniers jugeaient que leurs conditions suffiraient à mettre l'Allemagne « à la merci du vainqueur ». La veille, pas plus que Poincaré, ils n'avaient vu l'avantage qu'il y aurait à faire sentir sa défaite à l'ennemi en portant la guerre sur son territoire ; le 11 novembre, ils n'eurent pas même l'idée de détruire son potentiel industriel ou contrôler son économie. Ces militaires avaient conclu « un armistice entre soldats ». L'Europe et la guerre étaient entrées dans l'âge industriel, ils l'ignoraient toujours et, chevaliers du Moyen Âge égarés en plein xx<sup>e</sup> siècle \*, ils jugeaient qu'une nation désarmée est une nation vaincue.

L'armistice signé, les vainqueurs découvrirent, en guise de peuple soumis, une nation en colère. Depuis 1914, les Allemands avaient réussi à maintenir inviolé le *Vaterland*, à occuper encore les trois quarts de la Belgique, Mézières et Briey le jour de l'armistice. Pen-

\* Il est significatif qu'ayant circulé en voiture durant toute la guerre, ils voulurent défilier à cheval le jour de la victoire.

dant plus de quatre ans, les troupes impériales avaient campé en territoire ennemi et détruit ses forces vives. Elles avaient perdu une bataille, mais, sauf dans quelques secteurs de l'arrière ou du front, ni les civils ni les militaires n'avaient le sentiment d'avoir perdu une guerre. Les acclamations du public en attestent dans Berlin en liesse, lorsque les troupes défilent au lendemain du 11 novembre et qu'Ebert salue ces soldats « qui reviennent invaincus d'un combat glorieux », consacrant ainsi un mythe dont se nourrira la propagande hitlérienne.

### Qui a gagné la guerre ?

A Versailles, dessaisi de l'Alsace-Lorraine, de la Posnanie, d'Eupen et de Malmédy, ayant perdu ses territoires d'outre-mer, doutant de la loyauté des vainqueurs à organiser, comme promis, un plébiscite en Silésie et en Sarre, son armée réduite à 100 000 hommes, sa flotte de guerre confisquée, jugé responsable de la guerre par l'article 231 du traité, et ainsi condamné à payer des réparations, le peuple allemand accusa ses dirigeants de l'avoir bafoué en acceptant une paix de trahison. L'occupation de la rive gauche du Rhin pendant quinze ans à titre de gage mit le comble à son irritation. Attisé par la propagande revancharde, le mythe du « coup de poignard dans le dos » prenait consistance. La duplicité des vainqueurs ajoutait à leur colère puisqu'ils prétendaient s'être battus au nom des principes du droit des peuples et que ceux-ci ne jouaient qu'en leur faveur : les Allemands des Sudètes n'étaient-ils pas « attribués » à la Tchécoslovaquie et les Hongrois de Transylvanie à la Roumanie ?

Dans leur hâte à tenir la colère des Allemands pour un gage de victoire, les Alliés ne s'apercevaient pas qu'ils perdaient la paix au moment même où ils gagnaient la guerre. A part deux ou trois provinces perdues, l'Allemagne demeurait intacte ; elle n'avait subi

aucun dommage matériel pendant la guerre, son potentiel économique restait exceptionnel et les réparations prévues par le traité de Versailles ne limitaient ni son développement ni sa liberté de manœuvre. Alors que la France, meurtrie, détruite en partie, exsangue, dépensait une partie de l'énergie nationale à reconstituer son économie, l'Allemagne avait seulement à la reconvertir.

## LE BILAN

	Mobilisés entre 1914 et 1918 en millions	Morts	Blessés	Pourcentage des morts, invalides et blessés par rapport au total des appelés en %	Surcroît des décès civils et déficit des nais- sances (évaluation approximative)
France .....	8,410	1,35	3,5	60	env. 1,200
Grande-Bretagne ..	8	0,95	2	37	env. 0,800
Italie .....	5,250	0,5	?	—	—
U. S. A. ....	4	0,1	?	—	—
Russie .....	—	2,3	?	—	—
Allemagne .....	13	1,6	4	41	env. 0,900
Autriche-Hongrie ..	9	1,45	2	38	—
Turquie .....	—	0,4	?	—	—

NOTE : Ces chiffres ne sauraient être considérés comme définitifs. Mais ils ont tous été établis par les mêmes auteurs (sauf la dernière colonne). Corrélations et comparaisons ont ainsi un intérêt indicatif.

La France comptait, en outre, 700 000 maisons et 20 000 usines détruites ainsi que 50 000 km de voies ferrées ou routes inutilisables; 3 millions d'hectares de terres étaient endommagés; la production des céréales avait baissé de 40 %, la production industrielle de 50 %.

Ruinées par l'effort de guerre, par les achats à l'étranger, la France et l'Angleterre, prospères en 1914, avaient vu s'effondrer leur crédit à l'extérieur avant qu'il ne se transforme en compte débiteur. Elles ne bénéficiaient plus de fonds placés en Russie et dans l'empire turc. Leur assise financière ainsi affaiblie, elles perdaient l'avantage que naguère leur avance financière leur donnait vis-à-vis de l'Allemagne, et des autres pays. Aussi les États-Unis peuvent être considérés comme les seuls véritables vainqueurs de la guerre, puisqu'ils avaient gardé leur territoire intact et qu'ils étaient devenus les créanciers de tous les autres belligérants.

Sur le plan stratégique également, la France et l'Angleterre perdaient la partie. Celle-ci voyait le Japon prendre sa place sur le marché asiatique et les peuples de couleur y contester son hégémonie, de Calcutta jusqu'au Moyen-Orient. Quant à la France, ses dirigeants oubliaient qu'en 1914, l'empire allemand avait vu son *Drang nach Osten* interdit par l'obstacle redoutable de deux empires, la Double Monarchie et la Sainte-Russie. Celle-ci était amputée de tous ses territoires occidentaux, rejetée vers l'est au nom de la croisade contre le bolchevisme. Au même moment, les traités de Saint-Germain consacraient la substitution d'une poussière de petits États à l'ancien Empire des Habsbourg. Bientôt, cette situation nouvelle facilita la réalisation du *Mittel Europa*, les États danubiens et baltes devenant une proie facile pour l'Allemagne qui observait qu'en France les dirigeants sacrifiaient désormais l'intérêt national à l'intérêt de classe. En outre, pour avoir réduit l'ancienne métropole à la taille d'un État croupion, les Alliés offraient l'Autriche en dot au peuple allemand : humiliée de sa déchéance, dont ses anciens sujets étaient désormais les témoins, l'Autriche préférerait disparaître pour se fondre dans le deuxième Reich. Dès le 10 novembre 1918, son parlement réclamait « le rattachement à la patrie allemande ».

Les origines de la « guerre civile européenne » (2).

11 novembre 1918. L'allégresse fut générale. C'était la dernière des guerres... Paris, Londres, New York fêtèrent l'armistice, puis la victoire tandis qu'à Versailles, à Saint-Germain, à Neuilly, à Sèvres, une armée de diplomates fondaient la S. D. N. et signaient des traités qui devaient assurer la paix pendant cent ans.

Certes, les gouvernements des grandes puissances victorieuses voulaient assurer la domination des vainqueurs : ils sous-estimèrent la colère de l'Allemagne, le mécontentement de l'Italie dont les « intérêts » étaient en partie sacrifiés à ceux de la Yougoslavie. Ils ignorèrent également les désordres de l'Europe balkanique ou de l'Irlande, le feu qui sourdait en Asie et dans le monde arabe. Ils craignaient essentiellement les succès de Bela Kun, la contagion de la révolution russe et par tous les moyens cherchèrent à la prévenir.

\*

Avec le retour du soldat, la reconstruction du foyer détruit, la reconversion à la vie civile, les drames et joies qui l'accompagnent, hommes et peuples s'interrogèrent. Une fois dégrisés, le problème de leur existence passée et de leur avenir se posait devant eux.

Les illusions des premières années de guerre une fois oubliées, les survivants avaient été les acteurs d'un drame sans précédent. Combien s'étaient interrogé sur le rôle qu'ils avaient pu jouer ou sur la signification générale du conflit ?

Pour les immigrés récents, les allogènes, les Juifs, d'autres encore, le baptême du feu avait fait d'eux des citoyens ; nul ne pourrait plus le contester. Mais quel avantage la guerre avait-elle apporté aux autres ? De retour dans leurs foyers et passée l'allégresse de la

fin du cauchemar, ils connurent l'amertume d'une reconversion difficile. Habile à les flatter, à les honorer de la pompe des cérémonies qui les soudait à l'ordre gouvernemental, l'État n'assurait pas aux anciens combattants les droits qu'ils avaient sur la nation. Faute d'avoir organisé leur retour, ceux-ci se trouvaient souvent réduits au chômage, à la mendicité. Promesses et discours rendaient plus odieux cet inintéret réel des dirigeants et de l'arrière pour tous ces malheureux. Les anciennes blessures, à peine cicatrisées se rouvrirent : le souvenir amer des permissions, la conscience de l'injustice, le ressentiment contre les embusqués, l'arrière, les députés, tous complices. Par réaction, la solidarité qui régnait dans les tranchées apparaissait idyllique, on y ignorait les classes sociales, les privilèges ; cet autre mythe était en train de naître, que le film et le roman allaient illustrer pendant plus de vingt ans. Sans doute, l'après-guerre connut d'autres colères, notamment celles des travailleurs qui perpétuaient la tradition révolutionnaire du siècle précédent : mais ces protestataires inscrits au chômage qui défilaient au pas dans Londres, héret sur la tête, allaient-ils grossir plus tard le camp du Labour Party ou allaient-ils renforcer les troupes du « fasciste » Mosley ?

Outre-Manche, comme ailleurs, ils avaient été les seuls à se sacrifier pour la patrie et ils s'identifiaient à elle. Certes, sans se déjuger, ils ne pouvaient se désolidariser des politiciens qui ne cessaient de les glorifier, et, en France comme dans d'autres pays, ils élirent en 1919 les mêmes représentants que naguère. Tous vouaient aux gémonies les Rouges et tous ceux qui répétaient, tels l'avant-garde surréaliste et *Dada*, que les anciens combattants avaient joué le rôle de dupes, simples marionnettes agitées par le Capital et les marchands de canons. Cette mise en cause les humiliait et, par réaction, elle les amenait à resserrer encore leurs rangs, à légitimer leur sacrifice, à adopter des vues nationalistes.

Elle les conduisait quelquefois à ressusciter l'idée exprimée naguère par quelques chefs militaires qui voulaient enrégimenter toute la nation, de lui enseigner *manu militari* le sens du devoir.

La rancœur des principales Associations d'anciens combattants, bientôt Croix de feu, et Casques d'Acier s'exhala ainsi contre ceux de l'arrière, profiteurs et embusqués, dirigeants politiques qui perdaient la paix et autres syndiqués, qui avaient « l'impudeur de revendiquer des loisirs alors qu'eux-mêmes, 24 heures sur 24, avaient risqué leur vie pour leur pays ».

Leur ressentiment s'exprimait également contre les femmes, profiteuses de guerre, à leur façon, puisque le départ des hommes avait permis leur émancipation. Pour la plupart, elles avaient échappé au risque de demeurer célibataires, en épousant soit des étrangers qui ne s'étaient pas engagés, soit des hommes de quatre à cinq ans plus jeunes que ceux qu'elles auraient normalement épousés s'ils n'étaient pas morts à la guerre (L. Henry). La différence d'âge entre conjoints ainsi réduite, l'équilibre du couple d'après-guerre n'est plus celui d'avant 1914. La famille traditionnelle se dissout, comme s'était dissocié le sentiment patriotique du fait du succès de la révolution et de la croisade contre la Russie rouge. L'impératif de la morale du travail s'était également affaibli. Ainsi il n'est pas fortuit qu'ayant pris le pouvoir en France au lendemain de 1940, les anciens combattants aient adopté la formule « Famille, Travail, Patrie ».

Naguère, l'État et les classes dirigeantes n'avaient affaire qu'aux révoltes venues d'en bas. Celles-ci menaçaient toujours et plus gravement que naguère, puisque le succès de la révolution russe avait donné une amarre aux forces révolutionnaires de tous les pays. Elles avaient des hérauts dont la patrie était à l'est. Mais il était également des mécontents d'une autre race : ceux que la guerre avait ruinés, rentiers et petits-bourgeois

notamment ; également, ceux en qui se croisaient l'idéal rénovateur de la tradition socialiste, le culte de la terre, le goût de la violence nés dans la boue des tranchées. A l'imitation des *fasci* italiens, ils se firent bientôt les chantres d'une révolte qui, par son style, ressuscitait les rites guerriers auxquels beaucoup étaient restés attachés. « Rénovatrice et conservatrice », antisocialiste et se proclamant hostile au Capital international, leur action se présenta comme la lutte pour une nouvelle culture. Son triomphe violent en Italie, ses progrès en Allemagne et en Europe centrale fascinèrent une partie des dirigeants et des classes moyennes, ceux que la guerre et l'après-guerre avaient diminués, des jeunes, des anciens combattants, que l'expérience communiste obsédait et terrorisait.

Toutefois, les classes dirigeantes furent promptes à imaginer que cette atmosphère de malaise, la désunion des vainqueurs, la difficile application du traité de Versailles, les crises liées à la reconversion économique et sociale constituaient des phénomènes passagers que la société capitaliste saurait absorber tout comme elle saurait discréditer le socialisme. Effectivement, le bar américain, le tango, le charleston prenaient déjà la place de la marraine de guerre, du défilé militaire et de *La Madelon*. Les progrès de la technique, leur utilisation pacifique créaient des distractions nouvelles qui, avec le spectacle du sport, le film, le music-hall, la promesse des vacances, procuraient à la société l'évasion qu'elle recherchait. Français, Allemands et Anglais, qui ont le sentiment de ressusciter au lendemain du cauchemar, aiment s'en étourdir : en 1920, à Paris, il y a plus de monde pour fêter la Mi-Carême que pour commémorer la victoire. Toutefois, en Allemagne, en Italie (et bientôt en U. R. S. S.), des fêtes de gymnastique d'une dimension impressionnante révèlent déjà de sourdes aspirations pour un ordre « nouveau ».

Les lendemains ne chanteront pas.

## BIBLIOGRAPHIE DES TROISIÈME ET QUATRIÈME PARTIES

Aux ouvrages indiqués p. 13, 90, 251-252 et notamment la presse, on ajoutera en premier lieu :

Kriegel (A.), *Aux origines du communisme français*, Paris, 1964, 2 vol.  
Mayer (Arno), *Politics and diplomacy of peacemaking, containment and counterrevolution at Versailles*, N-Y, 1967, 920 p.

On consultera également :

Carr (E.), *The Bolshevik Revolution*, Londres, 1950-1953, 3 vol.  
Delmas (J.), *L'État-Major français et le front oriental (nov. 1917-nov. 1918)* 3<sup>e</sup> cycle, Sorbonne, 1965.  
Fay (V.), Ferro (M.), Broue (P.), Kriegel (A.), De Clementi, Tych (F.), Nagy (B.), Steiner (H.), Scharf (J.), *La Révolution d'Octobre et le mouvement ouvrier européen*, Paris, 1968, 229 p.  
Ferro (M.), *La Révolution de 1917, I*, Aubier, Paris, 1967, 606 p.  
Guérin (D.), *Fascisme et grand capital*, Paris, 1938.  
Karlner (M.), *Rabocce dvizenie v Anglii v gody 1914-1918*, Moscou, 1964, 487 p.  
Kirova (K.), *Revolucionnoe dvizenie v Italii (1914-1918)*, Moscou, 1962, 432 p.  
Lutz (R. H.), *Fall of the german empire*, Stanford, 1932, 2 vol.  
Pedroncini (G.), *Les Mutineries de 1917*, Paris, 1967, 325 p.  
Ulman (R. H.), *Intervention and the war*, Princeton, 1961, 345 p.

*Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, numéro consacré à l'année 1917 (janvier-mars 1968).

« From war to peace », numéro du *Journal of contemporary history*, 4, 1968.

Nous avons également consulté les archives Klotz (B. D. I. C.) et quelques fonds des archives de Vincennes.

## INDEX DES PRINCIPAUX THÈMES

Alliances, 42-53, 67, 127 et suiv., 231-251, 363.  
Alsace-Lorraine (question d'), 28, 47, 56, 60, 95, 240-243, 328 et suiv., 332 et suiv., 336, 337, 344.  
Arabes, 181-182, 237 et suiv., 243.  
Arménie, 179-181, 367.  
Armistices, 352-354, 368-375.  
Art de la guerre, 56, 57, 59-62, 119-121, 148-151, 156-175.  
Artois, 119-121, 148-150.  
Artillerie, 169-170.  
Asie centrale, 184-186, 236, 246-247, 249, 354, 357.  
Aviation, 170-172, 364, 366.  
Balkans (campagnes des), 50, 54, 132-134, 368.  
Belgique, 64, 95, 96, 183, 231-234, 344, 374.  
Blocus, 189-192, 213 et suiv., 221, 363.  
Brest-Litovsk (paix de), 352-355, 356 et suiv.  
Bulgarie, 122, 132-133, 363, 368-369.

Buts de guerre, 65, 127-129, 240-251, 344.  
Caillaux (affaire) 308, 336 et suiv.  
Caporetto (bataille de), 342 et suiv.  
Cavalerie, 167-168.  
Champagne (offensives de), 117-121, 148, 365 et suiv.  
Chemin des Dames (bataille du), 152-154, 256, 311 et suiv., 365.  
Classe ouvrière, 8-17, 276 et suiv., 280, 281, 285 et suiv., 289-308, 316 et suiv., 338 et suiv., 343 et suiv., 363.  
Colonies (guerre aux) 186-188, 224, 357.  
Combattants (vie et psychologie), 156-167, 269-274, 378-381.  
Commerce avec l'ennemi, 227-231.  
Contrôle parlementaire, 33-34, 259-266.  
Course à la mer, 105-107.  
Crise de l'été 1914, 77-87.  
Dardanelles, 121-125, 127.  
Départ (à la guerre), 12, 205.  
Développement capitaliste, 19, 26, 41 et suiv., 207 et suiv., 213 et suiv.  
Économie de guerre, 188-197, 208-215, 221, 227-231, 363.  
Effectifs, 40, 63, 223-227.  
Enseignement de l'Histoire, 28 et suiv.  
États-Unis (intervention), 200-206, 353, 358-359, 363, 368, 373, 376, 377.  
Extrême-Orient, 188, 206-208, 358.  
Femmes, 292-295, 380-387.  
Financement, 227, 276-277, 380.  
Flandres (offensives des), 108, 154-155, 365, 367, 368.  
Fraternisations, 320 et suiv., 325.  
Front italien, 131, 135-137, 147-148, 342 et suiv., 367, 368.  
Front russe, 108-110, 112-116, 145-146, 327, 355 et suiv.  
Grèce (intervention), 123, 132, 134, 235, 236, 368.  
Grèves (mouvement de), 20, 75, 297-308, 343-345, 363.  
Impérialisme, 41 et suiv., 240-251, 328, 332.  
Internationale, 68-76, 283-306, 323-334, 343-346, 360 et suiv.  
Intervention (en Russie), 355-361.  
Irlande, 183-184.  
Italie (intervention de l'), 51-52, 127-131.  
Marne (batailles de la), 100-104, 366.  
Mésopotamie (campagne de), 125-126, 249, 357.  
Militarisme, 33, 34 et suiv., 40 et suiv., 257-269.  
Mutineries, 310-317, 335, 339-340, 345, 372.  
Mysticisme religieux, 17, 32 et suiv.  
Nationalités, problème national, 26 et suiv., 26 et suiv., 176-184, 337, 336, 370.  
Pacifisme, 23, 276-306, 323-349.  
Palestine (front de), 125-126, 181-182, 237 et suiv., 367, 369.  
Papauté, 51-52, 127-131, 344-345.  
Passchendaele (bataille de), 154-155, 240, 265.  
Patriotisme, 24-41, 70 et suiv., 75-76, 272 et suiv., 276 et suiv., 295 et suiv., 301-303, 320, 322, 336-337, 348-349, 360-361, 378 et suiv.  
Paysannerie, 14-16,

- 274-275, 306, 320, 344.  
 Pénurie, 213 et suiv., 221, 304, 305, 363.  
 Picardie (offensive de), 364 et suiv.  
 Plans stratégiques, 59, 60, 64, 65, 111 et suiv., 117-122, 131 et suiv., 135 et suiv., 139 et suiv., 148 et suiv., 151, 362 et suiv.  
 Prisonniers de guerre, 227, 291-292.  
 Prix, 8 et suiv., 294, 304-305, 334-335, 340-341  
 Profiteurs de guerre, 227-231, 295-296.  
 Propagande, 197-200, 215-222.  
 Réfractaires, 23, 346.  
 Régionalisme, 26, 27.  
 Responsabilités (problème des), 87-90.  
 Révolution allemande 300-301, 368-375.  
 Révolution russe, 316-322, 324 et suiv., 350 et suiv.  
 Roumanie, 80, 146, 147, 249-250, 348, 363, 375.  
 Serbie, 38, 39, 77 et suiv., 107, 133-135, 177.  
 Soldats russes en France, 235-236, 338.  
 Somme (offensive de la), 148-151.  
 Sous-marine (guerre), 192-197, 266-267.  
 Sports, leur rôle, 32 et suiv.  
 Stockholm (Conférence de), 323-334, 350.  
 Syndicats, 276-279-282, 289 et suiv., 296-303.  
 Tanks, 172-173.  
 Traités de paix, 375 et suiv.  
 Tannenberg (bataille de), 108-110.  
 Tranchées (guerre de), 157-167.  
 Union sacrée, 74-76, 254, 276-299, 301-305, 308-310, 342 et suiv.  
 Verdun (bataille de), 139-144.  
 Vittorio Veneto (bataille de), 368.  
 Zimmerwald (mouvement de), 276-290, 296-300, 303-306, 328 et suiv.